

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Hérédité du Trône en Egypte Contemporaine

(ORIGINE ET ÉVOLUTION)

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le mardi 21 décembre 1943, à 14 heures

PAR

MOHAMED SEIF ALLA ROUCHDI

Président: M. LAMPUÉ, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Suffragants: MM. WALINE, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

J.-J. CHEVALLIER, Chargé de Cours à la Faculté
de Droit de Paris.

— PARIS —

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14 (V*)

1943



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552019_0027

Nom du candidat: ROUCHDI.

Prénom: MOHAMED SEIF ALLA.

Date de la Soutenance: 5 janvier 1944.

Numéro d'ordre: 156.

1

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Rousseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943. N° 156)

2

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Rousseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943. N° 156)

3

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Rousseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943. N° 156)

4

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Rousseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943. N° 156)

Nom du candidat: ROUCHDI

Prénom: MOHAMED SEIF ALLA

Date de la Soutenance: 5 janvier 1944.

Número d'ordre: 156.

2

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Roussseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943, N.° 156)

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Roussseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943, N.° 156)

4

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Roussseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943, N.° 156)

ROUCHDI MOHAMED SEIF
ALLA. — L'Hérédité du
Trône en Egypte Contem-
poraine (origine et évolu-
tion). — Paris, Editions
Roussseau, 1943, in-8°, 304
+ 8 p.
(Thèse de Droit, Paris 1943, N.° 156)

3

**L'Hérédité du Trône
en Egypte Contemporaine**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*

L'Hérédité du Trône en Egypte Contemporaine

(ORIGINE ET ÉVOLUTION)

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le mardi 21 décembre 1943, à 14 heures

PAR

MOHAMED SEIF ALLA ROUCHDI

Président: M. LAMPUÉ, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Suffragants: MM. WALINE, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

J.-J. CHEVALLIER, Chargé de Cours à la Faculté
de Droit de Paris.

— PARIS —

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14 (V°)

1943



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE
PIEUSEMENT ENDORMI DANS LE SEIGNEUR
LE 25 SEPTEMBRE 1942.

Requiescat in pace.

INTRODUCTION

1. — L'Egypte, Royaume Héréditaire.
2. — Les principes essentiels du régime de l'Hérédité du Trône de l'Egypte Pharaonique.
3. — Les dynasties de la Période Islamique:
 - a) Les Toulounides,
 - b) Les Ikhchidites,
 - c) Les Fatimites,
 - d) Les Ayoubides.
4. — e) Les Mamelouks.
5. — Les principes essentiels du régime de l'Hérédité du Trône dans le Droit Public de l'Islam et chez les dynasties de l'Egypte Islamique.
6. — L'Egypte sous la Domination Ottomane, jusqu'au début du XIX^e siècle.
7. — Limites de notre étude et son intérêt.
8. — Plan détaillé.
9. — Remarques orthographiques.

1. — Tout au long de son histoire plusieurs fois millénaire, l'Egypte fut toujours, dans ses périodes de grandeur et d'indépendance, un Royaume Héréditaire.

2. — Dans les âges les plus reculés, dans la Période Pharaonique, qui s'étend sur de longs siècles, les rois de trente-et-une dynasties connues se succédèrent sur le Trône d'Egypte selon des règles encore difficiles à préciser, faute de documents suffisants. Il semble pourtant que ce système n'ait subi que peu de modifications au cours des âges, et que les mêmes principes se retrouvent toujours avec quelques innovations de temps à autre.

Le trait essentiel de ce régime était le caractère divin

du Souverain: *le Pharaon était le successeur, l'héritier et le fils des Dieux.*

Ce caractère divin de la Royauté Pharaonique est expliqué par la Mythologie Egyptienne. Les Dieux, après avoir créé et organisé le monde, s'étaient retirés de la terre laissant le Pouvoir à leurs descendants.

Cette transition fut-elle directe? Les pharaons succédèrent-ils directement aux Dieux? Certaines traditions plaçant entre pères et fils une série de Demi-Dieux, de Mânes. Quoi qu'il en soit, les premiers pharaons restent encore perdus dans la nuit des temps. Les fouilles ne nous ont encore révélé que des successeurs lointains des Dieux.

Cette succession, comment avait-elle lieu? D'une manière générale, le Pouvoir se transmettait de père en fils, le plus souvent au fils aîné. Les filles avaient le droit d'accéder au Trône. Le mariage du fils avec sa sœur n'était pas prohibé; on y recourait pour conserver la pureté de la race divine ou pour éliminer des intrigues, toujours possibles.

Qu'arrivait-il si la lignée d'un souverain venait à s'éteindre? La question est d'importance, étant donné qu'il fallait assurer la continuité de la descendance divine. Dans un pareil cas, on ne manquait pas de découvrir, pour le nouveau monarque, une généalogie le rattachant au Dieu suprême; ou bien encore, son mariage avec une princesse parente de ses prédécesseurs, suffisait à assurer la continuité divine; parfois enfin, au besoin, on le faisait descendre directement du Dieu qui, disait-on, l'avait engendré d'une femme mortelle.

Ces trois moyens étaient, d'autre part, utilisés par les intrigants qui s'efforçaient d'accéder à la Royauté par de savantes machinations. L'essentiel était toujours d'être un descendant du Dieu suprême. Ces intrigues n'étaient pas rares, bien au contraire. Leur fréquence fut à l'origine de l'établissement d'un système original: de son vivant, le pharaon pouvait s'adjoindre son fils pour lui assurer la possession du Pouvoir. A la mort du père, le nouveau pharaon se

trouvait déjà sur le Trône et toute possibilité d'intrigues et de rébellions était éliminée.

Ainsi, les dynasties pharaoniques, liées entre elles par les liens que nous venons de citer, formaient en quelque sorte une seule famille, réelle ou de principe, et dont les membres étaient soumis aux mêmes règles pour accéder au Trône.

Ce régime, décrit rapidement dans ses grandes lignes, fut celui de l'Égypte pendant des millénaires. Sa solidité tenait à son caractère sacré: la Royauté avait des attributs divins et le Pharaon était le fils, le successeur et l'héritier des Dieux, dont la descendance devait rester pure. Cet état de choses dictait aux Égyptiens le respect et l'obéissance.

Cette harmonie qui régnait entre les pharaons et le peuple permit, presque toujours, de faire de l'Égypte la doyenne des États civilisateurs de l'Antiquité.

Malheureusement, rien ne dure. Après la grandeur pharaonique et ptolémaïque, vint la décadence de l'âme nationale. L'Égypte cessa d'être indépendante et devint le grenier de Rome, puis de Byzance avant d'être conquise par les Arabes en l'an 640. Durant toute cette longue période de décadence, l'Égypte fut administrée, pour le compte de l'étranger, par des préfets.

3. — Sous les Arabes, soumise successivement à l'autorité des Califes de Médine, de Damas et de Bagdad, elle connut le même régime, celui d'être gouvernée par des préfets, jusqu'au début du IX^e siècle, époque à laquelle un nouveau régime entra en vigueur. A charge de verser au Calife un tribut annuel, l'Égypte était confiée en apanage, le plus souvent à des officiers turcs. L'apanagiste était représenté en Égypte par un lieutenant, sorte de préfet.

a) C'est à ce titre qu'en 868, le Turc Ibn Touloun fut envoyé en Égypte, où ses velléités d'indépendance ne tardèrent pas à se manifester. Il se constitua même une forte armée, et à la suite de différends sur le tribut qu'il devait payer au Calife, il marcha sur la Syrie et l'occupa. Devenu indépendant en fait, il ne put l'être en droit.

Son fils, qui lui succéda, fut plus heureux que lui. En 886, il réussit à conclure avec le Calife un accord aux termes duquel l'Égypte et la Syrie lui étaient confiées ainsi qu'à ses descendants, pour une durée de trente années. Le droit de succession au Trône d'Égypte et de Syrie était de la sorte reconnu à la dynastie des Toulounides, qui en devenait ainsi la détentrice légitime. Il convient de souligner cet événement. Pour la première fois depuis des siècles, l'Égypte possédait une dynastie royale qui allait la gouverner en toute liberté et en toute indépendance.

Mais la puissance grandissante des Toulounides ne tarda pas à porter ombrage à Bagdad, qui provoqua leur disparition, bien avant l'achèvement des trente ans. Cette dynastie avait fourni cinq souverains qui régnèrent trente-quatre ans, de 870 à 904.

b) Après les Toulounides, l'Égypte retomba de nouveau sous le joug des Califes. Mais la restauration de cette autorité ne dura pas longtemps. L'exemple d'Ibn Touloun fut bientôt suivi par un préfet, Abou Bakr. En 935, pour marquer sa volonté de se rendre indépendant du Califat, il prit le titre d'Ikhchid, qui signifiait en persan : roi des rois, et qui était porté par les princes de Ferghana, en Asie Centrale, dont il prétendait descendre. Quatre ans plus tard, le Calife, dans le but de voir l'Égypte s'opposer à l'infiltration des Fatimites, venant du Maghreb, lui décerna officiellement ce titre. L'Égypte venait de se séparer de nouveau de Bagdad. Cette séparation fut, une fois encore, confirmée en 942 à la suite d'un différend avec le Calife.

A leur tour, les Ikhchidites gouvernèrent l'Égypte pendant trente-quatre ans, de 935 à 969. Eux aussi, ils eurent cinq souverains. Forte à ses débuts, leur dynastie ne put résister, par la suite, aux Fatimites qui la renversèrent.

c) Partisans d'une secte islamique, les Fatimites prétendaient descendre de Fatma, fille du Prophète, et de son mari Ali, cousin et quatrième successeur du Prophète, comme Calife. Poursuivi et maltraité en Orient, leur chef avait émigré au Maghreb vers 905. Là, avec ses disciples,

il avait intensifié ses efforts et gagné à sa cause d'innombrables partisans. La puissance des Fatimites, grandissant sans cesse, ils finirent par former un grand Empire englobant tout le Maghreb et comprenant, en outre, la Sardaigne et la Sicile. Il leur restait, toutefois, l'Égypte à conquérir. Après avoir par deux fois essayé de l'occuper, ils réussirent à s'en emparer en 969. Quatre ans plus tard, le souverain fatimite El Moezz venait s'établir au Caire où il mourut en 975. Désormais, les Fatimites s'étaient installés en Égypte.

La dynastie des Fatimites régna en Égypte de 969 à 1171. Pendant ces 202 ans, onze de ses membres se succédèrent au Pouvoir. Avec eux, l'Égypte s'éleva au rang d'une grande Puissance islamique, totalement indépendante, sur le plan religieux notamment, car les Fatimites, à côté du pouvoir temporel, avaient un pouvoir spirituel sur leurs adeptes. L'Égypte ne reconnut plus l'autorité spirituelle du Calife de Bagdad, contrairement à ce qui a été admis jusqu'alors, même sous les Toulounides et les Ikhchidites.

Mais les adeptes du Calife de Bagdad ne se résignèrent point, même avec le temps, tant les questions religieuses ont leur influence en Orient. L'incapacité et la jeunesse du dernier Calife fatimite, ainsi que les rivalités de ses ministres, leur fournirent une occasion d'agir. A la tête des renforts envoyés en Égypte pour secourir un des ministres évincés, se trouvait Salah-Ed-Dine ou Saladin, d'origine Kurde, qui fit rapidement son chemin et qui, en 1169, devint ministre. Trois ans plus tard, à la suite d'une intrigue montée contre lui, et à laquelle le Calife fatimite était mêlé, il proclama sa déchéance en ordonnant de faire la prière dans les mosquées au nom du Calife de Bagdad. Du coup, le Calife fatimite était déchu et l'Égypte revenait au sein de l'orthodoxie islamique.

d) Sans perdre de temps, Saladin se fortifia et réussit à s'emparer d'une grande partie de la Syrie. Fort et puissant, il s'adressa ensuite au Calife de Bagdad et lui demanda

de le confirmer dans ses possessions par une investiture officielle. Le Calife, prenant en considération la réinstitution de son autorité spirituelle en Egypte, reconnut la souveraineté de Saladin sur l'Egypte et ses annexions présentes et futures. Une nouvelle dynastie venait de naître en Egypte.

Saladin occupa tout son règne à guerroyer en Syrie, tantôt contre des seigneurs arabes, tantôt contre les Croisés. A sa mort, survenue en 1193, ses possessions furent partagées entre les membres de sa famille. Par la suite, il en sera toujours ainsi tout au long du règne de sa dynastie, celle des Ayoubides.

C'est à cette époque que le mot Sultan, qui jusqu'alors ne désignait qu'un titre honorifique porté par de hautes personnalités, fut uniquement réservé au Souverain. Les Ayoubides d'Egypte et de Syrie portèrent ce titre; mais c'était le Sultan d'Egypte qui avait la prédominance et le Calife de Bagdad la lui reconnaissait par une ambassade permanente au Caire.

En ce qui concerne l'Egypte, le règne des Ayoubides, dura soixante-dix-neuf ans, de 1171 à 1250, au cours desquels huit sultans de cette dynastie se succédèrent au Pouvoir. Le dernier d'entre eux succomba aux coups des Mamelouks.

4. — e) Qu'étaient les Mamelouks?

L'usage de recourir à des soldats mercenaires, à des esclaves, n'était pas une innovation dans les pays islamiques et surtout en Egypte à cette époque. Pratiqué depuis l'Antiquité, ce système ne fit son apparition à Bagdad qu'au début du IX^e siècle. En Egypte, c'est un sultan ayoubide qui l'introduisit vers 1240. Les esclaves, mamelouks, qu'il acheta étaient des Turcs. Leur nombre augmenta rapidement. Accédant aux grades élevés, certains d'entre eux furent affranchis, et, à l'instar de leur ancien maître, ils achetèrent à leur tour des mamelouks, des esclaves, amenés de leur pays d'origine et qu'ils finirent par affranchir. En devenant plus nombreux, ils

gagnèrent de l'importance. Devenus très puissants, ils réussirent à assassiner le dernier Ayoubide pour installer un des leurs à sa place.

Il y eut successivement deux dynasties de Mamelouks.

La première est celle des Bahrides, d'origine Turque. Leur nom dérive du mot Bahr, mer — mot appliqué en Egypte au Nil, étant donné sa largeur — car les premiers d'entre eux avaient habité une forteresse construite dans une île au milieu du fleuve, au Caire. Une autre explication de cette appellation serait le caractère maritime de leur arrivée en Egypte.

La seconde dynastie est celle des Bordjites, d'origine Circassienne. Leur nom dérive du mot Borgs, forteresses, dont ils avaient la garde avant qu'un des leurs n'évince le dernier Bahride.

Nous estimons qu'il est préférable de parler de deux périodes de Mamelouks plutôt que de deux dynasties, chaque période comprenant plusieurs dynasties, plus ou moins liées entre elles.

En effet, la première période qui s'étend de 1250 à 1382, n'englobe pas une seule dynastie, mais toute une série de souverains appartenant à différentes familles. Il serait plus juste de dire que cette première période comprend trois dynasties. Durant 132 ans, ses vingt-cinq sultans occupèrent successivement le Trône d'Egypte, transmettant parfois le Pouvoir à leurs fils. C'est ainsi que vont régner tout d'abord El Malek El Moezz et son fils (1250-1259), puis après un troisième sultan, c'est Beybars et ses deux enfants qui vont régner de 1260 à 1279. Enfin, Kalaoun va fonder la troisième dynastie, alliée à la précédente dans une certaine mesure et qui dura de 1279 à 1382, soit jusqu'à la fin de la période bahride. Remarquons, toutefois, que tous les sultans de cette troisième dynastie n'ont pas toujours régné avec continuité: ils furent parfois évincés par des sultans étrangers à la famille. Mais l'usurpation fut toujours de courte durée et la lignée de Kalaoun ne tardait pas à revenir au Pouvoir.

La deuxième période est plus intéressante. Le premier sultan, Barkouq, régna de 1382 à 1398. Après lui, ses deux enfants régnèrent successivement de 1398 à 1412. A cette date, leur dynastie s'éteignit, le sultan régnant ayant été assassiné. Dans la suite, sept sultans essayèrent chacun de fonder une dynastie. Ils n'y réussirent qu'à moitié, chacun laissant derrière lui le Pouvoir à son fils, qui presque toujours fut évincé par un étranger, le plus souvent son tuteur ou son régent s'il était mineur. D'autres sultans enfin régnèrent isolément. De 1382 à 1517, cette seconde période vit se succéder vingt-quatre sultans.

Ainsi, en 267 ans, quarante-neuf sultans mamelouks régnèrent sur l'Égypte: ce qui constitue pour chacun une moyenne de cinq ans et demi de règne. En réalité, bien peu sont ceux qui dépassèrent ce chiffre ou même l'atteignirent de loin. Certains conservèrent le Pouvoir pendant quelques mois, voire quelques jours.

Lorsque l'on songe aux onze souverains fatimites qui gouvernèrent l'Égypte 202 ans, on est frappé par le contraste, et l'on peut se demander la raison de cette différence. C'est que la plupart des Mamelouks étaient des esclaves sans aucune assise familiale. Ceux qui fondaient une famille et parvenaient à atteindre le Pouvoir Suprême, essayaient alors de le transmettre à leurs descendants. Ils se heurtaient alors aux rivalités de leurs semblables. Chaque seigneur mamelouk voyait d'un mauvais œil la transmission héréditaire de l'autorité du sultan et ne pouvait l'admettre tant que lui n'était pas au Pouvoir. C'est là qu'il faut placer l'origine des révolutions sangui- naires. Les Mamelouks — chacun d'entre eux, avec ses partisans, affranchis ou esclaves, — s'assassinaient mutuellement. Les conséquences ne pouvaient qu'être funestes au pays, livré ainsi au désordre et au pillage. Toutefois, pour être juste, signalons qu'au milieu de cette anarchie, certains sultans réagirent vigoureusement et se conduisirent vraiment en grands monarques, qui illustrèrent à plus d'un titre cette période de notre histoire.

La décadence de l'Égypte profita aux Ottomans. Affaiblis, épuisés par les luttes intestines, les Mamelouks furent incapables de résister à leur poussée. L'Égypte fut conquise par Sélim I^{er}. Le dernier sultan mamelouk fut pendu et avec lui l'Égypte perdit son indépendance. Elle ne devait la recouvrer que beaucoup plus tard, momentanément avec Aly Bey El Kébir, et définitivement avec Mohamed Ali.

5. — Mais comment les souverains des dynasties précitées se sont-ils succédé au Trône? Y avait-il un ordre de succession au Trône bien défini, propre à chacune, ou bien était-ce le même pour toutes?

Hâtons-nous de dire qu'aucun système bien établi n'existait. Les règles appliquées en la matière étaient celles du Droit Public de l'Islam, interprétées et modifiées suivant les circonstances. C'étaient celles qui régissaient l'hérédité du Trône des Califes.

Le Calife est le successeur du Prophète à la tête de l'Islam. Il a la charge, non seulement de défendre la foi, mais aussi de gouverner temporellement le monde islamique.

On ne trouve dans les sources de la législation islamique, le Coran, d'une part, et les paroles et actes du Prophète de l'autre, aucun texte ayant trait à ce régime. Mais c'est dans la troisième source, les décisions des Compagnons du Prophète, que nous trouvons les premières règles développées, dans la suite, par les juristes.

Les premiers successeurs du Prophète ont été placés à la tête des Musulmans soit par l'élection, soit par la désignation du prédécesseur. L'hérédité du Trône ne fit son apparition qu'avec la dynastie des Omeyyades, puis avec celle des Abbassides.

A son début, cette hérédité avait la forme d'une désignation. De son vivant, le Calife désignait son successeur, choisi naturellement dans sa famille et principalement parmi ses enfants. A la longue, cette désignation devint inutile et tomba en désuétude. Le fils succédait simple-

ment à son père. A défaut de descendance mâle, le Trône passait uniquement aux parents mâles consanguins. Les femmes n'avaient aucun droit au Trône car le Prophète avait dit: « Malheur aux peuples gouvernés par des femmes! »

N'oublions pas d'ajouter que dans ce domaine les intrigues tenaient une large part.

Ce sont ces principes généraux qui furent appliqués en Egypte. Le souverain régnant désignait parfois son fils pour lui succéder. Cette désignation eut lieu maintes fois. Certains souverains mêmes, de leur vivant s'associèrent leurs fils dans le gouvernement du pays. A défaut de désignation, le Trône n'en passait pas moins au fils du souverain. A côté de la désignation, l'élection fut également employée sous les Mamelouks. En vérité, elle le fut sous forme de choix, fait par les chefs, ou d'imposition par la force et acceptée par intimidation.

La règle qui interdisait aux femmes d'accéder au Trône ne fut transgressée qu'une seule fois en Egypte au profit de la reine Chagarett El Dorr. Femme d'un sultan ayoubide, elle devint reine d'Egypte après la déposition de cette dynastie. Mais la tradition étant plus forte, elle dut abdiquer le Pouvoir au profit de son second mari, qui fut le premier sultan de la première période mamelouk.

La majorité était réglée d'après le Droit Islamique. Celui-ci prescrit que toute personne qui, dans la plénitude de sa raison, atteint ses quinze ans lunaires, possède entière capacité pour l'exercice de tous ses droits.

Pendant la minorité du souverain, le Gouvernement était aux mains d'un régent choisi par le souverain défunt ou par sa famille, ou encore qui s'imposait de son propre chef. Les femmes avaient le droit de devenir régentes et plusieurs le devinrent en effet. Cependant, des anomalies sont à signaler. Il y eut des souverains mineurs qui n'eurent pas de régents. En réalité, le tuteur ou le ministre avait alors en mains tous les pouvoirs: il était en quelque sorte un régent officieux.

Quant aux intrigues, elles étaient légion. Elles se donnaient libre cours au moment du choix ou de la déposition du souverain. Mais, un cas des plus fréquents, était celui du régent détrônant le souverain mineur pour prendre sa place. Cela eut lieu plusieurs fois sous les Mamelouks. Citons, à propos des intrigues, l'anecdote suivante. A la mort d'un Calife fatimite encore tout jeune, son ministre « convoqua un vieux serviteur du palais et lui dit: « Qu'y-a-t-il là-bas de convenable pour le Califat? » — « Il y en a un certain nombre. » Et, en lui énumérant les noms, il lui recommanda un prince très âgé, mais, pour rester le maître, Talaï choisit un jeune enfant, qui monta sur le trône sous le nom d'Adid... âgé tout au plus d'une dizaine d'années. Talaï le contraignit d'accepter une de ses filles comme fiancée et s'estima tranquille » ⁽¹⁾.

Cette anecdote nous offre un exemple typique des intrigues qui, dans les coulisses de la vie officielle, décidaient du sort des souverains et des dynasties. Un régime, bien établi dans tous ses détails, pouvait seul les éliminer. L'adoption par le Droit Public de l'Islam du système de la désignation et du système de l'élection, tous les deux sur un pied d'égalité, donnait même à ces machinations un semblant de légalité. Au souverain désigné par son père, les intrigants opposaient le système de l'élection et inversement.

Le désordre qui découlait de l'instabilité du Pouvoir Suprême ne pouvait qu'être préjudiciable aux intérêts du pays qui finit par perdre son indépendance et par tomber facilement sous le joug ottoman.

6. — L'Égypte, province ottomane, fut dotée par Sélim 1^{er} d'une organisation tout à fait particulière. Les autorités que ce conquérant institua devaient se surveiller réciproquement et entraver ainsi toute idée d'indépendance qui pouvait germer soit chez le gouverneur ottoman, soit chez les Mamelouks, anciens maîtres du pays.

(1) HANOTAUX (Gabriel): Histoire de la Nation Egyptienne. T. IV: L'Égypte arabe, par Gaston Wiet, 1937, p. 289.

Le pouvoir central était partagé entre le gouverneur envoyé par la Porte et le Divan, sorte de conseil composé à son origine des chefs des troupes d'occupation.

Quant à l'administration locale, elle était laissée aux anciens maîtres. Chacune des vingt-quatre provinces de l'Égypte avait à sa tête un seigneur Mamelouk avec le titre de Bey. Résidant la plupart du temps au Caire, les Beys déléguaient leurs pouvoirs à des Mamelouks de leurs maisons, nommés Kachefs. D'autre part, ils élisaient un chef qui prenait le titre de : Cheikh El Balad.

A la longue, les Beys réussirent à récupérer le Pouvoir perdu. Leur importance et leur influence devinrent si grandes qu'ils s'imposèrent aux gouverneurs et réussirent, à partir du XVII^e siècle, à les obliger de choisir les nouveaux Beys uniquement parmi les Mamelouks et non plus parmi les officiers des troupes d'occupation comme ils avaient aussi le droit.

Leur autorité devint en fin de compte si puissante que dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, l'un d'eux, le Cheikh El Balad, Aly Bey El Kébir, après s'être défait de l'autorité ottomane, proclama l'indépendance de l'Égypte. Ses armées victorieuses parcoururent la presque île arabique, jusqu'au Yémen, ainsi que la Palestine et la Syrie. Malheureusement, il fut trahi par son gendre, Abou El Dahab, qui, dans son ambition, s'entendit avec la Porte et marcha contre l'Égypte. C'en était fait d'Aly Bey El Kébir et de l'indépendance du pays. Après, ce fut la débâcle qui se termina par le diumvirat des deux Beys qui luttèrent contre Bonaparte.

Les Mamelouks avaient donc réussi à reconquérir momentanément leur indépendance, en dépit des précautions prises par la Porte. Une seconde tentative allait suivre et l'Égypte retrouvera sa liberté, grâce cette fois aux efforts d'un gouverneur ottoman et de ses descendants, Mohamed Ali.

7. — Ce rapide aperçu, jeté sur l'histoire de l'Égypte, nous montre, comme nous l'avons dit au commencement

de cette introduction, que l'Égypte fut toujours un Royaume Héréditaire. Il n'en fut autrement que dans les périodes de soumission au joug d'une autorité étrangère. La succession au Trône de centaines de souverains, appartenant à une quarantaine de dynasties, eut lieu suivant les règles que nous avons exposées brièvement. L'étude détaillée de ces règles est d'une importance capitale puisqu'elles sont à la base d'une institution qui de tout temps fit la grandeur de l'Égypte.

La période pharaonique, encore perdue dans la nuit des temps étant donné le manque de documents, n'est pas aisée à étudier, et toute opinion émise à son sujet risquerait d'être contredite par une découverte ultérieure. Quant à la période islamique, elle relève, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, du Droit Public Islamique, principalement du Droit du Califat, qui a déjà fait l'objet d'une étude ⁽¹⁾.

Il ne reste donc que la période contemporaine, celle qui s'ouvre avec Mohamed Ali pour se continuer avec ses descendants, n'englobant de la sorte qu'une seule dynastie. L'étude de cette période, que l'abondance des documents rend plus facile, est intéressante à plus d'un titre.

La dynastie de Mohamed Ali a connu trois ordres de succession au Trône, tous différents. L'admission de ce principe de l'hérédité du Trône et son évolution à travers ces trois ordres, ne se firent pas sans heurts. Bien au contraire, elles se heurtèrent à bien des obstacles élevés par la Porte, suzeraine de l'Égypte, et par les Puissances Européennes. En d'autres termes, cette étude nous oblige à approfondir les relations diplomatiques de l'Égypte avec la Porte et les Puissances, surtout pendant la période de Mohamed Ali, car, une fois le principe admis vers la fin de son règne, son évolution, par la suite, ne connaîtra plus les mêmes difficultés.

(1) EL SANHOURY (Abdel Razzak): Le Califat. Thèse Lyon 1926.

8. — L'existence de ces trois ordres détermine le plan de notre étude, qui comprendra trois parties.

La première partie sera consacrée au règne de Mohamed Ali et comprendra six chapitres.

Dans le premier, nous verrons l'avènement de Mohamed Ali et ses efforts pour la consolidation de son Pouvoir.

Le chapitre II nous fera assister à sa politique de soumission à la Porte et à ses premiers conflits avec l'Europe. Nous y verrons aussi les premières manifestations de l'idée d'indépendance chez Mohamed Ali.

Puis, nous passerons à ses démêlés avec la Porte, soutenue par l'Europe.

Dans le chapitre III, nous étudierons son premier conflit avec la Porte, dont le résultat est appréciable : n'ayant pu se rendre indépendant de la Porte, il devint pourtant son puissant vassal. C'est le commencement de l'apogée de son règne. Malheureusement cette apogée fut loin d'être pacifique. Ce fut une trêve entre lui et la Porte. La paix armée, a-t-on dit.

Le chapitre IV nous développera les efforts diplomatiques de Mohamed Ali durant cette paix armée, soit pour se libérer du joug de la Porte, soit pour obtenir l'hérédité du Trône de l'Égypte et de ses autres possessions.

Un second conflit avec la Porte fera l'objet du chapitre V dans lequel nous verrons l'Europe, en dépit de la méfiance régnant entre les Puissances, s'entendre activement pour défendre la Porte. Mais, cette méfiance aboutira à éloigner la France du Concert Européen, éloignement qui verra sa consécration dans le Traité de Londres de 1840 signé à l'insu de la France.

Le chapitre VI aura pour objet l'étude de ce Traité et de son exécution. Enfin, dans le même chapitre, nous terminerons cette première partie par l'étude des firmans octroyés par la Porte à Mohamed Ali, consacrant le principe de l'indépendance et lui accordant le privilège de transmettre à ses enfants le Pouvoir qu'il a conquis.

L'application des principes contenus dans les firmans

précitées et leur modification ultérieure, fera l'objet de la deuxième partie.

Le premier chapitre de celle-ci sera consacré aux règnes de Abbas 1^{er} et de Saïd et aux efforts déployés, vainement, par chacun d'eux pour modifier le contenu des firmans, en ce qui concerne l'hérédité du Trône.

Après ces deux souverains, viendra le règne d'Ismail qui occupera le second chapitre et dans lequel nous exposerons ses efforts et sa réussite dans la modification des firmans.

Enfin, un troisième chapitre nous amènera à travers les règnes de Tewfick et de Abbas II, à travers l'occupation anglaise, jusqu'en 1914, date à laquelle tous les liens qui unissaient l'Egypte à l'Empire Ottoman se rompirent. Dans ce chapitre, nous verrons, en outre, la déclaration du Protectorat Britannique sur l'Egypte et la destitution de Abbas II.

La troisième et dernière partie de notre étude sera consacrée à la période allant de 1917 à 1936, c'est-à-dire au règne du roi Fouad 1^{er}.

L'élaboration d'un régime de succession au Trône et l'étude de ce régime seront examinées dans le premier chapitre.

Le second et dernier chapitre sera réservé à l'application des principes de ce régime à la suite de la mort du Roi Fouad en 1936.

Enfin, dans notre conclusion, nous récapitulerons l'essentiel de notre étude, avant d'émettre quelques remarques sur le régime actuel de la Succession au Trône.

9. — Avant d'aborder notre étude, il nous semble utile d'attirer l'attention sur l'orthographe de certains noms propres, principalement celle de Mohamed Ali. Le nom de cet illustre personnage s'écrit de différentes façons. Nous avons préféré utiliser l'orthographe couramment employée de nos jours à savoir : Mohamed Ali et non Méhémet-Aly. La même difficulté se présente pour d'autres noms. L'orthographe adoptée a été celle la plus employée par les

auteurs. D'ailleurs, la différence n'est pas aussi grave qu'on peut le croire.

D'autres mots, pour la plupart turcs, sont cités tels quels. Devenus français, leur sens est donné par le dictionnaire.

Enfin, signalons que, dans les références, les lettres A.F., A.E., renvoient aux Archives Françaises, Affaires Etrangères.

PREMIERE PARTIE

RÈGNE DE MOHAMED ALI

CHAPITRE PREMIER

Avènement de Mohamed Ali.

Conquête et consolidation du Pouvoir (1799-1811).

SECTION I

CONQUÊTE DU POUVOIR

10. — Mohamed Ali et l'état de l'Egypte à son arrivée.
11. — Khorsew Pacha, Vice-Roi d'Egypte, protecteur puis ennemi de Mohamed Ali. Devenu chef des Albanais, celui-ci s'entend avec les Mamelouks contre le Vice-Roi.
12. — Les Anglais évacuent l'Egypte en exécution du Traité d'Amiens (1802). Après les intrigues avortées du Vice-Roi Gezaierly Pacha, et des Anglais, Mohamed Ali se débarrasse des Mamelouks.
13. — Le Vice-Roi Khourchid Pacha cherche à se débarrasser de Mohamed Ali et des Mamelouks. Son incapacité provoque sa destitution par le peuple (mai 1805) qui le remplace par Mohamed Ali. Sa résistance et l'intervention des Anglais et des Mamelouks auprès du Capitan-Pacha en sa faveur.
14. — Politique de la France à l'égard de l'Egypte, à cette époque.
15. — La Porte confirme le choix du Peuple Egyptien (juillet 1805).

10. — Le Fondateur de la Famille Royale actuellement régnante en Egypte est Mohamed Ali. D'origine Albanaise, il naquit en 1769, à Kavala, en Macédoine, la même année que Napoléon et dans le pays d'Alexandre-le-Grand: simple coïncidence qui devait le mener pourtant bien loin dans la voie de la grandeur et de l'immortalité.

Sa première jeunesse se passa tranquillement dans le

négoce, jusqu'au jour où la Porte se décida à envoyer une armée ottomane pour déloger les Français installés par Bonaparte en Egypte. Le contingent de soldats fourni à cet effet par la ville de Kavala, le compta parmi ses chefs.

Débarqué en Egypte en 1799, avec ses Albanais, il prit une part active dans la guerre: il se distingua dans toutes les rencontres avec les Français dont il sut vite apprécier la valeur guerrière, ainsi que les réformes introduites dans tous les domaines de la vie égyptienne. Après leur départ, fermement convaincu qu'une ère nouvelle venait de s'ouvrir pour l'Egypte, grâce à ces réformes, il se sentit appelé à parfaire l'œuvre déjà ébauchée. Pour la mener à bien, il lui fallait l'*Autorité Suprême* et atteindre celle-ci était une entreprise hardie et épineuse. Pourtant, elle ne le découragea pas, car il était sûr de lui, sûr d'arriver à son but.

Le départ des Français laissa l'Egypte partagée en trois clans soi-disant alliés, mais, en réalité, ennemis réciproques.

Il y avait d'abord les *Anglais* qui, débarqués en Egypte pour aider les Ottomans dans la lutte contre les Français, s'étaient vite rendu compte de l'importance de ce pays et ne voulaient plus le quitter. Pour assurer leur hégémonie, ils s'entendaient à merveille avec les *Mamelouks* qui « seraient plus enclins qu'un pacha ottoman à se placer, le cas échéant, sous une tutelle britannique » ⁽¹⁾.

Ces derniers formaient le second clan. Anciens maîtres incontestés du pays, ils aspiraient à recouvrer leur ancienne puissance détruite par Bonaparte. Malheureusement, répartis sur tout le territoire égyptien, ils étaient loin d'être unis et étaient constamment en conflits.

Le troisième clan, celui des *Ottomans* et avec eux les *Albanais*, décidés à ne pas se laisser évincer de nouveau par les Mamelouks, allaient profiter des malheurs de ces

(1) HANOTAUX (Gabriel). — *Op. cit.* T. VI: L'Egypte de 1801 à 1882, par F. Charles-Roux, 1936, p. 5.

derniers. Les intrigues entre les deux clans se donnèrent en effet libre cours et faillirent aboutir à l'extermination des Mamelouks, attirés dans un guet-apens. Ils ne durent leur salut qu'à une intervention des Anglais (octobre 1801) ⁽²⁾. Mais tout n'était pas terminé entre les deux adversaires et l'accalmie allait être de courte durée.

11. — En février 1802, Khosrew Pacha, nommé Gouverneur d'Égypte, faisait son entrée au Caire. Mohamed Ali, dont la conduite militaire avait été remarquée par ses chefs, fut attaché à la personne du nouveau Gouverneur, et reçut le grade de général.

Une fois installé au Caire, Khosrew Pacha reprit la lutte contre les Mamelouks. Allait-il être heureux dans cette lutte? Pas le moins du monde, et déjà Sébastiani, chargé par Bonaparte d'une mission spéciale en Égypte et en Orient, écrivait de lui: « Il n'a aucune connaissance sur la guerre, la politique et l'administration, il ne sait que couper des têtes; il est vrai que sa Cour lui donne des ordres bien barbares. Son drogman m'en a communiqué un entre autres, par lequel le Divan lui enjoint de faire périr tous les Mamelouks qui sont répandus dans l'Égypte » ⁽¹⁾.

En novembre 1802, un des chefs mamelouks, El Bardissy, lui infligea une sanglante défaite à Damanhour. Mohamed Ali fut alors accusé par ses envieux de n'être pas accouru à temps avec ses Albanais pour aider les Ottomans. Bientôt, sa renommée grandissante porta ombrage au Gouverneur, qui essaya de l'attirer dans un guet-apens pour l'abattre. Heureusement, il déjoua ce projet perfide et ce fut là le point de départ de son inimitié avec Khosrew Pacha. Se concertant avec ses Albanais, il les poussa à

(1) « Le général anglais a forcé le Capitan-Pacha et le Grand Vizir à relâcher tous les Beys qui se trouvaient entre leurs mains..., » écrivait le Chef de Brigade Horace Sébastiani, dans son rapport fin 1801, début 1802. A.F. - A. E. Turquie, 205.

(2) Rapport de SÉBASTIANI, octobre 1802, A.F. - A.E. Turquie 205.

réclamer leur solde non touchée depuis des mois. L'embaras financier du Gouverneur fut extrême. Ottomans et Albanais en vinrent aux mains, et Khosrew Pacha, attaqué dans son palais, s'enfuit vers Mansourah, en mai 1803. Fait prisonnier à Damiette, il est ramené au Caire et expédié un peu plus tard à Constantinople.

Sortis vainqueurs de cette échauffourée sanglante, les Albanais placèrent à la tête de l'Egypte leur chef Taher Pacha. Mais les esprits n'étaient pas encore calmés et une seconde rixe coûta la vie à Taher Pacha, dans le même mois de mai. Du coup, Mohamed Ali devint le chef des Albanais.

Les Ottomans, dans la crainte de le voir s'emparer du Pouvoir, s'empressèrent de le proposer à un Gouverneur d'une province en Arabie, Ahmed Pacha, de passage en Egypte. Mais Mohamed Ali refusa d'admettre cette proposition, emprisonna Ahmed Pacha et lui fit comprendre que le mieux pour lui était de passer son chemin.

Cependant, la situation de Mohamed Ali n'était pas encore sûre. Pour se ménager un appui, pour se fortifier contre les Ottomans, il s'entendit avec les Mamelouks, notamment ceux du clan d'El Bardissy, et leur ouvrit la ville du Caire (juin 1803).

12. — Entre-temps, les Anglais s'étaient décidés à exécuter le Traité d'Amiens, signé le 25 mai 1802, et qui stipulait l'évacuation de l'Egypte par les Anglais et sa restitution à l'Empire Ottoman dans un délai de trois mois. Ces trois mois devinrent une année, car les Anglais ne voulaient pas s'en aller : Bonaparte leur avait ouvert les yeux sur l'importance de l'Egypte. Ayant besoin de leurs soldats en Europe, ils l'évacuèrent cependant à contre-cœur, avec le ferme espoir d'y revenir dès que les occasions seraient plus propices. Pour avoir une cause d'intervention, ils réussirent à convaincre un des chefs mamelouks, El Alfi, de s'embarquer avec eux pour l'Angleterre.

Sur ces entrefaites, le Sultan nomma Aly Gezaïerly Pacha Gouverneur d'Égypte à la place de Khosrew Pacha, honteusement destitué. Dès son arrivée en Égypte, ce nouveau Vice-Roi, pour rendre à la Porte sa suprématie, essaya de disloquer le bloc des deux alliés, Mohamed Ali et El Bardissy. Pour y parvenir, il trama des intrigues. Découvertes, elles furent la cause de sa mise à mort en janvier 1804.

Un mois plus tard, l'Angleterre voulut essayer à son tour le jeu de cet Ali Pacha. A cet effet, elle renvoya El Alfi en Égypte dans le but de semer la discorde. Mais, ce malheureux Mamelouk n'eut pas le loisir de jouir des trésors anglais apportés dans ses bagages pour ses partisans. A peine débarqué, El Bardissy l'assaillit: il eut juste le temps de s'enfuir en Haute-Égypte en lui abandonnant tous ses biens.

Il était temps alors pour Mohamed Ali de se débarrasser d'El Bardissy et de ses Mamelouks. « Comment, disait-il au Consul français de Lesseps après l'attaque contre El Alfi, pouvons-nous compter sur ces derniers? Ils se sont rendus coupables de la perfidie la plus atroce contre leur frère, leur camarade et leur ami, et nous, leurs ennemis naturels, à quoi devons-nous nous attendre? » ⁽¹⁾.

Rien d'ailleurs ne rendait maintenant leur alliance nécessaire, car Mohamed Ali était devenu le maître: les Ottomans subjugués grâce à cette alliance, et grâce à elle aussi El Alfi était refoulé loin du Caire.

La conduite des Albanais lui offrit l'occasion de se défaire du Mamelouk. Ces soldats batailleurs réclamaient leurs soldes non touchées, comme à l'habitude, depuis plusieurs mois. El Bardissy, pour les leur payer, imposa au peuple de lourds impôts qui firent naître un violent mécontentement. Mohamed Ali intervint alors en faveur du peuple contre El Bardissy. La situation allait tourner au tragique

(1) Lettre de de Lesseps, Consul de France, le 5 mars 1804 A.F.-A.E. Alexandrie, XI-XII.

lorsque ce dernier s'enfuit de la capitale avec ses partisans, en mars 1804.

13. — A la suite de ces événements, Mohamed Ali devait être au comble de la félicité. Cependant, plus prudent, il ne voulut pas éveiller les soupçons de la Porte sur sa conduite. Il attendit, bien fidèlement, l'arrivée du nouveau Gouverneur, Ahmed Djezzar Pacha — le Boucher — ainsi nommé pour sa cruauté. Mais celui-ci mourut en route. Agissant alors en homme désintéressé, Mohamed Ali réussit à faire nommer Khourchid Pacha, gouverneur d'Alexandrie, au poste de Gouverneur d'Egypte (avril 1804).

Installé au Caire, Khourchid Pacha remarqua vite qu'il n'avait entre les mains aucune force militaire de nature à le faire respecter et à faire exécuter les ordres de la Porte. Les seules forces existantes étaient concentrées dans les mains des Albanais et des Mamelouks. Le chef des premiers, Mohamed Ali, était loin d'être docile au Vice-Roi et cherchait à le dominer; quant aux seconds, toujours divisés, ils pillaient les villages, rançonnaient les paysans, et dans leurs luttes intestines semaient partout la ruine et la désolation.

Pour se débarrasser de ces deux forces, le plus simple était de les confronter dans une lutte affaiblissante pour chacune d'elles. Aussi, vers la fin de 1804, Khourchid Pacha envoya-t-il Mohamed Ali contre les Mamelouks. Les Albanais, au lieu de s'affaiblir, remportèrent d'éclatantes victoires. Mais le Vice-Roi avait envisagé cette éventualité, et avait fait venir en Egypte des Delhis ⁽¹⁾ pour contrebalancer la puissance des Albanais ⁽²⁾ et des Mamelouks.

(1) Soldats asiatiques réputés pour leur sauvagerie. Le mot Delhi veut dire en Turc: fou.

(2) « Les Delhis font courir le bruit qu'ils ont été envoyés en Egypte pour dompter les Beys et en chasser les Albanais », écrivait Drovetti, Consul de France à Talleyrand le 21 Germinal An XIII (11 avril 1805) A.F.-A.E. Alexandrie, XIII-XIV.

Mohamed Ali saisit rapidement la portée de ce geste menaçant. Sans perdre de temps, il retourna au Caire sous prétexte de demander les arriérés de ses Albanais, qui, tout en réclamant des sommes jugées exorbitantes par le Vice-Roi, accusaient ce dernier d'avoir détourné, à son profit, les revenus du pays.

Pour en finir, Khourchid Pacha se décida à donner lecture officielle d'un firman obtenu deux mois plus tôt, et nommant Mohamed Ali Vice-Roi de Djeddah. Le 9 mai 1805, après la séance solennelle où Mohamed Ali feignit d'accepter cette nomination, le Vice-Roi fut entouré par les Albanais, réclamant à la fois leurs soldes et sa tête. Il ne dut son salut qu'à une promesse de paiement immédiat et, bien entendu, il taxa le peuple.

Malheureusement, cette fois la coupe était pleine. Les malheurs s'abattaient de toute part sur le peuple: Mamelouks, Delhis, Vice-Roi, et même des Albanais, malgré la sévérité de Mohamed Ali. Aussi, sa riposte fut prompte et sévère; guidé par ses Cheikhs, il demanda au Vice-Roi d'éloigner les Delhis de la capitale, de leur interdire son accès avec leurs armes, et de ne lever aucun impôt.

Khourchid Pacha aurait bien voulu accepter ces demandes, mais comment éloigner les Delhis qui réclamaient eux aussi leurs soldes? Appelés en Egypte pour l'aider, ces hommes ne furent pour lui qu'une source d'ennuis supplémentaires. En effet, nous lisons dans le Bulletin historique de l'Egypte, du 14 au 19 Floréal An XIII: « Les Delhis, cantonnés au Vieux-Caire, ont commis les plus grands désordres; ils ont chassé les habitants de leurs maisons, tué des femmes qu'ils ont violées, et enlevé des enfants. Cette conduite a indigné le peuple, qui s'est mis sur l'offensive... ils demandent la solde de trois mois et les coffres sont vides » ⁽¹⁾.

(1) Bulletin historique de l'Egypte, du 14 au 19 Floréal An XIII (4 au 9 mai 1805) A.F.-A.E. Alexandrie, XIII-XIV.

Cet état de choses ne pouvait pas durer. Le peuple, à bout de patience, sentait le besoin impérieux d'avoir à sa tête une autorité puissante, capable de faire régner l'ordre, de discipliner les troupes et de les employer à débarrasser le pays des pillages incessants des Mamelouks et de leurs satellites, les bédouins du désert ⁽¹⁾.

L'autorité de Khourchid Pacha était défaillante; son incapacité était flagrante. D'ailleurs, sa tâche était compliquée par les querelles continues qui opposaient toutes les forces du pays entre elles et contre lui. Peut-être aurait-il pu triompher s'il n'avait pas eu « à lutter, suivant l'expression de Drovetti, Consul de France en Egypte, contre les manèges d'un homme aussi ambitieux qu'entreprenant qui, savant dans l'art d'intriguer, a pour lui la force de l'opinion publique et des armes » ⁽²⁾.

Et cet homme était Mohamed Ali. Bien au courant des désirs du peuple, il les excitaient davantage en critiquant âprement la mauvaise gestion des finances, source de tous les maux dont souffrait le pays. D'autre part, la rude discipline qu'il imposait à ses Albanais, moins turbulents que les autres soldats, lui assurait la sympathie des Cheikhs ⁽³⁾. Tout le désignait donc comme un futur sauveur.

Le 12 mai 1805, les Cheikhs, les Ulémas, les notables... bref tous les éléments sains et éclairés du peuple, s'entendirent pour mettre un terme à ce désordre: ils proclamèrent la déchéance de Khourchid Pacha et élevèrent

(1) « En attendant, les Bédouins profitent des troubles qui agitent le Caire pour porter la désolation dans la Basse-Egypte... Ils enlèvent aux malheureux fellahs non seulement la récolte de cette année, mais aussi leurs chameaux, leurs buffles et généralement tous leurs bestiaux. » Drovetti à Talleyrand, le 3 Floréal An XIII (23 avril 1805) A.F.-A.E. Alexandrie, XIII-XIV.

(2) Drovetti, à Parandier, Chargé d'Affaires à Constantinople le 26 Floréal An XIII (16 mai 1815) A.F.-A.E. Alexandrie XIII-XIV.

(3) « Mohamed Aly est du parti des Cheikhs; il a défendu à ses soldats de faire la moindre insulte aux habitants; ils vivent au contraire en bonne intelligence avec eux... » Bulletin Historique, op. cit.

Mohamed Ali à sa place. Pour une fois, on assista à une révolution pacifique.

Mais le Vice-Roi déposé n'entendait pas se résigner au sort qui lui était fait. Nommé par la Porte, c'était à la Porte seule de le destituer et non au peuple. Aussi, s'enferma-t-il dans la Citadelle en attendant la décision de la Porte informée du déroulement des événements.

Pressé par le peuple, Mohamed Ali assiégea la Citadelle. Cependant, il craignit d'engager une lutte décisive, et ce, pour diverses raisons. D'abord et surtout, c'était que l'argument invoqué par Khourchid Pacha était juste. Attaquer ce dernier c'était en somme attaquer la Porte. En second lieu, le Pacha déposé avait encore ses soldats, les Delhis, et il comptait même parmi les Albanais de Mohamed Ali, un certain nombre de partisans. Enfin, il avait imploré le secours des Mamelouks, et ceux-ci s'étaient cotisés pour l'aider. Pour ces raisons, Mohamed Ali préféra, lui aussi, attendre la décision de la Porte.

Ces événements, auxquels il faut ajouter le bruit d'un éventuel débarquement britannique en Egypte, décidèrent la Porte à envoyer le Capitan-Pacha à Alexandrie, où il arriva vers le 19 juillet 1805. Il voulut tout d'abord mettre d'accord les deux adversaires. Mais il se heurta à de multiples intrigues. Les Mamelouks, soi-disant alliés de Khourchid Pacha, essayèrent de le persuader de la bonne entente qui régnait entre eux et le Pacha déposé. Les Anglais appuyèrent, tout naturellement, les démarches de leurs valets. Bref, tous ces messieurs demandaient au Capitan-Pacha de marcher sur le Caire afin de délivrer Khourchid Pacha et de le replacer à la tête de l'Egypte.

La réalisation de ce plan aurait permis aux Anglais d'avoir les mains libres, la restauration du Vice-Roi déposé signifiant le retour à la situation antérieure à l'Expédition de Bonaparte, situation caractérisée par le désordre et l'anarchie, conséquences de la faiblesse des gouverneurs devant les luttes qui déchiraient les Mamelouks entre eux.

En somme, rien ne pouvait mieux servir la politique anglaise : *diviser pour régner*. Cette politique était déjà à l'œuvre pour détourner le peuple de Mohamed Ali, et, à cet effet, l'or britannique coulait à flots intarissables.

14. — Cette politique active, dynamique, contrastait singulièrement avec celle de la France, qui, après l'échec de l'Expédition de Bonaparte, semble avoir délaissé l'Egypte. En effet, son Consul Drovetti, ayant demandé des instructions à Talleyrand, recevait de celui-ci le 22 juillet 1805 la lettre suivante : « ...Dans tous les temps, les principes reconnus du Levant, en ce qui concerne les agents commerciaux, sont qu'ils ne doivent en aucune manière s'immiscer dans les affaires du Gouvernement. Etrangers à tout ce qui est essentiellement politique, les agents commerciaux n'ont rien de commun avec les agents diplomatiques... » ⁽¹⁾

Cette attitude de l'Empire était facile à justifier. Napoléon ne voulait plus menacer l'Angleterre sur la route des Indes, mais bien l'abattre dans son île. Aussi, se désintéressait-il de l'Orient, d'autant plus qu'il était dans ses intentions de ménager l'Empire Ottoman, contrepois de la puissance russe.

Pourtant, le point de vue de Drovetti était différent. Il comprenait très bien que les intérêts économiques de la France seraient bouleversés par tout changement politique désavantageux pour Mohamed Ali. « ...Les agents français n'ont jamais eu qu'à se louer de la conduite de ce dernier, écrivait-il le 22 mai 1805... Cependant, s'il m'est permis d'énoncer mon opinion, je crois que les intérêts de notre gouvernement en ce pays, seraient plus indépendants de l'influence anglaise, si les déclarations d'attachement que Mohamed Ali nous fait sont sincères. Cet Albanais a plus de caractère et serait sans doute moins

(1) Instructions de Talleyrand, Paris 3 Thermidor An XIII (22 juillet 1805) A.F.-A.E. Alexandrie XIII-XIV.

sensible aux conseils et aux moyens de séduction de nos ennemis » ⁽¹⁾.

Guidé par les intérêts de la France, Drovetti intervint énergiquement auprès du Capitan-Pacha: il lui dévoila toutes les intrigues des Mamelouks et de leurs maîtres, les Anglais; il lui rappela toutes les atteintes anglaises contre la souveraineté ottomane; le pavillon britannique flottant sur le Nil pour ravitailler les Mamelouks en armes; le Consul anglais séjournant presque continuellement auprès de El Alfî pour lui dicter les ordres de Londres...

15. — Et Drovetti eut gain de cause. Bien éclairé, le Capitan-Pacha exécuta le firman nommant Mohamed Ali Vice-Roi d'Égypte. *Il fut ainsi le premier Gouverneur d'Égypte élevé à ce poste par la volonté du Peuple Égyptien* (juillet 1805).

Cinq ans environ lui avaient suffi pour atteindre ce poste.

(1) Drovetti, à Parandier, le 2 Prairial An XIII (22 mai 1805) A.F.-A.E. Alexandrie XIII-XIV.

SECTION II

CONSOLIDATION DU POUVOIR

16. — L'indépendance de l'Egypte et la fondation d'une dynastie commencent à bercer l'esprit de Mohamed Ali.
17. — Sa politique de violence et de négociations avec les Mamelouks.
18. — Drovetti, malgré les instructions de Paris (juin 1806), surveille les intrigues anglaises à Constantinople et conseille Mohamed Ali qui refuse la proposition du Capitan-Pacha de le transférer ailleurs, mettant ainsi fin aux intrigues anglaises.
19. — Mort des deux chefs mamelouks El Bardissy et El Alfi (1806-1807) alors que le second négociait avec la Russie l'établissement d'un protectorat russe sur l'Egypte. Conséquences de cette double disparition.
20. — L'Angleterre se décide à occuper l'Egypte (mars 1807). Capitulation d'Alexandrie. Défaites des Anglais et impossibilité des Mamelouks à les secourir. Négociations et départ des Anglais. Conséquence de cet échec anglais.
21. — Mohamed Ali et les Mamelouks. Ils demandent le protectorat anglais (août 1809). Leur duplicité provoque leur massacre (mars 1811).

16. — Désormais placé à la tête de ce grand et riche Pachalik, Mohamed Ali, devenu Vice-Roi d'Egypte, s'était résolu à l'acheminer progressivement vers la prospérité et la grandeur. Bien mieux, sûr de son étoile et confiant en elle, il voyait déjà dans un lointain avenir la possibilité d'affranchir sa patrie d'adoption du joug ottoman. *Se rendre indépendant, fonder une dynastie qui perpétuera son œuvre, tel allait être dorénavant le rêve de toute son existence.*

17. — Sans perdre de temps, il se mit rapidement au travail. Il avait d'ailleurs beaucoup à faire. Avant tout, il fallait faire régner la paix, source de toute richesse économique et de toute puissance militaire. Il devait pour

cela commencer par mettre de l'ordre dans sa maison : tâche ardue et ingrate puisqu'elle le mettait aux prises avec les Mamelouks et leurs néfastes querelles. Se défaire d'eux, fut tout naturellement la première idée qui lui vint à l'esprit. Attirés au Caire, ils y pénétrèrent triomphalement, ne se doutant pas du piège qui leur était tendu. Plusieurs furent tués; d'autres se sauvèrent: le manège échoua et il eut pour conséquence de mettre les Mamelouks sur leur garde.

En septembre 1805, le Vice-Roi, changeant de politique, entra en négociations avec eux et leur proposa comme lieu de résidence la province de Guiseh. Mais ils devinèrent vite le danger de cette proposition. Tout près de la capitale, cette province les mettait à la merci du Vice-Roi. Plus conciliant, ce dernier leur proposa alors deux provinces, tout au fond de la Haute-Egypte. Mais, relégués ainsi trop loin du Caire, ils estimèrent qu'ils ne pourraient pas lui chercher querelle et ils repoussèrent ses offres. On continua cependant les pourparlers. Les Mamelouks lui demandèrent alors d'augmenter l'apanage qu'il voulait leur accorder et, de plus, condition curieuse, de leur donner ses enfants en otage, en garantie de leur sécurité. Cette fois, le Pacha se fâcha, et il leur fit parvenir ses dernières conditions : il consentait à augmenter l'apanage, mais comme ils allaient se rapprocher du Caire, il leur demanda, afin de les affaiblir, de renvoyer tout le ramassis d'hommes qu'ils avaient autour d'eux : Arabes, Grecs, Ottomans et Albanais passés à leur cause... De leur côté, les Mamelouks lui demandèrent de réduire, à son tour, son armée à 4.000 hommes. Le 22 mai 1806, toutes ces négociations échouèrent. Le Vice-Roi revint de nouveau à sa politique de force et il entra en campagne contre les Mamelouks. Malheureusement, les premières rencontres lui furent désavantageuses.

18. — Ces revers amenèrent naturellement les Anglais à encourager El Alfî. Leurs intrigues latentes, qui cou-

vaient sous la cendre, s'attisèrent de nouveau. Ils firent circuler partout le bruit de la prochaine arrivée du Capitan-Pacha chargé d'exécuter des mutations dans le Gouvernement de l'Egypte, à savoir : le départ de Mohamed Ali.

Ce bruit n'était pas sans fondement, car, parallèlement à leur attitude favorable aux Mamelouks, leurs démarches en faveur de ces derniers allaient de bon train à Constantinople. Ils intercédèrent toujours pour El Alfi, qu'ils voulaient voir occuper un des postes importants en Egypte. Ils allèrent même jusqu'à le garantir dans le paiement à la Porte d'un tribut de plusieurs millions de piastres.

Mais au Caire, Drovetti veillait, tant bien que mal, car les instructions de Talleyrand entravaient de beaucoup son activité. A une année d'intervalle, le Ministre des Affaires Etrangères de France n'avait pas changé de politique. Le 21 juin 1806, il écrivait à Sébastiani, Ambassadeur à Constantinople : « S. M. ne veut soutenir aucun rebelle à la Porte, ni aucun Grec, ni aucun de ses anciens amis. *Toute sa politique est d'être intimement liée à la Porte Ottomane* » ⁽¹⁾.

Comme on le voit, on n'était pas loin des instructions de juillet 1805, citées plus haut. En dépit de ces instructions, Drovetti, déjà gagné à la cause égyptienne, entretenait avec Mohamed Ali des relations amicales et l'avertissait toujours des intrigues qui se tramaient pour lui faire perdre le Gouvernement de l'Egypte.

Le 27 juin 1806, les événements annoncés par les Anglais commencèrent à se réaliser par l'arrivée à Alexandrie du Capitan-Pacha. Celui-ci, dès son arrivée, ne perdit pas de temps. Il écrivit à Mohamed Ali pour lui proposer de quitter l'Egypte pour le Gouvernement de Salonique ou de Candie. En homme fin et rusé, le Vice-Roi accepta sous la condition que le Capitan-Pacha paierait les arriérés

(1) Instructions de Talleyrand à Sébastiani. Paris le 21 juin 1806, A.F.-A.E. Alexandrie 211.

des troupes égyptiennes. Sans cela, elles ne laisseraient pas partir leur chef; elles iraient peut-être même jusqu'à l'assassiner pour s'adonner plus librement au pillage. C'était, en somme, demander l'impossible au Capitan-Pacha. Celui-ci le comprit très bien. Il comprit aussi que toutes les victoires chantées par El Alfi n'étaient que des victoires à la Pyrrhus et, en conséquence, il se décida à agir en personne contre Mohamed Ali.

Cependant, il abandonna rapidement son attitude. Par quoi peut-on expliquer ce revirement? L'impossibilité de vaincre le Vice-Roi en avait-elle été la cause? Ou bien la Porte, après avoir reçu des pétitions envoyées par les notables égyptiens en faveur de Mohamed Ali, lui avait-elle donné cet ordre? Ou bien enfin, avait-il été corrompu, lui ou la Porte par le Pacha d'Egypte? Le plus sûr est de dire que toutes ces explications ont contribué ensemble à liquider cette situation qui se dénoua en octobre 1806 par le départ du Capitan-Pacha.

19. — Qu'allait faire El Alfi? Croyait-il encore en la puissance des Anglais?

Nous ne le pensons pas, car vers la fin de novembre 1806, Rosetti, Consul de Russie, négociait avec lui un traité aux termes duquel la Russie étendrait sa protection sur l'Egypte. De la sorte, elle aurait le droit d'intervenir dans les affaires égyptiennes, et partant dans les affaires ottomanes. El Alfi, pour donner plus de force à son projet de traité, songea à s'entendre auparavant avec les autres Mamelouks.

Mais dans les premiers jours de décembre 1806, son rival El Bardissy mourait, probablement victime d'un poison lent qui lui avait été administré jadis par El Alfi. Désarmés, les Mamelouks qui l'avaient pris pour chef, cherchèrent à s'entendre avec El Alfi. Malheureusement, toute entente s'avéra impossible, ce dernier demandant l'éloignement de tous les partisans directs de son adversaire. Ambitieux et arrogant, croyant que la fortune venait

de lui sourire, il se comportait déjà en vrai maître. Ce n'était qu'un mirage. La fortune souriait, non pas à lui, mais à Mohamed Ali. Battu le 20 janvier 1807, El Alfi mourait une semaine plus tard, empoisonné, a-t-on dit, par une des femmes de son harem, fille d'un cheikh qu'il avait assassiné. Vengeance du destin. A deux mois d'intervalle, les deux adversaires quittaient ce monde emportés par le même mal, le poison.

La première conséquence de ces disparitions est facile à imaginer. Les Mamelouks, toujours divisés entre eux, le seront encore plus pour choisir un chef. Quant à Mohamed Ali, il se met rapidement en route vers la Haute-Egypte, pour les soumettre.

20. — L'Egypte, allait-elle assister à l'inauguration d'une nouvelle ère de paix et de tranquillité ? Hélas non ! L'Angleterre, désespérée de ne pouvoir atteindre son but, quittait les coulisses de la Porte et décidait d'occuper l'Egypte; elle venait de jeter son masque.

Tout se passa alors comme dans une pièce de théâtre, c'est-à-dire comme préparé d'avance. D'abord ce furent, comme l'année précédente, des bruits propagés par les Anglais, qui diffusèrent partout l'imminence de leur débarquement. Averti et conseillé par Drovetti, le Vice-Roi dirigea des renforts sur le Delta.

Le 13 mars 1807, un brick anglais arrivait à Alexandrie. Bientôt des courriers furent chargés d'alerter les Mamelouks. Trois jours plus tard, des navires anglais apparaissaient dans le port et des officiers se mirent en contact avec le gouverneur d'Alexandrie. Que se passa-t-il alors ? Drovetti nous le dit dans son rapport écrit à Sébastiani le 25 mars 1807 : les officiers anglais annoncèrent au gouverneur « en peu de mots que la guerre entre les deux gouvernements était déclarée, qu'une escadre de leur nation avec des troupes de débarquement était peu distante et qu'ils venaient proposer une capitulation. Le commandant fit intervenir les principaux cheikhs à ce con-

grès dont j'ai toujours ignoré le résultat. Tout s'est passé dans le plus grand secret » ⁽¹⁾.

Le gouverneur avait-il trahi ? On a raison de le croire, et ce, pour les raisons suivantes : d'abord, son opposition à l'arrivée des troupes albanaises pour défendre Alexandrie — il invoquait le mauvais caractère de ces soldats — ; en second lieu, le silence dans lequel il enveloppa tous ses agissements ; enfin, tous ses efforts pour empêcher Drovetti, dont il craignait les soupçons, de quitter la ville.

Alexandrie capitula donc le 22 mars 1807.

Cette première victoire, si victoire il y avait, gagnée sans coup férir, encouragea les Anglais et leur fit croire que leur expédition allait se réduire à une promenade militaire. Ils furent vite déçus, et le 31 mars dans une attaque contre Rosette, les vaillants Albansais leur infligeaient une cuisante défaite.

Mais où étaient donc les Mamelouks ? Pourquoi n'avaient-ils pas répondu à l'appel de leurs alliés et maîtres ? Après le message du 13 mars, un second leur fut envoyé le 22 du même mois et un troisième plus pressant encore le 11 avril, après la défaite de Rosette. Les Mamelouks auraient bien voulu répondre à ces appels successifs. Malheureusement, ils étaient dans l'impossibilité de le faire : les troupes de Mohamed Ali, qui par ailleurs battaient les Anglais, les refoulaient sans cesse en Haute-Egypte.

Le 21 avril, les Anglais subissaient leur seconde et cuisante défaite à El Hamed, où le régiment de Roll fut presque entièrement décimé. Ils se replièrent alors sur Alexandrie. Une nouvelle lettre plus menaçante fut envoyée aux Mamelouks qui préférèrent, en présence de ces défaites, s'en tenir à une stricte neutralité.

Dans la seconde moitié du mois de mai, des négocia-

(1) Rapport de Drovetti à Sébastiani, le Caire le 25 mars 1807, A.F.-A.E. Alexandrie, 1806-1811.

ciations pour mettre fin à cette occupation s'engagèrent entre les deux camps. Le Vice-Roi s'engagea à défendre l'Égypte contre toute invasion étrangère, afin de tranquilliser les Anglais qui invoquaient précisément cette raison — la défense de la route des Indes contre une prétendue attaque française — pour justifier leur présence.

On était sur le point de s'entendre lorsque les Anglais reçurent des renforts. Leur attitude changea aussitôt et ils firent la sourde oreille aux propositions égyptiennes. Le Vice-Roi se décida donc à aller lui-même à Alexandrie pour leur faire entendre la voix de la raison et au besoin le bruit de la poudre.

Sur ces entrefaites, le Cabinet britannique du Duc de Portland, formé fin mars 1807, préféra orienter la politique extérieure de l'Angleterre dans le sens d'une réconciliation avec la Porte. Lord Castlereagh, Ministre de la Guerre, ordonna l'évacuation de l'Égypte, rendue, d'autre part, nécessaire par les défaites successives subies par les troupes anglaises. Le 14 septembre 1807, une Convention était enfin conclue entre le Vice-Roi et les Anglais, aux termes de laquelle l'évacuation d'Alexandrie et le départ définitif des troupes anglaises étaient décidés.

L'expédition anglaise échoua donc lamentablement. Dans la suite, les Anglais n'oublieront jamais leur défaite, et jamais ils ne la pardonneront à Mohamed Ali. Leur politique à son égard allait être désormais implacable. Ils chercheront toujours à l'affaiblir, voire même à l'abattre, et avec lui, la puissance grandissante de l'Égypte, fantôme menaçant dressé dans cet Orient mystérieux s'éveillant à la vie.

21. — Cette seconde apparition des Anglais en Égypte fit comprendre au Vice-Roi le danger que lui faisaient courir les intrigues des Mamelouks. Aussi, plutôt que de s'endormir paisiblement sur ses lauriers, il demeura plus vigilant qu'auparavant.

S'il était devenu le maître incontesté du Delta, la

Haute-Egypte, en revanche, échappait complètement à son autorité pour rester sous la coupe des Mamelouks. Ceux-ci n'avaient pas abandonné leurs traits traditionnels bien connus : querelles intestines, pillages, et surtout conflits avec le Vice-Roi. Ce dernier, pour les ramener à des occupations pacifiques et bienfaisantes, recommença avec eux la politique de négociations qui avait échoué peu avant l'éphémère occupation britannique. En juin 1808, il consentit à leur laisser en apanage une partie importante de la Haute-Egypte, à condition toutefois de lui payer les impôts afférents. Tout semblait donc aller au mieux lorsqu'en avril 1809, ils lui créèrent des difficultés pour se soustraire au paiement. De nouveau, on parla, inutilement. Puis ce furent de chaque côté des préparatifs pour la reprise des hostilités.

C'est alors que dans leur désespoir de ne pouvoir se débarrasser de Mohamed Ali ils osèrent demander le protectorat britannique, le préférant à l'administration égyptienne. En août 1809, Chahin Bey, successeur de El Ali et qui se posait en chef des Mamelouks, adressa, à ce sujet, une lettre à l'Amiral commandant les forces britanniques dans la Méditerranée. « En ma qualité de successeur légitime de ces Mameluks, disait-il dans sa lettre ⁽¹⁾, je crois avoir tout le droit possible d'aspirer à ce Gouvernement, mais ne pouvant l'arracher pour le moment des mains du possesseur actuel et quand bien même je le pourrais, ne pouvant le maintenir en paix et en sûreté sans la puissante protection de la Grande-Bretagne, je lui demande sa protection et son secours aux conditions que ce Gouvernement voudra lui-même me dicter. » Poursuivant sur ce ton, *il insista sur l'impatience des Egyptiens à vouloir retourner sous l'autorité des Mamelouks*. Il s'agissait toutefois d'amadouer la Porte, et pour cela il s'engageait à lui payer régulièrement le tribut imposé à l'Egypte. Enfin,

(1) Cf. cette lettre dans : DRIAULT (Edouard), Mohamed Aly et Napoléon (1807-1814), 1925, pp. 44-45.

sûr que les caisses du Trésor égyptien étaient ou seraient vides, il demandait une avance, chose devenue toute naturelle chez les Mamelouks corrompus par l'or anglais. Cette avance, non seulement il s'engageait à la rembourser, mais encore allant plus loin, il s'engageait, en outre, qu'au cas où l'Angleterre « voulait de nouveau reparaître dans nos parages avec son escadre et des troupes... je promets dès ce moment, de voler à son secours avec tout mon parti et les Arabes des diverses tribus et que réunis sous les ordres du Commandant Britannique, *nous verserons volontiers notre sang pour la gloire de la Nation Britannique* ».

En attendant la réponse anglaise, qui d'ailleurs ne vint jamais, les Mamelouks, refoulés par les armées du Vice-Roi, se retirèrent loin, très loin, en Haute-Egypte. Quelques mois plus tard, en décembre 1809, une nouvelle trêve fut conclue avec une partie importante d'entre eux qui accepta de venir vivre au Caire. Malheureusement, cette trêve fut de courte durée. De nouveau, les Mamelouks s'assemblèrent à Guiseh et menacèrent le Vice-Roi dans sa capitale. Le 20 juillet 1810, Mohamed Ali les attaqua et les battit. Plusieurs se soumirent, d'autres plus récalcitrants se retirèrent comme toujours dans leur fief, en Haute-Egypte, ce qui laissait croire que tout n'était pas terminé.

A ce sujet, il est intéressant de noter ce trait caractéristique des Mamelouks de ne vouloir jamais se soumettre définitivement, en dépit de toutes les vicissitudes qui pleuvaient constamment sur leurs têtes depuis plus de dix ans. Mohamed Ali, bien au courant de ces agissements, ne se départit jamais de sa vigilance.

Vers le début de 1811, profitant de son absence à Suez, ils conspirèrent contre lui. Des correspondances suspectes entre les Mamelouks du Caire et ceux de la Haute-Egypte furent interceptées. Plus graves encore, furent leurs correspondances avec le Gouverneur de la Syrie, qui n'était pas en bonne intelligence avec Mohamed Ali.

Cette fois, la coupe était pleine et elle déborda. N'en

pouvant plus, le Vice-Roi se décida, bien malgré lui, à agir et féroce. Si l'on ajoute à leurs attitudes, très graves en elles-mêmes durant ces dernières années, les six siècles de désordre et d'anarchie qu'ils avaient derrière eux, on conclut facilement que leur existence était fatale pour l'Égypte. Le Vice-Roi le comprit et leur extermination fut de sa part un acte salubre largement justifié par la raison d'État ⁽¹⁾.

Le 1^{er} mars 1811, il les invita à assister à l'investiture de son fils du Commandement suprême de l'Expédition égyptienne envoyée en Arabie. Après la cérémonie et tandis qu'ils se retiraient, ses Albanais ouvrirent le feu sur eux et les massacrèrent tous. Ailleurs, les autres Mamelouks, répandus dans le pays, subirent le même sort. Seuls ceux de la Haute-Égypte échappèrent à ce massacre, mais momentanément. Le fils du Vice-Roi, Ibrahim, lancé à leur poursuite, les extermina à leur tour en mai 1812.

« Ainsi, Méhémet-Ali n'hésita pas à verser le sang pour rétablir l'ordre en Égypte... Comme Pierre-le-Grand, auquel on l'a parfois comparé, il résolut, avant de travailler pour l'avenir, d'anéantir jusqu'aux moindres débris du passé. *Pour la première fois depuis le départ des Français, il y avait un gouvernement en Égypte* » ⁽²⁾.

(1) Déjà en 1805, Drovetti parlait des Mamelouks en ces termes : « Tous les chefs réunis n'ont pas plus de 800 Mamelouks ; le reste est un ramassis de Grecs, d'Osmanlis et d'Arabes, que l'appât du pillage a rassemblés sous leurs tentes. Les Mamelouks ne sont plus ces braves guerriers dévoués à leurs maîtres jusqu'à la mort ; il n'y a plus parmi eux ni ordre ni soumission. La Cour d'un bey qui était jadis l'école de la discipline militaire et des mœurs, l'est aujourd'hui de la débauche et de l'insubordination. La vie errante et le brigandage qu'ils exercent les ont abrutis. La mollesse, la boisson et autres vices honteux auxquels ils se sont adonnés les ont totalement énervés. On ne doit plus s'attendre de leur part à aucune opération bien entendue... » Drovetti à Talleyrand, 24 Vendémiaire, An XIV (16 octobre 1805) A.F.-A.E. Alexandrie XIII-XIV.

(2) BREHIER (Louis) : L'Égypte de 1798 à 1900, p. 100.

CHAPITRE II

Politique de soumission à la Porte et conflits avec l'Europe (1811-1827)

SECTION II

CAUSES DÉTERMINANTES DE LA POLITIQUE DE SOUMISSION A LA PORTE ET PREMIERS CONFLITS AVEC L'ANGLETERRE.

- 22. — Premières manifestations chez Mohamed Ali de l'idée d'indépendance.
- 23. — Mohamed Ali, pour se fortifier, cherche vainement à s'allier, d'abord avec l'Angleterre, ensuite avec la France.
- 24. — Sa politique de soumission à la Porte.
- 25. — Campagnes d'Arabie (1811-1818) et du Soudan (1820-1822) et conflits avec l'Angleterre.

22. — Débarrassé enfin des Mamelouks, ce fléau, la huitième des sept plaies infligées par Dieu à l'Egypte Pharaonique, le Vice-Roi pouvait continuer tranquillement son œuvre de rénovation dans une atmosphère purifiée de toute intrigue. Mais, pour que cette œuvre fut efficace, réelle, pour que l'Egypte fut vraiment puissante et maîtresse de ses destinées, il lui fallait l'*indépendance*. Cette idée de l'indépendance le hantait déjà depuis plusieurs années. Depuis 1805, comme nous l'avons vu plus haut. Cependant, prudent, il n'osait pas la manifester au grand jour. Il préférait aller doucement, progressivement. C'est ainsi qu'après l'échec du débarquement anglais en 1807,

il espérait pouvoir s'émanciper partiellement, accéder à une situation analogue à celle des Etats Barbaresques ⁽¹⁾.

En outre, il ne se contentait d'ailleurs pas d'espérer, il agissait. Il laissait sentir à ses subalternes et aux consuls étrangers son autorité souveraine dans certaines questions. En 1810, il porta un grand coup : il conclut avec la Compagnie Anglaise des Indes Orientales, un Accord par lequel il s'engageait à respecter les sujets anglais, dans leur personne et leurs biens, même en cas de guerre anglo-ottomane. L'accord était caractéristique : Mohamed Ali, fonctionnaire ottoman, dénotait clairement son intention de s'affranchir de la Porte.

23. — Résolu à réaliser le plus cher de ses vœux, il lui vint, dans sa clairvoyance, l'idée de s'allier à une Puissance plus forte que la Porte. Il fit, à ce propos, des avances à l'Angleterre alors seule Puissance intéressée à l'Egypte. Une alliance avec elle aurait fortifié sa position vis-à-vis de la Porte. Mais l'Angleterre, qui avait juré de contrecarrer le développement de la puissance égyptienne, refusa ces offres en invoquant sa bonne foi à l'égard de la Porte. Elle jugea cependant, dans son intérêt, de le brouiller avec celle-ci. Elle l'encouragea dans son désir de se soustraire à la souveraineté de la Porte, sans toutefois contracter à son égard un engagement formel d'aide ou même lui faire une simple promesse à ce sujet. Par contre, elle lui demanda pour prix de son amitié et de sa neutralité en cas de conflit entre lui et la Porte, le droit d'utiliser le Port-Vieux d'Alexandrie ainsi que le renvoi des agents français.

Soupçonneux, il refusa toutes ces propositions et se

(1) En Algérie, la Corporation des Reïs (capitaines de vaisseaux) réussit à chasser le Pacha Ottoman pour le remplacer par un de ses chefs (1587-1659). La Porte ne put par la suite envoyer aucun Gouverneur. Une indépendance de fait venait de s'établir en Algérie, qui continua néanmoins à reconnaître la suzeraineté de la Porte en lui payant un tribut et en lui demandant même l'investiture de ses Deys.

tourna du côté de la France. Il n'eut pas plus de chance avec elle. En novembre 1810, il fit savoir, dans un entretien avec Drovetti, la nécessité de l'agrément de la France pour la déclaration de l'indépendance de l'Egypte. Le Consul de France qui, après tous les efforts du Vice-Roi dans ce domaine, devait s'attendre à une pareille démarche s'excusa, faute d'instructions, de ne pouvoir donner suite à celle-ci.

24. — Après le massacre des Mamelouks, alors qu'il concentrait dans ses mains toutes les forces du pays, qu'il y avait vraiment un Gouvernement en Egypte, allait-il poser ouvertement cette question sur le tapis en demandant à la Porte de renoncer à tous ses droits sur l'Egypte ?

Pour ne pas brusquer les choses, il chargea d'abord son envoyé, son homme de confiance à Constantinople, en avril 1811, de sonder les intentions de la Porte sur cette question. Hélas ! la Porte tenait absolument à conserver sa province. N'avait-elle pas manifesté cette intention en acceptant de ratifier le choix du peuple égyptien en ce qui concerne la nomination de Mohamed Ali à la tête de l'Egypte, avec l'espoir que l'énergie de cet homme parviendrait à bout des Mamelouks, rétablissant ainsi l'autorité du Sultan ?

Insister sur l'indépendance, c'était s'attirer la colère de la Porte, et peut-être même la destitution. Une lutte pouvait donc s'ensuivre. Seul, sans alliés, Mohamed Ali était alors incapable de la soutenir avec succès, n'étant pas assez fort, d'autant plus qu'il fallait tenir compte du sentiment religieux, car, ne l'oublions pas, le Sultan ottoman était en même temps Calife des Musulmans.

Devant tous ces faits, recourir à la force était donc illogique. Il préféra patienter, dans l'attente de circonstances plus favorables. Sa politique fut dorénavant d'exécuter les ordres de la Porte dans l'espoir d'être un jour récompensé par la réalisation de ses desseins.

25. — C'est dans cette intention que lui et ses deux fils, Ibrahim et Toussoun, maîtrisèrent en Arabie l'agitation des Wahabites soulevés contre la Porte (1811-1818). De même, deux ans plus tard, il entreprit la conquête du Soudan pour se rendre maître des sources du Nil. Il augmenta de la sorte le territoire de l'Empire Ottoman.

Mais, dans ces deux campagnes il se heurta aux intrigues anglaises déjà à l'œuvre contre lui. Cela s'explique facilement : l'Angleterre discerna, derrière la politique du Vice-Roi, l'intention bien arrêtée de ce dernier de s'agrandir — les pays conquis étant placés sous sa domination — et partant de se fortifier. Aussi, convenait-il d'entraver ce plan. C'est ainsi qu'en Arabie, les Anglais essayèrent un débarquement pour punir les peuplades du sud de la presqu'île accusées du pillage des navires de commerce britanniques. En réalité, ils voulaient y prendre pied avant les troupes du Vice-Roi. Leur tentative échoua et ils durent se contenter d'un Traité de commerce. Par ailleurs, ils s'opposèrent, au Soudan, à toute avance de l'armée égyptienne dans le riche territoire abyssin encore vierge, et que Mohamed Ali voulait exploiter.

SECTION II

CAMPAGNE DE MORÉE

COALITION DE L'EUROPE CONTRE LA PORTE ET L'ÉGYPTE

26. — Projet balkanique de Mohamed Ali.
27. — La politique anglaise contre l'influence française et russe en Grèce aboutit au Protocole du 4 avril 1826.
28. — Intrigues anglaises pour désintéresser Mohamed Ali de la Morée. Leur échec et ses conséquences.
29. — Traité de Londres du 6 juillet 1827, entre l'Angleterre, la France et la Russie. Importance de ce Traité et position de l'Autriche à son égard.

30. — La Porte refuse de se soumettre aux stipulations du Traité, ce qui amène les Puissances, avant de recourir à son exécution, à vouloir désintéresser de nouveau Mohamed Ali.
31. — A cet effet, l'Angleterre envoie en Egypte le Major Cradock (août 1827). Instructions qu'elle lui donne.
32. — Hésitations de Mohamed Ali devant les intrigues de l'Angleterre et de l'Autriche, et les exigences de la Porte.
33. — Conversations diplomatiques de Mohamed Ali avec Cradock et leurs résultats.
34. — Conversations d'Ibrahim avec les Amiraux des Puissances Européennes chargés d'exécuter le Traité.
35. — Mohamed Ali conseille la prudence à son fils et à la Porte, à qui il propose, en outre, la médiation de l'Autriche.
36. — Après avoir fait la sourde oreille, la Porte fléchit. Mais, hélas, trop tard.
37. — Navarin et la conduite des Amiraux (octobre 1827).
38. — Réaction des Puissances Européennes et conséquences de Navarin.

26. — Ce fut aussi cette intention — de plaire à la Porte afin d'être un jour récompensé — qui le poussa à intervenir dans la Campagne de Grèce (1822-1827).

Ce faisant, il avait, en outre, en vue, un projet vraiment grandiose et audacieux. Maître de l'Égypte et maître de la Grèce, un pays agricole et un pays maritime, un pays de soldats et un pays de marins, il deviendra le puissant seigneur de l'Orient et la Méditerranée Orientale sera son Mare Nostrum. La réalisation de ce grand projet lui permettra alors d'imposer à la Porte ses revendications.

Mais la série des victoires remportées par Ibrahim en Morée et dans les îles de la Mer Ionienne, décidèrent l'Angleterre à sonner le tocsin en Europe.

27. — D'abord indifférente à l'égard des Grecs, l'Angleterre s'était vite intéressée à leur insurrection quand elle s'était rendue compte de leur volonté inflexible, de leur courage exemplaire ainsi que de l'efficacité de leur résis-

tance. Ce faisant, elle allait avoir à compter avec l'influence française et l'influence russe, toutes deux déjà solidement enracinées.

La France, patrie de la liberté, s'était émue aux cris de secours des Grecs. Le philhellénisme français se développa rapidement, et la France devint populaire en Grèce à ce point que fut envisagée la possibilité de placer un prince français sur le trône de l'Etat grec émancipé. Mais le Gouvernement Français, attaché par tant de liens à la Porte, préféra suivre, en l'occurrence, une politique de neutralité. L'Angleterre en profita pour supplanter cette influence en même temps qu'elle travaillait à supplanter celle de la Russie.

L'influence russe, implantée depuis longtemps dans les Balkans, visait à désagréger l'Empire Ottoman pour pouvoir s'emparer facilement des Détroits. Depuis Pierre-le-Grand, elle n'a cessé de fomenter de continuelles insurrections parmi les peuples balkaniques en faisant miroiter à leurs yeux leur émancipation du joug ottoman.

Contre ces deux influences, l'Angleterre allait se buter. Jouant avec une grande habileté diplomatique sur l'échiquier international, son Ministre des Affaires Etrangères, George Canning — Premier Britannique à partir d'avril 1827 — réussit à triompher d'elles et il parvint à atteler successivement à son char et la Russie et la France.

La Russie d'abord. En effet, le Tsar Alexandre I^{er}, après avoir essayé par tous les moyens d'exploiter cette insurrection à son profit, se décida, bien malgré lui, à adopter le plan britannique qui se concrétisa dans le Protocole du 4 avril 1826.

Aux termes de cet instrument diplomatique, l'Angleterre offrait sa médiation aux deux partis en lutte pour les amener à s'entendre sur des bases déterminées ⁽¹⁾. Dans

(1) Ces bases érigeaient la Grèce en Etat indépendant et tributaire de la Porte, gouverné par des autorités choisies et nommées par les Grecs eux-mêmes. Toutefois, la Porte avait une certaine influence dans ce choix.

le cas où la Porte rejetterait cette médiation, le Protocole stipulait que les deux Puissances signataires s'engageaient à profiter « de toutes les occasions favorables pour employer leur influence auprès des deux partis, afin d'effectuer leur réconciliation... » ⁽¹⁾.

28. — Avant de mettre à exécution les stipulations de ce Protocole, l'Angleterre, dans la crainte d'essuyer un refus de la Porte avec toutes ses conséquences possibles, se décida à agir auprès de Mohamed Ali, seule force redoutable dans cette lutte, pour l'amener à se retirer de la Morée. « Serait-il impossible — écrivait le 4 juin 1826, Stradford Canning, Ambassadeur à Constantinople, à son cousin George Canning — d'engager le Vice-Roi d'Egypte — si vous n'allez pas en guerre contre lui — au service de la médiation grecque... en lui donnant l'espoir d'un Pachalik en Syrie, à la place de la Morée, et une certaine assistance, s'il se conduit bien, dans ses projets de construction de vaisseaux?... » ⁽²⁾.

En faisant cette proposition, l'Angleterre accédait au désir du Vice-Roi de donner à l'Egypte ses frontières naturelles, le Soudan au sud et la Syrie au nord. Les visées du Vice-Roi sur la Syrie n'étaient pas d'ailleurs récentes; elles étaient très anciennes. C'est ainsi que Drovetti rapportait, en avril 1811, que Mohamed Ali lui avait déclaré vouloir la Syrie, n'hésitant pas à payer à la Porte sept ou huit millions de piastres pour l'avoir. L'Angleterre n'ignorait pas, d'autre part, la promesse faite par la Porte et que le Général Livron, Chargé d'Affaires de Mohamed Ali en France, annonçait le 12 octobre 1825 au Ministre des Finances Françaises en ces termes: « Le beau Pachalik de Damas lui est promis pour l'indemniser des frais de la guerre et, si on manquait à cette promesse, il s'en empa-

(1) Cf. le texte de ce Protocole dans: A.F.-A.E. Turquie 242.

(2) Cf. STANLEY LANE-POOLE: *The Life of the Right Honourable Stradford Canning*, T. I p. 409.

rerait de vive force » ⁽¹⁾. Mais, comme la Porte montrait peu d'empressement à donner suite à sa promesse, l'Angleterre avait pris sur elle le soin de pousser le Vice-Roi à s'emparer de la Syrie de vive force, et elle croyait agir au moment opportun.

Le Vice-Roi venait, en effet, d'avoir des difficultés avec la Porte à la suite des démêlés d'ordre stratégique survenus entre son fils Ibrahim Pacha et le Capitan-Pacha, Khosrew Pacha. Convaincu que ces démêlés étaient dus en grande partie à la haine et à la jalousie que nourrissait à son égard ce dernier, depuis qu'il l'avait chassé d'Egypte en 1803, il s'était plaint à la Porte et il espérait recevoir satisfaction.

Canning voulait devancer cette satisfaction. En poussant le Vice-Roi à se retirer de la Morée pour s'emparer de la Syrie, il escomptait atteindre un double but : d'abord sauver les Grecs, car la Porte seule, sans les forces égyptiennes, était incapable de tenir tête aux insurgés. De la sorte, la Grèce érigée par la force des événements en Etat, serait redevable à l'Angleterre de son existence politique et serait ainsi, en quelque sorte, protégée par elle. Le second but à atteindre était, non pas comme on peut le croire à première vue une augmentation de la puissance du Vice-Roi, mais, bien au contraire, son anéantissement. Convoitant la Syrie, il ne tarderait pas, en effet, s'il s'avisait de vouloir la prendre par la force, à entrer en guerre avec la Porte, amenant ainsi et l'affaiblissement de celle-ci et le sien propre.

En homme d'Etat prudent, Mohamed Ali surveillait attentivement les intrigues du Consul britannique en Egypte, Salt. Le 25 septembre 1826, il lui déclara enfin : « Je n'aurai pas de secrets pour vous; la vérité est que j'ai mon pied actuellement dans deux étriers (expression turque qui signifie : j'ai deux lignes de conduite devant moi), tout

(1) Livron au Ministre des Finances le 12 octobre 1825, A.F. correspondance consulaire Alexandrie 1825-1827.

restera en balance comme maintenant jusqu'au printemps; si, d'ici-là, votre gouvernement me fait des propositions qui me donnent satisfaction, je serai prêt à accepter ses offres et trouverai toujours le moyen de retirer toutes mes forces de la Morée. Sinon, je réunirai toutes mes ressources disponibles et, grâce à l'influence que je possède à la Porte, j'obtiendrai le commandement de toute la flotte ottomane — car, en ce temps-là, le Capitan-Pacha (l'amiral turc) sera disgrâcié — et alors je me mettrai à sa tête et finirai ainsi la besogne. Telle est ma position » ⁽¹⁾.

Malheureusement, cette position était défavorable à l'Angleterre. Elle n'avait pas du tout l'intention de faire au Vice-Roi des propositions de nature à l'assurer en cas de rupture éventuelle avec la Porte. Aussi, désespérée de ne pouvoir gagner le Vice-Roi à sa politique, se tourna-t-elle délibérément vers la Porte pour agir au mieux de ses propres intérêts.

Sentant alors l'imminence d'une démarche anglaise en vue de l'exécution du Protocole, la Porte s'empessa de donner satisfaction à Mohamed Ali pour le déterminer à reprendre les hostilités interrompues par l'attente des renforts égyptiens destinés à secourir Ibrahim Pacha en Morée. A ce sujet, elle releva Khosrew Pacha de son poste de Capitan-Pacha, et nomma le Vice-Roi d'Egypte Commandant en chef de toutes les forces ottomanes de terre et de mer agissantes en Morée (9 février 1827).

Agir de la sorte, c'était contenter pleinement le Vice-Roi d'Egypte. Aussi, le 20 février, le Ministre des Affaires Etrangères Ottomanes pouvait-il déclarer en toute tranquillité : « L'affaire de la Grèce est une affaire toute de famille; chercher à y intervenir, c'est toucher à ce qu'il y a de plus sacré chez les musulmans: c'est vouloir pénétrer dans le harem » ⁽²⁾.

(1) Cf. SABRY: *L'Empire Egyptien sous Mohamed Aly et la question d'Orient*, Paris 1930, p. 118.

(2) Cf. DRIAULT (Edouard) et LHÉRITIER (Michel): *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*. T. I. Paris 1925, p. 359.

Décidé à tenir tête à l'Angleterre, le diplomate ottoman déclara de nouveau, le 18 avril 1827, après qu'il eut pris officiellement connaissance du Protocole : « Pacification, médiation, armistice, sont des mots impropres... Cette affaire est purement intérieure, il s'agit de rebelles. La Sublime Porte ne peut comprendre de quel droit et pour quel motif les puissances étrangères se mêlent de cette affaire » ⁽¹⁾.

29. — Ce refus de la Porte mit l'Angleterre devant l'obligation d'envisager l'emploi de mesures comminatoires et coercitives. Toutefois, avant d'y avoir recours, elle préféra s'entendre avec les autres Puissances, et plus particulièrement avec l'Autriche et la France.

L'Autriche de Metternich, fidèle au principe de la Sainte-Alliance, s'était prononcée, dès les débuts, en faveur de la Porte. N'avait-elle pas conseillé à cette dernière de recourir aux forces égyptiennes pour éteindre l'incendie grec ? Aussi, loin d'approuver le Protocole, Metternich s'était empressé de le critiquer car il avait pour objet : « de forcer le Grand Seigneur à renoncer à sa souveraineté sur les Grecs, sujets de son Empire, et à la remplacer par un acte de suzeraineté ; à admettre la médiation des Puissances dans une contestation entre lui et ses sujets révoltés... » ⁽²⁾.

Quant à la France, l'entente avec elle allait être plus aisée. Villèle, qui était alors au pouvoir, était loin de vouloir se brouiller avec l'Angleterre, d'autant plus qu'il allait être en mesure de réinstaurer en Grèce l'influence française évincée par la politique bienveillante de l'Angleterre à l'égard des Grecs.

Le Protocole du 4 avril 1826 fut donc transformé

(1) Guilleminot au Ministre le 23 avril 1827, A.F.-A.E. Turquie 246.

(2) Metternich à Tatistcheff, le 22 décembre 1826, A.F.-A.E. Grèce IX.

en Traité, signé à Londres le 6 juillet 1827 par l'Angleterre, la France et la Russie.

En quoi ces deux actes diplomatiques successifs différaient-ils l'un de l'autre ? Metternich nous le dit en ces termes : « Les objections que nous avons eu à faire aux stipulations du 4 avril 1826 s'appliquent également au projet du traité... Ce projet contient même des dispositions et des phrases qui semblent n'y avoir été placées que pour renchérir sur les anomalies qui nous avaient frappés dans le protocole... »⁽¹⁾. Le Prince de Metternich avait justement raison, car le Traité ne faisait que développer le contenu du Protocole, sans en changer l'esprit.

Cependant, ce Traité avait une certaine importance du fait de l'Article Secret qui y était annexé. Cet article devait jouer en cas de refus opposé à l'offre de médiation prévue par le Traité. Si le refus venait de la Porte, les Puissances signataires devaient adopter une politique bienveillante à l'égard des Grecs, les aidant diplomatiquement et économiquement⁽²⁾.

En outre, ces mesures bienveillantes pouvaient consister encore « dans la réunion des escadres des Hautes Puissances à l'effet d'empêcher tout secours turc ou égyptien, en hommes, armes, vaisseaux et munitions de guerre, d'arriver en Grèce et dans les îles de l'Archipel. Ces escadres traiteront dès lors les Grecs en amis, sans toutefois prendre part aux hostilités entre les deux parties contendantes »⁽³⁾.

(1) Mémoires, documents et écrits laissés par le PRINCE DE METTERNICH. T. IV, p. 381, N° 861.

(2) « Il est entendu que ce rapprochement s'opérera en établissant avec les Grecs des relations commerciales, et en leur envoyant à cet effet et en recevant d'eux des agents consulaires, en tant qu'il existera chez eux des autorités capables de maintenir de telles relations ». Extrait de l'Acte additionnel et secret annexé au Traité de Londres du 6 juillet 1827. Cf. ce texte dans DE CLERCQ Recueil des Traités de la France. T. III, (1816-1830), p. 456.

(3) Instructions aux Ambassadeurs des Puissances signataires du Traité, citées par DOUIN (Georges) dans Navarin, pp. 69 et ss.

30. — Un mois et demi plus tard, vers la mi-août, les Ambassades des Puissances signataires commencèrent à Constantinople leurs démarches en vue d'exécuter le Traité. A toutes ces démarches, la Porte opposa une fin de non-recevoir. Elle leur déclara notamment que sa « réponse positive, définitive, invariable, éternelle est que la Sublime Porte n'accepte aucune proposition concernant les Grecs, qu'elle persistera dans sa volonté à tout jamais jusqu'au jour du jugement dernier » ⁽¹⁾.

D'ailleurs la Porte, par une note datée du 9 juin 1827 et communiquée aux Puissances intéressées, avait défini nettement et officiellement sa position sur cette question. « Donner de la consistance, disait-elle dans cette note, à une poignée de brigands ⁽²⁾, en employant à dessein à leur égard les expressions de médiation, armistice, pacification, dire que si l'on ne se conforme point aux propositions faites, on regardera cette bande de rebelles comme une puissance, et parler de conventions faites entre des puissances amies d'une autre puissance, contre celle-ci et à son insu, en faveur de ses sujets révoltés, voilà certes, des choses dont à aucune époque on n'a vu les pareilles, et un état étrange, aussi opposé sous tous les rapports aux systèmes de gouvernement que contraire aux droits de la souveraineté. La Sublime Porte ne peut pas prêter l'oreille à de semblables propos. Et puisque les pays où se trouvent les Grecs sont la propriété héréditaire de l'Empire Ottoman, qu'eux-

(1) Rapport des Drogmans, le 30 août 1827. A.F.-A.E. Turquie 247.

(2) A cette époque, la piraterie grecque battait son plein. Les corsaires grecs infestaient la Mer Egée et pillaient tous les navires sans distinction de pavillon. Les documents officiels abondent sur les faits imputés à ces pirates. Le 23 septembre 1826, l'Amiral français de Rigny écrivait au Ministre de la Marine: « Il est évident que ces corsaires, qui sont des bâtiments de 10 à 16 canons, ne peuvent être équipés à l'insu des autorités locales. Tout le monde sait qu'au retour chacun participe au butin. Il n'y a jamais eu, dans aucun temps et dans aucun pays, des exemples d'un tel brigandage. Ceux qui s'y livrent connaissent assez qu'ils trouveront dans leur propre pays non seulement impunité, mais encore protection ». A.-F. Marine, BB⁴, 473.

mêmes sont ses sujets tributaires et que jamais elle n'y renoncera, elle est en devoir de les gouverner encore, par la grâce de Dieu, comme par le passé... » ⁽¹⁾.

Cet échec amena les Puissances à envisager l'application de l'article secret. Seulement, d'avance elles ne se dissimulèrent point les dangers qui en pouvaient naître. Les flottes alliées allaient avoir affaire à une flotte ottomane d'autant plus puissante que Mohamed Ali se hâtait de lui envoyer des renforts considérables tant en hommes qu'en matériels. Essayer de prévenir ces dangers en tentant une fois encore la chance d'aboutir à un accord sans effusion de sang, tel fut l'objet tant désiré du vœu émis, au moins par la Russie et la France. Cette dernière était d'ailleurs toute désignée à entreprendre une pareille tentative. Elle ne recula pas d'autant plus que c'était pour elle une occasion unique d'accroître son prestige en Egypte et en Grèce. Elle expédia donc des ordres à son Consul le chargeant d'intervenir énergiquement auprès du Vice-Roi pour le décider à cesser ses armements et au besoin à se retirer du conflit.

31. — L'Angleterre, elle, qui avait déjà eu avec Mohamed Ali des conversations à ce sujet, lui envoya le Major J. H. Cradock, Attaché à l'Ambassade Anglaise de Paris. Les instructions données à celui-ci par le Foreign Office étaient très intéressantes ⁽²⁾. Le Major devait faire tout son possible pour obtenir la neutralité du Vice-Roi dans le conflit; il devait insister sur les forces considérables que les Puissances alliées allaient mettre en œuvre contre la Porte; il devait encore, plus particulièrement, mettre en relief les conséquences néfastes pour l'Egypte d'une lutte aux côtés de la Porte. « Les conséquences que

(1) Guilleminot au Ministre le 9 juin 1827, A.F.-A.E. Turquie 246.

(2) Archives anglaises. Public Record Office. Foreign Office 352. Papiers de S. Canning Liasse 16. Voir la traduction de ces instructions dans DOUIN op. cit. pp. 65 et ss.

courrait le Pacha, disaient les instructions en question, en s'identifiant avec la Porte dans une lutte si inégale, pourraient être fatales à ces plans d'amélioration maritime et commerciale qu'il a poursuivis jusqu'ici avec tant de succès, et sur laquelle sa force et sa réputation sont principalement fondées... »

A côté de ces menaces, tempérées par quelques flatteries, Cradock était encore et surtout chargé d'intriguer, de semer la méfiance entre Mohamed Ali et la Porte, de lui faire savoir que le triomphe de cette dernière lui serait préjudiciable. « L'effet d'un triomphe si complet des armes et des desseins de la Porte... se ferait sentir dans toutes les parties de l'Empire ottoman, et il n'est pas probable que le Sultan, enivré du succès, soit détourné par la gratitude d'empiéter sur cette espèce d'indépendance qui, quoique voilée par quelques formes de déférence envers une ancienne supériorité, a depuis longtemps donné à l'autorité du Pacha d'Egypte le caractère d'un empire plutôt que celui d'un gouvernement. »

Muni de ces instructions, le Major Cradock s'était mis immédiatement en route vers l'Egypte.

32. — Pendant ce temps, le Vice-Roi avait terminé tous les préparatifs destinés aux renforts qu'allait recevoir Ibrahim Pacha ⁽¹⁾. Néanmoins, il hésitait encore à laisser partir sa flotte. Les nouvelles, venues d'Europe, l'inquiétaient, et les intrigues auprès de lui se donnaient libre cours. Salt lui demandait, sans discontinuer, de retarder le départ des renforts, avec l'arrière-pensée que ce retard permettrait aux flottes alliées de se réunir et de se préparer

(1) Au sujet de la flotte égyptienne nouvellement mise en service, le Vice Roi écrivait à son fils Ibrahim: « Mon fils, nous voici, Dieu aidant, en possession de la plus belle flotte qu'on ait jamais vu chez une nation musulmane. Elle répond à toutes les exigences, aussi bien au point de vue de la vitesse que de la bonne ordonnance et de la discipline... » Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin, Lettre de Mohamed Ali à Ibrahim en date du 24 juillet 1827.

à la lutte. Acerbi, le Consul d'Autriche, était en revanche plus agressif. Il poussait le Vice-Roi à se dépêcher d'agir. Nous sommes bien là dans les lignes de la politique de Metternich qui avait déjà envoyé, en octobre 1826, Prokesch-Osten en Egypte pour décider le Vice-Roi à continuer énergiquement la lutte contre les Grecs, sujets révoltés du Sultan. Chef d'Etat-Major de la division autrichienne du Levant, Prokesch-Osten avait même communiqué à Mohamed Ali un plan de campagne contre les Grecs. A Constantinople enfin, on criait à la trahison. On se demandait, avec anxiété, pourquoi le Vice-Roi tardait à envoyer les renforts.

Pour couper court à tous ces bruits, et estimant qu'il avait temporisé plus qu'il ne fallait dans l'espoir de recevoir des offres anglaises, le Vice-Roi donna l'ordre à sa flotte d'appareiller dans les premiers jours d'août 1827.

33. — Quelques jours plus tard, le 8 août, le major Cradock débarquait à Alexandrie. Malgré la célérité avec laquelle il avait accompli son voyage, il arrivait cependant trop tard. Du moins espérait-il pouvoir obtenir la neutralité de Mohamed Ali dans le conflit.

Au cours des conversations avec Cradock, secondé par le Consul Salt, le Vice-Roi se rendit compte de la gravité de la situation. Les deux Anglais ne ménagèrent ni flatteries, ni menaces. Mohamed Ali leur déclara franchement que s'il restait fidèle à la Porte, il risquerait bien de perdre sa flotte, mais il recevrait en compensation la Syrie. Dans le cas contraire, il leur demanda si l'Angleterre lui viendrait en aide pour le soutenir contre la Porte : l'aidera-t-elle à s'emparer de la Syrie ? Favorisera-t-elle son indépendance ?

A ces questions, Salt s'empressa de répondre. « Je lui donnai, écrivit-il dans son memorandum, comme opinion personnelle que quand l'occasion se présenterait, et s'il conduisait l'opération avec succès jusqu'au bout, l'Angleterre ne l'abandonnerait pas. » *Votre Altesse*, ajoutai-

« je, me paraît déjà, sous tous rapports, la forme exceptionnelle, être indépendante. » ⁽¹⁾.

Cette promesse, ou plutôt cette opinion, donnée à titre personnel, encouragea pourtant Mohamed Ali. Depuis longtemps déjà, il désirait ardemment qu'un traité vînt sceller une amitié anglo-égyptienne. L'occasion venait de se présenter; la laissera-t-il s'envoler de ses mains? Il conseilla donc à Cradock de sommer Ibrahim de ne pas attaquer Hydra. Et comme ce dernier n'oserait prendre, le cas échéant, aucune disposition sans avoir demandé des ordres à Constantinople et au Caire, le délai qui en résulterait équivaldrait à une neutralité.

Le Vice-Roi jouait donc ainsi une partie dangereuse. L'attitude hostile des Puissances lui fit pressentir le danger de leur coalition. Aussi, va-t-il chercher désormais à se tirer de ce mauvais pas. Sa nouvelle temporisation n'avait pour but que d'offrir à la Porte un nouveau laps de temps pour réfléchir et méditer. Mais la Porte, comme nous l'avons déjà dit plus haut, était décidée à réprimer sévèrement la révolte grecque. D'ailleurs, le 20 août, le Grand Vizir Mohamed Selim écrivit à Mohamed Ali une lettre dans laquelle, après l'avoir mis en garde contre la ruse et la perfidie des Européens, désireux d'aboutir à leurs fins par l'intimidation, l'invitait à agir énergiquement en ces termes. « Il est évident que plus tôt Votre Excellence aura réussi, par sa sollicitude, à mettre fin à cette guerre de Morée et des îles, et plus tôt nous serons débarrassés de cette malheureuse affaire de Grèce et des intrigues des Francs... » ⁽²⁾

Le geste de Mohamed Ali devenait de la sorte superflu. Il ne servit que les intérêts anglais. Salt et Cradock étaient plus que satisfaits. Leurs démarches avaient

(1) Archives anglaises: Public Record Office, Foreign Office, 78-156. Voir la traduction de ce Memorandum dans DOUIN, op. cit. p. 158.

(2) Archives égyptiennes. Palais Royal d'Abdin. Lettre du Grand Vizir Mohamed Selim à Mohamed Ali, datée du 20 août 1827.

pleinement réussies, et Salt pouvait écrire en toute tranquillité à Lord Dudley: « Votre Seigneurie observera que l'un des principaux objectifs désirés a, de toutes manières, été obtenu: celui d'empêcher la flotte ottomane qui, malheureusement, avait quitté le port d'Alexandrie, de faire aucune attaque hostile contre les Grecs jusqu'au moment où les opérations actives de notre propre flotte auront, selon toute vraisemblance, commencé » ⁽¹⁾.

Cette phrase de Salt nous montre les dessous de la politique anglaise. Ce n'était pas pour la paix que la Grande-Bretagne agissait auprès du Vice-Roi, quoi qu'en disaient les instructions du Foreign Office à Cradock. Ce qu'elle voulait, Salt vient de nous le dévoiler au grand jour: retarder toute opération navale de la part des Ottomans afin de donner aux flottes alliées le temps de s'assembler et de se préparer à agir dans le sens du Traité.

34. — Le stade des démarches pacifiques était donc révolu. Là où les diplomates avaient échoué, les amiraux auraient-ils plus de chances, seraient-ils plus heureux?

En septembre 1827, les ambassadeurs accrédités à Constantinople avertirent les amiraux qu'ils avaient à imposer aux belligérants les mesures jugées indispensables pour établir l'armistice de fait. Immédiatement, ces amiraux entrèrent en pourparlers avec Ibrahim Pacha. Dans une entrevue avec ce dernier, l'Amiral anglais Codrington et son collègue français l'Amiral de Rigny lui déclarèrent que, chargés d'établir cet armistice, ils étaient prêts à détruire toute force ottomane qui s'y opposerait. Le Pacha leur répondit que les ordres qu'il avait reçus de la Porte n'avaient pas prévu ce cas. En conséquence: il allait sur-le-champ en référer à la Porte et, jusqu'à l'arrivée de nouvelles instructions, il leur promit de ne pas poursuivre sa

(1) Archives anglaises, Public Record Office Foreign Office 78-156, Salt à Lord Dudley, le 27 août 1827. Traduction dans DOUIN op. cit. p. 159.

campagne. De leur côté, les amiraux lui promirent d'empêcher les Grecs d'étendre la zone de guerre.

35. — Qu'allaient être les instructions ottomanes demandées et attendues ?

En Egypte, le Vice-Roi, dès qu'il eut reçu le rapport de son fils sur l'entrevue précitée, s'empressa de lui répondre. La lettre du Vice-Roi à son fils était prodigue en conseils de modération ⁽¹⁾. Après lui avoir souligné les conséquences d'une lutte avec les flottes adverses, puissantes, mieux équipées et bien entraînées, il concluait en ces termes : « Nous vous demandons... de ne rien faire jusqu'à l'arrivée de notre réponse, de ne pas proposer la guerre aux Puissances, *de ne pas obtempérer même à une invitation d'ouvrir les hostilités qui pourrait vous venir de la Sublime Porte*, mais d'attendre notre réponse... »

Remarquons dans cette lettre l'insistance avec laquelle Mohamed Ali ordonne à son fils de n'obéir qu'à ses ordres. Par cette insistance, il était bien dans la voie qu'il avait suggérée au Major Cradock, celle de la période de neutralité. Bien mieux, allant plus loin encore, il voulut en augmenter la durée. En effet, ce n'est qu'après avoir écrit à son fils la lettre précitée, qu'il se décida à envoyer à la Porte, le même jour, sa demande d'instructions, accompagnée d'une lettre écrite le 5 octobre à son délégué à Constantinople.

Dans cette dernière lettre, il développa les conséquen-

(1) « Mon fils bien-aimé, lui avait-il écrit, si j'en juge par vos déclarations, grande est votre prétention, mais petits sont vos arguments. Si vous prétendez avoir raison contre les Grecs, il n'y a rien à dire ; mais si c'est contre les Puissances, il y a bien à redire. Si vous vous dressiez contre elles, non seulement il faut prévoir la destruction de la flotte et la perte de 30 ou 40.000 hommes, mais une grande inimitié pourra résulter entre les Puissances et la Sublime Porte et la discorde s'installera partout... » Archives égyptiennes Palais Royal d'Abdin. Lettre de Mohamed Ali à Ibrahim datée du 8 octobre 1827.

ces funestes d'une lutte inégale avec les Puissances ⁽¹⁾ et émit l'opinion de recourir aux bons offices d'une Puissance amie et neutre, l'Autriche, pour régler cette question épineuse, au besoin en accordant aux Grecs de légères concessions.

Cette idée de médiation, le Vice-Roi la reprit dans une lettre adressée le même jour encore, le 8 octobre, au Grand Vizir: « Il serait heureux, lui disait-il dans sa lettre ⁽²⁾, si l'on pouvait entrer en pourparlers à ce sujet avec l'Autriche, avec laquelle nous avons des relations d'amitié fort anciennes, ou avec quelque autre Grande Puissance à qui l'on demanderait son intervention, et trouver ainsi une solution à cette question. » Et pour avoir raison de l'intransigeance de la Porte, il ajoutait: « Et lorsque la Turquie aura organisé ses affaires et raffermi sa situation, elle pourra alors se venger de ses ennemis. »

36. — Le revirement de Mohamed Ali était donc complet. Il cherchait à se retirer de cette affaire. D'Alexandrie, il voyait les nuages s'accumuler dans le lointain; il les voyait assombrir le ciel bleu et limpide de la Méditerranée. Et il avait peur du lendemain. Les Puissances, la Porte, tant d'amis et d'ennemis en même temps, lui inspiraient de la méfiance. Pourtant, il n'avait rien fait de mal; il n'avait fait qu'exécuter les ordres de la Porte. Ah! cette Porte, comme il la craignait! Sans lui, elle aurait été déjà défoncée, brisée, et serait devenue le tombeau des Ottomans. Grand Mohamed Ali, puisse la Porte suivre tes conseils!

(1) « ...Je présume, selon mon faible entendement, que les bâtiments de la flotte, ne pouvant supporter le choc des navires européens bien équipés et bien entraînés, seront brûlés et dispersés et que les 30 ou 40.000 âmes qui s'y trouvent ne manqueront pas de périr. Bien plus, une forte haine et une inimitié politique et religieuse ne tarderont pas à éclater entre la Sublime Porte et les Puissances chrétiennes, et des désordres graves et de grandes perturbations en résulteront... » Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin, Lettre de Mohamed Ali à son représentant à Constantinople le 5 octobre 1827.

(2) Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin, Lettre de Mohamed Ali au Grand Vizir, le 8 octobre 1827.

Mais non : la Porte, chancelante, ne partageait pas les vues du Vice-Roi. Les victoires égyptiennes l'avaient enivré jusqu'à lui faire perdre la notion du danger qui la menaçait. Les expressions de fidélité et les sentiments d'enthousiasme contenus dans le rapport d'Ibrahim sur l'entrevue avec les amiraux la décidèrent à persister dans son attitude hostile. Pour profiter de cet enthousiasme encore à son paroxysme, elle donna à Ibrahim, pour toute instruction, l'ordre de commencer les hostilités.

Cependant, cet enthousiasme bien vite s'était refroidi. Considérant la situation sous son aspect véritable, la jugeant froidement, sans passion, Ibrahim s'était rendu compte que la lutte avec les Puissances équivaldrait à un véritable suicide. Ce fut lui, à son tour, qui conseilla à la Porte de céder. C'était de la prévoyance, et non pas de la faiblesse, car il était prêt à affronter cette lutte inégale. « Nous le tenterons s'il le faut, écrivait-il à la Porte, mais on n'aura jamais rien vu de semblable dans l'histoire des temps passés, y compris celle des Puissances chrétiennes... » ⁽¹⁾

Miracle ! Cette fois, la Porte a fléchi. Les descriptions conformes à la réalité qu'Ibrahim, dans la lettre que nous venons de citer, lui fournit sur la flotte ottomane et sur les flottes alliées, eurent raison de sa ténacité. Pour une fois, elle se décida à suivre le conseil de Mohamed Ali en demandant à l'Autriche de s'entremettre entre elle et les Puissances. En même temps, elle informa le Vice-Roi, le 27 octobre, qu'elle venait « d'envoyer au Pacha un message pour l'informer de retarder momentanément l'attaque et la soumission des îles, sans toutefois montrer la moindre faiblesse susceptible de compromettre sa situation... » ⁽²⁾

(1) Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin, Lettre d'Ibrahim à La Sublime Porte, le 12 octobre 1827.

(2) Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin, Lettre du Grand Vizir à Mohamed Ali le 27 octobre 1827.

Malheureusement, l'évolution des événements avait été si rapide que ce revirement de la Porte arrivait trop tard.

37. — Nous avons déjà vu les deux promesses réciproques d'Ibrahim et des amiraux. Cependant, malgré leur promesse d'empêcher les Grecs d'étendre le champ des opérations, les amiraux ne firent rien à ce sujet. Ils allèrent même jusqu'à empêcher Ibrahim Pacha de ravitailler ses bases menacées par les agissements des Grecs, dont la conduite était tolérée, voire soutenue par les amiraux.

Deux semaines plus tard, vers la mi-octobre 1827, après s'être suffisamment préparés, les amiraux s'entendirent pour agir de concert. Ils décidèrent « de faire entrer les trois escadres dans Navarin même, et là, la mèche à la main, signifier aux flottes de se disloquer et de retourner, l'une à Constantinople, l'autre en Egypte, sinon de les attaquer immédiatement » ⁽¹⁾.

Le 20 octobre 1827, les flottes alliées pénétrèrent dans Navarin en formation de combat. Dès leur apparition dans le port, le Commandant ottoman, plus prudent, dans le but d'éviter toute collision, demanda à Codrington de ne pas mouiller avec tous les bâtiments alliés dans le port. Mais l'Amiral anglais, déjà décidé à détruire les forces ottomanes, repoussa cette suggestion. Qu'arriva-t-il alors? Les amiraux alliés, chacun dans son rapport, s'efforcèrent de prouver que c'étaient les Ottomans qui avaient commencé l'attaque. « Mais ne se trouvaient-ils pas dans un cas de légitime défense? Pouvaient-ils de sang-froid voir la flotte nombreuse des alliés entrer, en branle-bas de combat, dans la rade qu'ils occupaient, et mouiller à portée de pistolet de leurs vaisseaux, avec des intentions qui n'avaient assurément rien de pacifique? » ⁽²⁾

(1) La proposition de cette attaque émane de l'Amiral français de Rigny qui d'ailleurs la revendique dans sa lettre, au Ministre de la Marine, le 14 octobre 1827. La phrase citée est extraite de cette lettre: A.F. Marine, BB⁴ 488.

(2) DOUIN, op. cit. pp. 315-316.

La flotte ottomane était au mouillage: elle n'était pas du tout prête à la lutte⁽¹⁾. Prise au dépourvu, elle fut vite détruite.

Le travail accompli par les amiraux était remarquable. Malheureusement,

« à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. »

« ...Et personne aujourd'hui ne s'aviserait de placer cette exécution d'une flotte au mouillage, sans même qu'elle ait fait un geste pour empêcher l'adversaire de gagner les postes de combat choisis par lui, au rang des œuvres majeures du génie de la guerre à côté des actions de Suffren, ou de Nelson... »⁽²⁾

D'ailleurs, les amiraux, loin de s'attarder à la recherche d'une gloire contestable, se rendirent compte bien vite de la gravité de la destruction de la flotte ottomane. Le 24 octobre, de Rigny écrivait au Ministre de la Marine: « Je ne me dissimule pas que *le résultat* de ce qui vient d'avoir lieu *a peut-être dépassé le but et les intentions du traité...* »⁽³⁾

Cet aveu de l'Amiral français est caractéristique et mérite d'être souligné. Il nous révèle que les amiraux n'étaient pas dignes d'exercer le beau rôle de pacificateurs que leur assignaient les instructions des Puissances signataires du Traité de Londres. En effet, dans ces instructions, les Gouvernements alliés disaient textuellement: « Vous sentez que vous devez apporter un soin extrême à ce que les mesures que vous prendrez envers la marine ottomane ne dégénèrent pas en hostilités... Toute démarche hostile serait en contradiction avec le rôle pacifique qu'elles ont voulu prendre et l'apparition des forces qu'elles ont

(1) « Les Turcs nous parurent occupés à fumer leurs pipes sur leurs bastions. Tout semblait annoncer autour de nous qu'il ne serait brûlé aucune amorce dans cette journée ». Extrait du rapport du Commandant Milius sur Navarin, 1^{er} novembre 1827, A.F. Marine BB⁴, 489.

(2) Doud, op. cit. Préface, par Tramond, p. XXIII.

(3) De Rigny, au Ministre de la Marine, le 24 octobre 1827, A. F. Marine BB⁴, 488.

réunies est destinée à faire respecter cette volonté, mais elles n'en feraient usage que si les Turcs s'obstinaient à forcer les passages qu'elles auraient interceptés... » ⁽¹⁾

Il n'est pas sans intérêt de relever que tout se passa contrairement aux instructions. Ibrahim Pacha ne força point les passages, mais les amiraux vinrent jusqu'à lui, le provoquèrent et détruisirent sa flotte. Peut-être objectera-t-on que cette destruction était une des deux alternatives laissées à Ibrahim, la première étant de faire rentrer sa flotte, une partie à Alexandrie et l'autre à Constantinople. En d'autres termes, les amiraux n'avaient pas l'intention arrêtée de procéder à cette destruction puisqu'ils laissaient à Ibrahim la faculté de se retirer de la Grèce. Mais alors les amiraux faisaient bon marché du courage légendaire des Ottomans. Ils ignoraient ⁽²⁾ ou faisaient semblant d'ignorer l'obstination, l'entêtement des Ottomans, caractère qui était en eux, qui coulait dans leurs veines comme le sang. Cependant, quoiqu'il en soit, ce fait même de sommer Ibrahim de choisir entre ces deux alternatives, sort lui-même du cadre des instructions précitées.

38. — Quelles furent les réactions des Puissances devant cette transgression flagrante de leurs ordres ?

La lueur sinistre de l'incendie de Navarin troubla le ciel des capitales intéressées. Les trois Puissances réprouvèrent l'action des amiraux. A Londres, l'émotion fut intense à tel point que les ministres tombèrent à la renverse. Wellington, en particulier, jugeant que la perte de la flotte ottomane ne pouvait qu'être favorable à la Russie, se déchâna contre Codrington, qui d'ailleurs ne tarda pas à

(1) Cf. ces instructions dans A. F. Marine BB⁴ 488.

(2) A propos de cette ignorance et plus particulièrement en ce qui concerne l'Amiral anglais Codrington, citons le passage suivant extrait d'une lettre qu'il avait écrite au Duc de Clarence, le 28 février 1828 : « Je n'ai su que dernièrement l'existence chez les Turcs d'un sentiment religieux qui s'oppose à ce qu'ils abandonnent une partie quelconque de leur territoire ». BOURCHIER (Lady) *Memoir of the Life of Amiral Sir Edward Codrington* (London 1873). T. II. P. 197.

être relevé de ses fonctions par l'Amirauté Britannique, en mai 1828. A Paris, l'embarras fut grand. Les ministres purent cependant se tirer de cet embarras en invoquant le rapport de leur Amiral qui insistait sur le rôle d'agresseur attribué aux Ottomans. A Saint-Pétersbourg, enfin, le Gouvernement du Tzar, se faisant l'écho des réprobations des deux autres capitales, déplora lui aussi, mais sans trop d'insistance, cette effusion de sang. Il sut dissimuler sa joie, la victoire de Navarin lui étant profitable comme le jugeait Wellington.

Ces différentes attitudes laissaient prévoir que les conséquences de Navarin allaient être d'une grande portée. Le Vice-Roi, devant cette catastrophe, la destruction de sa flotte, fruit précieux de plusieurs années de labeur intense, se montra courageux et se maîtrisa. Il conseilla à la Porte, une fois encore, de s'entendre avec les Puissances. Ce fut en vain. La Porte, têtue, se cabra dans un nationalisme farouche et voulut continuer la lutte. Tout naturellement, la Russie en profita et lui déclara la guerre en avril 1828. Abandonnée à elle-même, car Mohamed Ali ne voulant pas la suivre dans cette voie, avait retiré ses troupes en Egypte, la Porte ne put résister aux soldats du Tzar et céda. Le Traité d'Andrinople, en septembre 1829, et peu après le Protocole du 5 février 1830, érigèrent la Grèce en Etat indépendant.

Le rêve du Vice-Roi de s'annexer la Grèce venait de s'écrouler. Allait-il être plus heureux au sujet de la Syrie tant convoitée, promise et attendue avec impatience ?

CHAPITRE III

Premier conflit avec la Porte.

Début de l'apogée du règne de Mohamed Ali (1827-1833).

39. — Causes de la méfiance réciproque entre Mohamed Ali et la Porte.
40. — Obligé de déclencher les hostilités (fin 1831), Mohamed Ali ne cache pas ses intentions de vouloir se libérer du joug ottoman.
41. — Attitude des Puissances devant ses intentions.
42. — Les victoires égyptiennes décident la Porte à entamer des négociations avec Mohamed Ali. L'échec de celles-ci l'oblige à demander l'aide des Puissances. La Russie s'empresse d'offrir la sienne (fin 1832).
43. — Nouvelles négociations avec Mohamed Ali. L'acceptation de l'aide russe.
44. — L'accord de l'Amiral Roussin avec la Porte pour éloigner les Russes et sa critique (21 février 1833).
45. — Les Russes n'exécutent pas l'accord de Roussin, Mohamed Ali fait de même et envoie un ultimatum à la Porte.
46. — Les Puissances conseillent à la Porte de céder. Négociations avec Ibrahim Pacha. La Porte refuse de ratifier l'accord qui en résulte.
47. — Missions diplomatiques européennes auprès de Mohamed Ali pour l'amener à s'entendre avec la Porte et à renoncer à Adana. Le Baron de Boislecomte en Egypte (mai 1833).
48. — Mohamed Ali cède aux demandes des Puissances à condition d'être garanti par elles. Sa note à ce sujet (14 mai 1833).
49. — Mais la Porte a cédé avant Mohamed Ali sur toutes les demandes égyptiennes.
50. — Constatations : au cours du conflit Mohamed Ali hésita à proclamer son indépendance malgré les exhortations de son fils. Causes de cette hésitation.

51. — Résultats du conflit. Mohamed Ali est devenu vassal plus puissant que son suzerain, d'où la méfiance réciproque continue.

39. — En compensation des pertes égyptiennes dans cette malheureuse campagne de Grèce, et pour le dédommager de ses sacrifices, la Porte laissa à Mohamed Ali l'île de Crète. Ce fut pour lui une bien maigre compensation, inférieure aux pertes subies, et loin, trop loin même de ce qu'il attendait : la Syrie. L'ingratitude de la Porte était éclatante. Elle lui avait promis la Syrie, pourquoi donc n'avait-elle pas tenu sa promesse ?

A vrai dire, la campagne de Grèce avait dessillé les yeux de la Porte sur la puissance égyptienne. Céder la Syrie à Mohamed Ali, lui parut dangereux. D'autre part, la Porte ne pouvait lui pardonner de ne l'avoir pas aidé dans la guerre turco-russe. Elle le soupçonnait même de s'être entendu avec la France au sujet de la conquête de l'Algérie, en vue d'affaiblir l'Empire Ottoman.

Mohamed Ali était au courant de ces animosités. Il savait bien que, tôt ou tard, la lutte serait inévitable. Il préféra ne pas l'attendre. « J'avais en main des preuves irrécusables que la Porte, décidée à me détruire, allait fondre sur moi dans un an ; j'ai dû la prévenir. Je me suis trouvé entre deux abîmes ; j'ai mieux aimé descendre dans l'un qu'être précipité dans l'autre ». ⁽¹⁾

Cependant, avant d'engager les hostilités il essaya vainement, de s'entendre avec la Porte à la suite d'un différend avec le Pacha d'Acre, qui donnait l'hospitalité à des déserteurs égyptiens. Les agissements de ce Pacha convinquirent Mohamed Ali qu'il intriguait contre lui, soutenu par la Porte.

(1) Paroles de Mohamed Ali rapportées dans la note de Boghos, Ministre des Affaires Etrangères d'Egypte, le 14 mai 1833, et citées par GUIZOT dans : Mémoires pour servir à l'Histoire de mon temps. T. IV, Paris 1869, p. 43.

40. — Aussi, après s'être minutieusement préparé, Mohamed Ali entra en campagne vers la fin de 1831.

Dès le début de cette campagne, il ne cacha à personne ses intentions. Il les déclara notamment à Mimaut, Consul de France : Si la Porte se réconcilie, les armées égyptiennes s'arrêteront à Damas; dans le cas contraire elles iront partout où il voudra et ce sera une lutte à vie et à mort avec le Sultan. De plus, ses revendications changeront nécessairement avec les victoires égyptiennes.

Celles-ci ne se firent pas attendre. (Jafa : 8 novembre; Caïffa : 13 novembre) et amenèrent rapidement les Egyptiens devant Saint-Jean-d'Acre (26 novembre). La Porte tenta alors de négocier avec Mohamed Ali, qui lui imposa de dures conditions et lui demanda le Pachalik d'Acre. Dans une lettre à Sébastiani, Mimaut nous rapporte que Mohamed Ali déclara aux envoyés de la Porte : « Qu'après avoir vu sa barbe blanche insultée par un jeune téméraire qui devait son existence actuelle à la pitié qu'il avait eu de lui, il serait méprisé et bafoué s'il se retirait devant le jeu de cet insensé, dont l'insolent en triompherait comme d'une victoire. » ⁽¹⁾

La lutte reprit bientôt. En mars 1832, la Porte adressa à Mohamed Ali un avertissement ⁽²⁾ qui n'eut aucun effet. Aussi, le 4 mai 1832, Mohamed Ali et son fils Ibrahim furent déclarés traîtres et rebelles à la Porte, et un nouveau Gouverneur était désigné pour l'Egypte, Djeddah (Arabie) et la Crête.

Mais tout cela n'empêcha pas les armées égyptiennes

(1) Lettre de Mimaut à Sébastiani le 26 décembre 1831. A.F.-A.E. Egypte II.

(2) La Porte avait l'habitude de publier chaque année une confirmation de ses Pachas. Dans le Hatti-Cherif du 7 mars 1832, précédant cette confirmation, on pouvait lire : « Quant aux gouvernements d'Egypte, de Djeddah et de la Crête, qu'ils restent pour le présent en blanc, comme cela est marqué dans la liste. On fera ce qui sera nécessaire à cet égard d'après la réponse que je recevrai aux derniers ordres souverains qui ont été expédiés, afin que Méhémet Ali et Ibrahim Pacha aient à se désister de leur désobéissance et à rentrer dans la soumission ». A.F.-A.E., Egypte II.

d'emporter d'assaut la place fortifiée d'Acre, le 27 mai, et d'infliger, en outre, une série de défaites aux forces ottomanes.

Cependant, ces victoires ne grisèrent pas Mohamed Ali qui fit à la Porte des ouvertures pour mettre fin au conflit. Il lui demanda d'être rétabli dans son Pachalik d'Egypte et de recevoir en outre Acre. Mais la Porte ne s'avoua pas vaincue et préféra continuer la lutte.

Entre temps, envisageant cette attitude de la Porte et confiant dans la destinée victorieuse de ses forces, Mohamed Ali avait déclaré à Mimaut son intention de se séparer de la Porte : « *Pourquoi la Porte ne ferait-elle pas, pour mieux assurer le reste de son Empire, le sacrifice de la portion qu'en détache la force des événements ? De plus grandes Puissances qu'elle en ont donné l'exemple. L'Amérique du Nord n'a-t-elle pas été séparée de l'Angleterre, celle du Sud de l'Espagne, Haïti de la France, la Belgique de la Hollande ? La Porte elle-même n'a-t-elle pas été obligée, après s'être fait tant prier et menacer, de mettre son cachet au bas de l'acte qui lui arrache la Grèce ? Pourquoi serait-elle dispensée d'obéir à la première de toutes les lois humaines : celle de la nécessité ?* » ⁽¹⁾

Comme on le voit, Mohamed Ali augmentait progressivement ses revendications à mesure que les victoires de ses armées venaient le soutenir. Maintenant, c'est l'indépendance qu'il réclame. Qu'allait être l'attitude des Puissances Européennes ?

41. — La France a, presque constamment, poursuivi en Egypte une politique très caractéristique : elle était toujours favorable à Mohamed Ali tant qu'il demeurait dans des limites ne portant aucune atteinte à l'intégrité de l'Empire Ottoman ; mais chaque fois qu'il dépassait ces limites, que sa puissance accrue mettait en péril la Porte, la France lui tournait le dos. Pour le moment, elle est favorable au

(1) Lettre de Mimaut du 29 mai 1832. A.F.-A.E., Egypte. II.

plan de Mohamed Ali. Elle pense avoir en Egypte un allié puissant et fort au détriment de l'Angleterre. Une autre raison nous est fournie par Mimaut qui écrivait à son Ministre, en mai 1832 : « Mais ce qui est évident et ce qu'il serait facile de démontrer, c'est qu'une séparation... ne pourrait offrir que des avantages pour notre commerce » ⁽¹⁾.

Cette sympathie inquiète l'Angleterre, ennemie déclarée de Mohamed Ali. Lord Palmerston, au Foreign Office, est favorable à la Porte. Il veut agir. Mais le Cabinet Britannique n'est pas d'accord sur la politique à suivre. En outre, l'Angleterre a de nombreuses difficultés plus urgentes à résoudre. Le problème irlandais notamment absorbe toute son attention. Quant au danger russe sur Constantinople, elle ne s'en préoccupe plus : la Russie lui a affirmé sa volonté de respecter l'équilibre européen en ce qui concerne les territoires de l'Empire Ottoman.

En réalité, la Russie a voulu par ce geste inspirer confiance à l'Angleterre dans le but d'agir plus librement, ne perdant pas de vue ses propres intérêts : la possession des Détroits. Pour s'attacher la reconnaissance de la Porte affaiblie, mutilée et déjà agonisante, pour la dominer, elle s'était empressée, non seulement de rompre avec Mohamed Ali, mais encore de lui proposer une aide militaire.

Restait l'Autriche. Le Prince de Metternich était le champion de la Sainte-Alliance. Adversaire de tout mouvement révolutionnaire, il l'était des revendications de Mohamed Ali. Néanmoins, il était au courant de la faiblesse de la Porte et de son incapacité à résister aux forces égyptiennes. Apôtre de la paix, il lui conseilla de céder sur certains points.

Cette attitude devint aussi, par la suite, celle de la France, surtout lorsque Mohamed Ali, après l'entrée des troupes égyptiennes à Damas, eut déclaré à Mimaut : « Méhémet Ali, quoique indignement outragé et insulté, ne de-

(1) Idem.

mande pas, victorieux qu'il est, plus qu'il ne voulait au commencement de la lutte. Il ne pousse pas ses vues plus loin que l'adjonction de la Syrie, avec Alep, au gouvernement de l'Égypte sous la suzeraineté de la Porte et à des conditions avantageuses pour elle. Si au contraire, on laisse le Sultan, livré à ses perfides amis, s'engager trop avant dans cette guerre, il peut en résulter pour lui des malheurs sans fin... Doute-t-on qu'une victoire dans les plaines d'Alep... et le succès non moins assuré d'un combat naval ne décident à jamais du sort de Constantinople ? » En pareil cas, il n'y aurait qu'un moyen pour éviter la dissolution de l'Empire Ottoman : ce serait « *la déposition du Sultan* et l'élévation au trône du jeune prince Abdoul, pour régner sous la direction d'une régence... » ⁽¹⁾

Ces paroles menaçantes effrayèrent la France. Non seulement le Vice-Roi allait se fortifier outre mesure, mais encore, par le détrônement du Sultan, il risquait de porter le dernier coup à l'Empire Ottoman. L'Europe accepterait-elle la destruction de cet Empire ? La France ne pouvait pas se taire en de pareilles circonstances. Elle s'opposa fermement à ce plan ⁽²⁾. Cependant, étant donné la sympathie que lui inspirait Mohamed Ali, elle lui conseilla d'avoir la paix comme premier vœu, c'est-à-dire de s'entendre avec la Porte. Et, pour lui faciliter cette tâche, elle résolut de travailler à cette entente. Mais la Porte, se méfiant de la sympathie accordée par la France à Mohamed Ali, repoussa les offres du Gouvernement Français. Celui-ci ne désespéra pas pourtant et continua à prêcher partout la modération. Ses

(1) Lettre de Mimaut à Sébastiani, 24 juin 1832, A.F.-A.E., Egypte IV.

(2) Le 13 septembre 1832, le Ministre des Affaires Etrangères écrivait de Paris à Mimaut : « Aujourd'hui que, ses vues sont accomplies et que la paix doit être son premier vœu comme son premier besoin, rien, il faut le dire, ne justifierait de sa part des projets et des hostilités tendant au renversement du Sultan, à une révolution complète de l'Empire ottoman. Aussi, tout favorablement disposés que nous sommes pour Méhémet ali, et quelque sympathie qu'il nous inspire, nous ne saurions approuver le plan dont le Pacha vous a confidentiellement entretenu... » A.F.-A.E. Egypte III.

représentants, à Constantinople et au Caire, déployèrent constamment leurs efforts pour amener les deux parties à s'entendre.

42. — Entre temps, la vaillante armée égyptienne avançait toujours en Syrie, remportant victoire sur victoire. Après Acre (27 mai 1832) ce fut Homs (8 juillet), puis Alep (16 juillet) et enfin Beylan (29 juillet).

Tant de défaites finirent par inciter la Porte à penser sérieusement à son propre sort. Elle se décida enfin à entamer des négociations avec le Vice-Roi, d'autant plus que ce dernier les lui avait proposées par une lettre datée d'août 1832.

Dans l'attente de l'ouverture de ces négociations, les diplomates français se mirent à l'œuvre pour préparer le terrain afin de faciliter l'entente désirée. A ce propos, Varenne, Chargé d'Affaires de France à Constantinople, écrivit le 22 octobre 1832 à Mimaut : « J'incline à croire, que si, en même temps que Méhémet Ali faisait sa soumission, il évacuerait la Caramanie en continuant à occuper la Syrie... il serait admis à entamer une négociation dont le résultat serait vraisemblablement de lui assurer le gouvernement des... Pachaliks qui ont été primitivement l'objet de ses vœux... » ⁽¹⁾

L'attente ne fut pas longue. Vers la mi-novembre, la Porte expédia au Vice-Roi des missives conciliantes. Il y répondit aussitôt, le 28 novembre 1832, proposant comme lieu de négociation Alexandrie, et comme bases les conditions suivantes :

1°. — Il se déclarait prêt à évacuer la Caramanie, sauf le district d'Adana pour des raisons stratégiques et économiques.

2°. — Il devait être investi du gouvernement de la

(1) Lettre de Varenne à Mimaut: le 22 octobre 1832, A.F.-A.E. Turquie 264.

Syrie tout entière, moyennant le paiement à la Porte d'un tribut annuel.

3°. — Ses relations avec la Porte devaient être identiques à celles que l'ancien Dey d'Alger avait avec elle.

On ne pouvait être plus conciliant. Mohamed Ali, le victorieux, renonçait ainsi à l'indépendance, à la déposition du Sultan..., bref à tous ses rêves, jugés dangereux par l'Europe.

A Constantinople, Varenne, toujours actif, discute avec la Porte ces propositions. Le 18 décembre, on lui déclare que la Porte donnera sa réponse dans une huitaine de jours. Pourquoi cette remise ?

La Porte n'avait accepté les bons offices de la France qu'à contre-cœur, pour gagner du temps, car parallèlement à sa politique de soi-disant négociations, elle se préparait à reprendre la lutte. Une armée ottomane était réunie en hâte pour enrayer l'avance de l'armée égyptienne qui se dirigeait vers Constantinople. Maintenant que tout est prêt elle attend, pour donner sa réponse, la décision des armes. Celle-ci ne tarda pas à lui parvenir. Elle lui annonçait l'écrasement de son armée à Koniah, le 21 décembre 1832, ainsi que l'emprisonnement de son chef. Malheureuse Porte !

Devant ce nouveau désastre la Porte implora le secours des Puissances Européennes. L'Angleterre, qui avait déjà refusé de conclure avec elle une alliance défensive sollicitée en août-novembre 1832, refusa de même l'envoi de toute assistance militaire. A l'encontre de l'Angleterre, la Russie, on devine pourquoi, manifesta son vif empressement d'aider la Porte. Le général russe Mourawieff fut envoyé à Constantinople pour discuter avec la Porte la question des secours militaires déjà proposés par la Russie. Son apparition dans la capitale ottomane suscita un vif mécontentement et de sérieuses inquiétudes dans les milieux diplomatiques. Les Russes à Constantinople, aux Détroits, c'était la réalisation du vœu de Pierre-le-Grand. Les déloger dans la suite serait trop difficile, pour ne pas dire impossible.

Varenne, représentant de la France, Etat le plus intéressé à cette dangereuse question, — l'Angleterre n'ayant joué dans cette phase qu'un rôle presque passif dont on a vu les raisons plus haut, — Varenne donc se remit de nouveau au travail avec son zèle habituel. Il mit tout en œuvre et déploya tout son talent pour montrer à la Porte les conséquences graves et dangereuses d'un appel à l'intervention russe. Il plaida en faveur des intérêts ottomans que la Porte allait menacer par une politique insensée. Il n'oublia pas enfin de lui faire savoir que l'Europe ne resterait pas les bras croisés devant l'ingérence russe, et à ce propos il la mit au courant de l'opposition de la France. En effet, le Ministre des Affaires Étrangères lui avait écrit à ce sujet : « ...Les autres Puissances de l'Europe, la France et l'Angleterre surtout, ne sauraient voir avec indifférence, et supporter sans opposition, une pareille abdication de sa souveraineté par le Sultan, un pareil abandon de son indépendance extérieure... » ⁽¹⁾

43. — Les conseils de Varenne, joints au refus anglais et au mécontentement grandissant de l'opinion publique inquiète de l'appel des Russes et déjà bourdonnante, décidèrent la Porte à entrer dans des négociations avec le Vice-Roi. Dans ce but, elle lui envoya, vers la fin de janvier 1833, Khalil Pacha, ex-Capitan Pacha et conseiller intime du Sultan. Il était muni d'un firman accordant le pardon à Mohamed Ali et le nommant au Pachalik d'Acre avec toutes ses dépendances, et ce n'était pas tout. La Porte laissait encore prévoir la possibilité d'autres concessions. « La Porte, écrivait Varenne, se flatte qu'on pourra le satisfaire pleinement en y ajoutant le Pachalik de Damas » ⁽²⁾.

Le général Mourawieff partit lui aussi pour l'Égypte, afin d'appuyer les propositions ottomanes et obliger Moha-

(1) Lettre du Ministre à Varenne le 21 janvier 1833 A.F.-A.E. Turquie 265.

(2) Lettre de Varenne à Ibrahim, le 8 janvier 1833, A.F.-A.E. Turquie, 265.

med Ali à les accepter. Celui-ci, pour se montrer plus conciliant, ordonna à son fils Ibrahim d'arrêter sa marche victorieuse en Asie Mineure. En effet, la victoire de Koniah lui avait ouvert le chemin de Constantinople. L'armée égyptienne s'y était engagée et vers le début de février 1833 elle avait atteint Kutayeh où elle dut s'arrêter sur l'ordre de Mohamed Ali.

Mais cette marche victorieuse, l'apparition d'Ibrahim Pacha à quelques cinquante lieues de la capitale ottomane, alarma la Porte. Elle appela à son aide la Russie, qui était la seule Puissance ayant offert son aide. L'occasion était propice pour Moscou d'intervenir dans les affaires ottomanes d'une manière efficace. Elle la saisit et la flotte russe appareilla immédiatement vers les Détroits tant convoités. Allait-on voir la réalisation du testament politique de Pierre-le-Grand ?

Cependant, le 6 février, la nouvelle de la suspension des hostilités en Asie Mineure et de l'arrêt d'Ibrahim à Kutayeh sur l'ordre de son père, parvint à Constantinople. Les représentants diplomatiques, déjà inquiets ⁽¹⁾ de l'influence russe, agirent alors auprès de la Porte pour l'amener à décommander l'aide russe, lui faisant comprendre son inutilité étant donné qu'Ibrahim avait arrêté son avance. La Porte asquiesça à leur demande, mais Moscou fit savoir que la flotte était déjà partie. Le 20 février 1833, en effet, elle venait mouiller dans les eaux du Bosphore.

44. — Sur ces entrefaites, l'Amiral Roussin, nouvel Ambassadeur de France, arriva à Constantinople. A la vue de la flotte russe mouillée dans les eaux ottomanes, il ne put maîtriser sa colère et fit à la Porte de sévères remontrances.

(1) Cette inquiétude, le Ministre des Affaires Etrangères de la France, nous la dévoile en ces termes: « Il n'y a plus d'Empire ottoman si les armées de la Russie doivent avoir la faculté d'y pénétrer et d'en parcourir les provinces sous prétexte d'aller repousser Méhémet Ali pour le compte de la Porte, si les escadres impériales peuvent franchir librement les détroits des Dardanelles et du Bosphore et jeter l'ancre sous les murs du Sérail ». Le Ministre à Varenne, 21 janvier 1833, A.F.-A.E., Turquie, 265.

Voulant à tout prix écarter le danger russe, il conclut avec elle l'Accord du 21 février 1833.

Par cet accord, il s'engageait à obliger Mohamed Ali à accepter les propositions de la Porte, à condition que l'aide russe serait décommandée et que la flotte russe prendrait le large aussitôt que le vent rendrait possible son appareillage.

La Porte gagnait beaucoup à la conclusion d'un pareil accord. Elle gagnait et l'éloignement des Russes et la soumission de Mohamed Ali. Aussi, s'empressa-t-elle de l'accepter, d'autant plus que les négociations de Khalil Pacha avec Mohamed Ali avaient abouti à un projet proposé par ce dernier et jugé excessif par la Porte. En effet, tandis qu'elle lui accordait le pardon, qu'elle lui offrait les Pachaliks d'Acre, de Tripoli d'Asie, de Naplouse et de Jérusalem, et en même temps lui réclamait la cession d'une partie de la flotte égyptienne, Mohamed Ali lui demandait la cession de la Syrie tout entière, y compris le district d'Adana, contre le paiement d'un tribut.

Le projet égyptien avait été connu à Constantinople le 16 février, c'est-à-dire avant la conclusion de l'accord. Il était caractéristique des intentions de Mohamed Ali de profiter des victoires remportées par son armée, ce qui était tout à fait naturel. Malgré cela, et malgré encore que Mohamed Ali avait mis de côté ses plans d'indépendance et de déposition du Sultan, Roussin estima que les offres de la Porte étaient suffisantes et il conclut l'accord.

Ce faisant, il débutait mal dans sa nouvelle mission, car si le Vice-Roi refusait cette décision, c'était la rupture avec la France, peut-être même la guerre avec elle « très invraisemblable sans doute, mais cependant possible » selon la propre expression de Roussin ⁽¹⁾.

Il eut été plus raisonnable pour l'Amiral, pensons-nous, d'agir sur la Porte pour la décider à accepter le projet de

(1) Roussin au Ministre, le 24 février 1833, A.F.-A.E., Turquie, 265.

Mohamed Ali. Il aurait ainsi mis fin à la guerre et, en conséquence, aurait enlevé aux Russes tout prétexte pour occuper les Détroits. En outre, un troisième résultat non moins important aurait été atteint : le prestige de la France en Egypte en eût été augmenté.

La nouvelle de cet accord fut connue en France par le rapport de Roussin qui, le 24 février 1833, écrivit à son Ministre : « ...Tel est, Monsieur le Duc, l'engagement que je viens de prendre au nom du Roi. Je n'ai jamais fait sans doute une démarche plus importante, mais je l'ai faite avec la conviction d'avoir rempli un devoir. On pourrait en désavouant l'ambassadeur le déshonorer; mais la paix que j'ai promise au nom de la France ne devait pas moins être conclue sur-le-champ, sous peine de remettre en question les plus graves intérêts... » ⁽¹⁾

Dans ce rapport, en essayant de défendre son accord, l'Amiral ne se cachait donc pas la possibilité d'être désavoué par son Gouvernement. N'avait-il pas, en effet, dépassé le cadre des instructions reçues à Paris le 13 décembre 1832 ? Celles-ci lui prescrivaient de faire tout son possible, de faire appel à tous les arguments tels que l'épuisement, la désorganisation de l'Empire Ottoman, la puissance, la bonne administration et la richesse du Vice-Roi, pour amener la Porte à transiger afin d'éviter les malheurs qui pourraient encore s'abattre sur elle. En outre, il devait, tout en se tenant sur une grande réserve, émettre l'idée que « *l'unique moyen d'arriver à un dénouement pacifique et de sortir d'une position dont chaque jour accroît les dangers pour elle, est d'abandonner à ce puissant feudataire le gouvernement de la puissance conquise par ses armes...* » ⁽²⁾

Ces instructions dataient de la mi-décembre 1832. Elles furent vite dépassées par les événements, et le 18 jan-

(1) Idem.

(2) Le Ministre à Roussin, 13 décembre 1832, A.F.-A.E., Turquie, 265.

vier 1833, le Ministre des Affaires Etrangères écrivait à Varenne pour lui annoncer que la France était favorable à l'annexion de la Syrie par le Vice-Roi, à l'exclusion d'Adana. Sans avoir pris connaissance de cette lettre avant la conclusion de l'accord, Roussin n'avait presque fait qu'agir dans les lignes de la politique française. Aussi, le Ministre « ne le désavoue pas, mais lui adresse une de ces belles lettres diplomatiques qui tendent à dégager le ministre plutôt qu'à éclairer l'ambassadeur » ⁽¹⁾.

« Nous aurions préféré, je l'avoue, lui écrivit le Duc de Broglie le 19 mars 1833, que tout en vous engageant de la manière la plus formelle à faire rentrer en Syrie l'armée égyptienne, vous eussiez évité de vous prononcer dans des termes aussi explicites sur les conditions de l'arrangement final entre la Porte et le Vice-Roi... Le désir du gouvernement du Roi serait donc, M. l'Amiral, que si les troupes égyptiennes une fois rentrées en Syrie, il n'y avait plus d'autres difficultés à aplanir pour amener la prompte conclusion de la paix que celle qui naîtrait de quelque divergence entre les prétentions de Méhémet Ali et les offres de la Porte, vous vous appliquassiez à les concilier sans trop prendre pour limite rigoureuse de votre médiation les concessions déjà notifiées à Alexandrie. » ⁽²⁾

45. — Mais cet accord ne reçut aucune réalisation. A Constantinople, malgré les conditions atmosphériques favorables, la flotte russe, au grand désespoir de Roussin, non seulement ne bougea pas, mais fut renforcée. Les Russes, sûrs de la complicité du Sultan, faisaient fi de cet accord.

Mohamed Ali allait faire pire encore. Il avait raison. En effet, Roussin, au lendemain de la conclusion de l'accord, lui écrivit une lettre dont les termes étaient peu corrects et dénotaient, par leur ton hautain, l'importance que l'Amiral voulait s'arroger. « Je me suis engagé, lui disait-il, vis-à-vis de la Sublime Porte, au nom du gouvernement du

(1) HANOTAUX (G.) op. cit. 137.

(2) Le Duc de Broglie à Roussin, le 19 mars 1833, A.F.-A.E., Turquie, 265.

Roi, à vous faire accepter les propositions dont Khalil Pacha a été porteur.. En conséquence, je dois inviter Votre Altesse, je ne dirai pas seulement ici au nom de ses intérêts, mais au nom de son salut, à rappeler sans délai son armée dans les limites des territoires dont l'administration lui est confiée, et à rentrer dans ses relations naturelles avec la Sublime Porte... La modération est devenue pour Votre Altesse une nécessité, et sa persistance dans les prétentions qu'elle a émises, *appellerait sur sa tête* des conséquences dont j'espère que l'énormité l'effraiera... » ⁽¹⁾

Eh bien ! l'Amiral s'était trompé. Mohamed Ali ne s'effraya point. La lettre de Roussin le révolta et il refusa de s'y soumettre. L'envoyé de Roussin eut beau le flatter (lui rappelant que la France était une de ses amies, la plus ancienne, qu'elle admire son œuvre à laquelle elle collabore...) le menacer (retrait des officiers français à son service, apparition des escadres française et anglaise sur les côtes égyptiennes...) rien n'y fit ⁽²⁾. Le Vice-Roi était inflexible car il était fermement convaincu de la duplicité et de la mauvaise foi de la Porte. Après s'être entendu avec les Russes pour gagner du temps, pour attendre leur aide, elle fait semblant de négocier avec lui. Le jeu est mené avec habileté pour que l'escadre russe apparaisse au moment de

(1) Lettre de Roussin à Mohamed Ali, le 22 février 1833, A.F.-A.E., Egypte, III.

(2) A propos de cette conduite de Mohamed Ali, citons le passage suivant d'une lettre écrite par Mimaut au Ministre, le 28 avril 1833, et dans laquelle, le caractère de Mohamed Ali est admirablement mis en relief: « Je connais assez ce pays et cet homme après avoir traité avec lui tant d'affaires importantes, pour avoir le droit d'affirmer que *c'est uniquement par le raisonnement et la persuasion qu'on peut réussir auprès de lui*, et que toute autre méthode, en irritant un esprit aussi fier et aussi opiniâtre que le sien produirait inmanquablement le contraire de ce qu'on attend. J'ai vu le moment où la fâcheuse nécessité d'une autre manière d'agir allait grandement compromettre notre position politique et commerciale en ce pays. M. l'amiral Roussin se serait convaincu lui-même, s'il eût été présent, qu'il n'est pas si facile de contraindre un homme de ce caractère à obéir sans réplique et sans murmure, entouré de tout le prestige de la victoire, à la première sommation qui lui est adressée, au premier ordre qu'il reçoit ». Mimaut au Duc de Broglie, 28 avril 1833, A.F.-A.E., Egypte III.

l'arrivée de Roussin, afin d'amener celui-ci à se prononcer comme il l'a fait.

La réponse de Mohamed Ali à Roussin, la voici, toute de noblesse, de courage et de fermeté, peignant le patriote plus que le soldat : « ...De grâce, Monsieur l'Ambassadeur, comment avez-vous pu me sacrifier ainsi ? J'ai en ma faveur la nation entière ; il ne tient qu'à moi de soulever la Romélie et l'Anatolie. Uni à ma nation, je pouvais beaucoup. Maître de tant de pays, vainqueur sur tous les points, quand j'ai entendu les organes de l'opinion publique me décerner toute la Syrie, j'ai ralenti la marche de mes troupes dans la vue seule d'épargner l'effusion inutile du sang et de consulter les dispositions de la politique européenne. Pour prix de la mesure et de la circonspection dont j'ai usé, après tant de sacrifices pour une nation qui m'avait appelé, qui s'était jointe à moi, et qui m'a fait remporter tant de victoires, venir aujourd'hui me faire abandonner les pays que j'occupe, exiger que je retire mon armée dans une petite province composée de quatre districts que vous appelez quatre pachaliks, n'est-ce pas là prononcer mon arrêt de mort politique ? Mais, j'en suis certain, la France et l'Angleterre ne me refuseront pas justice ; elles ne méconnaîtront pas mes droits, leur honneur s'y oppose. Si toutefois mon attente était malheureusement trompée, soumis alors à la volonté de Dieu, et préférant à la honte une mort honorable, je me dévouerai avec joie pour ma nation, heureux de lui conserver jusqu'au dernier souffle de ma vie. » ⁽¹⁾

Le lendemain, 9 mars 1833, Mohamed Ali reçut Khalil Pacha. Après l'avoir mis au courant des manœuvres perfides de la Porte, li lui signifia que, de ce fait, sa mission était terminée et qu'il pouvait se retirer. Dans la discussion qui s'ensuivit, ils se mirent d'accord pour envoyer à Constantinople l'Amedji Rechid Bey (adjoint de Khalil Pacha) porteur d'un ultimatum à la Porte : Mohamed Ali

(1) Mohamed Ali à Roussin, le, 8 mars 1833, A.F.-A.E., Egypte, III.

n'y demandait que la réalisation des propositions faites à Khalil Pacha ⁽¹⁾.

Pour donner plus d'effet à son ultimatum, Mohamed Ali expédia sur-le-champ de nouveaux ordres à Ibrahim Pacha. Celui-ci reçut les pleins pouvoirs pour négocier avec la Porte. Si les propositions de son père étaient acceptées, il ramènerait son armée dans les limites du territoire concédé; dans le cas contraire, si la Porte ne se soumettait pas dans un délai déterminé, soit cinq jours après l'arrivée de l'ultimatum à Constantinople, il avancerait en Asie Mineure, sur la capitale ottomane, selon les plans qu'il jugerait les mieux adaptés aux circonstances d'alors. Le Vicé-Roi venait ainsi de relever le gant jeté par la Porte.

46. — On juge du désarroi de la Porte quand elle reçut ces fâcheuses nouvelles. Elle résolut de tenter un suprême effort auprès des Puissances. La Russie alléguait que son aide serait tardive, n'ayant pas été demandée à temps. L'Angleterre, de son côté, lui conseilla de céder si elle se jugeait incapable de résister à la menace égyptienne. Roussin, enfin, fit de même. L'échec lamentable de son accord l'avait libéré de toute promesse et il pouvait donc parler librement ⁽²⁾.

Bien que considérant la perte de la Syrie avec Adana comme préjudiciable à la solidité de l'Empire Ottoman,

(1) En ce qui concerne cet ultimatum, Mimaout écrivit à Roussin, le 9 mars 1833: « Il consiste à persister sans aucun changement, en plus ou en moins, sans aucune modification, dans les propositions qu'il avait faites. Il ne veut pas, dit-il, quoique les circonstances lui soient plus favorables qu'à cette époque, rien ajouter à ses demandes, mais il n'en veut irrévocablement rien diminuer ». A.F.-A.E., Egypte, III.

Il n'est donc pas vrai que Mohamed Ali demanda à cette époque pour la première fois le Gouvernement héréditaire de l'Egypte, comme le prétend Cattaui, mais bien plus tard (voir infra, N^{os} 56 et 58). Cf. CATTAL, J.-E. Histoire des rapports de l'Egypte avec la Sublime Porte (du XVIII^e siècle à 1841.) Thèse Paris 1919, p. 248.

(2) Le 7 mars 1833, Roussin avait écrit au Ministre: « Le Sultan se livre de plus en plus à la Russie;... Cette puissance s'apprête à introduire ici des renforts pour son escadre... J'ai signifié que si la Porte manque à la parole qu'elle m'a donnée, je retirerais sur le champ la mienne... » A.F.-A.E., Turquie, 265.

Roussin jugea néanmoins que cette perte était moins funeste pour l'Europe que ne le serait l'entrée des Russes à Constantinople. Entre la puissance égyptienne du Vice-Roi utile à la France, et le danger russe installé aux Détroits, l'Amiral opta pour la première et conseilla à la Porte de céder. Celle-ci hésita encore, croyant toujours à l'aide russe. Il fallut à Roussin employer tous les arguments pour lui prouver qu'Ibrahim n'étant qu'à cinq jours de marche de Constantinople, il y arriverait sûrement avant les soldats du Tzar. Elle céda enfin, tout en demandant à l'Amiral d'être le soutien de ses intérêts auprès d'Ibrahim Pacha. Elle voulait, en effet, céder le moins possible en ce qui concernait le territoire d'Adana.

Les négociations s'engagèrent donc avec Ibrahim à Kutayeh en présence de Varenne que Roussin avait délégué pour soutenir les droits de la Porte. Elles se terminèrent au profit de Mohamed Ali qui vit se réaliser toutes ses revendications, y compris la cession d'Adana promise par l'envoyé de la Porte.

Malheureusement, Ibrahim, trop confiant, commit la grosse faute de ne pas faire consigner par écrit cette promesse. La Porte ne voulant pas céder Adana, refusa, bien entendu, de tenir la promesse faite par son envoyé. Elle espérait gagner sur ce point grâce à l'assistance des Puissances. En effet, la Russie lui avait tenu, alors que les négociations se déroulaient, un langage encourageant et l'incitait à ne pas se soumettre à Mohamed Ali en acceptant une paix honteuse.

47. — De leur côté, peu avant le commencement des négociations avec Ibrahim, la France, l'Angleterre et l'Autriche avaient dépêché, chacune pour son propre compte, une mission diplomatique auprès de Mohamed Ali pour le décider à s'entendre facilement avec la Porte et surtout à se désintéresser d'Adana ⁽¹⁾. Mais Mohamed Ali tenait

(1) L'envoyé de la France, le baron de Boislecomte devait, en outre, faire tout son possible pour justifier la conduite de Roussin en ce qui concerne l'accord déjà connu, qui mit en fureur Mohamed Ali. Il

beaucoup à Adana considérée comme la clé de la Syrie, de sa maison. En effet, par sa position stratégique, le district d'Adana facilitait l'invasion de la Syrie. En se l'annexant, le Vice-Roi voulait éliminer toute idée d'agression qui pouvait germer chez le Gouvernement Ottoman.

Devant cette intransigeance, Boislecomte, le Colonel Campbell et M. Prokesch-Osten, chefs respectifs des missions précitées, rivalisèrent d'ardeur. Mais il résista énergiquement à leurs assauts tantôt flatteurs, tantôt menaçants.

Écoutons Boislecomte lui dire : « Contentez-vous de la Syrie, c'est un assez beau partage; de puissants souverains s'en sont contentés avant vous. Croyez que dans les empires il est certaines limites au delà desquelles tout agrandissement devient une cause de faiblesse; c'est ce qui vous arrivera si vous vous étendez au delà de la Syrie; car, devenant alors un objet d'inquiétude et de malveillance pour la Porte, vous serez aussi un objet d'inquiétude de la part des Puissances européennes... » ⁽¹⁾.

Le Colonel Campbell, lui, tient de son côté un langage menaçant. Sur des ordres reçus de Londres, il lui annonce qu'une escadre britannique se dirige vers les côtes égyptiennes afin de bloquer Alexandrie si les conditions de la paix avec la Porte ne sont pas arrêtées.

devait, en d'autres termes, arranger les choses entre la France, et l'Égypte. A ce sujet, le Ministre lui disait dans ses instructions, le 8 avril 1833: « Méhémet Ali, de son côté, a positivement refusé de souscrire aux conditions de paix que l'ambassadeur de Sa Majesté lui avait fait notifier. En exprimant le vif regret de ne pouvoir déférer sur ce point aux vœux de la France, il s'est montré péniblement affecté de l'attitude qu'elle avait prise à son égard... En vous présentant à Méhémet Ali comme organe des sentiments et des vues qui nous guident dans la grave question qui tient l'Europe en suspens, vous vous attacherez à lui donner sur la démarche que l'ambassadeur de Sa Majesté à Constantinople a cru devoir faire auprès de lui, sur l'engagement qu'il avait souscrit envers la Porte, les explications les plus propres à le convaincre qu'en agissant de la sorte, M. le Vice-Amiral Roussin s'est vu dans la nécessité de consulter, avant tout, des intérêts et des devoirs qu'il ne pouvait méconnaître... » A.F.-A.E., Turquie, Mémoires et Documents, 72.

(1) Cité par DOUIN (Georges): La Mission du Baron de Boislecomte, le Caire 1927, p. 8.

Assailli de tous les côtés, Mohamed Ali, sans renoncer à Adana, s'entendit avec ces diplomates sur une solution intermédiaire. Le 7 mai 1833, il leur faisait parvenir une note dans laquelle il déclarait se soumettre au résultat des négociations que Khalil Pacha — gagné aux vues du Vice-Roi et dont la mission en Egypte était terminée, — allait rouvrir en faveur d'Adana à Constantinople. Bien plus, pour leur prouver ses intentions pacifiques, il expédia des ordres à Ibrahim Pacha pour évacuer Kutayeh et repasser le Taurus sans même attendre le résultat de ces négociations.

48. — Mais à Constantinople les Puissances s'impacientaient. Leurs ambassadeurs écrivirent à leurs consuls en Egypte pour faire savoir à Mohamed Ali la volonté inébranlable des Puissances de s'opposer à la cession d'Adana, même si la Porte y consentait.

Mis au courant de cette correspondance, le Vice-Roi eut, avec les représentants étrangers intéressés, un certain nombre d'entretiens, notamment avec le Baron de Boislecomte à qui il déclara, après avoir souligné la promesse de la Porte faite à Ibrahim de lui céder Adana et l'opposition des Puissances : « Eh bien, je me résignerai à leur volonté et je me désisterai de la demande que je fais sur Adana, mais ce sera à une condition dont vous reconnaîtrez la justice... c'est que les Puissances confirment par leur *garantie* une paix dont elles dictent les conditions. Je me considère comme un homme placé en présence d'un ennemi qui tient le fer levé sur lui; j'ai un bouclier devant moi; vous me le demandez ce bouclier; vous êtes mes amis, je vous le livre, parce que j'ai la confiance que vous avez une autre défense à me donner. Sans cela ce serait vouloir me tuer... » ⁽¹⁾

L'objection, qu'il serait difficile, voire même impossible, de lui accorder une pareille garantie étant donné sa position juridique de vassal de la Porte, cette objection n'ébranla point la décision définitive du Vice-Roi.

(1) Idem, p. 40.

Deux jours plus tard, le 14 mai, son Ministre Boghos, remettait aux diplomates étrangers une note rédigée en ce sens. Le Vice-Roi, après avoir affirmé que cette lutte avec la Porte revêtait pour lui un caractère défensif, expose brièvement la raison principale qui le pousse à demander Adana : empêcher la Porte de se ménager une position offensive contre lui. Puis il ajoute, qu'abandonnée à elle seule, la Porte est prête à cette cession, mais que malheureusement les Puissances s'y opposent. Quant à lui, pour leur prouver ses intentions pacifiques, il se déclare prêt à renoncer à Adana à condition, toutefois, que ces Puissances lui garantissent la paix afin « d'empêcher que les vexations réciproques des habitants d'une frontière incomplète, les intrigues des subalternes ou le désir de la vengeance du côté de la Porte ne renouvellent pas la lutte, n'inondent pas de nouveau de flots de sang les plaines d'Asie et reproduisent des embarras que la sagesse des cabinets cherche aujourd'hui à dissiper... » ⁽¹⁾ Puis, insistant plus loin sur cette garantie, il déclare que sans elle la guerre éclatera en Orient avant trois ans. Par elle, les Puissances sauveront l'Orient et, sans elle, elle le ruineront. Il n'oublie pas encore de leur rappeler que ses actions marchent de pair avec ses paroles. En effet, n'a-t-il pas donné l'ordre à Ibrahim de repasser le Taurus et de se replier sur Adana ? Il sait bien que cette mesure est grave, la paix n'étant pas conclue définitivement, mais pour lui, c'est un geste pacifique qui cadre bien avec ses intentions. Enfin, utilisant la flatterie, il leur écrit : « Cependant vos sentiments élevés et les principes généreux de votre gouvernement me persuadent à espérer toujours que vous prendrez la défense de l'opprimé et que vous ne vous lasserez pas de travailler à cette paix bonne et durable que nous désirons tous d'une égale ardeur. L'histoire de nos jours est riche en exemples de soins magnanimes des hautes puissances pour empêcher l'effusion du sang, parer les contagions qui se répandent par la guerre et servir l'humanité et la civilisation. Elles ont

(1) Idem, p. 47.

comblé de bienveillance les Grecs et les Belges qui se sont révoltés pour se soustraire à la domination de leurs souverains légitimes. M'abandonneront-elles, moi, qui n'ai pas pris les armes dans cette intention criminelle, mais qui ai respecté mon légitime souverain, qui ne désire que pouvoir le servir en fidèle vassal et qui ne cherche que l'ordre et la paix ? Qu'on me garantisse cette paix, voilà toute ma demande. Moi, de mon côté, je suis prêt à toute heure à promettre en face du monde que je ne chercherai jamais querelle au Sultan, pourvu qu'il ne m'en cherche pas non plus, mais que je vivrai en paix et en soumission... Mon langage est celui d'un homme franc et loyal qui montre le péril et le remède et qui a la plus haute confiance dans la sagesse et dans la justice des Puissances. Si je n'étais qu'un ambitieux, je demanderais la guerre et non la paix... ⁽¹⁾.

49. — Mohamed Ali venait ainsi de céder, sous condition toutefois. Mais, heureusement pour lui, la Porte avait cédé avant lui. Le 16 mai 1833 il recevait cette heureuse nouvelle. Que s'était-il donc passé à Constantinople ?

La Porte, menacée par Ibrahim Pacha qui refusait de s'en aller de Kutayeh sans Adana, voyait, d'autre part, l'opinion publique s'agiter ⁽²⁾ et même des tentatives d'émeutes causées par la présence des Russes dans les Détroits. De plus, au lieu d'une aide matérielle, elle ne recevait de la part des Puissances que des secours verbaux. Bien mieux, l'Amiral Roussin avait changé d'attitude. Après avoir en effet conseillé à la Porte de céder sur Adana, à la veille des négociations de Kutayeh, il revint sur ses conseils quand la Porte refusa de tenir la promesse de son envoyé. Allant plus loin, il demanda à son Ministre, le 22 avril 1833, d'employer la force contre Mohamed Ali dont le seul crime était,

(1) Idem, pp. 47-48.

(2) « Tous les Ministres du Divan, qui ne sont pas achetés par la Russie, les ulémas et la masse éclairée de la population souhaitent le succès d'Ibrahim Pacha par haine du Sultan et des Russes auxquels il s'est honteusement livré » écrivait Roussin au Ministre, le 11 avril 1833. A.F.-A.E., Turquie, 266.

pour l'Amiral, de ne pas avoir accepté l'accord célèbre. Il a fallu l'arrivée de Ponsonby à Constantinople, le 1^{er} mai 1833, pour calmer les aigreurs de Roussin. L'Ambassadeur britannique, plus clairvoyant, lui démontra que le meilleur moyen pour hâter le départ des Russes était de conseiller à la Porte de céder. C'est ce que l'Amiral aurait dû faire depuis plusieurs semaines.

Pour toutes ces raisons, la Porte céda enfin le 5 mai 1833. Dans la lettre envoyée alors par le Grand Vizir à Mohamed Ali, nous relevons ces phrases : « La réconciliation entre nous est entière, sans restrictions, sans retour vers le passé... Réconciliés ainsi sincèrement, aucune intervention étrangère ne viendra plus altérer notre union et nous n'aurons plus entre nous aucun empêchement étranger... » ⁽¹⁾

Dans quelle mesure le Sultan était-il sincère? Nous verrons que, hanté par le désir de se venger, non seulement il se retournera vers le passé, mais aussi il implorera constamment l'aide étrangère afin d'abattre son maître-vassal.

Les événements l'ayant ainsi amené à se soumettre, la Porte publia, le 5 mai 1833, un Firman d'amnistie qui mettait fin à cette phase de la crise d'Orient. Elle confirmait Mohamed Ali dans le gouvernement de ses possessions antérieures et lui accordait, en outre, tous les Pachaliks de la Syrie. Quant à Adana, elle fut confiée à son fils avec le titre de collecteur d'impôts de ce district ⁽²⁾.

50. — Mohamed Ali avait enfin la Syrie. Mais, au cours de la lutte il laissa échapper de précieuses occasions de déclarer son indépendance, de se défaire de la tutelle de la Porte et de se créer ainsi un nouvel Etat que ses fils après lui auraient fortifié et agrandi.

L'évolution des événements militaires, favorables à son

(1) DOUIN op. cit. p. 52.

(2) Mohamed Ali devint ainsi le maître de l'Égypte, du Soudan, de l'Arabie, de l'île de Crète, des Pachaliks de Damas, de Tripoli d'Asie, de Seyde, de Safed, des districts d'Alep de Jérusalem et de Naplouse ainsi que du district d'Adana.

armée, plaidait en sa faveur et la revendication de la Syrie elle-même était dépassée par l'ampleur des victoires égyptiennes. Ibrahim avait voulu profiter de ces occasions. Maintes fois, au beau milieu de ses victoires, il avait voulu proclamer l'indépendance de l'Égypte. Allant plus loin, il projetait de détrôner le Sultan régnant pour porter atteinte au prestige de l'Empire Ottoman et l'affaiblir au profit de la puissance grandissante de l'Égypte.

Malheureusement, tous ces beaux projets ne reçurent pas d'exécution par suite des hésitations de Mohamed Ali, qui freina constamment l'ardeur de son fils. Le 8 septembre 1832, il lui écrivait : « Vous me dites que vous voulez battre monnaie et faire la prière dans les mosquées en mon nom d'une façon solennelle. Sachez bien, mon enfant, que c'est uniquement par la modestie que nous sommes parvenus à la position actuelle, et je me contente bien de porter le nom de Mohamed Aly, sans aucun titre ni aucun tribut, il est plus grand pour moi que tous les titres de l'empire et de la royauté, parce que c'est à ce nom seul que je dois tout l'honneur qui rejaillit sur moi; comment puis-je donc l'abandonner? Non, je garde ce vieux nom et vous garderez le vôtre. » ⁽¹⁾

Les hésitations de Mohamed Ali se manifestaient, d'autre part, dans la conduite des opérations militaires. Ses ordres et ses contre-ordres, d'avancer, de s'arrêter, de reculer,... toujours pris sous l'influence des représentants des Puissances, gênèrent considérablement la conduite des opérations, à tel point qu'Ibrahim se plaignit à maintes reprises. Le 28 décembre 1832 il disait à son père : « Sans vos deux derniers ordres, qui nous interdisent formellement toute avance, j'étais déjà aux portes de Constantinople. Et je me demande à quel motif peut-on attribuer cette mise en demeure? Est-ce la peur de l'Europe ou autre chose? » ⁽²⁾

(1) Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin. Lettre de Mohamed Ali à Ibrahim, le 8 septembre 1832.

(2) Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin. Lettre d'Ibrahim à Mohamed Ali, le 28 décembre 1832.

La peur de l'Europe! Ibrahim avait lâché le grand mot. Oui, c'était l'Europe qui inquiétait Mohamed Ali. Aucune Puissance Européenne ne lui était maintenant favorable. Les consuls étrangers le lui faisaient savoir clairement. Sur qui s'appuyer?

Ibrahim, loin de ces discussions diplomatiques, sans se décourager, revenait constamment à la charge auprès de son père. Il lui demandait d'être ferme dans ses décisions, surtout en ce qui concernait l'indépendance et l'adjurait de la mettre en tête des revendications égyptiennes. A la veille des négociations qui devaient s'ouvrir avec Khalil Pacha, il lui écrivait: « Il est évident que le but de la mission du général Mourawieff et de Khalil Pacha en Egypte est de jeter les bases de la paix. Etant donné que la prospérité de l'Egypte et son sort dépendent de l'attitude ferme que vous saurez prendre en l'occurrence, je me dois à moi-même et à mes sentiments de loyauté et de dévouement envers votre auguste personne, de vous soumettre mes modestes opinions sur la situation actuelle, bien que votre haut savoir n'ait nullement besoin de qui que ce soit pour l'éclairer. Eh bien! il me semble que l'indépendance doit être mise au premier plan parmi les points à débattre et à régler avec les deux négociateurs; c'est pour nous une question vitale qui prime toutes les autres... Tout d'abord, nous devons être fermes et inébranlables sur l'indépendance afin de consolider notre situation et de l'entourer de garanties pour l'avenir. Car sans l'indépendance, tous nos efforts seraient vains et nous resterions sous le joug de cette puissance perfide qui nous accable sans cesse de ses exigences ridicules et de ses demandes d'argent. D'ores et déjà il faut nous libérer de ces charges insupportables et trouver notre unique salut dans l'indépendance... » ⁽¹⁾

Certes, Mohamed Ali voulait l'indépendance. C'était son vœu le plus cher, son désir le plus ardent. Il attendait beaucoup de sa réalisation, car, indépendant, il pourrait

(1) Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdin. Lettre d'Ibrahim à Mohamed Ali, le 3 février 1833.

se donner tout entier au pays; il pourrait se consacrer plus efficacement à sa prospérité et à sa grandeur, sans avoir à redouter les continuels soucis et les ennuis constants engendrés par ses relations avec la Porte d'une part, et les Puissances de l'autre.

En outre, une fois indépendant, il aurait la faculté d'instituer pour l'Egypte le régime politique jugé le plus convenable aux intérêts du pays. Ce régime, à n'en pas douter, aurait l'hérédité comme trait essentiel et caractéristique. En effet, il serait difficile de ne pas le concevoir ainsi. Ibrahim a déjà démontré partout qu'il possède les qualités propres aux grands chefs d'Etat. La question de l'hérédité était donc comprise implicitement dans celle de l'indépendance. Résoudre celle-ci, c'était résoudre la première *ipso facto*.

Mais Mohamed Ali, depuis le désastre de Navarin, était hanté par l'idée d'une coalition européenne dirigée contre sa puissance. Redoutant pareille coalition, il s'en remettait, en dépassant parfois la mesure, aux directives des représentants diplomatiques. Ces derniers lui faisaient entendre, sans discontinuer, l'opposition des Puissances Européennes à tout démembrement de l'Empire Ottoman.

51. — L'Empire resta donc intact et Mohamed Ali demeura son vassal. Mais quel vassal! Maître de l'Egypte, du Soudan, de l'Arabie, de l'île de Crète, de la Palestine et de la Syrie, il était aussi puissant que le Sultan, pour ne pas dire plus. Aussi, il était impossible pour ce dernier de se croire en sécurité tant que son vassal, dont il connaissait déjà officieusement ⁽¹⁾ la prétention à l'indépendance, restait dans sa puissance. A la longue, celle-ci pouvait menacer l'Empire.

Mohamed Ali, de son côté, était au courant de l'état d'esprit des ministres ottomans. Il était sûr que la Porte, humiliée, vivait dans le cauchemar de la puissance égypt-

(1) Il y a lieu de remarquer que jusqu'au firman du 5 mai 1833, la Porte n'a jamais été pressentie officiellement des revendications égyptiennes concernant l'indépendance et elle ne le sera que bien plus tard.

tienne. Il était sûr qu'elle songeait à la revanche depuis le Firman du 5 mai. La preuve se déduisait elle-même des faits. En effet, la lutte entre les deux parties s'était terminée par un Firman émanant de la Porte. Or, tout Firman — traduisons décret — pouvait être abrogé par un autre. *Il n'y avait donc pas eu d'accord, de traité liant les deux partis, mais bien un acte unilatéral.* Mohamed Ali restait ainsi à la merci des caprices de la Porte, qui pouvait à tout moment lui enlever le gouvernement de n'importe quel Pachalik, voire le destituer.

Cette conduite répondait à la politique anglaise, qui y voyait une ligne de repli préparée d'avance. Rien n'indiquait mieux la satisfaction de cette politique que la parole de Palmerston déclarant qu'il n'y avait pas eu de traité à Kutayeh.

CHAPITRE IV

La trêve armée.

Efforts diplomatiques de Mohamed Ali pour se libérer du joug ottoman (1833-1839)

52. — La politique d'hostilité des Puissances à l'égard de Mohamed Ali encourage la Porte à fomentier des troubles en Syrie. Ibrahim les réprime rapidement (mai 1834).
53. — Démarche de Mohamed Ali auprès des Puissances pour proclamer son indépendance (septembre 1834). Ibrahim juge le moment défavorable à cette demande, qui d'ailleurs reste sans suite de la part des Puissances.
54. — Origine du Traité d'Unkiar-Skelessi (8 juillet 1833) et ses conséquences. Mohamed Ali propose, vainement, de délivrer la Porte et les Puissances des dangers inhérents à ce Traité.
55. — Collisions entre les intérêts stratégiques et économiques du Vice-Roi et ceux des Anglais en Orient.
56. — La Porte tire profit des rivalités suscitées entre les Puissances par le traité d'Unkiar-Skelessi. Les pourparlers diplomatiques de la Mission Sarim avec Mohamed Ali, en janvier 1837, et leur échec.
57. — Nouvelles démarches de Mohamed Ali auprès des Puissances pour déclarer son indépendance (avril 1838). Malgré des avis favorables au Vice-Roi, les Puissances s'y opposent encore.
58. — Mohamed Ali modifie ses revendications. Il demande qu'on lui accorde le Gouvernement Héréditaire des territoires qu'il occupe. Sa note à ce sujet (septembre 1838).
59. — Rivalités anglo-russes en Orient et intrigues anglo-ottomanes contre Mohamed Ali.

60. — Duplicité de la Porte: tout en protestant de ses sentiments pacifiques, elle déclenche les hostilités contre Mohamed Ali, qui demeure sur la défensive (avril 1839).

61. — Echec des propositions égyptiennes pour arrêter les hostilités et offensive égyptienne.

52. — Le firman du 5 mai 1833, loin d'instaurer un état durable, ne fit qu'inaugurer une période d'accalmie entre le Sultan et son *trop puissant vassal*. Ce fut une trêve, imposée par les circonstances, imposée par les Puissances et acceptée à contre-cœur par les deux adversaires, qui continuèrent à se préparer militairement pour de nouvelles luttes.

Par la suite, au cours de cette trêve, les relations de la Porte avec son vassal, tantôt calmes, souvent orageuses, furent toujours influencées par l'élément européen, défavorable à Mohamed Ali.

En effet, la France, dont les attaches avec l'Egypte étaient depuis l'Expédition de Bonaparte des plus variées et des plus étroites, poursuivait pourtant à l'égard de Mohamed Ali une politique à double face, dont nous avons déjà vu le trait caractéristique. Maintenant que la tempête s'est apaisée, sa politique va se réduire au maintien de l'état instauré par le Firman précité. Tout acte de nature à troubler cet état de choses, qu'il émane de la Porte ou du vassal, sera désavoué par elle. Il semble donc que cette situation réponde à sa politique: de fortifier Mohamed Ali tout en veillant à l'intégrité de l'Empire Ottoman.

La politique anglaise, de son côté, était comme toujours nettement hostile à Mohamed Ali. Cette hostilité, passive jusqu'alors pour les raisons citées plus haut, allait devenir active. Elle allait augmenter d'intensité à mesure que l'Angleterre se libérerait de ses difficultés en Europe pour s'intéresser davantage à la question égyptienne, à mesure encore que les revendications égyptiennes devenaient plus pressantes. Néanmoins, malgré cette hostilité, Mohamed Ali chercha toujours une alliance avec l'Angle-

terre, dont la puissance navale et la supériorité diplomatique étaient incontestables. Mais l'Angleterre évita toujours pareille entente, gênante pour sa politique destructrice de toute puissance égyptienne. Cependant, s'il lui arriva parfois, et très rarement, d'être en accord avec lui, c'était pour lui tendre un piège, c'était avec l'arrière-pensée de le perdre.

Il en était de même de la politique autrichienne. L'Autriche, championne de la Sainte-Alliance, ne voyait en Mohamed Ali qu'un sujet rebelle qu'il fallait mettre à la raison. Elle aussi, n'hésita pas à recourir à des moyens détournés pour nuire à l'Egypte.

Assurée de l'hostilité de l'Europe à l'adresse de Mohamed Ali, la Porte voulut en profiter pour reprendre la Syrie. Elle y fomenta des troubles en mai 1834 et prépara des troupes pour l'envahir. Mais Ibrahim déjoua les plans ottomans en réprimant rapidement ces désordres.

53. — Une pareille situation, caractérisée par une méfiance réciproque, aggravée par les intrigues de la Porte, ne pouvait durer longtemps. Mohamed Ali ne pouvait vivre dans cette atmosphère étouffante. Elle l'empêchait de se consacrer complètement aux réformes réclamées par l'Egypte et par les autres territoires relevant de son autorité. Il voulut, enfin, mettre un terme à cette politique paralysante; il voulut clarifier la situation, préciser nettement les relations de l'Egypte avec la Porte, les mettre toutes les deux sur un pied d'égalité; en un mot, il voulut être sûr du lendemain; ne plus être, malgré sa puissance, un simple gouverneur soumis aux caprices de son suzerain et destituable à tout moment. *Presque indépendant en fait, il voulait l'être complètement en droit.*

Encouragé par l'Autriche, dont le représentant l'avait incité à se créer un Empire Arabe, et prétextant les troubles fomentés par la Porte en Syrie, Mohamed Ali fit parvenir aux Puissances, en septembre 1834, une note

pour les mettre au courant de son *intention de se libérer du joug ottoman*.

Ecrivant à M. Prokesch-Osten, le Ministre Egyptien des Affaires Etrangères disait : « ...Elle (la Porte), faisait distribuer de l'argent pour exciter la révolte dans les montagnes de Naplouse, de Khalil-Rahman (Hébron) et de Jérusalem. En effet, l'insurrection parmi ces montagnards est devenue tellement générale, qu'il a fallu trois semaines pour les soumettre entièrement... Au premier avis de ces mouvements hostiles le Vice-Roi a annoncé aux Consuls des Puissances principales de l'Europe, qu'il se verrait dans la nécessité de déclarer son indépendance, puisque la Porte ne se contentait de rien moins que de la destruction de son existence politique... L'indépendance du Vice-Roi, une fois reconnue, il pourrait concentrer toute son attention sur l'organisation de ses ressources et en peu de temps il se trouverait en état de concourir avec une armée de plus de 150.000 hommes de troupes disciplinées à la grande entreprise de délivrer l'Empire Ottoman de sa sujétion à la Russie » ⁽¹⁾.

C'était ce même Prokesch-Osten qui avait proposé à Mohamed Ali le projet de la création de l'Empire Arabe ⁽²⁾. Loin de désirer la grandeur de l'Egypte, le diplomate autrichien voulait tout simplement, selon l'expression de Sabry, « arracher Mohamed Ali à l'influence de la France et lui creuser en même temps son tombeau en le brouillant à jamais avec l'Angleterre » ⁽³⁾.

Aussi, peut-on se demander si le moment était favorable à une pareille démarche. Ibrahim, avec raison, ne le pensait pas. Pressenti par son père de son désir de se rendre indépendant, il lui avait répondu, le 3 septembre 1834 : « Vous dites que nous devons nous débarrasser

(1) Cf. SABRY, p. cit. p. 283.

(2) Cet Empire devait comprendre: l'Egypte, la Nubie, le Sennaar, Darfour et Kordofan en Afrique, toute l'Arabie jusqu'au Golfe Persique, La Palestine et la Syrie jusqu'à la rive droite de l'Euphrate en Mésopotamie.

(3) SABRY, op. cit. p. 270.

maintenant de cette chaîne de servitude que nous portons au cou et la faire porter plutôt par les gens de Constantinople; cependant, lors de la première guerre, quand je vous ai invité à rejeter délibérément cette chaîne de vasselage vous m'avez répondu que vous vous contentiez du nom de Mohamed Ali. Or, si vous croyez que le moment est maintenant venu de rejeter cette chaîne, je ne pense pas, quant à moi, que ce projet soit si facile à exécuter, au contraire; il est fort difficile parce que les Turcs ont des hommes aussi braves que les nôtres et peut-être mêmes plus braves. D'ailleurs une attaque de leur flotte sur nos côtes vous ferait plus de mal qu'à moi. » ⁽¹⁾

Se faisant plus explicite encore, Ibrahim écrivit de nouveau à son père, mais cette fois-ci après la note égyptienne aux Puissances. Il tâcha de lui expliquer *l'inopportunité de la démarche égyptienne* : « ...Longtemps après le règlement du conflit et la fixation des frontières, vous demandez l'indépendance. La Russie, avait, entre-temps, fait un traité avec la Turquie ⁽²⁾ dont une des conditions stipulait précisément que toute avance au delà de nos frontières, ne serait autorisée à aucun titre et entraînerait les sanctions nécessaires. On n'a nullement pensé à faire une stipulation servant de contre-partie en notre faveur. De sorte que les Turcs, garantis contre une attaque de notre part, peuvent, quand il leur plaira, nous attaquer, sûrs qu'ils sont qu'aucune puissance ne s'opposera à leur agression. A part ces circonstances, ayant la certitude que la Porte avait fomenté les troubles de Syrie, vous avez demandé l'indépendance alors que le moment n'était pas favorable; ce qui a achevé de compromettre les relations turco-égyptiennes. J'avais attiré cependant votre attention sur la gravité d'une pareille tentative, mais vous vous con-

(1) Archives égyptiennes, Palais Royal d'Abdim, Lettre d'Ibrahim à Mohamed Ali le 3 septembre 1834.

(2) Le Traité d'Unkiar-Skelessi, signé le 8 juillet 1833.

tentiez de me répondre : « Nous avons déclaré notre volonté d'indépendance... » ⁽¹⁾

Cette déclaration de la volonté du Vice-Roi resta sans effet. Les Puissances, invoquant le respect de l'intégrité de l'Empire Ottoman, ne lui donnèrent aucune suite. Pire encore, elles renforcèrent le lien de sujétion qui liait Mohamed Ali à la Porte en l'obligeant à payer le tribut dû à cette dernière.

54. — Pourtant, Mohamed Ali avait cru pouvoir amener les Puissances à se ranger en sa faveur en leur offrant, en compensation de son indépendance, le concours de ses armées pour délivrer l'Empire Ottoman du danger russe installé aux Détroits. En effet, l'avance d'Ibrahim sur Constantinople avait eu comme conséquence l'apparition des Russes sur les rives du Bosphore comme nous l'avons déjà vu précédemment. Une fois le danger égyptien écarté, les Russes refusèrent de s'en aller sans emporter avec eux le prix de leur dérangement. Le 8 juillet 1833, ils signèrent avec la Porte le Traité d'Unkiar-Skélessi.

Dans son ensemble, ce Traité était un Traité d'alliance militaire. Les deux parties contractantes s'engageaient à se fournir réciproquement, en cas de besoin, les troupes et les forces jugées nécessaires, tant par terre que par mer. Envisagé sous cet angle, aucun Etat n'avait le droit de protester contre la conclusion d'un pareil accord. Il n'affectait en aucune façon la souveraineté des contractants et ne portait aucun préjudice aux intérêts des autres Etats. Cependant, ce Traité bouleversa alors le monde. Le spectre de la guerre, enseveli depuis peu, commença à hanter les esprits. Qu'y avait-il donc de dangereux dans ce Traité ?

Un *article secret* annexé au Traité était à l'origine de ce branle-bas. Cet article détruisait la réciprocité im-

(1) Archives égyptiennes. Palais Royal d'Abdin, Lettre d'Ibrahim à Mohamed Ali le 7 Moharram 1251 de l'Hégire.

posée à la Porte. Au lieu de fournir les secours matériels exigés par la Russie en cas de besoin, la Porte pouvait se contenter de fermer les Détroits, c'est-à-dire ne permettre à aucun bâtiment de guerre étranger d'y entrer sous un prétexte quelconque.

Par ce Traité, *Constantinople était placée sous le Protectorat de Saint-Petersbourg*; l'Empire Russe s'étendait jusqu'à la Méditerranée; la Mer Noire devenait un lac russe gardé dans sa partie sud par le Sultan, réduit aux fonctions d'un simple concierge ouvrant et fermant les Détroits sur l'ordre du Tzar.

On conçoit facilement l'émotion causée en Europe par la signature de ce Traité. La France protesta à Saint-Petersbourg en termes énergiques, faisant savoir que « si les stipulations de cet acte devaient subséquemment amener une intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures de la Turquie, le gouvernement français se tiendrait pour entièrement libre d'adopter telle ligne de conduite qui lui serait suggérée par les circonstances, agissant dès lors comme si le traité en question n'existait pas. » ⁽¹⁾

L'Angleterre fit de même de son côté.

Et bientôt, aux paroles succédèrent les actes. Des démonstrations navales eurent lieu devant Smyrne.

Mais voici qu'au milieu de ce tumulte, l'Autriche intervint. Metternich, invoquant la menace d'une guerre, réussit à obtenir « de l'Empereur Nicolas des paroles qui, sans abolir le Traité d'Unkiar-Skélessi, en repoussaient les conséquences et contenaient presque un engagement de ne réclamer, en aucun cas, l'application » ⁽²⁾.

Pour donner à cette promesse plus de valeur, Metternich y ajouta sa garantie.

Cette promesse et cette garantie n'eurent pour résultat que d'apaiser l'ardeur guerrière des deux Etats protestataires. Ils préférèrent l'ajournement des événements, résolus

(1) Cf. FREYCINET: La Question d'Egypte, p. 29.

(2) Idem, p. 30.

à agir, toutefois, par la voie diplomatique. L'Angleterre surtout, esaya par tous les moyens d'éliminer l'influence russe. Ponsonby, son Ambassadeur à Constantinople, déploya tout son talent pour attirer la Porte dans le sillage britannique. Sur l'ordre de son Ministre Palmerston, il lui conseilla, pour éviter tous les dangers et tous les inconvénients, de se tourner « vers l'Angleterre, vers la puissance qui a les moyens et aussi les dispositions pour mettre un frein à la puissance de Mohamed Ali, tant que la Turquie resterait réellement indépendante. Mais que si un choix entre l'établissement de Mohamed Ali à Constantinople et l'assujettissement de la capitale à la puissance russe, s'imposait à l'Angleterre, il (le Ministre Anglais) lui serait impossible de ne pas opter pour le premier » ⁽¹⁾.

Ce conseil ou plutôt cette menace jointe à celles qui intimidèrent la Russie, eurent leurs effets sur la Porte. Après l'emportement du début, après que le Sultan se fut récrié devant la menace égyptienne et le secours russe : « Que m'importe l'Empire ? Que m'importe Constantinople ? Je donnerais Constantinople et l'Empire à celui qui m'apporterait la tête de Méhémet Ali » ⁽²⁾. Après tout cela, le calme était revenu et les nerfs s'étaient apaisés. Le rapprochement anglo-ottoman allait s'opérer tout doucement, favorisé par la défiance qui régnait entre l'Angleterre et l'Égypte.

55. — Cette défiance, déjà traditionnelle, s'amplifia à la suite des collisions inévitables entre les intérêts égyptiens et anglais. Plusieurs incidents éclatèrent à ce propos entre les deux pays.

Ce furent d'abord des incidents causés par des *raisons d'ordre stratégique*. C'est ainsi qu'en 1834, l'Angleterre demanda et obtint l'approbation de la Porte pour la construction d'une route destinée à relier le littoral syrien

(1) SABRY, op. cit., p. 264.

(2) Cf. FREYCINET, op. cit., p. 29.

à l'Euphrate, et qui devait être le premier tronçon d'une voie britannique vers les Indes. Mais Mohamed Ali s'y opposa catégoriquement et énergiquement. Il sentait que cette pénétration britannique dans ses territoires aurait des conséquences funestes et faciliterait la mainmise anglaise sur le pays ⁽¹⁾.

D'autres incidents éclatèrent aussi, mais à propos de *questions économiques*. Ils furent provoqués par la politique économique du Vice-Roi « le seul propriétaire foncier, le seul exploitant agricole, le seul industriel, le seul commerçant, le seul exportateur du pays » ⁽²⁾. Ce système économique, favorable à l'Egypte, était, en revanche, préjudiciable aux intérêts des autres pays. L'Angleterre surtout, nation commerçante, championne du principe « *business is business* », ne voulut pas céder sans combattre. En 1834, son Consul général en Syrie, attirait, dans son rapport, l'attention du Ministre des Affaires Etrangères sur cet état de choses: « ...Que Votre Seigneur veuille aussi ne pas perdre de vue que nous avons, en Mohamed Ali un économiste dont le système commercial, en ce qui concerne les produits naturels de son propre pays, est fondé sur les idées les plus restrictives et les moins libérales. Nos exportations et les produits manufacturés anglais ont déjà trouvé en lui ici un rival et un concurrent. Votre Seigneurie sera surprise d'apprendre qu'il a déjà établi en Syrie des agents pour la vente des produits manufacturés égyptiens... » ⁽³⁾

Cette concurrence, gagnant du terrain de jour en

(1) Au sujet de ce différend Ibrahim écrivait à son père, le 5 mai 1835: « Il est indubitable que si les Anglais parviennent à élever des fortifications sur l'Euphrate et à réaliser ainsi ce que nous craignons tant, quelques initiés certes sauront bien que vous n'en êtes pas la cause, mais le reste de la nation musulmane, qui ignore les dessous de l'affaire, dira bien que ces faits se sont passés près de nos frontières et que nous y avons acquiescé ». Archives égyptiennes. Palais Royal d'Abdin, Lettre d'Ibrahim à Mohamed Ali, le 5 mai 1835.

(2) Roger Gilles. Mohamed Aly et l'économie dirigée. Revue des Conférences Françaises en Orient, mai 1939, p. 414.

(3) Archives anglaises, Foreign Office vol. 243, cité par SABRY, op. cit. p. 293.

jour, ne tarda pas à susciter des différends. C'est ainsi qu'en 1834-1835, le commerce de la soie monopolisé par Mohamed Ali en Syrie, donna lieu à une intervention anglaise auprès de la Porte, qui publia, le 24 décembre 1835, un firman supprimant ce monopole. Mais Mohamed Ali refusa de se soumettre, au grand désespoir de ses adversaires.

56. — Tout militait donc en faveur du rapprochement anglo-ottoman.

Mais la Russie veillait. Elle soupçonna la Porte de vouloir se débarrasser du Traité d'Unkiar-Skelessi, ou du moins, d'en empêcher l'application en cas de besoin. Pour la forcer à respecter ce traité, elle en demanda l'application en février 1836 pour prévenir une soi-disant attaque projetée par l'Angleterre contre le territoire russe. Effrayée de cette démarche, la Porte, pour pouvoir résister, sollicita l'appui de la France et de l'Angleterre réunies. L'Amiral Roussin, intéressé à cette question aussi bien que Lord Ponsonby, s'empessa d'envoyer un message écrit qui soulignait cette union. Devant cette situation, la Russie préféra ne pas effaroucher sa protégée et l'obliger à se jeter dans les bras de l'Angleterre et de la France. Pour réparer sa faute, elle conclut avec elle une convention au sujet des dettes ottomanes. Par cet accord, en date du 27 mars, elle lui fit remise de plus de la moitié de ces dettes.

« Le Sultan, courtisé à la fois par l'Angleterre et la Russie, ne pouvait que bénir le Traité d'Unkiar-Skelessi et se gardait bien de s'en défaire... » ⁽¹⁾ En effet, comment pouvait-il en être autrement alors que ce Traité ne faisait que susciter des rivalités entre les Puissances, au plus grand profit de la Porte ? Celle-ci, à la suite de la réduction de ses dettes, était bien décidée à exploiter la situation à fond, et à tirer de ces rivalités tous les avantages possibles. Rien n'est plus caractéristique à ce sujet que sa déclaration à

(1) SABRY, *op. cit.* p. 309.

Pisani : « ...Les traits de générosité que la Sublime Porte a reçus de la Russie, sont vraiment étonnants. Dites à notre ami Lord Ponsonby que, si la Porte reçoit des traits pareils de la Russie, son ennemie naturelle, à combien plus forte raison Elle doit s'attendre à obtenir de l'Angleterre, son ami naturelle, ce qu'Elle espère obtenir d'Elle. » ⁽¹⁾

Ce que la Porte espérait obtenir de son amie naturelle, c'était d'obliger Mohamed Ali à abandonner la Syrie; au besoin, c'était de l'abattre définitivement. L'Angleterre ne demandait pas mieux. L'Amiral Roussin, dans le dessein de fortifier la Porte pour faire échec à la Russie, partageait ces projets dont la réalisation était rendue imminente par la démarche russe en ce qui concerne l'application du Traité d'Unkiar-Skelessi. On voulait donc obliger Mohamed Ali, au besoin par la force, à se retirer de la Syrie pour ne garder que l'Egypte et le Pachalik de Saint-Jean-d'Acre. En somme, la guerre se dessinait à l'horizon, une guerre voulue par l'Angleterre pour se débarrasser à la fois de ses deux soucis : Mohamed Ali et le Traité d'Unkiar-Skelessi.

Mais Paris ne voulut à aucun prix une reprise des hostilités, qui aurait sûrement bouleversé sa politique en Orient. C'est pourquoi le Gouvernement Français préféra établir une entente définitive entre Mohamed Ali et la Porte. Cette dernière, mise au courant de ce désir, et n'ayant plus devant elle la perspective de se débarrasser une fois pour toutes de la puissance égyptienne, déclara au représentant de la France son intention de ne laisser à Mohamed Ali que l'Egypte seulement. Cependant, connaissant l'intransigeance du Pacha d'Egypte, elle s'était entendue, d'autre part, avec l'Angleterre, mais à l'insu de la France qu'elle savait favorable au Vice-Roi, pour lui laisser, en outre, et s'il insistait, les provinces d'Acre et de Saïda.

(1) Archives anglaises, Foreign Office, vol. 273, cité par SABRY, op. cit. p. 309.

Des pourparlers étaient donc envisagés. A cet effet, la Porte délégua, en janvier 1837, Sarim Effendi en Egypte. Elle offrait au Vice-Roi, à côté de l'Egypte et de l'Arabie, la forteresse de Saint-Jean-d'Acre pour qu'il n'ait plus à invoquer le manque de sécurité. Et pour lui assurer l'avenir de sa famille, *elle promit de nommer après sa mort, son fils Ibrahim Pacha, à sa place.*

Tout naturellement, Mohamed Ali refusa ces propositions qui étaient loin de répondre à ses prétentions. Il voulait garder tous les territoires qu'il occupait et les gouverner indépendamment de la Porte. Quant à l'hérédité, la Porte venait, elle, d'en parler pour la première fois. Désormais, il n'oubliera jamais cette proposition et constamment il la revendiquera.

La mission de Sarim Effendi n'aboutit à aucun résultat. Elle ne fit que révéler, une fois encore, l'antagonisme profond entre les propositions ottomanes et les revendications égyptiennes. La conciliation voulue par la France échoua.

57. — Mohamed Ali était las d'attendre. Il trouvait que cette situation incertaine avait trop duré. Les incessants préparatifs militaires pour parer à une attaque éventuelle de la Porte le ruinaient économiquement. En avril 1839, Cochelet, Consul de France, écrira au Comte Molé, son Ministre des Affaires Etrangères : « La situation actuelle de ce pays est d'ailleurs déplorable. Les finances sont épuisées. Les revenus ne suffisent plus au paiement des dépenses. Les employés ne sont pas payés depuis longtemps... Le commerce est dans un état de gêne et de souffrance dont on ne peut se faire une juste idée... La misère est à son comble au Caire... Toutes les ressources en hommes et en argent sont affectées à l'armée et à la marine » ⁽¹⁾.

Il fallait donc en finir en mettant un terme à cet imbroglio. Toujours hésitant, le Vice-Roi, au lieu de proclamer franchement son indépendance et de placer ainsi

(1) Lettre de Cochelet au Ministre, le 12 avril 1839, A.F.-A.E. Egypte VIII.

les Puissances devant le fait accompli, jugea plus sage, une fois encore, de les mettre au courant de ses intentions. C'est ainsi que dans le premier semestre de 1838, les représentants des Puissances furent plusieurs fois avertis de cette intention. Ces représentants, qui connaissaient tous les aspects de la Question d'Égypte, étaient favorables à Mohamed Ali. Ils voyaient dans son indépendance un facteur essentiel de l'établissement et du maintien de la sécurité et de la paix, non seulement en Orient, mais aussi en Europe. « L'Europe, écrivait Cochelet, y gagnera d'être délivrée de toute inquiétude sur ces questions orientales dont le dénouement imprévu pourrait apporter la perturbation dans ses relations politiques. » ⁽¹⁾

D'autres Européens encore qui visitaient l'Orient, témoins oculaires de l'œuvre immense et grandiose du Vice-Roi, appréciaient à leur juste valeur les réformes accomplies en Égypte et lui étaient favorables. C'est ainsi que l'Anglais Bowring, envoyé par son gouvernement pour visiter l'Égypte, et qui devait consigner ses observations dans son rapport, demandait d'« en finir avec le faux système de l'Orient, qui ne peut convenir qu'à la Russie, intéressée à tout affaiblir » ⁽²⁾. De son côté, le Prince Puckler-Muskau soulignait que « Mohamed Ali *voulait* pour sa propre conservation, celle de sa famille et de la grande œuvre de sa vie active, *que l'indépendance de facto*

(1) Lettre de Cochelet le 22 mai 1837 A.F.-A.E. Égypte VII.

(2) Cf. HANOTAUX (G.), op. cit. p. 175.

D'autre part, dans son rapport présenté à Lord Palmerston en juillet 1839, Bowring ne ménagea pas ses éloges pour l'administration égyptienne du Vice-Roi. « La sécurité, a-t-il écrit, maintenant établie dans toutes les parties de l'Égypte, soit sur le Nil et dans sa vallée, soit sur les itinéraires parcourus, soit dans les régions les plus dépeuplées du désert, est un des effets les plus remarquables de la politique du pacha... La totalité de l'Égypte, de la Nubie à la Méditerranée, est parfaitement sûre... Il n'y a pas de village où les autorités ne soient prêtes à accorder réparation pour une violation flagrante de propriété... » Quant à la justice, il s'exprime en ces termes : « L'administration de la justice en Égypte est plus prompte et moins capricieuse que dans la plupart des pays musulmans. J'ai généralement trouvé que les tribunaux rendaient des sentences justes, quoique souvent dures et précipitées ». Idem pp. 56-57.

qu'il avait acquise fut reconnue de jure; et assurément il est en droit d'entretenir de telles espérances depuis que les Puissances ont partout ailleurs agi dans cet esprit... » ⁽¹⁾

Contrairement à ces opinions, la diplomatie européenne était hostile au projet du Vice-Roi. L'Angleterre, conduite par Palmerston et Ponsonby, ne voulait pas, bien entendu, de cette indépendance gênante. La France, de son côté, après l'échec de sa tentative de conciliation, s'était prononcée de nouveau pour le maintien du statu quo, afin d'éliminer, autant que possible, toute cause de nature à déclencher de nouvelles hostilités menaçantes pour tous les partis en cause. L'Autriche enfin, entrant en scène, proposa une coalition des Puissances contre Mohamed Ali. En fin de compte, toutes étaient contre le Vice-Roi. Aussi, le 7 août 1838, l'Angleterre lui faisait savoir que l'Europe aiderait la Porte en cas de guerre. Une semaine plus tard, le 15 août, une *note collective* des cinq Puissances l'invitait à se tenir tranquille, à ne pas déclarer son indépendance et à ne rien entreprendre de menaçant pour la Porte.

58. — L'idée d'une coalition se forgeait de nouveau, d'autant plus menaçante que l'Angleterre pour lui donner plus d'effet, essayait d'amener les Puissances à s'entendre sur l'emploi de mesures coercitives contre Mohamed Ali en cas de besoin.

Le Vice-Roi préféra alors changer d'attitude. *Il revendiqua seulement l'hérédité.*

Dans une note en date du 4 septembre 1838 ⁽²⁾ et qui fut communiquée aux Consuls, il les entretint de cette question, franchement et sans détours. Le ton de ses paroles et l'insistance qu'il mit dans cette ultime revendication nous prouvent l'importance qu'il attachait à l'hérédité. « Il est fermement décidé à ne point se laisser livrer

(1) PUCKLER-MUSKAU: Egypt under Méhémet Ali. Londres 1845, traduction anglaise de Aus Mehemed Alis Reich 1844. Cité par SABRY op. cit. p. 406.

(2) Voir le texte de cette note dans A.F.-A.E. Egypte VII.

à la Porte par les Puissances Européennes. Il est vieux, et peut-être n'a-t-il rien de mieux à faire que de succomber honorablement dans la lutte plutôt que de laisser au hasard des événements sa famille, ses serviteurs et tout ce peuple qui a tant travaillé pour lui. Il a dans sa vie été obligé de répandre bien du sang pour faire ce qu'il a fait, pour obtenir ce qu'il possède; il ne veut pas non plus que ce sang ait coulé en vain... »

Ces paroles laissent prévoir la possibilité d'une lutte si les Puissances refusent de lui donner satisfaction. D'ailleurs, il ne se le cache pas; il est prêt à affronter le pire, à affronter une lutte inégale et rude. « Il sait bien, du reste, que si les Puissances sont d'accord pour l'accabler, il succombera; mais elles sont à un tel degré de grandeur qu'une pareille victoire n'ajoutera rien à leur renommée et que les suites mêmes de cette victoire pourront les embarrasser. Quant à lui, il a quatre-vingt-quinze chances contre et cinq pour lui; mais n'importe ! à la guerre les dés sont toujours incertains, et si le hasard les fait tourner en sa faveur, il laisse aux Puissances le soin de juger des conséquences d'une victoire que personne n'aura plus le droit de modérer... »

A côté de ces paroles menaçantes, de ce *casus belli*, la note est, ailleurs, plus modérée, plus humaine. Le Vice-Roi, après avoir constaté que ses vues s'accordent avec les intérêts et la politique de l'Europe — sauver la Porte de l'emprise russe — se demande pourquoi on le sacrifie ? Et, sans attendre une réponse il déclare qu'il est de *religion différente*. En effet, c'est la religion qui a été un des obstacles les plus sérieux à l'affranchissement de l'Égypte du joug ottoman. Le soutien et l'aide moraux et matériels que les Balkans ont trouvé en Europe, s'expliquent, pour une large part, dans le fait que les peuples balkaniques étaient chrétiens. Mais, que l'Égypte, pays musulman, aspire, elle aussi, à cet affranchissement, voilà ce que les Puissances qualifient d'audacieux. Régénérer l'Islam sous la baguette magique de Mohamed Ali est contraire aux

buts politiques de l'Europe, intéressée à l'affaiblissement de cette religion, en la personne de la Porte. Mohamed Ali le comprend et il n'omet pas de le souligner. Pourtant il est « homme aussi, et l'on doit le traiter humainement, c'est-à-dire souffrir qu'il songe à la *destinée de ses enfants* dont il veut affermir la fortune ».

Cette note menaçante, quoique humaine, envisageait donc la possibilité d'un *casus belli*. La France voulut une fois encore, éviter un conflit. Elle fit des ouvertures à l'Angleterre pour une intervention simultanée auprès de la Porte en faveur de Mohamed Ali. Mais Londres, loin de désirer la paix, répondit que l'hérédité était une question d'ordre intérieur à débattre entre le Sultan et son vassal.

59. — Cette inimitié de l'Angleterre vis-à-vis de l'Égypte faisait augmenter, de jour en jour, le prestige britannique à Constantinople, au détriment de la Russie. Celle-ci comprit le danger qui menaçait son influence dans la capitale ottomane. Elle décida de contrecarrer la politique britannique. Elle refusa tout d'abord d'entrer dans la coalition des Puissances Européennes contre Mohamed Ali, coalition préconisée par l'Angleterre sur l'initiative de l'Autriche, en vue d'empêcher le Vice-Roi de profiter des dissensions possibles entre les Puissances. Bien mieux, elle essaya de réconcilier Mohamed Ali avec la Porte en proposant le *retour de la Syrie en échange de l'hérédité*. Si l'on ajoute à ces agissements les intrigues russes en Perse et dans les Indes, on comprend facilement que l'Angleterre avait raison de ne pas se croire en sécurité, et on comprend plus facilement encore pourquoi elle voulait une guerre en Orient, afin d'annihiler les stipulations du Traité d'Unkiar-Skelessi, d'éliminer l'influence russe à Constantinople et enfin de se débarrasser de Mohamed Ali.

D'ailleurs, les intrigues anglaises battaient son plein entre temps. Des difficultés de toutes sortes étaient suscitées partout au Vice-Roi. C'est ainsi que le 16 août 1838, l'Angleterre signait avec la Porte un traité de commerce

abolissant les monopoles en vigueur dans l'Empire Ottoman et établissant, en compensation, une augmentation des droits de douane. Ce faisant, les deux signataires espéraient asséner un coup mortel à la vie économique égyptienne. Mais, pratiquement, ce traité n'eut presque aucune valeur réelle, car le Vice-Roi était le seul propriétaire et le seul commerçant dans ses Etats et, à ce titre, il était entièrement libre de cultiver ses terres et de commercer avec qui il voulait. Quant à l'augmentation des droits de douane, là où le peu de monopole existait encore, elle profita en réalité à son budget.

Quelques mois plus tard, au début de 1839, devant l'imminence de la pacification totale de l'Arabie par les forces égyptiennes, l'Angleterre se hâta de s'y ménager un territoire et son choix se porta sur Aden à l'extrémité sud de la presqu'île. Position stratégique d'une grande importance, Aden commande, non seulement la sortie de la Mer Rouge vers l'Océan Indien ⁽¹⁾, mais encore constitue un point de départ pour l'influence anglaise sur les peuplades de l'Arabie soumises par la force et prêtes à se soulever.

Enfin, en avril 1839, l'Angleterre entama avec la Porte des pourparlers pour la conclusion d'une alliance militaire. Elle cherchait ainsi un contrepois au Traité d'Unkiar-Skelessi et se ménageait, en outre, un complice pour abattre Mohamed Ali. La Porte, ayant insisté pour que ledit traité ⁽²⁾ lui permit d'attaquer facilement le Vice-

(1) « Les Anglais disent qu'ils veulent faire d'Aden le Gibraltar de l'Orient », écrira le 5 juin 1839, Cochelet au Ministre. A.F.-A.E. Egypte VIII.

(2) Le projet du traité proposé par Londres, prévoyait les mesures à prendre par l'Angleterre et la Porte au cas où Mohamed Ali — ou un de ses successeurs — essaierait de se soustraire à l'autorité de la Porte en proclamant l'indépendance de l'Egypte, ou entreprendrait quelque agression contre la Porte. Ces mesures étaient les suivantes: l'article 1^{er} laissait à la flotte anglaise le soin d'arrêter les navires de guerre et les bâtiments de commerce de l'Egypte, réservant à la Porte, le droit de s'occuper des bâtiments des Puissances neutres. De son côté, l'article 2 décidait la réunion des deux flottes anglaise et ottomane pour agir ensemble sur les côtes égyptiennes et syriennes.

Roi, les négociations échouèrent.

60. — Toutefois, en dépit de cet échec, l'Angleterre laissa miroiter aux yeux de la Porte l'éventualité d'une aide en cas de guerre et de défaite des forces ottomanes. Forte de ces prévisions, la Porte déclencha les hostilités en avril 1839.

Déjà, depuis plusieurs mois, le Gouvernement Ottoman se préparait à cette reprise des hostilités. Des concentrations de troupes avaient été signalées sur les frontières égyptiennes de la Syrie. Aux questions posées par les Puissances, la Porte avait répondu qu'elle n'avait pas l'intention d'attaquer Ibrahim Pacha. Pour donner le change elle avait même « promis formellement aux ambassadeurs des Puissances Européennes de maintenir la paix » ⁽¹⁾.

Mais promettre est une chose et tenir en est une autre. La Porte le savait bien; aussi, ne ménagea-t-elle pas ses promesses, même après la reprise des hostilités, le 21 avril 1839. C'est ainsi que le 16 mai, l'Amiral Rousin écrivait à Cochelet que la Porte « interpellée catégoriquement par le premier drogman sur ce qu'elle savait du théâtre de la guerre, et de déclarer, par oui ou par non, si elle n'avait pas trompé les Cabinets, avait répondu par l'assertion formelle que l'armée turque, non seulement n'a pas eu l'ordre d'attaquer, mais qu'il lui avait été *défendu d'atteindre la frontière...* » ⁽²⁾

Mais Mohamed Ali n'était pas dupe. Il connaissait trop les hommes de la Porte pour pouvoir se fier à leurs promesses. Rester les bras croisés devant leurs préparatifs eut été illogique. Il se prépara lui aussi, mais uniquement dant un but défensif. Il ne voulait pas être l'agresseur, et il avait raison, car il était sûr de l'attitude des Puissances. D'autre part, les Syriens, achetés par les Ottomans et par

(1) Lettre de Cochelet au Ministre, le 5 mai 1839, A.F.-A.E. Egypte VIII.

(2) Lettre de Cochelet au Ministre le 24 mai 1839, A.F.-A.E. Egypte VIII.

les Anglais, étaient en effervescence ⁽¹⁾. Attaquer, c'était se mettre à dos tous ces éléments. Aussi, fit-il savoir constamment aux Consuls, son désir de ne pas vouloir être l'agresseur, et Cochelet d'insister qu'on devait avoir confiance en sa parole.

Mais cette confiance n'était pas partagée par la Russie. Elle ne voulait pas que sa protégée, la Porte, puisse passer pour l'agresseur, car alors le Traité d'Unkiar-Skelessi ne jouerait pas. Elle accusa Mohamed Ali d'intriguer, de vouloir la guerre et lui demanda de retirer ses troupes loin des frontières, à l'intérieur de la Syrie et de les licencier.

Mohamed Ali, lui, intriguer ! Vouloir la guerre ! Décidément la Russie se moquait du monde. Les faits prouvèrent par la suite que ces insinuations n'étaient pas fondées. En effet, le 27 juin 1839, le capitaine Callier écrivait d'Alep au ministre des Affaires Etrangères : « Je ne vous parlerai pas des difficultés de mon voyage, des pillages, des assassinats commis par les Turkmènes et les Curdes de la plaine d'Antioche et des montagnes du Curd-Sagha, où la révolte a été organisée par un certain Hadji-Omar-Oglou, *venu récemment de Constantinople.* » ⁽²⁾

61. — Le Vice-Roi n'eut cependant aucune peine à justifier sa politique fondée sur la défensive. N'avait-il pas manifesté, le 3 avril, son désir de voir les Consuls présents aux premières hostilités, pour les convaincre du maintien de sa parole donnée de ne pas être l'agresseur ? Bien mieux, allant plus loin, pour prouver son vif désir de ne pas vouloir la guerre, il communiqua, le 16 mai, aux Consuls des Puissances, la note suivante : « Le Vice-Roi

(1) A propos des Syriens, Cochelet écrivait le 4 avril 1839 au Ministre : « Les populations syriennes, qui ont été travaillées par l'insurrection depuis plus d'un an et qui ont encore un noyau de révoltés dans le Hauran, ne se soulèveront-elles pas derrière l'armée, lorsque les hostilités commenceront ? L'émir Béchir, ne cherchera-t-il pas à se rendre indépendant ? » A.F.-A.E. Egypte VIII.

(2) Lettre du capitaine Callier au Ministre le 27 juin 1839. A.F.-A.E. Egypte VIII.

a déclaré à M. Cochelet, Consul général de France en Egypte : qu'il s'engage, dans le cas où les troupes du Sultan qui ont franchi l'Euphrate près de Bir, se retireraient de l'autre côté du fleuve, de faire faire un mouvement rétrograde à son armée et de rappeler son fils Ibrahim Pacha à Damas; que dans le cas où cette démonstration pacifique serait, à son tour, suivie d'un mouvement rétrograde de l'armée de Hafiz Pacha au delà de Malatia, Son Altesse rappellera le généralissime en Egypte. De plus, S. A. le Vice-Roi a ajouté, de son propre mouvement, que si les quatre Grandes Puissances consentaient à lui garantir la paix et s'intéressaient à lui obtenir la succession de sa famille, il retirerait une partie de ses troupes de la Syrie, et serait prêt à s'entendre sur un arrangement définitif propre à garantir la sécurité et adapté aux besoins du pays. » ⁽¹⁾

Cette note nous incite à réfléchir, à affirmer qu'on ne peut être plus conciliant, surtout en de pareilles circonstances, alors que la Porte avait déjà attaqué. Elle nous prouve la bonne foi du Vice-Roi, son ardent désir de ne pas faire couler le sang. Elle nous montre enfin, qu'il est toujours préoccupé par la question de l'hérédité. L'occasion est propice; il veut la saisir pour liquider définitivement cette question épineuse.

De son côté, Cochelet entre dans les vues du Vice-Roi. « Je pense, Monsieur le Duc, écrivait-il le 15 mai 1839, au Ministre des Affaires Etrangères, que le moment est effectivement arrivé d'en finir. Il est impossible de laisser plus longtemps les choses dans l'état où elles sont. Il faudrait persuader au Sultan de faire pour Méhémet Ali ce qu'il a fait pour Miloch ⁽²⁾. Il paraît que cette combi-

(1) Note annexée à la lettre de Cochelet du 15 mai 1839. A.F.-A.E. Egypte VIII.

(2) Depuis 1815, Miloch Obrenovitch avait fait de la Serbie une principauté autonome. En août 1830 la Porte reconnut cette situation tout en conservant sa suzeraineté sur la Serbie. Cinq ans plus tard, Miloch recevait de la Porte le privilège de transmettre à sa descendance le pouvoir qu'il détenait.

naison serait assez facile et qu'elle satisferait entièrement au besoin qu'on a d'assurer le repos de l'Orient, en maintenant l'intégralité des Etats de la Porte ottomane... » ⁽¹⁾ Cochelet proposait de la sorte l'application à l'Egypte d'un statut pareil à celui dont a été doté la Serbie, *soit une autonomie en droit comme en fait avec l'hérédité* ⁽²⁾.

Malheureusement, la réalisation de pareilles propositions était rendue impossible par l'avance des Ottomans en Syrie (à partir du 21 avril 1839) et par les escarmouches continuelles qui les mettaient aux prises avec les soldats d'Ibrahim Pacha. Le Vice-Roi patienta longtemps devant ces provocations. Pacifique jusqu'au bout, il chargea son fils d'écrire au Général ottoman pour lui demander des explications claires et nettes. Ibrahim obéit. Après avoir exposé les faits, il écrivait à son adversaire : « Jusqu'à présent j'ai souffert tout cela sans aucun mouvement hostile de ma part, persuadé que je suis, que les hostilités sont contre la volonté sublime de Notre Auguste Maître et contraires aux principes et volontés des grandes Puissances Européennes. Si Votre Excellence attribue mon inaction à la peur, elle se trompe... Au contraire, si Votre Excellence à l'ordre de commencer la guerre, pourquoi ces menées ? Pourquoi ces intrigues ? Venez, mais venez ouvertement sur le champ de bataille ; Votre Excellence n'aura probablement pas oublié qu'elle a affaire à des hommes sans peur ; par conséquent ces intrigues ne seront pas souffertes longtemps... » ⁽³⁾

L'Ottoman répondit en usant de faux-fuyants. Il ne

(1) Lettre de Cochelet au Ministre le 15 mai 1839. A.F.-A.E. Egypte, VIII.

(2) Toutefois, Cochelet en demandant l'application de ce régime à l'Egypte, le fait à une condition que nous trouvons dans sa lettre du 24 mai 1839 au Ministre : « Mais, en s'intéressant à Méhémet Ali, les grandes Puissances et surtout la France et l'Angleterre, ne devront lui accorder aucune garantie, qu'autant qu'il aura consenti à modifier son système d'agriculture, de commerce et d'administration. » A.F.-A.E.

(3) Lettre d'Ibrahim Pacha à Hafiz Pacha, annexée à la lettre de Cochelet au Ministre le 5 juin 1839. A.F.-A.E. Egypte VIII.

sut qu'invoquer des motifs futiles et facilement réfutables. Mais il se garda bien de venir, préférant continuer une guerre de guérillas.

C'est alors que le Vice-Roi jugea que les Ottomans avaient dépassé les bornes. Patienter encore, c'était leur permettre de semer de plus en plus et partout le désordre. Aussi, le 10 juin 1839, il donna l'ordre à son fils Ibrahim Pacha d'attaquer l'adversaire, de le chasser de la Syrie et de le poursuivre sans, toutefois, dépasser le défilé de Gulek-Boghaz.

CHAPITRE V

Second conflit avec la Porte. Les Puissances et le Traité de Londres du 15 juillet 1840 (1839-1840).

SECTION I

COALITION DES PUISSANCES ET DE LA PORTE CONTRE MOHAMED ALI.

62. — Intervention du Maréchal Soult pour arrêter les hostilités; c'est ce que voulait l'Angleterre, mais apparemment, car Ponsonby poussait la Porte à la guerre.
63. — Les victoires égyptiennes déterminent la Porte à entamer des négociations avec Mohamed Ali; elles allaient aboutir lorsque les Puissances s'immiscèrent dans la Question (juillet 1839).
64. — Attitude des Puissances. La France et l'Angleterre s'entendent pour demander à la Porte d'accorder à Mohamed Ali le Gouvernement Héréditaire de l'Egypte avec une compensation pour l'Empire Ottoman.
65. — Divergence de vues entre la France et l'Angleterre sur cette compensation.
66. — Divergence de vues entre la France et l'Angleterre sur les mesures coercitives à employer contre les belligérants et au besoin contre la Russie.
67. — Duplicité de l'Angleterre. Dans ses pourparlers avec Soult, elle ménageait la Russie — à l'insu de ce dernier — en vue de l'éventualité d'une aide russe.
68. — Accord des Puissances sur le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire Ottoman. Leur note à ce sujet à la Porte (27 juillet 1839).

62. — L'offensive ottomane mit fin au *statu quo* et inaugura la seconde phase de la Crise d'Égypte.

Dès que cette nouvelle parvint en France, le Maréchal Soult, malgré sa ferme conviction que les provocations étaient parties de Constantinople, envoya au Vice-Roi un officier français pour lui demander de *suspendre les hostilités* et d'attendre, sur la défensive, à l'intérieur de ses frontières, fixées par l'accord de Kutayeh. Dans le même but un autre officier fut dépêché à Constantinople. Le Maréchal était guidé par la nécessité européenne, à savoir, le respect de l'intégrité de l'Empire Ottoman, et, en arrêtant les hostilités, il voulait faire jouer l'intervention des Puissances pour statuer sur cette question.

Le Capitaine Callier, envoyé auprès du Vice-Roi, réussit dans sa mission. Après tant de démarches, Mohamed Ali, qui avait déclaré qu'une fois les hostilités commencées il ne commettrait jamais la faute de 1833 en arrêtant la marche de ses troupes victorieuses, obtempéra pourtant à la demande de la France et des ordres, dans le sens donné par celle-ci, furent envoyés à Ibrahim Pacha.

Contrairement à cette attitude, la Porte, encouragée par Ponsonby, refusa toute intervention. En effet, le diplomate anglais, tout en suivant les conseils du Foreign Office pour empêcher la guerre, n'oubliait pas d'y ajouter les siens, qui étaient en contradiction avec ceux de Palmerston. Ce dernier le savait très bien. Au Baron de Bourqueney, qui lui demandait des éclaircissements sur cette conduite de Ponsonby, il répondit, après avoir montré les ordres donnés à l'Ambassadeur : « ...Je suis fondé à croire que, dans les rapports officiels à Constantinople, l'ambassadeur a fait passer ses opinions personnelles après ses instructions... » ⁽¹⁾

Pareille conduite aurait dû motiver le rappel de Ponsonby. Mais si Palmerston ne le désavoua pas, c'est sûre-

(1) Lettre de Bourqueney au Maréchal Soult, le 9 juillet 1839, citée par GUIZOT, op. cit. p. 505.

ment pour l'approuver tacitement. Ponsonby, très au courant des dessous de la politique anglaise, ne faisait que concourir à l'exécution des visées britanniques. Et l'on est en droit de douter de la sincérité de Palmerston, lorsqu'on apprend la réponse faite par son Ambassadeur à l'Amiral Roussin, qui lui demandait de l'appuyer pour obliger la Porte à suspendre les hostilités: « Non, monsieur l'Amiral, je n'ai reçu aucun ordre de mon gouvernement et *quand j'en aurais reçu, je ne m'y conformerais pas* » ⁽¹⁾.

Le Maréchal Soult n'avait pas aperçu tous les aspects de la question. Certes, il avait raison quand il chargeait Cochelet, le 28 mai 1839, de faire savoir au Vice-Roi que la France, l'Europe entière, était opposée soit au démembrement de l'Empire Ottoman, soit au renversement du Sultan. Mais là où il se trompait, c'était quand il ajoutait, dans la même lettre, que l'Europe ne voulait pas de guerre en Asie Mineure, car précisément, l'Angleterre la voulait, cette guerre, malgré tous ses propos pacifiques.

63. — Le 24 juin 1839, la bataille décisive entre Egyptiens et Ottomans eut lieu à Nezib. Ibrahim Pacha remporta ce jour-là une de ses plus retentissantes victoires. L'armée ottomane, quoique réorganisée à l'européenne et plus nombreuse, fut taillée en pièces et mise en déroute en moins de deux heures. Ibrahim voulut en poursuivre les débris en pénétrant plus à l'intérieur, en Asie Mineure, mais il dut arrêter sa marche victorieuse sur les ordres de son père, que la France obligeait d'agir ainsi.

Une semaine après Nezib, le Sultan mourait et son fils lui succédait. Jeune, de caractère pacifique et cherchant surtout à parer le coup de grâce que l'Egypte était sur le point d'asséner à son pauvre Empire agonisant, il voulut s'entendre avec son trop puissant vassal. Le Grand Vizir Khosrew Pacha fut autorisé, à cet effet, à correspondre avec le Vice-Roi. Il lui écrivit une lettre dans

(1) Cf. SABRY, op. cit. p. 444.

laquelle, après avoir protesté de son amitié, il lui faisait parvenir les soi-disant paroles du jeune Sultan : « Le Pacha d'Egypte, Méhémet Ali, s'étant permis certains procédés offensants envers feu mon glorieux père, il s'est passé jusqu'à présent beaucoup de choses, et dernièrement encore on a entrepris des préparatifs. Mais je ne veux pas que la tranquillité de mes sujets soit troublée que le sang musulman soit versé. J'oublie donc le passé, et pourvu que Méhémet Ali remplisse exactement les devoirs de la sujétion et du vasselage, je lui accorde mon pardon souverain ; je lui destine une décoration magnifique et semblable à celle de mes autres illustres vizirs, et *j'accorde la succession héréditaire de ses fils au gouvernement de l'Egypte.* » ⁽¹⁾

Le contenu de cette lettre, reçue par le Vice-Roi le 10 juillet 1839, ne l'étonna point. Il y vit la trace de Khosrew. Celui-ci avait beau protester de son amitié, il demeurait toujours le pauvre Gouverneur d'Egypte chassé en 1803 par Mohamed Ali. Et à ce titre, il nourrissait pour le Vice-Roi une haine mortelle. Cette haine, ne l'avait-il pas manifestée dans la Campagne de Grèce, en suscitant, par sa jalousie et son incapacité flagrante, toutes sortes de difficultés d'ordre militaire à Ibrahim Pacha ? Les termes de cette lettre hypocrite dévoilaient toute sa pensée, mais Mohamed Ali n'était pas homme à se laisser abuser par une pareille créature. Il y sut lire entre les lignes. Les faits étaient falsifiés. Ce n'était pas lui, qui avait offensé le Sultan défunt, mais bien le contraire. *Quant à l'hérédité* en ce qui concernait l'Egypte seulement, il fit remarquer que le Sultan défunt avait fait plus en 1837, au moment de la mission de Sarim Effendi. Maintenant qu'il était victorieux, on lui accordait moins qu'alors : c'était à la fois illogique et injuste.

Certes, la Porte s'était déclarée prête à négocier sur d'autres points, à savoir principalement : premièrement, la cession du Gouvernement de la Syrie à Ibrahim jusqu'à la mort de son père ; deuxièmement, Ibrahim succédera à son

(1) Cf. FREYCINET, op. cit. p. 38.

père dans le Gouvernement de l'Égypte et la Syrie retournera alors à la Porte. Mais Mohamed Ali repoussa ces offres. *Il voulait*, comme il l'avait déclaré le 6 juillet 1839 à M. Lurde, premier secrétaire de l'Ambassade de France à Constantinople, *l'hérédité pour l'Égypte, l'Arabie et la Syrie*. Il refusa, en outre, d'entamer toutes négociations avec Khosrew, les jugeant vouées d'avance à l'échec et, partant, superflues.

Quelques jours plus tard, la flotte ottomane commandée par un des amiraux ennemis de Khosrew, rallia Alexandrie. Mohamed Ali la reçut à bras ouverts. Aussitôt les consuls étrangers, après en avoir délibéré, lui demandèrent de renvoyer cette flotte à Constantinople et de faire sa soumission à la Porte. A ces demandes, il opposa un refus formel et leur déclara qu'il n'avait aucunement l'intention de s'approprier les navires, ni même de s'en servir contre la Porte. Il s'engagea même, officiellement, à les restituer si le Sultan donnait suite aux deux revendications suivantes : « 1° *L'hérédité de tous les territoires qu'il gouvernait*; 2° le renvoi de Khosrew. En cas de refus, il leur déclara : « Je ne ferai point la guerre, mais je me maintiendrai dans ma position actuelle et j'attendrai » ⁽¹⁾. Enfin, il avertit les consuls de son intention d'écrire une lettre à Khosrew pour lui exposer les revendications égyptiennes et l'inviter à se mettre hors du débat.

A Constantinople, la Porte étudia ces revendications. Elle allait céder devant cette attitude intransigeante, lorsque, soudainement, les Puissances Européennes s'immiscèrent dans la question. Que voulaient-elles donc ?

64. — La Russie était favorable à ces négociations. Elle considérait toute intervention dans les affaires intérieures de l'Empire Ottoman comme une atteinte au respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats. Mais, ce qu'elle n'avait pas dit, c'était que la paix rétablie,

(1) Procès-verbal de la Conférence du Vice-Roi avec les Consuls étrangers, le 15 juillet 1839, A.F.-A.E. Egypte VIII.

la dispensait d'exécuter les stipulations du Traité d'Unkiar-Skelessi, dont l'application aurait eu certainement des répercussions néfastes. En outre, affaiblie à coup sûr par une paix désavantageuse, la Porte resterait facilement sous la domination russe.

La France redoutait cette domination. Elle vivait dans le cauchemar du Traité précité et voulait mettre fin à cette situation. La nouvelle de l'écrasement de l'armée ottomane, allait lui en offrir le moyen. En apprenant cette nouvelle, le Maréchal Soult, prit sur lui, le 17 juillet 1839, l'initiative d'amener les Puissances à garantir, par un échange de déclarations diplomatiques, le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire Ottoman. Mais le Maréchal, en portant la Crise Egyptienne sur le plan international, poursuivait, en outre, la réalisation d'un autre but qu'il ne cachait point en écrivant, le 26 juillet, à Bourqueney : « Pour l'Angleterre comme pour la France, pour l'Autriche aussi, bien qu'elle ne le proclame pas ouvertement, le principal, le véritable objet de ce concert, c'est de contenir la Russie et de l'habituer à traiter en commun les affaires orientales. » ⁽¹⁾ Ce qui revient à dire qu'il voulait détruire la place privilégiée que la Russie s'était acquise à Constantinople grâce audit Traité. Quant à la Question Egyptienne, elle venait pour lui au deuxième plan.

Au premier abord, cette politique française nous amène à croire que la France a tourné le dos à Mohamed Ali, qu'elle l'a abandonné à son propre sort, car elle était bien au courant de l'attitude hostile de Palmerston à l'égard du Vice-Roi. En effet, le Ministre Britannique ne cachait à personne ses intentions vis-à-vis de l'Egypte. Avouons-le, pour lui rendre justice, il a été franc sur ce point, d'une franchise extrême, allant jusqu'à braver, non seulement la France, mais aussi l'opinion britannique elle-même. Dans une conversation avec Bourqueney, fin mai

(1) Lettre du Maréchal Soult à Bourqueney, le 26 juillet 1839, cf. Giuzot op. cit p. 519.

1839, il disait : « Il y a chez nous, comme en France, une certaine opinion favorable au développement de la puissance égyptienne. Cette opinion, le cabinet ne la partage pas... » ⁽¹⁾. Puis, dans la suite, dans ses entretiens avec le représentant de la France, il lui fit maintes fois connaître l'intention de l'Angleterre de ne solliciter pour Mohamed Ali que l'hérédité de l'Égypte. C'est ainsi que vers la mi-juin de la même année, il parla de négociations éventuelles à Constantinople pour régler la Question d'Égypte. Selon lui, elles devaient avoir pour base le principe de *l'hérédité de l'Égypte accordée au Vice-Roi et, en compensation de cette concession de la Porte, la Syrie devait retomber sous le joug ottoman.*

Le Maréchal Soult, en acceptant ce principe de la compensation, fit savoir, néanmoins, que l'instant propice, pour la délimitation de celle-ci n'était pas encore arrivé. Absorbé par les discussions sur les mesures coercitives à employer pour arrêter les hostilités entre les deux belligérants, Palmerston approuva, le 20 juin, cette suggestion, renvoyant à plus tard le soin de faire triompher sa politique, à laquelle il tenait énergiquement.

65. — Ce geste n'échappa pas à Soult. Allait-il se soumettre docilement aux exigences de la politique anglaise, sacrifiant ainsi Mohamed Ali? Heureusement non. Il se ressaisit. Bien que s'apercevant de l'accroissement de la puissance égyptienne, il n'osait pas prendre ouvertement parti contre Mohamed Ali, de peur d'agiter l'opinion publique française attachée à l'Égypte par tant de liens, et enthousiasmée par les victoires égyptiennes remportées par une armée instruite par des officiers français. En outre, le Maréchal n'avait pas encore oublié les paroles de Cochelet, écrites d'Alexandrie le 16 juin 1839, après la réussite de la mission du Capitaine Callier : « Au moment où

(1) Lettre de Bourqueney au Maréchal Soult, le 25 mai 1839. Idem p. 480.

Méhémet-Ali vient de donner une nouvelle preuve de déférence pour nos conseils, dans des circonstances graves où il pourrait facilement anéantir l'armée turque, nous venons, Monsieur le Maréchal, de prendre en quelque sorte, vis-à-vis de lui, *l'engagement moral* de lui prêter notre plus sincère appui lorsque les négociations qui doivent rétablir la paix de l'Orient, sur des bases équitables et solides s'ouvriront... » ⁽¹⁾.

Pour ces raisons, le Maréchal espérait pouvoir amener l'Angleterre à être moins sévère avec le Vice-Roi. « Il y aurait certainement de l'affectation, écrivait-il à Bourqueney le 26 juillet 1839, à paraître croire qu'après les succès que vient de lui procurer la folle agression de la Porte, il n'a rien à attendre de plus que ce qu'il était en droit de demander auparavant. Ce serait méconnaître l'empire des faits, les nécessités de la situation » ⁽²⁾.

A ces déclarations, la réponse de Palmerston ne se fit pas attendre. Elle vint, affirmant de nouveau, d'une manière nette et catégorique, la politique déjà tracée. Le 31 juillet, le Ministre Anglais déclarait à Bourqueney : « Plus je réfléchis à cette Question d'Orient (et je vous affirme qu'il n'y a pas dans mon esprit une seule préoccupation anglaise exclusive), plus j'arrive à cette conclusion que la France et l'Angleterre ne peuvent que vouloir identiquement la même chose, la sécurité, la force de l'empire ottoman; ou si ces mots sont trop ambitieux, son retour à un état qui laisse le moins de chances possible à une intervention étrangère. Eh bien, cet objet, nous ne l'obtiendrons qu'*en séparant le sultan et son vassal par le désert*; que Méhémet-Ali reste maître de son Egypte, qu'il y obtienne l'hérédité qui a fait le but constant de ses efforts, mais qu'il n'y ait plus de collision possible, et

(1) Lettre de Cochelet au Ministre des Affaires Etrangères, le 16 juin 1839, A.F.-A.E. Egypte VIII.

(2) Lettre du Maréchal Soult à Bourqueney le 26 juillet 1839, cf. GUIZOT, op. cit. p. 520.

par conséquent pas de voisinage entre ces deux puissances rivales... » ⁽¹⁾.

Le Maréchal Soult ne se désarme pas. Ripostant du tac au tac, il répond à Palmerston, le 6 août, par l'intermédiaire de Bourqueney : « J'ajouterai, Monsieur, qu'à Londres on semble trop se préoccuper de Méhémet-Ali, c'est-à-dire de son agrandissement, parce qu'on veut toujours considérer le côté de la question sous l'aspect qu'il aurait s'il s'agissait d'un Etat européen. Sans doute, entre les mains d'un homme tel que le Pacha d'Egypte, la possession de territoires trop considérables peut avoir des dangers qui expliquent et justifient les efforts des Puissances pour mettre un terme à ses empiétements. La France est la première à le reconnaître, et elle n'a cessé de travailler à contenir les projets, à modérer les prétentions de ce Pacha. Mais il ne faut pas s'exagérer le mal. L'Empire ottoman, même divisé administrativement par des stipulations auxquelles la clause de l'hérédité, quelque expresse qu'elle fût, pourrait bien d'ailleurs ne pas donner un caractère de permanence définitive, l'Empire ottoman, uni, malgré ce partage plus ou moins durable, par le lien puissant des mœurs et de la religion, n'en continuera pas moins à former, en face des Puissances européennes, ce grand corps dont l'existence a toujours été indispensable au maintien de l'équilibre européen. Les forces qu'il possède dans l'une et dans l'autre de ses divisions actuelles concourent également à ce but, et je ne crains pas de dire *qu'en ruinant le Pacha d'Egypte, on travaillera à la destruction de l'Empire ottoman.* » ⁽²⁾

Ces paroles étaient loin de convaincre Palmerston. Bien au courant des intentions de Mohamed Ali, il pensait, au contraire, que le seul moyen de sauver la Porte et d'arrêter les conditions d'une paix durable, était d'enlever

(1) Lettre de Bourqueney à Soult, le 31 juillet 1839. Idem pp. 524-525.

(2) Lettre de Soult à Bourqueney, le 6 août 1839. Idem pp. 534-535.

la Syrie à Mohamed Ali pour la restituer au Sultan. En somme, il souhaitait la ruine du Vice-Roi, et nous en trouvons l'affirmation dans ses déclarations à Bourqueney le 8 août 1839: « Je suppose l'Égypte et la Syrie héréditairement investies dans la famille de Méhémet-Ali, et je me demande comment l'Europe peut se flatter que le moindre incident ne viendra pas briser le dernier et faible lien qui unira ces provinces à l'Empire ottoman. L'indépendance viendra comme est venue l'hérédité; et savez-vous alors ce qu'on dira en Europe quand la Russie reprendra son œuvre de convoitise sur les provinces européennes? C'est que l'Empire ottoman, démembré par la séparation d'une partie de ses provinces d'Asie, ne vaut plus la peine qu'on risque la guerre pour la maintenir. » ⁽¹⁾

Par cette déclaration, le Ministre Anglais ne craignait pas de dévoiler son hostilité au Vice-Roi, bien que pour la dissimuler il ait pris la précaution de parler des convoitises russes tant redoutées par la France. Homme d'Etat habile, il cherchait ainsi à l'influencer: en insistant sur le danger russe, il espérait pouvoir lui faire abandonner sa politique favorable au Vice-Roi. Mais le Maréchal Soult, tout préoccupé qu'il était par le danger russe, ne négligeait pas l'Égypte comme nous venons de le voir. Il n'en reste pas moins que nous pouvons cependant relever à sa charge une *grosse faute*. Connaissant les intentions de l'Angleterre, il aurait dû s'entendre avec elle sur l'étendue des concessions à solliciter de la Porte, et cela dès le début de la crise, avant même de porter celle-ci sur le plan international.

66. — Ainsi amorcée, la politique britannique aurait pu être, probablement, moins intransigeante, plus souple à l'égard de l'Égypte dont elle cherchait l'affaiblissement. Lord Palmerston avait mis, en effet, au premier plan de son programme, la liquidation de la Question d'Égypte

(1) Lettre de Bourqueney à Soult, le 9 août 1839. Idem p. 537.

dans un sens défavorable à Mohamed Ali. Certes, il ne voulait pas de l'influence russe à Constantinople, mais il jugeait le danger égyptien comme plus pressant et partant devant être liquidé avant le danger russe.

C'est ainsi que dès qu'il eût appris la reprise des hostilités, il s'empessa de communiquer à Bourqueney, le 25 mai 1839, un plan d'action pour pacifier l'Orient. Les deux flottes, anglaise et française, devaient appareiller pour la Syrie, afin d'obliger les belligérants à suspendre les hostilités en attendant que l'Europe fasse un effort commun pour conserver l'Empire Ottoman. Toutefois, il fallait envisager le cas de l'apparition des Russes à Constantinople en application du Traité d'Unkiar-Skélessi. Palmerston disait alors : « Nous devons proposer au Cabinet autrichien de s'unir à nous pour déclarer que l'Europe occidentale exige, au nom de l'équilibre européen, que les troupes auxiliaires russes rentrent immédiatement sur leur territoire après avoir accompli l'objet de leur mission, et sans qu'il puisse en résulter pour le gouvernement russe, ni conquêtes, ni stipulation d'avantages commerciaux ou politiques. » ⁽¹⁾

Ce plan d'action, militaire à l'égard de la Porte et de l'Egypte, diplomatique à l'égard de la Russie, ne fut pas approuvé par le Maréchal Soult, désireux d'user de la même violence à l'égard de la Russie. Il considéra la déclaration européenne proposée comme une garantie vraiment illusoire et écrivit à Bourqueney : « Je crains qu'on n'ait pris à Londres bien facilement son parti d'une nouvelle expédition russe. » ⁽²⁾

Devant l'impossibilité d'agir seul contre Mohamed Ali, Palmerston proposa de nouveau, le 14 juin, un autre plan. Les deux flottes devaient, cette fois, obliger Mohamed Ali à donner l'ordre de retirer ses troupes de la Syrie,

(1) Lettre de Bourqueney au Maréchal Soult, le 25 mai 1839, idem p. 483.

(2) Expression répétée par Bourqueney dans sa lettre au Maréchal Soult, le 17 juin 1839, idem p. 492.

et de s'assurer, dans la suite, d'une manière positive, de l'exécution de cet ordre. Une fois cette première partie du programme terminée, elles devaient, si les Russes s'étaient installés aux Détroits, s'y diriger, en demander l'entrée et en cas de refus, avoir recours à la force.

Ce plan était un pas de plus en avant, toutefois insuffisant. En effet, l'action militaire envisagée contre les Russes ne venait qu'après le retrait des troupes égyptiennes. Or, ce retrait demandait des semaines, peut-être des mois, et pendant ce temps, les Russes installés aux Détroits, s'y seraient fortifiés. Encore plus que le précédent, ce plan met en relief la hantise britannique d'abattre Mohamed Ali avant toutes choses.

Bien entendu le Maréchal Soult refusa d'adhérer à ce projet qui était loin de sa ligne de conduite politique. Après avoir constaté que Palmerston n'avait pas suffisamment pourvu aux nécessités de la situation, il fit de nouvelles propositions, insistant plus particulièrement sur le danger russe. Il proposa de faire savoir à la Porte que dans le cas où les Russes seraient appelés à Constantinople, les deux flottes, Française et Anglaise devaient l'être aussi. Deux notes furent donc envoyées à la Porte, la première par la France, (7 juillet 1839); la seconde par l'Angleterre, (13 juillet 1839).

Il semble donc que ce duel de projets se soit terminé à l'avantage de la France. Cependant, à considérer les choses de près, une remarque intéressante s'impose. En effet, le texte des deux notes n'était pas le même: une différence sensible était à relever. A l'encontre de la note française, qui était impérieuse et exigeait l'appel de la flotte française, la note anglaise était moins sévère. L'Angleterre, au lieu de donner un ordre, désirait recevoir une invitation. Par quoi peut-on expliquer cette dissemblance?

67. — Dès le début de la Crise, Palmerston avait constaté l'incompatibilité de sa politique avec celle de la France. Les traits essentiels de ces deux politiques sont

faciles à déduire de tout ce qui précède. Les vues des deux hommes d'Etat s'accordaient sur le principe fondamental, à savoir : sauver la Porte et du danger égyptien et de l'influence russe. Mais, tandis que la France était surtout préoccupée par cette dernière, l'Angleterre l'était, plus encore, par la puissance du Vice-Roi. Aussi, toutes les manifestations de sa politique tendaient-elles à nuire à cette puissance, d'autant plus menaçante que Palmerston était sûr de l'arrière-pensée française visant à faire de l'Égypte un Etat puissant, sous influence française, et de nature à contrebalancer l'hégémonie que l'Angleterre voulait établir en Orient. Cependant, Palmerston était loin de désespérer. Il ne voulait pas abandonner la partie sachant qu'avec la France il pouvait agir efficacement. De son côté, Soult le savait aussi. Malgré les divergences de leur politique, les deux hommes d'Etat s'assuraient réciproquement de l'identité de cette politique. Assurances vraiment curieuses ! se moquaient-ils l'un de l'autre ? ou voulaient-ils se duper mutuellement ?

Continuant ses négociations avec la France, dont il se méfiait pourtant, Palmerston, pour être sûr du lendemain, n'avait aucunement l'envie d'envisager l'application à la Russie de mesures sérieuses, coercitives. Il essayait d'être en bons termes avec la France et la Russie. Il les courtisait, quitte au moment favorable, à les tromper toutes les deux au profit de son pays.

Le Maréchal Soult avait-il vu clair dans cette situation embrouillée ? Nous ne le pensons pas. Totalement intéressé à éliminer le danger russe, moins préoccupé de la Question d'Égypte, il n'avait pas su discerner le jeu de l'Angleterre. Loin de vouloir user des mêmes méthodes coercitives à l'égard des deux adversaires, Palmerston s'acharnait surtout contre le Vice-Roi, se montrant moins sévère à l'égard de la Russie qu'il ménageait en vue d'un concours éventuel, en cas de mésentente définitive avec la France. En outre, par ses agissements, en intervenant pour arrêter la marche victorieuse d'Ibrahim sur la capitale

ottomane, en portant la crise égyptienne sur le plan international offrant ainsi à l'Angleterre la possibilité de se ménager d'autres alliés, et en entravant ainsi toute possibilité d'entente entre le Vice-Roi et la Porte, le Maréchal Soult a grandement servi la cause de Lord Palmerston.

Le Cabinet Britannique avait donc le droit d'être satisfait de la politique française, et Palmerston ne pouvait cacher cette satisfaction en disant du Maréchal: « Soult est un bijou » ⁽¹⁾.

68. — Entre temps, pendant que ces négociations se déroulaient, le Maréchal Soult, comme nous l'avons dit plus haut, avait pris sur lui, le 17 juillet 1839, l'initiative d'amener les Puissances à garantir, par un échange de déclarations diplomatiques, le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire Ottoman. A la circulaire qu'il leur expédia à ce propos, toutes les Puissances et l'Angleterre en tête ⁽²⁾, bien entendu, répondirent favorablement.

Le Prince de Metternich, qui le premier avait eu cette idée mise en exécution par Soult, s'intéressa plus particulièrement à cette garantie. Le 24 juillet 1839, il fait savoir la réponse de l'Autriche : « 1° ...décidée à ne point s'écarter de la résolution qu'elle avait prise de vouer tous ses soins et ses efforts à la conservation intacte de l'Empire Ottoman, sous la dynastie actuelle, et à vouer à ce but tous les moyens d'influence et d'action dont elle pourra disposer ; 2° qu'il résulterait de cette détermination, que Sa Majesté Impériale se déclarerait contre toute combi-

(1) Lettre de Palmerston à Lord Granville, Ambassadeur d'Angleterre à Paris, le 19 juillet 1839. Cf. BULWER, *Life of Palmerston*. T. II.

(2) Dans sa note au baron de Bourqueney, Chargé d'Affaires de France à Londres, Palmerston disait, le 23 juillet 1839: « J'ai à vous exprimer en retour la grande satisfaction avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a reçu cette communication, et je ne perds pas de temps pour vous autoriser à donner à votre Gouvernement l'assurance que le Cabinet Anglais désire, comme le Cabinet Français, soutenir l'intégrité et l'indépendance de l'Empire Ottoman, sous sa dynastie actuelle ». A.F.-A.E. Egypte VIII.

naison qui porterait atteinte à l'indépendance de l'autorité souveraine du Sultan et à l'intégrité de son Empire. » ⁽¹⁾

Enfin, la Prusse, satellite de l'Autriche dans les affaires d'Orient où elle n'avait d'ailleurs que peu d'intérêts, fit une réponse analogue à celle de Metternich.

Restait la Russie. Nous avons vu plus haut les raisons pour lesquelles elle était favorable à une entente directe entre les deux partis en cause. Cependant, « la Cour de Russie, aussi circonspecte dans sa conduite que superbe dans son attitude, tenait encore plus à ne pas rester isolée en Europe qu'à maintenir à Constantinople sa position isolée... L'Empereur Nicolas se déclara prêt à agir de concert avec l'Angleterre, l'Autriche, la France et la Prusse, si elles croyaient devoir persister à prendre elles-mêmes en main cette négociation... » ⁽²⁾ Dans sa réponse à la circulaire de Soult, elle déclarait que sa politique traditionnelle à l'égard de la Porte tendait, depuis 1833, à la consolidation de la Paix en Orient et à l'affermissement de l'Empire Ottoman. Cette politique, ajoutait-elle, se fondait non point sur de simples assurances, mais plus encore sur des faits irrévocables.

Cet accord unanime des Puissances sur l'intégrité et l'indépendance de la Porte, le Maréchal Soult le soulignait dans une lettre adressée à Cochelet, le 17 juillet 1839, le même jour que la circulaire précitée. Il le faisait avec insistance pour mettre le Vice-Roi en garde contre l'espoir d'un dissentiment possible entre elles. Des divergences pouvaient bien naître quant à la forme des garanties et des négociations, mais pas sur le principe. Abordant ensuite la question des concessions, il faisait savoir à Mohamed Ali que les *Puissances étaient d'accord pour l'hérédité de l'Égypte, mais qu'à ce sujet, il fallait dédommager la Porte par des rétrocessions de territoires*. Le Maréchal

(1) Note de Metternich au Comte de Saint-Aulaire, le 24 juillet 1839, A.F.-A.E. Égypte VIII.

(2) GUIZOT, op. cit. p. 347.

attendait la réponse du Vice-Roi, que Cochelet s'empressa de lui faire parvenir d'Alexandrie le 4 août 1839. Mohamed Ali était fermement décidé à ne pas abandonner un seul village des pays qu'il gouvernait.

Comme on le voit, cette attitude était diamétralement opposée à celle de Palmerston. Le Maréchal pourtant ne désespéra pas. Il allait déployer toute sa bonne volonté pour essayer de rapprocher ces deux pôles. Pour l'instant, il est satisfait, du moment que le principe de l'intégrité et de l'indépendance de la Porte a été accepté par toutes les Puissances.

A Constantinople, les représentants des Puissances vont exploiter cet accord. Le temps presse. La Porte va céder à Mohamed Ali. Devant cette menace, Metternich, redoutant de voir le rebelle dicter ses conditions, demande à l'Internonce d'agir simultanément avec ses collègues auprès du Gouvernement Ottoman. Ces diplomates, après s'être concertés, remirent à la Porte, le 27 juillet 1839, la note suivante : « Les soussignés ont reçu ce matin, de leurs gouvernements respectifs, des instructions en vertu desquelles ils ont l'honneur d'informer la Sublime Porte que l'accord sur la Question d'Orient est assuré entre les cinq grandes Puissances, et de l'engager à suspendre toute détermination définitive sans leur concours en attendant l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent. » ⁽¹⁾

SECTION II

DISSENSIONS FRANCO-BRITANNIQUES ET SIGNATURE DU TRAITÉ DE LONDRES DU 15 JUILLET 1840.

69. — Conséquence de la note du 27 juillet 1839 exploitée par Khosrew. Inimitié de Mohamed Ali à l'égard de ce dernier et sa destitution.

(1) Note annexée à la lettre de Cochelet au Maréchal Soult, le 27 juillet 1839, A.F.-A.E. Egypte VIII.

- 70. — L'Angleterre propose d'employer la force contre Mohamed Ali. Mais la France s'y oppose pour ne pas étendre le champ des hostilités.
- 71. — La Russie se rapproche de l'Angleterre. La première mission diplomatique du Baron de Brünnow à Londres (septembre 1839) et son échec.
- 72. — Continuation des pourparlers diplomatiques entre la France et l'Angleterre sur l'étendue du territoire à accorder héréditairement à Mohamed Ali. Leur échec ramène de Brünnow à Londres (décembre 1839).
- 73. — L'Autriche et la Russie se prononcent pour des négociations directes entre la Porte et le Vice-Roi. L'Angleterre s'y oppose et sa conduite détermine ce dernier à se préparer militairement au grand désespoir de la France, pacifiste.
- 74. — Thiers au pouvoir (mars 1840). Guizot à Londres essaie de s'entendre avec Palmerston.
- 75. — Metternich tente, vainement, de réaliser une entente entre la France et l'Angleterre.
- 76. — La Poorte veut en nir. Ses notes aux Puissances (7 avril et 31 mai 1840) et son projet de réconciliation avec Mohamed Ali arrêté d'accord avec l'Autriche.
- 77. — Causes qui pressèrent l'Angleterre à conclure le Traité de Londres du 15 juillet 1840.

69. — Cette note du 27 juillet 1839 sauva la Porte. Elle lui venait du ciel et elle s'empressa de l'accepter. Khosrew en annonça la nouvelle au Vice-Roi et justifia sa conduite en ces termes : « Bien qu'on n'ait pu admettre le principe d'une intervention étrangère dans une affaire à régler entre un Souverain et un Vassal, du moment que les cinq Puissances se sont mises d'accord et ont entamé des négociations, comme un refus paraîtrait grave autant qu'opposé au système de l'Europe, et qu'il pourrait même, si l'on réfléchit aux leçons de l'expérience, devenir une cause d'inquiétude pour toute la nation musulmane; considérant d'un autre côté que, du jour que Votre Altesse est rentrée en grâce, quels que soient les arrangements qui seront pris avec Elle, soit directement, soit indirectement, la sécurité, objet de tous les vœux, n'a pu que s'accroître à pro-

portion des gages qu'elle a donnés de son union; les Ministres de la Sublime Porte, aussi résolus que désireux de n'avoir jamais, s'il plaît à Dieu, besoin d'aucun recours, n'ont pas cru pouvoir, dans ces conjonctures délicates, refuser cette offre inespérée... » ⁽¹⁾

Cette lettre n'ébranla point la résolution du Vice-Roi. Aussitôt après sa réception, il déclara aux consuls qu'il persistait dans ses demandes : *l'hérédité des pays qu'il gouvernait* et le renvoi de Khosrew qu'il considérait comme une calamité ⁽²⁾.

Mais Khosrew était têtue comme tous les hommes de sa race. Il se cramponna au Pouvoir et justifia son attitude par une raison curieuse. Pour la connaître, cédon la plume à Cochelet: « Quant à la proposition qui lui a été faite de prendre sa retraite, il avait lui-même spontanément adopté ce parti et il vivait depuis quelques années dans l'éloignement des affaires, lorsque la charge de Grand-Vizir lui a été confiée sans qu'il l'ait sollicitée. Dieu étant le véritable dispensateur de tout, la crainte de lui désobéir en refusant l'a emporté sur ses goûts, et, confiant dans l'assistance divine, il a accepté dans un pur esprit de piété... » ⁽³⁾

Le Vice-Roi, qui ne connaissait que trop Khosrew, ne se laissa pas troubler par cette invocation de la volonté divine. Au contraire, il redoubla d'activité et demanda à tout le monde de s'unir contre le Grand-Vizir. A ce sujet,

(1) Lettre annexée à la lettre adressée de Paris à Cochelet, le 30 juillet 1839. A.F.-A.E. Egypte VIII.

(2) Le 16 juillet 1839, de Lurde avait écrit à Soult: « Méhémet Ali se croit au moment de recueillir le fruit de la lutte qu'il a soutenue, contre la Porte pendant toute sa vie. Pour lui, l'empire turc touche à sa ruine. Il ne repose que sur la vie d'un enfant malade, renfermé dans sa capitale, livré à des conseillers perfides, qui ont déjà vendu son royaume, aux ambitions étrangères. L'empire est épuisé... Khosrew est vendu à la Russie... » A.F.-A.E. Egypte VIII.

(3) Résumé de la lettre de Khosrew annexé à la lettre de Cochelet à Soult, le 5 septembre 1839. A.F.-A.E. Egypte IX.

il envoya des messages aux Chefs religieux, aux Pachas de la Porte... ⁽¹⁾. Et il attendit.

Il persista lui aussi dans son entêtement. Maintes fois, la France lui demanda de renoncer à cette demande humiliante pour le Sultan. Cochelet, sur des ordres reçus de Paris, insista sur cette question à tel point que le Vice-Roi s'irrita. La France menaça alors de prendre part aux mesures que les Puissances envisageaient à l'égard de l'Egypte. Rien n'y fit. Il répondit que la France avait ses intérêts, et lui, les siens.

Khosrew, de son côté, devait, à Constantinople, lutter contre ses ennemis et Dieu sait s'il en avait. Chacun de ses collègues voulait le supplanter dans sa fonction. La Sultane-Mère cherchait par tous les moyens à le faire destituer. L'opinion publique, enfin, le rendait responsable de l'état dans lequel était tombé l'Empire Ottoman.

Fatigué, affaibli par la maladie, Khosrew, incapable

(1) C'est ainsi qu'il écrivit au Grand Chef religieux, en juillet 1839: « Votre Excellence n'ignore pas que Khosrew Pacha s'est, de sa propre autorité, emparé du poste de Grand Vizir, et qu'il s'arroge un pouvoir absolu et despotique, bien que, depuis son entrée dans les affaires, il n'ait encore rien exécuté d'utile à la religion et à l'Etat, que toute sa conduite, au contraire, ait été funeste aux intérêts de l'Islamisme et de l'Empire. J'en ai trop fait l'épreuve... » Lettre annexée à la lettre de Cochelet à Soult le 18 juillet 1839. A.F.-A.E. Egypte VIII.

Et aux Pachas de la Porte, il écrivit, le 24 juillet 1839: « Il a causé la ruine d'un nombre immense de familles puissantes et dévouées, et il a converti leurs maisons en demeures de hiboux. Il a fait plus encore: par l'effet de ses honteux manèges et de ses funestes inspirations, les heureuses qualités que la nature avait départies à Notre Maître de longue mémoire, s'étaient changées en d'autres peu conformes à la Dignité Impériale. Sans tenir compte des circonstances, sans nécessité, Khosrew Pacha a poussé à des guerres imprudentes, dans la seule vue de préparer la dissolution de l'Empire et de semer la discorde entre les Grands. Tous ces méfaits sont restés impunis. Cette fois-ci encore, il s'est mis en avant et à dit: « Moi seul et pas un autre ». Or, comme notre gracieux Souverain est encore dans un âge fort tendre, Khosrew Pacha, n'obéissant plus qu'à son caprice, va lâcher la bride à ses passions haineuses, et les manifester sans retenue par des actes qui ne sauraient manquer de conduire la nation musulmane à sa perte... » Lettre annexée à la lettre de Cochelet à Soult, le 4 août 1839. A.F.-A.E. Egypte VIII.

de déjouer les intrigues qui se tramaient autour de lui, fut destitué en juin 1840.

En apprenant cette nouvelle, le Vice-Roi bondit de joie sur son sofa ⁽¹⁾. Des larmes lui vinrent aux yeux. Enfin, Khosrew, son plus grand ennemi, n'était plus au Pouvoir. Le ciel venait d'exaucer la première demande de Mohamed Ali. En sera-t-il de même pour la seconde ? Allait-on s'entendre sur la question de l'hérédité ?

70. — Question épineuse, certes, mais la Porte avait été encline, comme nous l'avons déjà dit, à céder sur ce point. Aussi, l'Angleterre, craignant cette éventualité, et inquiète par ailleurs de la puissance navale du Vice-Roi qui avait sous ses ordres les deux flottes réunies, l'Angleterre avait proposé d'agir plus rigoureusement contre lui. Elle suggéra le recours à une série de mesures coercitives pour l'amener à se soumettre et à accepter l'Égypte héréditaire.

Il ne s'agissait rien moins que de réunir les flottes des Puissances en vue de concentrer leurs actions contre Ibrahim Pacha en Syrie, d'empêcher toutes ses relations maritimes avec l'Égypte, de bloquer les côtes de cette dernière ainsi que celles de la Syrie en vue de ruiner économiquement le Vice-Roi, de lui enlever l'île de Candie et enfin, de fomenter des troubles en Syrie. Bref, l'Angleterre cherchait un second Navarin.

La France refusa de suivre, tête baissée, ce plan britannique. Le 10 septembre 1839, le Maréchal Soult, en écrivant à Sébastiani, ne cachait pas ses inquiétudes sur les conséquences qui pourraient résulter de l'emploi de ces mesures. Leur échec n'était pas chose impossible et dans ce cas les forces égyptiennes pouvaient s'ébranler dans la

(1) Cochelet fut le premier à apprendre au Vice-Roi l'imminence de la destitution de Khosrew Pacha. Dans sa lettre à Thiers, le 26 mai 1840 il peignit ainsi la joie de Mohamed Ali: « Je lui fis connaître alors que Khosrew Pacha était au moment d'être destitué. Méhémet Ali fit un bond sur son Divan. Sa figure prit une expression de joie extraordinaire et des larmes vinrent même dans ses yeux... » A.F.-A.E. Égypte X.

direction de Constantinople. Le Vice-Roi d'ailleurs, avait déclaré de son côté, en août 1839, aux consuls anglais et français, qu'il donnerait l'ordre à Ibrahim de s'avancer en Asie Mineure si les flottes des Puissances apparaissaient devant Alexandrie. Au lieu de travailler pour la paix, on allait allumer de nouveau la guerre.

L'Angleterre persista cependant dans son attitude. Par la suite, les divergences de vues entre les deux Cabinets sur l'emploi des mesures coercitives d'une part, et sur l'étendue des concessions à accorder au Vice-Roi de l'autre, s'amplifièrent, à tel point qu'une rupture de l'amitié franco-britannique fut envisagée. La Russie saisit alors l'occasion pour agir au mieux de ses propres intérêts.

71. — Une des conséquences de la note du 27 juillet 1839 avait été de substituer au protectorat russe sur la Porte, protectorat de fait établi par le Traité d'Unkiar-Skelessi, le protectorat de toutes les Puissances.

La Russie allait-elle réagir ? Après avoir accepté le principe d'une action commune avec les Puissances, le Tzar désavoua la signature de son représentant à Constantinople. Puis il chercha à se retirer d'une situation embarrassante pour sa politique. « Un statu quo dépourvu de sanctions, exposé par conséquent à de nouvelles et promptes vicissitudes, écrivait le Ministre des Affaires Etrangères de la France le 7 août 1839, à Cochelet, c'est incontestablement ce qui lui convient le mieux dans l'Orient... » ⁽¹⁾

Anéantir les conséquences de la note précitée sur laquelle les Puissances s'étaient entendues, telle allait être la politique du Tzar pour maintenir la Porte sous sa tutelle. Il favorisa donc d'abord une entente directe entre le Vice-Roi et la Porte. Mais cette dernière, soutenue par Ponsby, tint bon. Le Tzar crut alors qu'il serait de son intérêt de se rapprocher de l'Angleterre à la suite du dé-

(1) Lettre adressée de Paris à Cochelet, le 7 août 1839, A.F.-A.E. Egypte VIII.

saccord qui venait de naître entre elle et la France. Il s'agissait d'élargir ce désaccord destructeur de l'union des deux Puissances.

Le Baron de Brünnow, envoyé par le Tzar à cet effet, arriva à Londres le 15 septembre 1839. Ses propositions, nous les trouvons dans une lettre du Général Sébastiani au Maréchal Soult, le 23 septembre 1839 : « Une convention serait signée entre les cinq cours, stipulant que la France et l'Angleterre se serviraient de leurs escadres contre Méhémet Ali, s'il refuse d'accepter les conditions; que la Russie, dans le cas où Ibrahim Pacha marcherait sur Constantinople, emploierait son armée et sa flotte dans le Bosphore et dans l'Asie Mineure, en deçà du Taurus, pour protéger l'existence de l'Empire Ottoman; mais qu'à l'avenir, la fermeture du Bosphore et du détroit des Dardanelles demeurerait un principe de droit public européen, et que la Russie s'engage à ne pas renouveler le Traité d'Unkiar-Skelessi... » ⁽¹⁾

Quant aux conditions à imposer au Vice-Roi, le Gouvernement Russe adoptait le plan britannique, c'est-à-dire se prononçait pour la *rétrocession de la Syrie*. Enfin, la Russie se déclarait prête à signer la convention même, si la France en rejetait le contenu.

On saisit là, clairement, l'intention russe d'éloigner l'Angleterre de la France, car cette dernière était hostile, non seulement aux conditions précitées, mais encore à l'emploi des mesures coercitives. C'est pourquoi la Russie, qui le savait bien, proposa de signer la convention sans la France, au besoin.

Mais Palmerston, avant d'agir, voulut connaître exactement le point de vue français. Le Maréchal Soult ne lui laissa pas d'illusions. Après avoir critiqué la proposition russe dans tous ses détails, moyens et conditions, il écrivit au Général Sébastiani, son Ambassadeur à Londres :

(1) Lettre de Sébastiani à Soult, le 23 septembre 1839, citée par GUIZOT, *op. cit.* p. 550.

« S'il s'agissait d'un intérêt qui nous fut propre, nous pourrions faire des concessions à notre désir de resserrer notre alliance avec l'Angleterre, mais la question n'est pas telle; elle consiste uniquement à déterminer des conditions qui, en combinant dans une juste mesure les droits du sultan et la sécurité à venir de son trône avec les prétentions de Méhémet Ali, puissent amener la pacification de l'Empire Ottoman. Nous avons la conviction que les propositions du cabinet britannique n'atteindraient pas ce but... » ⁽¹⁾

Le Maréchal Soult ne resta pas isolé. Le Cabinet Britannique, malgré l'approbation de Palmerston, avait repoussé le projet russe. L'attitude de Soult y était pour une part. Mais c'était surtout la méfiance à l'égard de la Russie qui dicta cette conduite. En effet, le projet russe contenait une condition que Palmerston essaya, en vain, de cacher : la Russie demandait purement et simplement aux autres Puissances de renoncer à garantir l'intégrité de l'Empire Ottoman.

72. — Palmerston proposa alors un nouveau plan fixant la part de chaque Puissance et sans aucun privilège spécial au profit du pavillon russe. Pour essayer de contenter la France, il *accepta d'augmenter la concession territoriale à accorder héréditairement à Mohamed Ali*, en ajoutant à l'Egypte la partie méridionale du Pachalik d'Acre, à l'exclusion toutefois de la ville du même nom.

Le 14 octobre 1839, Soult repoussait ce projet britannique. Il l'estimait inacceptable par le Vice-Roi dont il connaissait déjà les revendications, celles-ci étant loin de ce qu'accordait l'Angleterre. Certes, il lui avait demandé de réduire ses revendications et le Vice-Roi, sur les insistances de Cochelet, avait cédé. Le 26 octobre 1839, il accepta de souscrire, avec de légères modifications, à des propositions faites par Soult. *Il demanda l'investiture héré-*

(1) Lettre de Soult à Sebastiani, le 14 octobre 1839. Idem pp. 365-366.

ditaire de l'Égypte et de la Syrie y compris le territoire d'Adana. Toutefois, il était prêt à renoncer à celui-ci, à condition qu'il fut conféré à un de ses fils non héritier de l'Égypte et de la Syrie. Quant à l'île de Crète, la Porte pouvait la reprendre en toute tranquillité.

Le Maréchal Soult avait par conséquent agi sagement en repoussant le contre-projet de Palmerston qui ne cadrait pas du tout avec les dernières demandes du Vice-Roi. Cependant, devant ces offres et ces demandes difficiles à coordonner, il continua à espérer. De nouveau, Cochelet revint à la charge, et il réussit encore à arracher au Vice-Roi, le 16 décembre 1839, une nouvelle concession : le retrait des troupes égyptiennes de l'Arabie si la Porte l'ordonnait.

Mais, avant même que cette nouvelle ne fut parvenue en Europe, le Baron de Brünnow retourna à Londres, après l'échec de sa première mission. Palmerston, après le refus français du 14 octobre 1839, était revenu à son plan initial. Résolu à détruire la puissance égyptienne, et n'ayant pas réussi à amener la France dans le sillage de la politique britannique, il s'était décidé à s'entendre avec les Russes.

73. — Tous ces pourparlers diplomatiques ne laissaient pas Metternich indifférent. Bien au contraire, il s'y intéressait vivement. Il espérait voir le dénouement de cette crise à Vienne, dans un congrès réuni à cet effet, et il préparait déjà le terrain. Le Vice-Roi fut averti, en septembre 1839, que, même s'il recevait de la Porte toutes les concessions demandées au Sultan, l'Europe ne les sanctionnerait pas. Pourtant l'idée d'un congrès échoua. L'Angleterre, progressivement, prenait la tête du conflit. Relégué au second plan, Metternich changea d'attitude. Le 20 novembre 1839, il proposait de *laisser la Porte s'entendre directement avec le Vice-Roi*, les Puissances se bornant à prendre des mesures pour empêcher toute agression ultérieure de la part des Égyptiens contre l'Empire Ottoman.

Cette politique de négociations directes était aussi préconisée par la Russie, en dépit de ses rapprochements successifs avec Londres. A ce sujet, Nesselrode écrivait le 18 octobre 1839 à Bouteneff: « Notre auguste maître ne saurait dans aucun cas se reconnaître le droit de contester au Sultan la faculté d'arranger directement ses différends avec Mohamed Ali, du moment où il le jugerait utile à ses intérêts ou nécessaire au salut de son Empire. » ⁽¹⁾

S'entendre directement avec la Porte, c'était ce que désirait ardemment le Vice-Roi. Sans attendre les propositions de l'Autriche et de la Russie, il entretenait déjà, depuis longtemps, avec la Porte et les grandes personnalités de Constantinople, des correspondances suivies. « Des négociations de Turc à Turc régleront nos différends », disait-il souvent aux représentants des Puissances.

Malheureusement, à Constantinople, Lord Ponsonby, le Méphistophélès de la Porte, veillait, attentif et prêt à contrecarrer tout arrangement direct ⁽²⁾. Il fit savoir au Réis-Effendi que son gouvernement ne donnerait jamais son assentiment aux conditions que le Vice-Roi voulait imposer à la Porte.

Parallèlement à Ponsonby, le Colonel Hodges, qui avait remplacé au Caire le Colonel Campbell, dont l'attitude était jugée trop favorable au Vice-Roi, tenait à ce dernier un langage arrogant. Dans une conversation orageuse, en janvier 1840, il lui avait déclaré qu'il lui fallait se soumettre aux ordres de l'Angleterre en acceptant l'Égypte héréditaire uniquement. En guise de menaces, il avait même ajouté que son pays ne reculerait devant aucun

(1) Cf. SABRY, *op. cit.* p. 482.

(2) Dans une lettre particulière adressée au Ministère des Affaires Étrangères de France, le 9 décembre 1839, nous pouvons lire: « Le premier drogman d'Angleterre disait au Reis-Effendi, dans la nuit du 4 courant: « L'ambassadeur ne peut se rendre auprès de vous pour motif d'indisposition...; il me charge de vous dire de continuer à rejeter toutes les propositions d'un arrangement avec Méhémet-Ali; continuez à organiser votre armée afin que vous ne vous trouviez pas au dépourvu à la première circonstance qui se présentera ». A.F.-A.E. Égypte IX.

sacrifice, et qu'au besoin, il agirait, même seul, contre l'Égypte. Le Colonel Hodges voulait ainsi provoquer un second coup d'éventail. Mais le Vice-Roi, plus avisé, refusa de le lui donner. Cependant, flairant déjà l'emploi imminent de moyens coercitifs, il entreprit d'augmenter encore sa puissance militaire et prit des mesures qui furent rapidement exécutées.

Ces préparatifs eurent un écho défavorable en France. Le Maréchal Soult demanda au Vice-Roi, non seulement de les arrêter, mais aussi de proposer une nouvelle concession. Ce fut peine perdue. Mohamed Ali promit tout simplement de ne pas être l'agresseur.

Ainsi donc, la France, qui avait empêché le Vice-Roi de conquérir Constantinople, qui avait eu l'initiative d'internationaliser la Question Égyptienne, la France veut maintenant empêcher le Vice-Roi de se préparer à se défendre. Mohamed Ali pouvait s'insurger à bon droit, lui qui, jusqu'à présent, avait consenti à maintes concessions.

74. — Si le Maréchal Soult avait agi ainsi, c'était que la possibilité d'une entente avec l'Angleterre venait de se présenter à nouveau. En effet, les négociations anglo-russes avaient abouti à une impasse. Londres se méfiait des agissements russes en Grèce, et plus particulièrement en Perse et sur la frontière des Indes. Par la force des choses, le rapprochement franco-anglais revenait à l'ordre du jour. Pour le faciliter, Guizot fut nommé Ambassadeur à Londres. Peu de jours après son départ, Soult était renversé par la Chambre et Thiers le remplaçait au pouvoir (mars 1840).

A Londres, Guizot avait trouvé les ministres britanniques animés de dispositions conciliantes à l'égard de la France. Thiers note cette attitude et, pour éviter de placer la France dans un état d'antagonisme avec l'Angleterre, il ordonne à Cochelet de ne soumettre au Vice-Roi aucun plan d'accommodement, il ne doit pas même lui conseiller un arrangement direct avec la Porte.

En somme, Thiers reprenait la politique de Soult. Comme ce dernier, il commençait par empêcher toute entente directe. Il attendait, lui aussi, le mot de l'Angleterre.

Pendant ce temps, Guizot déployait tout son talent pour amener les ministres britanniques à une entente sur la Question d'Égypte. Dans un entretien avec Lord Palmerston, le 4 mars 1840, Guizot disait : « Croyez-vous, mylord, que vous fortifierez réellement l'Empire Ottoman en lui rendant plus de territoires ? Ne nous repaissons pas d'illusions ; cet Empire n'est pas mort, mais il se meurt ; il tombe en lambeaux ; nous pouvons prolonger sa vie, mais non le ressusciter effectivement. Vous ne lui rendez pas avec la Syrie, la force de la gouverner et de la garder ; l'anarchie, le pillage, la violence et l'impuissance turques reprendront possession de cette province, et vous serez responsable de son sort ; vous serez obligé tantôt d'y réprimer, tantôt d'y soutenir les Turcs. Je suppose que vous ayez réussi ; je suppose Méhémet Ali dompté, refoulé en Égypte, croyez-vous qu'il se résigne et qu'il renonce à son ambition que vous jugez si indomptable ? Non, mylord ; il a fait ses preuves de persévérance et d'adresse ; *il reprendra ses desseins ; il travaillera à reconquérir la Syrie...* Au lieu d'avoir assuré la domination de la Porte, vous aurez au contraire échauffé la lutte, aggravé le trouble et préparé de nouveaux hasards dont la Russie sera, comme toujours, la première à profiter... Pourquoi faire courir à la paix de l'Orient, à la sécurité de la Porte et de l'Europe, tant de hasards ? Pour refuser l'hérédité à un vieillard de soixante-douze ans. Qu'est-ce donc que l'hérédité en Orient, mylord, dans cette société violente et précaire, dans ces familles nombreuses et désunies ? L'histoire de Méhémet Ali n'est pas un fait nouveau dans l'Empire Ottoman : plus d'un pacha, avant lui, s'est élevé, a fait des conquêtes, s'est rendu puissant et presque indépendant. Qu'a fait la Porte ? Elle a attendu ; les pachas sont morts, leurs fils se sont divisés, et la Porte a ressaisi ses territoires et son pouvoir.

C'est encore ici pour elle la meilleure chance et la conduite la plus prudente... » ⁽¹⁾

Mais Palmerston, en habile diplomate, avait réponse à tout. Écoutons-le répondre à Guizot à propos de l'hérédité et des visées françaises : « Il y a du vrai dans ce que vous dites-là; l'hérédité n'aurait peut-être pas grande valeur. *Pourtant Ibrahim Pacha est un chef habile, aimé de ses troupes, meilleur administrateur que son père*, dit-on; *il a auprès de lui des officiers capables, des Français*. Nous nous disons tout, n'est-ce pas ? *Est-ce que la France ne serait pas bien aise de voir se fonder, en Egypte et en Syrie, une puissance nouvelle et indépendante, qui fût presque sa création et devînt nécessairement son alliée?* » ⁽²⁾

Palmerston avait parfaitement deviné cette arrière-pensée française sur l'Égypte. Il répondait ainsi, du tac au tac, à la déclaration de Guizot qui lui disait : « Nous aussi, mylord, nous avons nos méfiances populaires; à nous aussi on parle sans cesse de l'ambition et des projets d'agrandissement de l'Angleterre; elle veut s'emparer de Candie, dominer seule en Egypte et en Syrie... » ⁽³⁾

Dispute sur la peau de l'ours avant de l'avoir abattu.

Les discussions continuaient ainsi sans laisser entrevoir un dénouement. Elles menacèrent même d'empirer les relations des deux Etats, tant les divergences étaient profondes. Mais avait-on épuisé toutes les propositions conciliatrices?

75. — Pour éviter le déchaînement de la tempête, Metternich, soi-disant apôtre de la paix, entra en scène. Le 5 mai 1840, il proposa à la France de reprendre les négociations avec l'Angleterre sur les bases suivantes : *En plus de l'Egypte héréditaire, le Vice-Roi recevra aussi la plus grande partie du Pachalik d'Acre y compris la place*

(1) GUIZOT, op. cit. T. V., pp. 38-39 et 42.

(2) Idem p. 42.

(3) Idem, p. 34.

du même nom. Palmerston, pour ne pas contrarier ses collègues attachés à l'alliance avec la France, accepta cette base, à contre-cœur. Mais Thiers, avant même de s'informer si le Pachalik d'Acre serait concédé à titre héréditaire ou non, repoussa l'offre autrichienne. « Nous trouvons le partage de la Syrie inacceptable pour le Pacha, écrivit-il le 11 mai à Guizot. Nous sommes certains, d'après ses dernières dispositions connues, qu'il ne l'acceptera pas... » ⁽¹⁾

Loin de se décourager, le représentant de l'Autriche à Londres, secondé par celui de la Prusse, revint à la charge auprès de Guizot. Il promit d'user de toute son influence pour amener Palmerston à accepter la cession de la Syrie entière, mais à titre viager. Puis le diplomate autrichien déclara qu'en cas de refus de la part de la France, son pays se rangerait aux côtés de Palmerston.

Pour toute réponse, *Thiers persista à demander et l'Égypte héréditaire et la Syrie héréditaire*. Cependant, le 30 juin 1840, il écrivit à Guizot : « Toutefois j'ai consulté le cabinet; on délibère; on penche peu vers une concession. Cependant nous verrons. Différez de vous expliquer. Rien n'est décidé » ⁽²⁾.

Le Gouvernement Français hésitait. La France était alors à un tournant critique. Deux politiques s'offraient à elle : ou bien se mettre ouvertement du côté du Vice-Roi, s'éloigner du concert européen et même s'exposer à une guerre, ce dont Louis-Philippe, malgré toutes les démonstrations militaires de son Gouvernement, ne voulait à aucun prix; ou bien sacrifier Mohamed Ali et lui imposer par la force les conditions de l'Angleterre, mais toute l'opinion publique française se serait alors dressée contre le Ministère.

A ces hésitations de Thiers, Palmerston répondit en s'engageant plus profondément dans sa politique. « Que les Français disent ce qu'ils veulent, déclarait-il dans une

(1) Idem, p. 190.

(2) Idem, p. 203.

lettre à Granville, ils ne peuvent pas faire la guerre aux quatre puissances pour soutenir Mohamed Ali » ⁽¹⁾. Assuré de cette attitude, il était décidé à liquider cette Crise qui durait depuis longtemps.

76. — D'ailleurs la Porte, de son côté, avait hâte d'en finir. Le 7 avril 1840, son Ambassadeur à Londres, Nourri Effendi, dans une note remise à l'Ambassadeur de France, attirait l'attention des Puissances sur l'urgence de mettre un terme à cette Crise qui engloutissait toutes les ressources de l'Empire Ottoman dans des préparatifs militaires et empêchait ainsi l'avènement de toute réforme utile. Il leur proposait ensuite la signature d'une convention : « laquelle aurait pour but d'aider le Sultan à faire exécuter l'arrangement d'après lequel Sa Hautesse avait annoncé l'intention de conférer à Méhémet Ali et à ses enfants l'hérédité du gouvernement de l'Egypte, à condition qu'il restituerait au Gouvernement la flotte ottomane et toutes les autres provinces situées en dehors du pachalik d'Egypte » ⁽²⁾.

Le 31 mai suivant, une seconde note fut remise encore à l'Ambassadeur de France. Identique à la première, elle était toutefois plus pressante. Connaissant l'attitude bienveillante de la France à l'égard des revendications égyptiennes, le représentant de la Porte sollicitait instamment la France de bien vouloir « vouer, de concert avec les représentants des autres grandes cours, une attention sérieuse à l'objet de la présente note » ⁽³⁾.

Une semaine après la remise de cette note, le 7 juin 1840, Khosrew était destitué. La crise allait-elle se dénouer d'elle-même par le départ de cet homme? Le Vice-Roi l'espérait. Tout joyeux, il manifesta, une fois encore, son

(1) Cf. SABRY, *op. cit.* p. 488.

(2) Note de Nourri Effendi Ambassadeur de la Porte à Londres à l'Ambassadeur de France, le 7 avril 1840. A.F.-A.E. Egypte X.

(3) Note de Chékib Effendi, Ambassadeur de la Porte à Londres, à l'Ambassadeur de France, le 31 mai 1840. A.F.-A.E. Egypte X.

intention de vouloir s'entendre amicalement avec la Porte et fit même savoir à Cochelet qu'il allait restituer la flotte ottomane.

De leur côté, les ministres ottomans ne voyant pas venir de solution de la part des Puissances, se prononçaient pour une entente directe avec le Vice-Roi.

Ce désir réciproque va-t-il s'exaucer ?

Si à Constantinople on s'était débarrassé de Khosrew, Ponsonby, lui, y était toujours pour dicter les lignes de la politique britannique. Sa présence en disait long. Aussi ne fut-il pas surprenant de voir l'habile diplomate anglais prendre rapidement en croupe le nouveau Ministre des Affaires Etrangères de la Porte, Rechid Pacha. A vrai dire, celui-ci était dans une situation pénible. Ses collègues d'une part, et Ponsonby de l'autre, le tiraillaient continuellement. Faisant le jeu de ce dernier, il avait mal reçu l'envoyé du Vice-Roi à Constantinople refusant toute entente avec lui. Mais en même temps, pour ne pas se brouiller avec ses collègues, il acceptait de s'entendre avec l'Internonce sur un plan qui devait être proposé à Mohamed Ali.

Cette duplicité du Ministre Ottoman était parallèle à celle de Metternich qui agissait à la fois dans deux sens opposés. Nous avons vu plus haut son travail à Londres et ses efforts au sujet de l'étendue des territoires que la Porte devait céder à Mohamed Ali. Voyons maintenant le plan que l'Internonce arrêta avec Rechid Pacha :

« 1° *L'Egypte resterait héréditaire à Mohamed Ali.*

« 2° Ibrahim Pacha continuerait à avoir le gouvernement de Djedda (Arabie)...

«

« 5° Les provinces de Saint-Jean-d'Acre, Seide et Tripoli seraient gouvernées par Mohamed Ali, qui pourrait en disposer à sa mort en faveur de ses fils ou petits-fils, sous la condition qu'aucun de ses successeurs ne pourrait cumuler le gouvernement de deux de ces provinces, ni celui

d'aucune d'entre elles avec le gouvernement de l'Égypte.

« 6° Il est bien entendu que ces trois provinces ne pourraient être possédées par les successeurs immédiats de Mohamed Ali qu'à titre viager, et qu'à leur mort elles seraient réversibles au Sultan...

« Si Mohamed Ali rejetait ces offres, on annexerait à ses autres gouvernements l'île de Candie, à titre viager. S'il ne se contentait pas de cette concession, on lui donnerait, à la place de cette île, et toujours à titre viager, les sandjaks de Jérusalem et de Naplouse, et dans le cas où même cette permutation ne le satisferait point, on ajouterait l'île de Candie à ces sandjaks. Finalement, si l'adjonction de l'île de Candie ne le contentait pas non plus, on ajouterait aux sandjaks de Jérusalem et de Naplouse, également à titre viager, la province de Damas, et l'île de Candie resterait au Sultan » ⁽¹⁾.

Croyait-on par ce projet contenter le Vice-Roi? On peut en douter. Certes, à première vue, il nous semble que Mohamed Ali était gâté, puisqu'on envisageait, devant un refus possible de sa part, d'augmenter les concessions et de les varier. Il n'en est rien pourtant. Ces différentes concessions étaient dérisoires à côté de ses revendications, et l'Autriche le savait bien. A vrai dire, le Prince de Metternich, en agissant simultanément à Londres et à Constantinople, cherchait à être présent partout pour avoir un mot à dire et essayer de se hisser ainsi au premier plan, position de laquelle Palmerston l'avait évincé.

77. — L'Angleterre était-elle au courant de cette duplicité autrichienne? On peut le croire, car Palmerston se décida à agir rapidement pour couper court aux intrigues du Chancelier d'Autriche. Sa décision fut d'autre part pressée par la crainte qu'Ibrahim ne parvînt à réprimer facilement les troubles fomentés en Syrie par les consuls anglais et russes.

(1) Cf. SABRY, op. cit., 498.

Le refus de la France d'adhérer aux vues de Palmerston ne pouvait qu'amener l'Autriche à faire cause commune avec Londres, comme l'avait prédit son Ambassadeur. La Prusse, tout naturellement, suivit l'Autriche. La Russie enfin était toute prête. Son envoyé, le Baron de Brünnow, toujours présent à Londres, n'attendait que le moment de s'entendre définitivement.

Jouant avec une rare maîtrise diplomatique sur l'échiquier international, Palmerston réussit enfin à atteler à son char la Russie, l'Autriche et la Prusse. Le 15 juillet 1840, il leur faisait signer le Traité de Londres, conclu à l'insu de la France.

CHAPITRE VI

Exécution du Traité de Londres du 15 juillet 1840 L'Hérédité du Trône établie en Egypte (1840-1841-1848)

SECTION I

LES PUISSANCES ET L'EXÉCUTION DU TRAITÉ.

78. — Mémoire de Palmerston (17 juillet 1840) et réponse de Thiers (24 juillet 1840).
79. — Les stipulations du Traité.
80. — Cochelet et le Comte Walewski, envoyé de Thiers, conseillent Mohamed Ali et obtiennent de lui une demande de médiation adressée à la France (17 août 1840).
81. — Note des Consuls des Puissances signataires du Traité à Mohamed Ali (19 août 1840). La conduite conciliante du Vice-Roi et le pacifisme de Louis-Philippe.
82. — Dominée par Ponsonby, la Porte, malgré l'intervention de Walewski, rejette la soumission de Mohamed Ali, le dépose de ses fonctions (14 septembre 1840) et engage avec les forces alliées la lutte contre Ibrahim.
83. — Thiers prend la défense de l'Egypte, dans ses deux notes des 3 et 8 octobre 1840, adressées à l'Angleterre.
84. — Soult revient au pouvoir (octobre 1840). Sa politique hostile aux revendications égyptiennes oblige le Vice-Roi à engager des pourparlers avec l'Angleterre (novembre-décembre 1840).
85. — En dépit des interventions des Puissances pour mettre fin à la crise égyptienne, la Porte, influencée par Ponsonby, intrigue pour ne pas s'entendre avec Mohamed Ali. Elle ne cède qu'après avoir reçu un mémorandum des Puissances (30 janvier 1841).

78. — Deux jours après la signature du Traité, le 17 juillet 1840, Palmerston remettait à Guizot un mémo-

randum dans lequel il essayait de justifier sa conduite par le refus de la France de faire siennes les propositions de l'Angleterre et des trois autres Cours. Après avoir souligné que son but était de préserver la paix européenne de tout danger, il exprimait ses regrets quant à cette séparation d'avec la France. Le memorandum se terminait en demandant à celle-ci, à défaut d'une aide matérielle, son appui moral pour faire accepter au Vice-Roi les conditions arrêtées dans le Traité.

Le 24 juillet 1840, Guizot, à son tour, remettait à Palmerston la réponse de la France. Cette réponse insistait sur le fait que la France avait toujours « considéré comme mal conçus tous les projets qui avaient pour but d'arracher à Méhémet-Ali, par la force des armes, les portions de l'Empire turc qu'il occupe actuellement ». Puis, mettant au clair certaines données faussées par Palmerston, la note critiquait l'emploi de mesures coercitives. Quant à l'appui moral, elle ajoutait : « Le concours moral de la France, dans une conduite commune, était une obligation de sa part ; il n'en est plus une dans la nouvelle situation où semblent vouloir se placer les Puissances » ⁽¹⁾. La France évita ainsi de tomber dans le piège. Un appui moral est tout de même un appui en faveur du Traité, et équivaldrait à une reconnaissance de celui-ci par la France.

79. — Cependant, malgré cet échange de notes diplomatiques, le texte du Traité, quoique divulgué par la presse, ne fut officiellement communiqué à la France que beaucoup plus tard, le 16 septembre 1840, après l'échange des ratifications.

Les conditions que les Puissances voulaient imposer au Vice-Roi, nous les trouvons dans l'Acte séparé annexé à la Convention conclue à Londres le 15 juillet 1840 ⁽¹⁾. Elles étaient les suivantes :

(1) Note de Guizot à Palmerston, le 17 juillet 1840. A.F.-A.E. Egypte X.

« ARTICLE PREMIER. — Sa Hautesse promet d'accorder à Méhémet-Ali, pour lui et ses descendants en ligne directe, l'administration du Pachalik d'Egypte; et Sa Hautesse promet, en outre, d'accorder à Méhémet-Ali, sa vie durant, avec le titre de Pacha d'Acre, et avec le commandement de la forteresse de Saint-Jean-d'Acre, l'administration de la partie méridionale de la Syrie, dont les limites seront déterminées par la ligne de démarcation suivante...

« Toutefois le Sultan, en faisant ces offres, y attache la condition que Méhémet-Ali les accepte dans l'espace de dix jours après que la communication en aura été faite par un agent de Sa Hautesse, et qu'en même temps Méhémet-Ali dépose entre les mains de cet agent les instructions nécessaires aux commandants de ses forces de terre et de mer, de se retirer immédiatement de l'Arabie et de toutes les villes saintes qui s'y trouvent situées, de l'île de Candie, du district d'Adana et de toutes les autres parties de l'Empire ottoman qui ne sont pas comprises dans les limites de l'Egypte et dans celles du Pachalik d'Acre, tel qu'il a été désigné ci-dessus.

« ART. 2. — Si, dans le délai de dix jours fixé ci-dessus, Méhémet-Ali n'accepte point le susdit arrangement, le Sultan retirera alors son offre de l'administration viagère du Pachalik d'Acre, mais Sa Hautesse consentira encore à accorder à Méhémet-Ali, pour lui et ses descendants en ligne directe, l'administration du Pachalik d'Egypte, pourvu que cette offre soit acceptée dans l'espace des dix jours suivants, c'est-à-dire dans un délai de vingt jours à compter du jour où la communication lui aura été faite, et pourvu qu'il dépose également entre les mains de l'agent du Sultan les instructions nécessaires pour ses commandants de terre et de mer de se retirer immédiate-

(1) Le texte de l'acte séparé a été publié dans De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités. T. I, (comprenant l'an 1840), pp. 160-161-162.

ment en dedans des limites et dans les ports du Pachalik d'Égypte.

« »

« ART. 7. — Si, à l'expiration du terme de vingt jours après la communication qui lui aura été faite (ainsi qu'il a été dit plus haut, art. 2), Méhémet-Ali n'adhère point à l'arrangement proposé, et n'accepte pas l'hérédité du Pachalik d'Égypte, le Sultan se considérera comme libre de retirer cette offre et de suivre, en conséquence, telle marche ultérieure que ses propres intérêts et les conseils de ses Alliés pourront lui suggérer, »

Telles étaient les conditions que les Puissances voulaient faire imposer au Vice-Roi. Elles portaient toutes la marque de Palmerston. On était bien loin de celles arrêtées à Constantinople entre l'Internonce et la Porte. Au lieu d'augmenter les concessions, on les diminuait. Le Vice-Roi pouvait même perdre l'Égypte. C'était en quelque sorte une pénalité qu'on voulait lui imposer s'il persistait dans ses revendications. Et cette pénalité, pour être plus efficace, était appuyée par les mesures préyues par le Traité proprement dit.

En effet, ce Traité énonçait, dans son article 1^{er}, l'engagement des signataires d'agir dans un parfait accord, en réunissant tous leurs efforts afin d'obliger Mohamed Ali à accepter les propositions stipulées dans l'Acte annexé au Traité. Si ces efforts n'aboutissaient à aucun résultat, l'article 2 prévoyait *l'emploi de mesures coercitives*, et citait notamment l'empêchement par les signataires de toute communication maritime entre l'Égypte et la Syrie. L'article 3 concernait le cas où le Vice-Roi avancerait sur Constantinople. Dans ce cas, les signataires devaient pourvoir en commun à la défense de la capitale ottomane et des Détroits.

80. — Cependant, la France n'avait pas attendu cette communication officielle pour agir. Immédiatement après la

signature de la Convention, Thiers écrivit à Cochelet pour lui signifier les grandes lignes de la politique à suivre et les conseils à donner au Vice-Roi. Celui-ci devait d'abord pacifier la Syrie en révolte, soit par la force, soit en accordant des concessions aux insurgés. Ensuite, il devait prendre certaines mesures militaires de caractère purement défensif : mettre Alexandrie, Acre et ses autres ports à l'abri d'une attaque ennemie ; concentrer ses armées au pied du Taurus pour repousser une attaque éventuelle des Ottomans ou pour les menacer... En agissant ainsi, il sera en mesure de faire échouer les moyens dont les Puissances comptent user à son égard. La France pourra alors intervenir en médiatrice en sa faveur. En somme, Cochelet devait prêcher le calme et maintenir le Vice-Roi dans une attitude défensive.

La tâche assignée à Cochelet était ardue. Pour le seconder, on lui dépêcha le Comte Walewski. Après maintes discussions, ils réussirent dans leur mission. Le Vice-Roi se déclara prêt à suivre leurs conseils.

Le 16 août 1840, l'envoyé de la Porte notifiait au Vice-Roi les propositions de la Convention. Après les avoir repoussées, Mohamed Ali attira sur cet envoyé la « malédiction du ciel » ⁽¹⁾ et lui déclara qu'il ne rendrait les territoires occupés que par le sabre.

Le lendemain, 17 août, son Ministre des Affaires Etrangères, Boghos Youssouf, remettait à Cochelet une note dans laquelle, après avoir fait l'historique des relations de l'Égypte avec la Porte en soulignant la modération du Vice-Roi après Nezib malgré les intrigues de Khosrew, il portait à la connaissance du Gouvernement Français le rejet des propositions ottomanes. Car « Son Altesse ne pourrait pas s'y soumettre sans manquer à Elle-même, sans manquer à ce qu'Elle doit à sa famille, à ses nombreux serviteurs qui l'ont aidé dans sa longue

(1) Selon l'expression de Cochelet, dans sa lettre à Thiers, le 18 août 1840, A.F.-A.E. Égypte X.

carrière, sans manquer, enfin, aux vœux qu'Elle forme pour sa Nation et sa Religion. Elle désire ardemment se montrer le vassal le plus fidèle du Sultan et lui donner des preuves réitérées de sa soumission en consacrant à son service tout ce qui lui reste de force et d'intelligence. C'est afin d'éclairer Sa Hautesse sur ses intentions et ses sentiments ⁽¹⁾ qu'elle prie le Gouvernement du Roi des Français de la protéger et d'être médiateur » ⁽²⁾.

81. — Parallèlement aux efforts de Cochelet et de Walewski, les Consuls d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse et de Russie avaient associé les leurs pour influencer le Vice-Roi. Le 19 août 1840, ils lui faisaient parvenir leurs observations sur sa position vis-à-vis des Puissances. Tantôt flatteurs, tantôt menaçants, les consuls usèrent d'arguments multiples qui tous, à vrai dire, étaient facilement réfutables et n'étaient guère fondés. C'est ainsi que, par exemple, ils lui présentaient l'évacuation de la Syrie et de l'Arabie comme étant de nature à alléger ses dépenses. L'argument était exact. Seulement, le Vice-Roi s'était déjà déclaré prêt à évacuer l'Arabie. Quant à la Syrie, il la considérait avant tout comme la frontière naturelle de l'Egypte et, à ce titre, la posséder, c'était défendre l'Egypte. Toute dépense à ce sujet n'était donc pas superflue. Ils lui parlèrent encore de l'intégrité de l'Empire Ottoman, et l'accusèrent de vouloir sa ruine. Ce faisant, les consuls oubliaient la Grèce. Etaient-ils excusables? Peut-être le temps leur avait-il fait oublier que les Puis-

(1) Dans ce but, le Vice-Roi écrivit au Grand Vizir dans le courant de ce même mois d'août: « Bien qu'il m'ait été prescrit de répondre dans un espace de 10 à 20 jours, n'écoulant, toutefois, que mon ancien dévouement à l'auguste dynastie de nos Souverains, et plein de confiance dans la générosité sans bornes de Sa Hautesse, je n'ai pas besoin de laisser écouler ce délai pour supplier humblement Votre Altesse de daigner prendre en considération le résultat des circonstances délicates amenées par l'alliance dont il s'agit... » A.F.-A.E. Egypte X.

(2) Note de Boghos Youssouf à Cochelet, le 17 août 1840, A.F.-A.E. Egypte X.

sances étaient responsables de l'indépendance grecque. Mais ils étaient moins excusables quand ils feignaient d'ignorer les visées anglaises sur l'Arabie. Ils accusèrent encore le Vice-Roi de vouloir faire couler le sang musulman. Curieuse accusation! Mais, qui avait fomenté les troubles de Syrie? N'était-ce pas l'Angleterre et la Russie? Ils l'assurèrent encore que les Puissances n'avaient aucune haine contre lui. Mais, pourquoi alors cet acharnement à l'empêcher de cueillir le fruit de ses victoires?

On rencontre de tout dans ces réflexions, en particulier des menaces. Aucune Puissance — allusion à la France — n'oserait résister aux signataires de la Convention. Le Vice-Roi sera vaincu, succombera et ne laissera dans l'Histoire aucune trace de grandeur. Il y avait aussi des flatteries. Écoutons celle-ci: « En accédant à l'arrangement qu'on lui propose, le Vice-Roi prouverait à l'Europe et à la postérité qu'il n'a pas seulement été un conquérant heureux, comme tant d'autres avant lui qui n'ont pas su s'arrêter à temps et consolider leurs conquêtes, mais qu'il est à la fois homme d'Etat et profond politique. *Quoi de plus glorieux que de fonder une nouvelle succession*, de la voir reconnue par son Souverain et par l'Europe entière? Quelle consolation de pouvoir se dire, à la fin d'une brillante carrière: « Ce que j'ai créé passera à ma postérité, à mes enfants, auxquels personne ne pourra l'arracher. »⁽¹⁾

Que de paroles mielleuses! Malheureusement le Vice-Roi n'y prêta guère attention. Toutes les réflexions des consuls ne l'influencèrent point et il persévéra dans son attitude. Il persévéra d'autant plus que, dans ses discussions avec l'envoyé de la Porte, il entrevit l'existence d'une opinion favorable à ses demandes chez certains ministres ottomans⁽²⁾. L'envoyé de la Porte lui-même finit par se

(1) Note des consuls au Vice-Roi, le 19 août 1840, A.F.-A.E. Egypte X.

(2) En outre, sur cette opinion favorable au Vice-Roi, Cochelet écrivit, le 24 août 1840, à Thiers: « Il (Mohamed Ali) a reçu de quelques principaux personnages de la Porte des lettres où l'on fait

convaincre de la justesse des vues et des demandes de Mohamed Ali. On parla même de son prochain retour à Constantinople avant l'expiration des délais prévus par la Convention de Londres, pour appuyer les revendications égyptiennes. Alertés, les consuls l'en empêchèrent et l'obligèrent à attendre l'échéance des délais.

Le 26 août était la date d'expiration du premier délai. Le Vice-Roi, bien entendu, refusa de se soumettre.

Entre temps, il continuait ses pourparlers avec Cochelet et Walewski. Ces derniers, après avoir obtenu la demande de médiation, voulurent s'entendre avec lui sur ses exigences définitives. Plusieurs propositions furent émises. On parla de solliciter pour ses fils certains Pachaliks qu'il demandait pour lui ⁽¹⁾. On suggéra le maintien du *statu quo*, mais, dans ce cas, l'hérédité serait éliminée.

Le 28 août enfin, le Vice-Roi informait Cochelet et Walewski de ce qu'il avait déclaré à l'envoyé de la Porte; *il acceptait l'Egypte héréditaire* et s'en remettait pour le reste de ses revendications à la magnanimité du Sultan, sûr de rencontrer une opinion favorable à ses demandes. Mais, une fois encore, les consuls s'opposèrent au départ immédiat de l'envoyé ottoman à moins, précisèrent-ils, que Mohamed Ali ne renvoyât la flotte et n'évacuât la Syrie.

C'est alors que Walewski proposa de se rendre lui-même à Constantinople pour défendre, en personne, le Vice-Roi. Rendant compte de son activité à ce sujet, Cochelet écrivit, le 30 août 1840, à Thiers: « Méhémet-Ali nous donne carte blanche pour stipuler en sa faveur *l'hérédité de l'Egypte et la possession viagère des pays qu'il gouverne*

des vœux pour sa cause. Il pense donc que les esprits sont généralement disposés en sa faveur à Constantinople... » A.F.-A.E. Egypte X.

(1) « Je lui suggérai, écrivait Walewski à Thiers, le 24 août 1840, la pensée d'un arrangement par lequel on donnerait aux princes de sa famille, à Ibrahim Pacha, ou à Abbas Pacha, quelques-uns des Pachalicks qu'il demande aujourd'hui pour lui-même. Il accepterait volontiers cette combinaison qui présenterait peut-être un avantage, c'est celui de masquer en quelque sorte, l'espace qu'il y aurait entre un nouvel arrangement et la convention du 15 juillet ». A.F.-A.E. Egypte XII.

en y comprenant la province d'Adana et l'île de Candie, sauf à céder sur ce dernier point, si nous ne pouvons rien obtenir de plus que la Syrie viagère » ⁽¹⁾.

Quand Thiers reçut cette lettre, il venait de recevoir officiellement, le 16 septembre 1840, le texte de la Convention signée à Londres deux mois plus tôt. Aussi s'empressa-t-il de communiquer à Guizot cette nouvelle avec l'espoir que Palmerston se montrerait plus compréhensif. Il ajoutait dans sa lettre à Guizot: « Maintenant, après l'avoir poussé jusque là, il y a, pour nous, *une sorte d'engagement moral à lui prêter notre appui* lorsqu'il se renferme à notre demande, dans les limites de la raison et de la modération » ⁽²⁾.

Thiers était-il sincère? Allait-il vraiment aider Mohamed Ali? On est en droit d'en douter. Depuis longtemps déjà, le Gouvernement Français connaissait l'état des forces égyptiennes, prêtes à affronter les pires dangers. Le Vice-Roi, pour plus de sûreté, lui avait cependant demandé des officiers pour sa marine. Thiers les lui refusa. Thiers savait aussi dans quels embarras financiers le Vice-Roi se débattait, et pourtant il ne voulut pas lui garantir un emprunt ⁽³⁾. Le fantôme de la guerre, effrayait toujours Louis-Philippe, actif promoteur de la politique française.

C'était ce *caractère pacifique du Roi des Français* qui encourageait Palmerston et le poussait à se montrer partisan convaincu de l'emploi de la force contre le Vice-Roi, sûr que la France ne fera rien pour aider son protégé.

(1) Cochelet à Thiers, le 30 août 1840, A.F.-A.E. Egypte X.

(2) Cf. FREYCINET, op. cit., p. 68.

(3) Thiers alla encore plus loin. Après l'insistance de Cochelet et de Walewski auprès du Vice-Roi pour l'amener, selon les instructions de Thiers, à demander la médiation de la France et leur réussite dans ce projet, Thiers essaya de faire traîner la Question en longueur. Le 4 septembre 1840, il écrivit en effet à Cochelet, en ce qui concerne cette demande de médiation: « Nous pensons qu'il conviendrait qu'il l'adressât d'abord à la Porte et qu'il se bornât à donner connaissance aux consuls d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie du texte de la communication qu'il aurait faite à Constantinople ». A.F.-A.E. Egypte XI.

82. — Palmerston voulait donc employer la force. Pourtant, le Vice-Roi avait donné, le 4 septembre 1840, date de la seconde échéance, une réponse raisonnable. *Il déclara avoir déjà accepté l'Egypte héréditaire.* Quant à la Syrie, il venait d'écrire à la Porte, en sollicitant son Gouvernement à titre viager ⁽¹⁾.

Mais les consuls protestèrent. D'après eux, l'acceptation de Mohamed-Ali n'avait aucune valeur. Pour la rendre valable, il devait restituer la flotte et leur remettre les ordres donnés à ses forces de rentrer en Egypte. A cette déclaration, le représentant du Vice-Roi répondit en ces termes: « Les résolutions prises par les Grandes Puissances ont pour objet spécial deux questions: la première concerne la Syrie, la seconde est relative à la succession de l'Egypte, et elle est la plus importante et la plus considérable. Or, ce dernier point, qui est le principal, ayant été accepté, l'autre ne peut être que secondaire. Le dissentiment qui existe sur ce point ne peut pas détruire le droit d'accepter le principal » ⁽²⁾.

La Porte, cependant, donna raison aux consuls et, le 14 septembre 1840, le Gouvernement de l'Egypte était retiré de la main de Mohamed Ali ⁽³⁾.

(1) De cette lettre extrayons les passages suivants: « Aux termes de cette décision, l'Egypte seule m'a été accordée à titre, de fief héréditaire, et un délai de 20 jours m'a été donné pour en accepter la proposition... Je me suis donc empressé d'accepter immédiatement, sans avoir besoin d'attendre l'échéance... Aujourd'hui, en donnant encore acte de mon acceptation, je ne voudrais point que mon hésitation, ma répugnance en ce, qui concerne la Syrie, puissent être traitées de résistance à la volonté des Hautes Cours, et surtout aux ordres du Monarque bienfaiteur... Qu'il me soit permis de rendre encore, par reconnaissance, un service, signalé à mon Souverain en consacrant le reste de mes jours à améliorer et faire prospérer l'état de la Syrie, et à procurer le repos et le bien-être de ses habitants, beaucoup mieux que, d'autres gouverneurs n'y pourraient réussir... » Mohamed Ali au Grand Vizir, le 5 septembre 1840, A.F.-A.E. Egypte XI.

(2) Procès-verbal de la conférence du 4 septembre 1840, A.F.-A.E. Egypte XI.

(3) « Méhémet Ali Pacha n'ayant pas consenti aux propositions pacifiques qui lui ont été faites d'après le traité conclu à Londres... et son avidité naturelle l'ayant poussé à la révolte, il a fallu lui retirer

Le Comte Walewski, à Constantinople, essaya d'arranger les choses. Il se heurta à l'entêtement de la Porte. Le Ministre Ottoman des Affaires Etrangères lui déclara que la Porte était liée par la Convention de Londres et devait l'exécuter. Ce à quoi, l'envoyé de Thiers répondit : « La Convention a pour but... de prêter aide à la Turquie contre Méhémet-Ali, si cette aide devenait nécessaire, mais jamais la convention n'a pu interdire au Sultan de faire avec son vassal des arrangements qui fussent dans leur mutuelle convenance... » ⁽¹⁾.

Mais toutes les discussions, tous les raisonnements demeurèrent sans effet. La Porte n'agissait que sur les ordres de l'Angleterre. Celle-ci, avant même la déchéance du Vice-Roi, prononcée le 14 septembre, avait commencé l'application des mesures coercitives contre Ibrahim Pacha en Syrie, et elle les continua après cette déchéance. Anglais, Autrichiens, Ottomans, entamèrent alors une lutte sans répit avec Ibrahim Pacha. Se défendant courageusement contre un ennemi supérieur en nombre, l'illustre conquérant eut encore à lutter contre les Syriens achetés par l'or anglais. Oubliant les avantages que leur procurait l'administration égyptienne, ils se tournèrent contre leur

aussi le gouvernement de l'Egypte... » Note de la Porte, le 16 septembre 1840. A.F.-A.E. Egypte XI.

Sur un ton ironique, Mohamed Ali répondit à cette note en ces termes : « Que, le Dieu plein de miséricorde préserve des vicissitudes du sort la personne de Sa Hautesse, notre auguste et puissant bienfaiteur et maître, et qu'il protège son vaste empire contre les disgrâces de la fortune. Les ressources et les moyens de défense qu'à force de travailler, depuis tant d'années à l'ombre de son autorité souveraine, j'ai pu réussir à me procurer, n'étant destinés qu'à protéger l'Etat et à raffermir la Religion et l'Empire, rempli d'une juste confiance dans le secours du Très-Haut et dans les grâces spirituelles du Prophète, je me prépare à repousser les attaques dirigées de différents côtés par l'ennemi. Ma fidélité, mon dévouement ne me permettront jamais de faciliter la réussite de ces projets, en laissant sans emploi, au gré de quelques esprits prévenus, les forces actuelles de Sa Hautesse qui se trouvent à ma disposition. Je ne renonce pas, d'un autre côté, à faire tous les efforts possibles pour le maintien de la paix et de ma soumission envers mon souverain... » Lettre de Mohamed Ali au Grand Vizir, 26 septembre 1840, A.F.-A.E. Egypte XI.

(1) Walewski à Thiers, le 6 octobre 1840, A.F.-A.E. Egypte XII.

bienfaiteur, nous donnant ainsi un exemple frappant d'ingratitude. Devant tous ces ennemis, Ibrahim Pacha reculait en se défendant vaillamment et en leur infligeant des pertes sensibles.

83. — L'arrivée de ces nouvelles en Europe y fit sensation. En France surtout, où les victoires égyptiennes étaient populaires. L'opinion publique s'agita en faveur de l'Egypte. Profondément engagé envers celle-ci par une sorte de responsabilité morale, le Gouvernement Français ne se tint pas inactif. A défaut d'une activité militaire, Thiers se dépensa sans trêve sur le plan diplomatique.

Acculé au pied du mur par la réponse de Thiers au Mémoire britannique du 17 juillet 1840, cité plus haut, Palmerston, au lieu de se taire, écrivit de nouveau à Thiers. Le gentleman britannique poussa le cynisme à son comble. Il osa mettre à la charge de la France des faits inventés de toutes pièces. Il était impossible à Thiers de ne pas réfuter de pareils mensonges. Aussi rédigea-t-il sa célèbre note du 3 octobre 1840 ⁽¹⁾ pour mettre au point l'historique de cet épisode de la Question d'Egypte.

Après avoir relaté les événements qui amenèrent la signature de la note du 27 juillet 1839 concernant le concours général des cinq Puissances, et après avoir souligné que l'Angleterre était la moins disposée à provoquer ce concours, Thiers déclarait : « Personne n'était disposé à croire, alors que l'intégrité de l'Empire ottoman consistait dans la limite qui séparerait, en Syrie, les possessions du Sultan et du Vice-Roi. Tout le monde la faisait consister dans un double fait : empêcher Ibrahim de menacer la capitale, et dispenser les Russes de la secourir. La France partageait avec tous les Cabinets cette croyance, à laquelle elle est restée fidèle... » Puis la note de Thiers citait le projet anglais de 1839 accordant au Vice-Roi

(1) Note, de Thiers à Guizot, le 3 octobre 1840. A.F.-A.E. Egypte XI.

l'Égypte et le Pachalik d'Acre, moins la place du même nom, ainsi que les raisons qui incitèrent la France à le repousser. « La France, disait-il, n'admit point ces propositions : elle jugea que le Vice-Roi, vainqueur du Sultan à Nézib, sans avoir été l'agresseur, ayant de plus consenti à s'arrêter, quand il pouvait fondre sur l'Empire et renverser le trône du Sultan, méritait plus de ménagement. Elle pensa que, de la part des Puissances qui l'avaient engagé, en 1833, à accepter les conditions de Kutaié, il y aurait peu d'équité à lui imposer des conditions beaucoup plus rigoureuses, alors qu'il n'avait rien fait pour perdre le bénéfice de cette transaction... *La France proposa donc, en septembre 1839, d'adjuger au vice-roi l'hérédité de l'Égypte et l'hérédité de la Syrie...* »

Passant ensuite aux mensonges de Palmerston, Thiers niait que la France ait présenté un projet autre que celui de septembre 1839 : « Jamais, à aucune époque de la négociation, la France n'a proposé autre chose, excepté dans ces derniers temps, lorsqu'elle a conseillé au Vice-Roi de se contenter de la possession viagère de la Syrie. J'ai examiné les dépêches antérieures à mon administration, et je n'y ai vu nulle part que le général Sébastiani ait été autorisé à proposer la délimitation contenue dans le traité du 15 juillet, ou qu'il ait spontanément pris sur lui de la proposer. Je lui ai demandé, à lui-même, quels étaient ses souvenirs à cet égard, et il m'a affirmé qu'il n'avait fait aucune proposition de ce genre. »

La note réfutait encore un second mensonge britannique. Le changement de ministère en France, n'avait pas changé la politique du pays. Dès son arrivée au pouvoir, Thiers continua le rapprochement anglo-français déjà ébauché par son prédécesseur, par la nomination de Guizot à l'Ambassade de Londres. Ce rapprochement eut lieu sans que la France s'éloigna pour cela de sa politique à l'égard du Vice-Roi. Tout au plus, elle cessa de le conseiller tout en défendant sa cause. « Le Cabinet français a toujours répété qu'il ne croyait pas juste de retrancher la Syrie du

nombre des possessions égyptiennes. Pendant que le Cabinet français tenait ce langage à Londres avec franchise et persévérance, l'ambassadeur français à Constantinople ne cherchait pas à négocier un arrangement direct entre le Sultan et le Vice-Roi; il ne donnait pas, ainsi que semble le croire Lord Palmerston, sans l'affirmer, il ne donnait pas le premier l'exemple de la séparation. »

Un peu plus loin, Thiers soulignait un troisième mensonge: « En 1839 on accordait au Vice-Roi la possession héréditaire de l'Égypte et du Pachalik d'Acre, moins la citadelle. En 1840, Lord Palmerston nous proposa de lui accorder le Pachalik d'Acre avec la citadelle de plus, mais avec l'hérédité de moins. Assurément, c'était là retrancher de la première offre plus qu'on n'y ajoutait, et on ne pouvait pas dire que ce fût une proposition nouvelle, ni surtout plus avantageuse. Mais cette proposition, n'avait en rien le caractère d'un ultimatum; elle ne nous fut nullement présentée ainsi; sur l'affirmation de MM. de Bulow et de Neumann, que cette proposition, si elle était faite, serait la dernière concession de Lord Palmerston, nous envoyâmes M. Eugène Périer à Alexandrie pour disposer le Vice-Roi à consentir à un arrangement qui nous semblait le dernier possible. Ce n'était pas, comme le dit Lord Palmerston, faire dépendre la négociation de la volonté d'un pacha d'Égypte, mais disposer les volontés contraires et les amener à un arrangement amiable. »

Thiers ajoutait ensuite que le Gouvernement Français était prêt à oublier toutes les contestations du passé pour traiter le fond des choses. Citant l'exemple des Provinces Balkaniques, presque détachées de la Porte, il demandait l'application de la même politique à l'Égypte. Quant à l'intégrité de l'Empire Ottoman, que l'Angleterre croyait-êtré menacée par la puissance du Vice-Roi, Thiers disait: « Le Vice-Roi d'Égypte a fondé un état vassal avec génie et avec suite; il a su gouverner l'Égypte et même la Syrie, que jamais les sultans n'avaient pu gouverner. Pourquoi affaiblir ce vassal utile qui, une fois séparé par une frontière

bien choisie des états de son maître, deviendra pour lui le plus précieux des auxiliaires? Il a aidé le Sultan dans sa lutte contre la Grèce, pourquoi ne l'aiderait-il pas dans sa lutte contre des voisins d'une religion hostile à la sienne? Son intérêt répond de lui, à défaut de sa fidélité. *Il faut, pour garder l'intégrité de l'Empire ottoman*, depuis Constantinople jusqu'à Alexandrie, il faut à la fois *le Sultan et le Pacha d'Egypte.* »

Enfin, à propos de l'espoir émis par Palmerston que l'isolement de la France serait de courte durée, Thiers lui répondait avec fierté: « Quand on aura poursuivi à quatre, sans nous, et malgré nous, un but en soi mauvais, que du moins nous avons déclaré tel, quand on l'aura poursuivi par une alliance trop semblable à ces coalitions qui ont depuis cinquante ans ensanglanté l'Europe, croire qu'on retrouvera la France sans défiance, sans ressentiment d'une d'une telle offense, *c'est se faire de sa fierté nationale une idée qu'elle n'a jamais donné au monde.* »

Cette note fut bientôt suivie par une seconde, en date du 8 octobre 1840 ⁽¹⁾, lorsque Thiers apprit la destitution du Vice-Roi prononcée par la Porte le 14 septembre 1840. Dans cette seconde note, Thiers soulignait que le maintien de l'Empire Ottoman était nécessaire à l'équilibre européen, car « cet Empire, en succombant, ne pouvait servir qu'à augmenter les Etats voisins aux dépens de l'équilibre général. » Il ne pouvait concevoir, d'autre part, le respect de l'intégrité de cet Empire sans le Vice-Roi. « Ce prince vassal, écrivait-il, est devenu suivant nous, une partie essentielle et nécessaire de l'Empire ottoman; s'il était détruit, l'Empire n'acquerrait pas aujourd'hui les moyens qui lui ont manqué autrefois pour gouverner la Syrie et l'Egypte; et il perdrait un vassal qui fait maintenant l'une de ses principales forces. » Pour cette considération essentielle « la France se croit obligée de déclarer que la déchéance du Vice-Roi, mise à

(1) Note de Thiers à Guizot, le 8 octobre 1840, A.F.-A.E. Egypte XI.

exécution, serait à ses yeux une atteinte à l'équilibre général ». Puis, changeant de ton, devenant énergique, Thiers ajoutait que la France, « disposée à prendre part à tout arrangement acceptable qui aurait pour base la double garantie de l'existence du Sultan et du Vice-Roi d'Egypte, elle se borne, dans ce moment, à déclarer que, pour sa part, elle ne pourrait consentir à la mise à exécution de l'acte de déchéance prononcé à Constantinople. »

Cette dernière note précisait nettement la position de la France dans la Crise. Ses expressions et notamment celle que nous avons citée en dernier lieu, étaient claires, nettes et ne laissaient subsister aucun doute sur la position du Gouvernement Français. En outre, elles laissaient entrevoir la possibilité d'un *casus belli* ⁽¹⁾.

En France, la publication de cette note fut suivie par toute une série de préparatifs militaires qui, naturellement, eurent leur effet à Londres. Le Cabinet Britannique s'en préoccupa. Palmerston, jugeant qu'il était allé un peu trop loin, fit marche arrière. Le 15 octobre, il écrivit à Ponsonby pour conseiller à la Porte de rétablir le Vice-Roi dans le Gouvernement héréditaire de l'Egypte s'il présentait sa soumission, restituait la flotte et ordonnait l'évacuation de la Syrie — y compris Adana — de l'île de Candie et des Villes Saintes. Ce faisant, Palmerston invoquait l'article 7 de l'acte séparé annexé à la Convention de Londres du 15 juillet 1840, et qui stipule que si le Vice-Roi n'accepte pas dans les vingt jours déterminés, les conditions de la Convention, « le Sultan se considérera comme libre de retirer cette offre et de suivre, en conséquence, telle marche ultérieure que ses propres intérêts et les conseils de ses Alliés pourront lui suggérer. » ⁽¹⁾

(1) Le 10 octobre 1840, Thiers écrivit à Cochelet: « En présence de ces déclarations, le gouvernement du Roi n'en continue pas moins ses préparatifs, et d'ici à peu de mois, ses armements portés au pied de guerre le plus élevé l'auront mis en mesure pour toutes les éventualités ». A.F.-A.E. Egypte XI.

(1) Voir cet article de l'Acte séparé annexé à la Convention de Londres du 15 juillet 1840 dans A.F.-A.E. Egypte XI.

84. — Les deux notes de Thiers avaient eu leur effet. Palmerston aurait peut-être encore cédé sur la Syrie si des événements favorables ne vinrent à son secours. En effet, Louis-Philippe, dans la crainte de s'engager dans une guerre, obligea Thiers à démissionner. Il refusa d'insérer dans le Discours du Trône une phrase belliqueuse à l'égard de l'Angleterre. Thiers démissionna donc et Soult revint de nouveau au pouvoir, avec Guizot aux Affaires Etrangères (29 octobre 1840).

Et ce changement de Cabinet entraîna le changement de politique. Le 9 novembre 1840, Guizot faisait savoir à Cochelet que *la France continuerait à aider Mohamed Ali pour l'obtention de l'Egypte héréditaire. Quant à la Syrie, il devait l'évacuer*, car la France était décidée à ne pas entrer en guerre pour le soutenir à ce sujet.

Voilà à quelle fin venait d'aboutir la politique française. Après avoir compliqué la Question d'Egypte et offert à l'Angleterre tous les atouts favorables, on tourne le dos au noble vieillard qu'on avait arrêté dans sa marche triomphante, qu'on avait tant soutenu et encouragé. Soutenu et encouragé certes, car deux jours avant cette lettre de Guizot, il avait, sur l'instigation de Cochelet, demandé une fois encore, la médiation de la France, remettant son sort et celui de sa famille entre ses mains. Et voilà que la France le trahissait. Que Palmerston devait être content et satisfait ! Le bijou qu'était Soult, lui revenait de nouveau dans les mains.

A ces nouvelles, Mohamed Ali se sentit comme délaissé par la France. Il consentit à engager des pourparlers avec le Commodore Napier, qui avait apparu devant Alexandrie avec une partie de la flotte britannique. Sa conduite était sage et justifiable. La France lui offrait l'Egypte héréditaire, l'Angleterre de même. Mais celle-ci était devenue l'élément actif et c'était elle qui régnait en maître à Constantinople. Alors, pourquoi ne pas s'adresser directement à elle ? Peut-être réussirait-il à obtenir d'elle, plus qu'elle n'en était prête à lui accorder.

Les pourparlers avec Napier aboutirent à la conclusion d'un accord signé le 27 novembre 1840, et aux termes duquel l'ordre était donné à Ibrahim Pacha d'évacuer la Syrie. Quant à la flotte, elle devait se tenir prête à faire voile vers Constantinople dès que la Porte aurait accordé à Mohamed Ali l'Égypte héréditaire.

Malheureusement, Napier avait agi sans autorisation. « L'Ambassadeur de Sa Majesté, écrivit à ce propos Ponsonby à Palmerston, le 8 décembre 1840, n'est nullement autorisé à reconnaître l'acte d'un *individu* qui n'avait reçu du Gouvernement de Sa Majesté aucun pouvoir » ⁽¹⁾.

La convention de Napier était d'autre part, contraire à ce que voulait Palmerston. Le 14 novembre 1840, ce dernier avait écrit à l'Amiral Stopford de négocier avec le Vice-Roi la restitution de la flotte et l'évacuation de la Syrie, après quoi, l'Égypte héréditaire lui serait accordée. Bref, les instructions de Palmerston étaient les mêmes que celles envoyées précédemment à Constantinople le 15 octobre. Comme elles, elles furent communiquées à leur tour à la Porte, mais cette fois sous forme de memorandum.

Le Vice-Roi, fatigué d'une attente si longue et aussi incertaine, accepta les offres de l'Amiral Stopford, et le 16 décembre 1840, sa lettre de soumission, écrite le 11, arrivait à Constantinople.

85. — Au lieu de se décider immédiatement à mettre fin à la crise, la Porte, influencée par Ponsonby, fit trainer les choses en longueur. Ennemi acharné du Vice-Roi, l'Ambassadeur anglais cherchait à l'abattre par tous les moyens. Les deux compères, Ponsonby et Rechid, avaient mis tous leurs espoirs dans une issue heureuse pour leurs armées. Ils attendaient avec impatience le jour où ils apprendraient, à Constantinople, la nouvelle de l'écrasement de l'armée égyptienne en Syrie. Bien mieux, ils se berçaient de l'illusion d'une *reconquête de l'Égypte*. La mauvaise

(1) Cf. GUIZOT, op. cit. T. VI, p. 57.

foi de la Porte et de Ponsonby était flagrante. Une conférence tenue par Rechid, le 20 décembre 1840, pour discuter de l'opportunité d'accepter ou de refuser la soumission du Vice-Roi, nous la fait toucher au vif.

Dans cette conférence, les Puissances signataires du Traité du 15 juillet 1840 se divisèrent en deux camps.

L'Internonce, à la tête du premier, déclara : « Dans sa lettre, le Pacha déclare être prêt à faire tout ce qu'on lui demande, et sous ce rapport, *sa soumission me paraît entière*. La Sublime Porte peut sans doute avoir de bonnes raisons pour désirer l'anéantissement de Méhémet-Ali, mais n'ayant pas les moyens de l'effectuer elle-même, ce serait sur ses alliés qu'en retomberait la charge. Or, voudrait-elle, pour prix des services qu'ils lui ont rendus, les jeter dans une entreprise qui mettrait en péril la paix générale...? C'est vers la France surtout que se porte aujourd'hui l'attention de nos gouvernements; et si l'attitude menaçante et belliqueuse du ministère Thiers n'a pu les arrêter dans leur marche, ils semblent désormais vouloir vouer tous leurs soins à ménager le ministère qui lui succède » ⁽¹⁾. Les représentants de la Prusse et de la Russie adoptèrent cette déclaration. Ces trois Etats, faisant cause commune, étaient ainsi animés du désir de mettre un terme aux hostilités en Orient, et de les empêcher de s'étendre en Europe.

Quant à Ponsonby, se retranchant dans le second camp, il déclara que c'était au Sultan qu'il appartenait de décider. Pourtant, les ordres de Palmerston étaient pour la liquidation de la crise. Ponsonby se souciait peu de la paix générale. Aussi, son attitude équivoque dans cette conférence et ses agissements en sous main, encouragèrent la Porte dans sa politique d'attente d'éventuelles victoires sur les Egyptiens.

Ce retardement devait se manifester, plus particulièrement encore, dans les négociations que la Porte s'était résolue à entamer avec le Vice-Roi. Le 27 décembre 1840,

(1) Idem, p. 62.

Rechid écrivit à Ponsonby pour lui annoncer le prochain départ pour l'Égypte de deux commissaires ottomans chargés de ramener la flotte ottomane, de s'assurer du retrait des troupes égyptiennes des territoires occupés en dehors de l'Égypte et enfin de confirmer le Vice-Roi dans le Gouvernement du Pachalik d'Égypte. *Mais l'hérédité? Rechid n'en dit mot.* Il voulait sans doute garder une matière à discussion pour prolonger la crise. D'autre part, ces commissaires ne quittèrent Constantinople que le 6 janvier, avec ordre de retarder, autant que possible, leur arrivée à Alexandrie.

Mis au courant de cette situation, Metternich réagit vigoureusement. « Sur cette nouvelle, écrivait le 17 janvier 1841 Lord Beauvale à Palmerston, le prince de Metternich a envoyé au prince Esterhazy des dépêches où il lui annonce *la ferme résolution de l'Autriche d'obtenir pour Méhémet-Ali la succession héréditaire*, ajoutant que le refus de la Porte déterminerait l'Autriche à retirer au Sultan son appui moral et matériel » ⁽¹⁾.

Entre temps, Palmerston, dans le pressentiment de cette attitude autrichienne menaçante pour l'entente entre les Puissances signataires du Traité de Londres, ordonna à Ponsonby « de donner à la Sublime Porte, au nom du gouvernement britannique, *le conseil d'accorder à Méhémet Ali le gouvernement héréditaire de l'Égypte* » ⁽²⁾. Bien malgré lui Ponsonby obéit et le 10 janvier 1841 il communiqua ce conseil à la Porte. Pourtant, il était loin de s'avouer vaincu. À côté de son caractère officiel, le diplomate britannique agissait souvent officieusement, trop souvent même. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'hérédité, il conseilla à la Porte de l'accorder, non par ordre de Primogéniture dans la descendance directe ou à titre de Séniorat, mais en se conservant le droit de choisir parmi les descen-

(1) Idem, p. 60.

(2) Idem, p. 66.

dants du Vice-Roi celui qu'elle voudra placer à la tête de l'Égypte.

Pourtant, la Porte hésitait encore. Il lui fallut, pour céder, un Mémorandum émanant des Puissances alliées, en date du 30 janvier 1841. Dans ce Mémorandum, le Sultan était invité « à se montrer généreux envers Méhémet-Ali, non seulement en révoquant l'acte de déchéance, mais encore *en promettant aussi que ses descendants en ligne directe seront nommés successivement Pachas d'Égypte*, lorsque ce poste se trouvera vacant par la mort du Pacha précédent... » ⁽¹⁾

Cinq jours plus tard, soit le 4 février, la Porte remettait aux représentants des dites Puissances les clauses de l'arrangement définitif avec le Vice-Roi et leur demandait leur avis. La réponse fut une acceptation complète de la part de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. *Seul encore, Ponsonby souleva des protestations*. Il voyait dans l'arrangement trop de complaisance pour le Vice-Roi. Il critiqua notamment la question du Tribut imposé à l'Égypte, et demanda à la Porte de prendre en mains toutes les ressources du pays, afin d'enlever à Mohamed Ali le moyen économique de se fortifier militairement. Cette opposition de Ponsonby était d'ailleurs ordonnée par Palmerston. Obligé de céder sur l'hérédité, le Premier Britannique la voulait *boiteuse*. Et malheureusement, c'est ce qui eut lieu.

SECTION II

LE RÉGIME DE L'HÉRÉDITÉ DU TRÔNE ACCORDÉE
PAR LE FIRMAN DE 1841 A MOHAMED ALI: LE SENIORAT.

86. — Le firman du 13 février 1841, Mohamed Ali le critique et le rejette.

(1) Cf. FREYCINET, op. cit. p. 84.

- 87. — Les Puissances se prononcent en faveur de Mohamed Ali; mais toujours Ponsonby intrigue. L'intervention de Metternich décide la Porte à céder (avril 1841).
- 88. — Le nouveau firman du 1^{er} juin 1841 et les modifications introduites.
- 89. — Jugements sur la politique extérieure de Mohamed Ali.
- 90. — L'Hérédité du Trône d'Egypte accordée à Mohamed Ali sous forme de Séniorat. Ses avantages.
- 91. — Le Séniorat et le Droit Public Islamique.
- 92. — L'application du Séniorat en Egypte et ses conditions.
- 93. — Disparition de cette hérédité du Trône sur l'ordre du Sultan en cas de non-exécution d'une des conditions imposées par le firman.
- 94. — La Régence.
- 95. — L'hérédité du Trône était garantie par les Puissances.
- 96. — Statut politique de l'Egypte, défini par ces firmans.
- 97. — La fin de Mohamed Ali. Malade, il se retire du pouvoir (juillet 1848). — Règne d'Ibrahim et mort de Mohamed Ali (août 1849).

86. — Le 13 février 1841, la Porte promulgua un Hatti-Cherif conférant à Mohamed Ali l'hérédité du gouvernement de l'Egypte sous certaines conditions.

Dans ce firman ⁽¹⁾, nous lisons :

« Mon Vizir,

« J'ai vu avec satisfaction les preuves de soumission que vous venez de donner, ainsi que vos protestations de fidélité et vos assurances de dévouement envers mon auguste personne et pour les intérêts de ma Sublime Porte. Votre longue expérience et la connaissance que vous avez des affaires du pays, placé depuis si longtemps sous votre administration, ne me laissent pas douter que vous saurez, par le zèle et la prudence que vous apporterez dans ce même gouvernement, acquérir de nouveaux droits à ma bienveillance et à ma confiance en vous, et qu'en même temps,

(1) Cf. ARISTARCHI BEY, *Législation Ottomane* T. II, Constantinople (1874). pp. 133 et ss.

reconnaissant le prix de mes bienfaits, vous tâcherez de transmettre ces qualités qui vous distinguent à vos descendants. Sur cette considération, *je me suis décidé à vous confirmer dans le gouvernement d'Égypte... et à vous conférer, en outre, la prérogative de l'hérédité de ce gouvernement, sous les conditions suivantes :*

« Lorsque le gouvernement d'Égypte sera devenu vacant, il sera confié à celui de vos enfants mâles que *je choisirai* et le même mode de succession s'appliquera aux enfants mâles de ce dernier, et ainsi de suite. Dans le cas où votre lignée masculine viendrait à s'éteindre, les enfants mâles issus des femmes de votre famille ne pourront avoir aucun droit à la succession.

« Celui de vos fils qui sera choisi pour vous succéder dans le gouvernement de l'Égypte devra se rendre à Constantinople pour y recevoir l'investiture... »

Puis le Firman stipulait l'application en Égypte des Traités et des lois administratives de la Porte; la création d'une commission ottomane chargée de surveiller et de contrôler les prélèvements des impôts, sur les mêmes bases admises dans l'Empire; le paiement à la Porte d'un tribut annuel égal au quart des revenus bruts de l'Égypte; la fixation du nombre de soldats de l'armée égyptienne à 20.000 hommes; la nomination par le Sultan des officiers supérieurs au grade de lieutenant; la nécessité d'une autorisation de la Porte pour la construction de tout bâtiment de guerre, etc...

Et il continuait :

« La concession de l'hérédité au gouvernement de l'Égypte étant soumise aux conditions sus-énoncées, l'inexécution de l'une d'elles motivera le retrait immédiat de cette concession.

« Le présent Hatti-Chérif vous est donc adressé afin que vous, ainsi que vos descendants, reconnaissants de la faveur impériale que je viens de vous accorder, vous vous occupiez à remplir avec soin les conditions y établies, à protéger les habitants de l'Égypte contre toute violence en

pourvoyant à leur sûreté et à leur bien-être, et en vous gardant de contrevenir à mes ordres... »

Tant de paroles aimables, flatteuses, conciliantes, étaient-elles de nature à empêcher les soupçons de Mohamed Ali de prendre jour sur le contenu exact du firman? Allaient-elles les endormir? Il faut être vraiment étranger à la Question d'Egypte et croire que Mohamed Ali est un de ces hommes faciles à tromper, pour répondre par l'affirmative. Le Vice-Roi n'était pas à ranger parmi ces hommes. Aussi, dès qu'il eut pris connaissance du firman, il protesta énergiquement. Il jugea le tout inacceptable et sut bien y voir l'influence de l'Angleterre acharnée contre lui.

Il refusa cette hérédité boiteuse. Il la refusa pour diverses raisons. D'abord, parce qu'elle visait clairement à *éloigner Ibrahim Pacha du Pouvoir*. Aucun doute n'était possible. Comment pouvait-on croire que l'Angleterre, bien au courant de la valeur militaire et administrative du vainqueur d'Acre, eut-elle accepté de le voir à la tête de l'Egypte? Nous connaissons déjà l'opinion de Palmerston sur le fils du Pacha, opinion élogieuse qui nous dispense de tout commentaire.

En second lieu, en laissant à la Porte cette faculté de choisir librement le Vice-Roi dans la famille de Mohamed Ali, on menaçait de semer la discorde, la jalousie et la haine au sein de celle-ci. Les enfants de Mohamed Ali s'entretueront pour le Pouvoir, et les intérêts du pays seront de la sorte négligés. La Porte, à coup sûr, ne pouvait que gagner à l'anarchie réinstaurée en Egypte. Et les Anglais aussi. On voit que ces derniers n'avaient pas du tout oublié l'histoire des Mamelouks, guerroyant constamment entre eux pour atteindre et conserver le Pouvoir sans jamais se soucier des doléances du peuple.

Enfin, n'oublions pas qu'à défaut d'un règlement stable en cette matière, la personne choisie par la Porte lui sera toujours reconnaissante et exécutera aveuglément ses ordres, c'est-à-dire les ordres de Londres.

Le Vice-Roi protesta, d'autre part, contre les condi-

tions imposées par le firman : l'armée était trop peu nombreuse ; la nomination des officiers par le Sultan était, non seulement humiliante à son égard, mais encore de nature à créer au sein de l'armée une catégorie d'officiers hostiles à sa politique et soumis au Sultan ; la commission de surveillance et de contrôle détruisait son autonomie financière ; le tribut annuel, fixé au quart des revenus bruts du pays, était trop élevé ; enfin, ce qui était plus grave, c'était l'application en Egypte des lois administratives de la Porte. Cette dernière condition constituait en elle-même une sérieuse atteinte à l'autonomie du Vice-Roi, et rendait son autorité inopérante surtout en matière administrative.

87. — Avec Mohamed Ali, l'opposition britannique jugea le firman inacceptable. A Londres, cette opposition, après de vifs débats aux Communes, réussit à gagner à ses vues l'élément modéré du Parti Conservateur.

De son côté, l'Autriche se prononçait nettement pour l'Egypte. « Le Prince de Metternich ne semble pas mettre en doute la modification du hattî-chérif en ce qui concerne l'hérédité... », écrivait le 6 avril de Bourqueney à Guizot ⁽¹⁾.

Partant de cette base, la Conférence des Ambassadeurs des Puissances alliées, à Londres, recommanda à l'Ambassadeur ottoman, en réponse à sa demande d'instructions, *de prendre en considération les réclamations du Vice-Roi*.

Mais à Constantinople, Ponsonby intriguait toujours. Palmerston avait beau lui écrire : « Sur quelques-uns des points en question entre les deux parties, Méhémet Ali a raison ; sur d'autres, il a évidemment et décidément tort. Le Sultan devrait modifier, sans délai, les parties de ses firmans qui donnent lieu à des *objections raisonnables*... » ⁽²⁾

Rien n'y fit, Ponsonby était convaincu que le Vice-Roi avait tort sur tous les points.

(1) Cf. GUIZOT, op. cit., p. 101.

(2) Idem.

Malheureusement, l'étoile du diplomate britannique pâlisait. L'Internonce, baron de Stürmer, parlait haut sur l'attitude des Puissances. Le 29 mars, le Sultan renvoyait Rechid Pacha, tombé sous l'influence de Ponsonby, pour le remplacer par Rifaat Pacha, ancien Ambassadeur ottoman à Vienne. Le coup était dur pour Ponsonby. Et Metternich ne s'arrêta pas là. Il manda aussitôt l'Internonce en lui enjoignant de faire savoir à ses collègues, les ambassadeurs des Puissances alliées, à Constantinople, « que l'Empereur... décidé pour sa part à se maintenir dans les limites des arrêtés pris en commun par les plénipotentiaires des quatre cours dans le centre de Londres, vous ordonne (à l'Internonce) *d'insister* près du divan sur *l'admission des modifications* que ces mêmes cours désirent voir apporter, dans l'intérêt même de la Porte, à certains articles du firman... Dans le cas du refus de Sa Hautesse d'obtempérer aux vœux de ses alliés, vous aurez à déclarer que, Sa Hautesse étant maîtresse de ses décisions, Sa Majesté Impériale, par contre, regarderait, pour sa part, comme épuisée la tâche dont elle s'était chargée par les engagements qu'elle a contractés le 15 juillet 1840, et qu'elle se considérerait dès lors comme rendue à une entière liberté de position et d'action » ⁽¹⁾. En outre, l'Internonce, selon les ordres du Chancelier, devait agir auprès de la Porte, d'accord avec les ambassadeurs des Puissances alliées ou avec ceux d'entre eux qui accepteraient de se joindre à lui. Au besoin, il devait même agir seul. Sans aucun doute, Metternich visait à amoindrir la situation de Ponsonby, à prendre le pas sur lui auprès du nouveau Ministre ottoman. Il voulait sa revanche sur le diplomate anglais, et il l'obtint.

88. — En effet, le 19 avril 1841, la Porte faisait savoir aux ambassadeurs les modifications introduites dans le firman du 13 février 1841. Les nouvelles concessions fu-

(1) Idem, pp. 106-107.

rent promulguées dans un nouveau firman en date du 1^{er} juin 1841.

Après toutes les formules de louange à l'égard du Vice-Roi, le firman ⁽¹⁾ disait, à propos de l'hérédité: « Quand le gouvernement sera vacant, il passera *du fils aîné au fils aîné dans la ligne directe masculine de vos fils et descendants*. Quant à la nomination, elle émanera toujours de la Sublime Porte. S'il arrivait jamais que la lignée masculine fût éteinte, mon gouvernement désignerait nécessairement un autre individu pour le gouvernement. Dans ce cas, les enfants mâles des filles du gouverneur de l'Égypte n'auront ni droit ni titre légal de succession... »

Sur l'hérédité, le Vice-Roi recevait donc satisfaction. Quant aux conditions imposées au Vice-Roi le nouveau firman les reproduisait en les modifiant tant soit peu. Le droit de nommer les officiers jusqu'au grade de colonel était reconnu au Vice-Roi; le tribut annuel était évalué à une somme fixe; il n'était plus question d'une commission de surveillance et de contrôle pour les impôts; enfin, dans l'application en Égypte des lois administratives de la Porte, on devait tenir compte des circonstances locales, de la justice et de l'équité.

De même, il énonçait en ces termes, la sanction à la non-exécution de ces conditions: « Toutes les conditions présentes se rattachent de la manière la plus étroite, au privilège héréditaire; *si l'une de ces conditions demeurerait sans être exécutée, la prérogative de l'hérédité serait à l'instant même abrogée et elle cesserait d'exister...* »

Enfin, le nouveau firman, tout comme le précédent, ordonnait au Vice-Roi de ne rien faire qui soit en opposition avec la volonté de la Porte.

Avec l'Égypte héréditaire, la Porte accorda encore au Vice-Roi, par un firman à part, en date du 13 février 1841, le Gouvernement viager du Soudan.

(1) ARISTARCHI BEY, op. cit., pp. 137 ss.

89. — Faute de mieux, Mohamed Ali accepta toutes ces concessions et toutes ces conditions, qui consacraient en somme le triomphe de la politique anglaise. Palmerston venait d'atteindre son but. *Le Vice-Roi était dépouillé de toutes ses conquêtes si chèrement acquises.*

Réduit à la seule possession de l'Egypte, il dut se souvenir de ses fautes, avec regret et amertume. Il n'était pas un dieu pour être infailible. Les circonstances lui avaient été maintes fois favorables; il n'a pas su les exploiter pour réaliser son désir, pour déclarer son indépendance. Il hésita et il hésita longtemps. Successivement il réduisit ses revendications. De l'indépendance complète à l'hérédité de l'Egypte tout en étant assujetti à la Porte, la route était longue, le sacrifice dur.

Devant une Angleterre haineuse, une France indécise et une Porte jalouse, grinçante sur ses gonds et largement ouverte aux intrigues, il fallait aller de l'avant. Fais ce que dois, advienne que pourra. Ibrahim Pacha possédait cette force, cet élan irrésistible caractéristique de tout esprit épris de grandeur. Sur ce point le fils surpassait le père. Mais ce dernier tenait tout en ses mains. Certes, les réformes de Mohamed Ali en Egypte, le trajet accompli par celle-ci, sous son égide, dans la voie de la grandeur et de la civilisation tenaient du prodige. Malheureusement, il fut moins heureux sur le plan extérieur. L'idée d'une coalition européenne dirigée contre lui, le hantait constamment et l'empêchait d'agir librement au mieux de ses propres intérêts. Amené par la force des choses à cette limite extrême, il accepta l'Egypte héréditaire, cette Egypte pour qui il se sacrifia sans trêve plus de quarante ans.

L'Hérédité ! Suprême aspiration de cet homme de génie. Enfin, il vivra éternellement dans sa descendance. Son œuvre ne sera pas perdue; elle sera continuée par ses descendants.

90. — Les principes généraux qui réglèrent cette hérédité peuvent se condenser dans les lignes suivantes :

Le mode de transmission du Pouvoir, définitivement arrêté, était celui du *Seniorat*. C'était toujours le Prince le plus âgé de la Famille de Mohamed Ali qui accédait au Trône.

Ce mode de transmission était, sans aucun doute bien supérieur à celui qui faisait dépendre le choix du Monarque du bon caprice du Sultan. On coupait court à toutes les intrigues, on éliminait toute possibilité de guerres fratricides. D'autre part, ce mode avait un second avantage : chaque Prince, pouvant un jour être appelé à régner, ses parents ne pouvaient dès lors négliger son éducation et son instruction. Diminuer, à défaut de supprimer, le nombre de princes capricieux, pouvait être une conséquence de ce principe.

91. — Cette hérédité était appliquée selon le même principe dans la Famille des Sultans Ottomans. Ces derniers, étant en même temps les Califes de l'Islam, certains auteurs ont cru, à tort, que le Seniorat était le principe de succession au Trône dans le Droit Public Musulman. Rien n'est plus faux.

Nous avons déjà vu plus haut, dans notre introduction, comment l'hérédité fit son apparition dans ce Droit. Ajoutons ici que ce ne fut pas le Seniorat que préférèrent d'abord les Califes, mais plutôt la succession par ordre de Primogéniture. Et ce fut encore cet ordre qui fut appliqué d'abord dans la Famille des Califes Ottomans. Pourquoi fut-il délaissé ?

L'histoire de la Dynastie Ottomane est une des plus riches, des plus fécondes en assassinats. Tous les frères s'entretuaient afin d'accéder au Trône. Le fratricide, devenu chose naturelle, fut même érigé en Institution d'Etat. En effet, le Sultan Méhémet II interprétant à sa guise le verset suivant du Coran :

« *Le meurtre est plus actif que la révolte* »

décida que le Sultan avait le droit de faire périr ses frères si la tranquillité de son peuple était menacée. Le sang des

Princes Ottomans inondait les luxueux sérails de Constantinople. Le Sultan Ahmed I^{er}, terrifié par tant de meurtres, décréta l'abolition de la succession par ordre de Primogéniture, et la remplaça par le Seniorat.

92. — Le Seniorat fut donc appliqué en Egypte. De la sorte, le Vice-Roi était sûr qu'Ibrahim Pacha, son fils aîné, lui succéderait.

Cependant, la Porte imposa à la Famille de Mohamed Ali trois conditions :

La première, *de fond*, méconnaissait le droit de gouverner le pays aux femmes de la Famille de Mohamed Ali ainsi qu'à leurs descendants. A l'extinction de la ligne masculine, le Sultan recouvrait sa liberté de placer qui il voulait à la tête de l'Egypte.

Les deux autres conditions étaient de pure forme, d'*étiquette* si l'on veut. Elles visaient principalement à bien marquer le droit de suzeraineté de la Porte sur l'Egypte. La première était que le Prince le plus âgé, qui allait monter sur le Trône d'Egypte, devait y être appelé par un firman, compte tenu de l'obligation pour le Sultan de le nommer, lui, et non un autre Prince. La seconde condition imposait à tout nouveau Monarque le devoir de se rendre à Constantinople pour recevoir l'investiture. Cependant, étant donné leur âge et leurs exploits militaires, le Vice-Roi et son fils furent dispensés d'accomplir ce voyage, ce qui équivalait à un honneur que la Porte leur rendait.

93. — Cette *hérédité* dans la Famille du Vice-Roi pouvait disparaître sur l'ordre du Sultan. Les deux firmans (celui du 13 février 1841 et celui du 1^{er} juin 1841) soulignaient clairement cette possibilité. Nous ne citerons que le texte du second, qui remplace le premier : « Toutes les conditions présentes se rattachent de la manière la plus étroite au privilège héréditaire; si l'une de ces conditions demeurerait sans être exécutée, la prérogative de l'hérédité

serait à l'instant même abrogée et elle cesserait d'exister » (1).

Les conditions en question, nous les avons citées plus haut; elles concernaient le tribut, l'armée, les traités et les lois administratives de la Porte, etc... Le texte est clair, il n'a besoin d'aucun commentaire.

Cependant, une question se pose. Si par suite d'une inexécution d'une condition l'hérédité est retirée, le Prince au Pouvoir sera-t-il déchu *ipso facto* ?

Nous ne le croyons pas. La suppression de l'hérédité ne devait avoir d'effet que sur la désignation du futur Vice-Roi. Quant au Vice-Roi en fonction, il y a lieu de remarquer que, désigné par le Seniorat pour accéder au Pouvoir, il devait être néanmoins nommé à son poste par un firman. Conformément au Droit Public Ottoman, un autre firman était nécessaire pour le destituer. Ainsi, la suppression de l'hérédité n'entraînait pas nécessairement la destitution du Vice-Roi.

Inversement, le *Sultan pouvait-il destituer le Vice-Roi* sans pour cela supprimer le privilège de l'hérédité ?

Il le pouvait certainement. Un Vice-Roi nommé par un firman pouvait être destitué par un second. Cependant, l'application de ce cas pouvait avoir des conséquences fâcheuses. Le Sultan pouvait destituer tout Vice-Roi qui ne lui était pas docile, aveuglément soumis à ses ordres. D'autre part, on encourageait ainsi les intrigues pour évincer ce dernier.

Le système de l'hérédité ainsi accordé à Mohamed Ali contenait donc une *fissure susceptible de lui porter largement atteinte*. Cette fissure, il convient de la signaler, de la souligner, car elle aura un rôle à jouer plus tard.

94. — Enfin, pour en finir avec cette question, remarquons que les firmans avaient passé sous silence la question de la Régence. En réalité, ce cas était difficile à concevoir

(1) Idem.

avec le Seniorat, plus difficile encore dans la Famille de Mohamed Ali, dont les membres, fils et petits-fils, étaient trop nombreux et trop âgés. Malgré tout, elle pouvait se poser. Elle pouvait l'être encore en cas d'absence du Vice-Roi ou de maladie. En l'absence d'un texte, la Porte s'était sûrement réservée le droit de régler le problème à sa guise.

95. — Cette hérédité accordée à Mohamed Ali, la Porte pouvait-elle lui porter atteinte, la *supprimer* par exemple, *en dehors du cas prévu*, à savoir celui de la non-exécution d'une des conditions imposées au Vice-Roi ?

Les firmans créateurs de cette hérédité avaient été extorqués à la Porte par les Puissances en application de la Convention de Londres du 15 juillet 1840. La France, avant de réintégrer sa place dans le Concert Européen par la signature de la Convention des Détroits du 15 juillet 1841, exigea des Puissances signataires de la Convention de Londres du 15 juillet 1840, de déclarer — dans un Protocole de clôture signé le 10 juillet 1841 — terminés les effets de cette Convention. La liquidation de la Question d'Egypte tire, de la sorte, son origine d'un *accord international*.

« Les actes du 15 juillet 1840, écrit de Martens, ayant été conclus par un accord international, il est évident qu'un nouvel accord entre les grandes Puissances Européennes seul pouvait modifier les droits et privilèges qu'ils ont créés. » ⁽¹⁾

Sur ce point, les Puissances se sont montrées intransigeantes. Chaque nouveau firman concernant l'Egypte devait leur être communiqué, et maintes fois elles firent des remarques et émirent des protestations. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1879, lors de l'avènement du Khédivé Tewfick, les ambassadeurs français et anglais demandèrent à la Porte le texte du firman d'investiture, et quand ils l'eurent, ils

(1) F. DE MARTENS: La Question Egyptienne et le Droit International. Revue de Droit International et de Législation Comparée, 1882, p. 359.

protestèrent contre certaines conditions. La Porte, au lieu de leur opposer une fin de non-recevoir, tint compte de leurs protestations, ce qui prouvait le droit des Puissances de contrôler les relations de la Porte avec l'Égypte. Toute modification des concessions faites à l'Égypte devait donc avoir lieu avec leur approbation soit expresse, soit tacite. La conséquence fut que toutes se trouvèrent *garantes des privilèges du Vice-Roi*.

Cette garantie fut contestée par un auteur qui affirmait que les Puissances avaient l'intention de ne rien garantir ⁽¹⁾. Opinion critiquable. Sans cette garantie, la Porte pouvait revenir sur sa parole, retirer ses concessions et remettre de nouveau la crise sur le tapis, ce qui était contraire à l'intention des Puissances, désireuses d'en finir avec cette Question d'Égypte.

Il s'ensuit donc que la Porte ne pouvait supprimer cette hérédité en dehors du cas prévu, à moins d'un accord avec les Puissances.

96. — Ces firmans, en accordant l'hérédité, l'avaient fait avec des conditions imposées au Vice-Roi et qui, en réalité, n'étaient que de véritables concessions, d'autres privilèges, qui donnaient au Gouvernement de l'Égypte un caractère particulier. En effet, ces firmans avaient « posé le principe de l'indépendance virtuelle de l'Égypte, principe consacré dans le droit public européen, par la fondation d'un pouvoir héréditaire dans la famille de Mohamed Ali » ⁽²⁾.

Cette indépendance virtuelle, a-t-elle changé la situation internationale de l'Égypte ? En d'autres termes, il convient de déterminer, à la lueur de ces firmans, le Statut International de l'Égypte.

Sur cette question, deux opinions ont vu le jour :

(1) CATTAUI (J. E.): op. cit., p. 759.

(2) SABRY, op. cit. 536.

Quelques auteurs, parmi lesquels citons Cocheris ⁽¹⁾, nous répondent que la situation de l'Égypte n'a pas changé. Cet auteur estime que l'Égypte est restée, même après ces firmans, une *province ottomane à peine privilégiée*. Remarquons en passant que Cocheris s'appuie uniquement sur une étude superficielle des textes ⁽²⁾, négligeant, d'autre part, les réalités flagrantes qui pourtant sautent aux yeux de toute personne étudiant la Question d'Égypte.

Les firmans et les notes des Puissances adressées à la Porte parlaient, il est vrai, de l'Égypte, province ottomane, dont l'administration était confiée à Mohamed Ali. Mais pouvait-on demander à la Porte de la qualifier autrement dans ses firmans? Après tant de luttes, la Porte tenait toujours à sa province; elle ne l'avait pas perdue puisque les Puissances se mirent en fin de compte de son côté. D'autre part, ces dernières, après avoir contrecarré tous les efforts déployés par Mohamed Ali pour libérer l'Égypte du joug ottoman, ne pouvaient se résoudre à accorder à l'Égypte la qualification d'Etat. Elles cherchaient la destruction d'un Etat oriental, l'Empire Ottoman, comment pouvaient-elles donc favoriser la naissance d'un autre Etat oriental, qui déjà s'annonçait dangereux?

D'autre part, au fond, les conditions imposées à l'Égypte ne constituaient pas une entrave à l'acquisition de la souveraineté. Si l'on examine les principales clauses de ces firmans, nous constatons qu'elles ne plaident pas en faveur de cette opinion.

D'abord l'armée, quoique habillée et entretenue comme l'armée ottomane, était cependant soumise à l'autorité de

(1) COCHERIS (J.): Situation internationale de l'Égypte et du Soudan, Thèse Paris 1903. La même opinion est partagée par CHAFIK (Hassan). Statut Juridique Internationale de l'Égypte. Thèse. Ecole des Sciences Sociales et Politiques de l'Université de Lausanne, 1928.

(2) C'est ainsi qu'il néglige de prendre en considération le second firman de 1841, « sa teneur étant identique à l'acte que nous venons d'analyser », écrit-il dans sa thèse p. 30. Ce qui n'est pas vrai, car comme nous l'avons déjà vu plus haut, le second firman a bien modifié le premier.

Mohamed Ali; quant à la fixation du nombre de ses effectifs à 20.000 hommes, ainsi que l'autorisation nécessaire pour la construction de tout navire de guerre, elles s'expliquent par le fait que la Porte, battue par Mohamed Ali, ne pouvait se résigner à le laisser se fortifier outre mesure; elle lui laissait les forces essentiellement nécessaires pour la défense du territoire égyptien. D'ailleurs, ces limitations ne sont pas aussi dangereuses qu'on se les figure. Après la Grande Guerre de 1914-1918, les Alliés imposèrent à l'Allemagne des conditions similaires, sans que pour cela elle perdît sa souveraineté.

En second lieu, il y avait la question du Tribut. A ce sujet, nous signalons que le paiement d'un tribut n'amoindrit en rien la souveraineté d'un Etat. L'Histoire nous cite l'exemple des Etats Occidentaux payant un tribut aux Etats Barbaresques du Nord de l'Afrique, sans que pour cela ils aient perdu ou porté atteinte à leur souveraineté.

Ensuite, nous trouvons que les traités et les lois administratives de la Porte étaient applicables en Egypte. Mais la réserve expresse qu'on devait tenir compte, dans leur application, des circonstances locales, de la justice et de l'équité, devait avoir pour conséquence d'amoindrir, à défaut de supprimer, l'effet de cette clause.

Quant au pouvoir exécutif, laissé à Mohamed Ali, on ne peut pas concevoir qu'une province puisse l'exercer indépendamment du pouvoir central ⁽¹⁾.

Il est intéressant enfin, de souligner l'influence de la Religion sur ces clauses, car, il ne faut pas l'oublier, le Sultan Ottoman était en même temps Calife des Musulmans ⁽²⁾.

(1) Le contraire peut cependant arriver. Dans ce cas il y a lieu de parler d'une délégation de pouvoir accordée par le pouvoir central à la province ainsi privilégiée.

(2) C'est ainsi, par exemple, que la monnaie était frappée à l'effigie du Sultan-Calife.

Mais la majorité des juristes ⁽¹⁾, se rappelant qu'« en diplomatie, le principal est de masquer par la suavité des mots, l'amertume des faits » ⁽²⁾, s'est prononcée pour *l'Egypte Etat mi-souverain*.

Qu'est-ce donc qu'un Etat mi-souverain?

Plusieurs définitions ont été émises à ce propos. D'une manière générale, elles s'accordent toutes pour considérer l'Etat mi-souverain comme un Etat jouissant d'une souveraineté amoindrie au profit d'un autre Etat « envers lequel il est dans un rapport de subordination. Ce rapport peut aller de la dépendance complète à une liberté relative » ⁽³⁾.

Par quoi ce rapport de subordination peut-il se manifester?

D'une manière générale, la limitation de la souveraineté apparaît clairement dans le domaine des relations extérieures. L'Etat mi-souverain est ici représenté par les agents diplomatiques de l'Etat souverain, et ce sont ces derniers qui agissent à sa place dans la conclusion des traités avec les Etats étrangers.

D'un autre côté, le domaine de la souveraineté intérieure peut, lui aussi, subir certaines restrictions pouvant porter, par exemple, sur la frappe de la monnaie, sur les forces armées, etc...

« Mais dans tous les cas, l'Etat mi-souverain demeure un Etat investi du bénéfice de toutes les règles du Droit international » ⁽⁴⁾.

(1) Tels que:

G. F. DE MARTENS: Précis du Droit des Gens Moderne de l'Europe, Paris 1864. T. I, p. 97.

F. de MARTENS: Traité de Droit International, Paris 1883, p. 333.

PRADIER-FODÉRE: Traité de Droit International Public, Européen et Américain. Paris 1885, T. I., p. 179.

DESPAGNET (Frantz): Cours de Droit International Public, Paris 1894, p. 126.

OPPENHEIM (L.): International Law, vol. I, 4^e édit., 1928, p. 185.

FAUCHILLE: Traité de Droit International Public. T. I. 1^{re} partie. Paris 1922, pp. 285 et ss.

LAWRENCE: Les Principes du Droit International. Traduits sur la 5^e édition par Dumas et Lapradelle. Oxford 1920, pp. 63, 82 et ss..

(2) LAWRENCE, op. cit., p. 66.

(3) FAUCHILLE, op. cit., p. 285.

(4) G. F. DE MARTENS, op. cit., p. 97.

Il est clair que le cas de l'Égypte répond amplement aux principes précités. La souveraineté extérieure est exercée par la Porte, tandis que la souveraineté intérieure subit des limitations qui, comme nous l'avons déjà dit plus haut, ne la suppriment pas.

Ainsi donc, ces firmans, en affranchissant l'Égypte d'une bonne partie des liens de subordination propres aux provinces ordinaires, l'élevèrent au rang d'un État mi-souverain. Et, pour plus de précision, nous dirons qu'elle était devenue un *Etat Vassal et Tributaire de l'Empire Ottoman* ⁽¹⁾.

97. — Mohamed Ali était si convaincu du bien-fondé de cette opinion qu'il ne fit pas trop de difficultés pour accepter les conditions imposées, ou plutôt les concessions offertes. De cette indépendance virtuelle à l'indépendance réelle, de cette mi-souveraineté à la souveraineté complète et absolue, il n'y avait qu'un pas. Ce pas, il était sûr qu'il serait franchi rapidement, de son vivant, ou tout au moins sous ses descendants. Car il était sûr de sa descendance, de son fils aîné Ibrahim, surtout. Malheureusement, il n'avait pas compté avec la maladie et la malchance.

En effet, terriblement miné par cette lutte physique et morale soutenue, sans trêve, pendant un demi-siècle environ, Mohamed Ali fut atteint d'un affaiblissement mental. Ce mal, gagnant du terrain, l'empêcha bientôt de s'occuper des affaires de l'État comme il convenait. Son fils Ibrahim Pacha le seconda alors jusqu'au jour où le Vice-Roi, n'en pouvant plus, abdiqua en faveur de ce fils, le prince le plus âgé de sa famille.

Conformément aux principes du firman du 1^{er} juin 1841, la Porte nomma Ibrahim Pacha Vice-Roi d'Égypte

(1) Ce statut de l'Égypte a été amplement étudié dans les ouvrages cités dans le présent chapitre.

en juillet 1848. La question d'une Régence, qui pouvait être soulevée, ne le fut donc pas.

Retiré de la vie publique, Mohamed Ali vécut une année encore et mourut le 2 août 1849, âgé d'environ quatre-vingts ans.

DEUXIEME PARTIE

SUCCESEURS DE MOHAMED ALI,
D'IBRAHIM A L'AVENEMENT DE FOUAD

CHAPITRE PREMIER

Les premiers successeurs de Mohamed Ali et leurs efforts pour modifier le régime de l'hérédité du Trône (1848-1863).

- 98. — Règne d'Ibrahim (1848).
- 99. — Règne d'Abbas (1848-1854).
- 100. — Efforts d'Abbas pour supprimer le Séniorat afin de laisser le Trône à sa descendance directe.
- 101. — Mort d'Abbas et avènement de Saïd (juillet 1854).
- 102. — Règne de Saïd (1854-1863).
- 103. — Efforts de Saïd pour abolir le Séniorat et laisser le le Trône à sa descendance directe.

98. — Avec l'avènement d'Ibrahim, personne ne douta qu'un second grand règne venait de s'inaugurer pour l'Egypte. Tout concourait à cette croyance. La carrière militaire du nouveau Vice-Roi y était pour une part. Mais, une part plus large revenait à l'œuvre gigantesque accomplie par Ibrahim Pacha quand il gouvernait la Syrie. Tous ceux qui avaient alors visité ce pays, s'accordaient à louer les grandes réformes réalisées sous la domination égyptienne. On devait s'attendre, et à juste titre, à beaucoup de biens.

Hélas! il n'en fut rien. Le nouveau Monarque était, lui aussi, malade. Pulmonaire, il avait dû se rendre deux fois en Europe pour se guérir, mais en vain. Dès son avènement, il se rendit à Constantinople pour recevoir son investiture, bien que la Porte l'eût dispensé de cette formalité, comme nous l'avons dit plus haut. Ce voyage, de

courte durée, le fatigua pourtant. De retour en Egypte, il mourut le 10 novembre 1848. Son règne n'avait duré qu'environ trois mois.

Selon les principes de l'hérédité arrêtés en 1841, le Pouvoir échut au plus âgé de la famille, Abbas I^{er}, petit-fils de Mohamed Ali.

99. — On a beaucoup écrit sur le règne de ce Monarque qui, de courte durée, fut pourtant le plus funeste de l'Egypte Moderne. Abbas, en effet, s'attaqua à toutes les réformes introduites par son grand-père. L'œuvre admirable édifiée en un demi-siècle fut presque anéantie. On a attribué cette conduite d'Abbas à son caractère. Certains historiens se sont appliqués à trouver en lui tous les vices possibles ⁽¹⁾. Sans les suivre dans cette exagération, nous ne contestons pas l'existence de certains de ses défauts. Mais il est injuste de leur attribuer entièrement l'inconséquence de la conduite d'Abbas. Celle-ci était pour une large part influencée par l'affluence des étrangers et leur ingérence dans tous les rouages de la vie égyptienne. Expliquons-nous.

Pour mener à bien son œuvre de rénovation, Mohamed Ali avait eu recours à des étrangers. Progressivement leur nombre augmenta, surtout vers la fin de son règne. Leur présence, d'abord bienfaisante, devint à la longue intolérable, car ce ne furent plus des éléments sains qui émigrèrent en Egypte, mais un ramassis d'aventuriers, qui se ruèrent vers ce nouvel *Eldorado*. Les conséquences de cette émigration furent déplorables.

Abbas, qui de tout temps n'avait eu aucune sympathie pour les étrangers, assistait, du vivant de son grand-père, à cette tragédie. Une fois au Pouvoir, il fut, tout

(1) Tel Sabry, qui le trouve esprit paresseux et frivole, superstitieux, méfiant et dissimulé, froid et taciturne, cruel et despote, réactionnaire, ennemi des innovations, prodigue, avide de luxe et de plaisirs, fantasque et mobile, cf. Sabry, *l'Empire Egyptien sous Ismaïl et l'Ingérence Anglo-Française (1863-1879)*. Paris 1933.

naturellement, porté à y mettre fin. Il chassa tous les étrangers sans aucune distinction. Les institutions créées par Mohamed Ali et qui étaient dirigées par des étrangers en souffrirent énormément, en attendant d'être supprimées.

Les consuls étrangers résistèrent. Leur réaction fut violente et dépourvue de scrupules. Ils encouragèrent et aidèrent leurs ressortissants à réclamer au Gouvernement Egyptien, en réparation de soi-disant dommages, des sommes fabuleuses que, bien entendu, ils partagèrent ensemble. Ne pouvant résister constamment à ces réclamations, Abbas se rapprocha de la Porte dans l'espoir d'y trouver un appui. A Constantinople, on cria aussitôt à sa faiblesse. On se rappela qu'en 1841 la Porte avait été obligée de céder aux demandes de Mohamed Ali. L'occasion était favorable de revenir sur ces concessions, de les annihiler par des mesures apparemment inoffensives. Mais Abbas ne se laissa pas intimider. Il entendait bien conserver intact le patrimoine égyptien.

On assista alors à un curieux revirement dans la politique des Puissances à l'égard de l'Egypte. La France, naguère amie de l'Egypte, se rapprocha de la Porte au détriment d'Abbas. Le renvoi de l'Egypte d'un grand nombre de Français avait été le mobile principal de cette nouvelle amitié franco-ottomane. En revanche, ce fut l'Angleterre qui bénéficia de cette nouvelle situation. Le renvoi des Français, et partant l'élimination de l'influence française, ne pouvait que lui être favorable. Elle sut en être reconnaissante à Abbas en prenant sa défense contre la Porte. On était loin de 1841. L'ascendant anglais gagna du terrain. L'Angleterre sut en tirer profit, puisque, en juillet 1851, la construction de la ligne de chemin de fer Alexandrie-Suez par le Caire était concédée à un Anglais.

100. — Tout allait donc à merveille entre l'Angleterre et Abbas, qui voulut profiter à son tour de ce rapprochement pour réaliser un vœu cher à son cœur : *modi-*

fier le mode de succession au Trône. Il voulait la transmission du Pouvoir à sa descendance directe, par ordre de Primogéniture, et non pas le Séniorat. Il était tout à fait naturel, de la part d'un père, de vouloir assurer le bonheur de son enfant, de le laisser régner après lui. Un fils est toujours plus proche qu'un frère, un oncle ou un cousin.

Pénétré du désir ardent de laisser le Pouvoir à sa propre descendance, Abbas s'adressa, à cet effet, à la Porte. Il ne fut pas écouté. Peut-être la Porte aurait-elle consenti à le satisfaire s'il avait été en bons termes avec elle, c'est-à-dire s'il avait consenti à la laisser empiéter sur les privilèges accordés à l'Égypte en 1841. Loin de favoriser cet empiètement, Abbas s'attacha au respect des dits privilèges. La Porte, mécontente, invoqua à son tour, pour refuser sa demande, le respect de ces privilèges, qu'elle cherchait par tous les moyens à supprimer par ailleurs. C'est alors qu'Abbas appela l'Angleterre à son aide. Pareille question n'affectait en rien la politique anglaise qui, malgré le rapprochement, n'en continuait pas moins à suivre son cours hostile à la grandeur de l'Égypte. Mais la Porte resta ferme sur sa décision et rien n'y fut changé.

101. — Le 13 juillet 1854, après un règne d'environ cinq années, Abbas mourut, tragiquement assassiné dans son palais de Benha, non loin du Caire.

Le Gouverneur du Caire, qui connaissait ses intentions sur l'hérédité, eut à cœur de les mettre à exécution. Mais le fils d'Abbas était à Malte. En attendant son retour, il décida de cacher cette mort. Il alla même jusqu'à faire promener en voiture le cadavre du défunt pour faire croire que son maître n'était pas mort, apaisant ainsi les esprits et coupant court aux bruits qui commençaient déjà à circuler.

Cet excès de dévouement ne dura qu'un jour. Il était contraire aux principes du firman du 1^{er} juin 1841

et se heurta, pour cela, à la volonté des consuls soucieux du respect de la légalité. Le complot échoua et le Pouvoir passa à Saïd.

102. — Le nouveau Prince était le fils direct de Mohamed Ali et par conséquent oncle de Abbas.

Plus instruit et plus éclairé que son neveu, il fit tout son possible pour réparer les torts causés au pays par son prédécesseur. Il revint à la politique rénovatrice de son père. Les institutions abolies furent rétablies; on en créa de nouvelles. Le règne de Saïd, quoique fécond en réformes bienfaisantes, ne fut pas exempt de certaines ombres critiquables.

L'ingérence des consuls en faveur de leurs ressortissants prit de l'ampleur et devint catastrophique, par suite de la nouvelle ruée des étrangers sur l'Égypte. Sabatier, Consul de France, écrivit à ce propos, en octobre 1854, ces lignes significatives: « Autour du Vice-Roi, les dirigeants et les chercheurs d'or s'agitent sans cesse. De tous les coins de l'Europe, au premier bruit de la mort d'Abbas Pacha, il en est venu en masse s'abattre sur l'Égypte comme sur une nouvelle Californie. Les projets les plus extraordinaires, les plans les plus absurdes, ont été présentés à Son Altesse qui a le tort, à mon avis, de perdre un temps précieux à les examiner » ⁽¹⁾.

Faut-il croire que Sabatier ne prenait pas part aux machinations des autres consuls? Point du tout. Il y prenait part, lui aussi, et la générosité du Vice-Roi était sans bornes.

Elle était sans bornes surtout à l'égard du Consul de France, car Saïd était un grand francophile. Il s'ensuivit que l'ascendant anglais subit une régression pour céder la place à celui de la France. L'Angleterre se débattit pour conserver son rang. Elle ne le perdit réellement que le jour où Saïd accorda à de Lesseps la concession du creu-

(1) Lettre de Sabatier du 2 octobre, 1854, A.F.-A.E. Egypte XXV.

sement du canal de Suez. Du coup, ce fut une explosion de colère en Angleterre. La menace de 1799 allait-elle renaître? Une influence française, réelle et vivante, sur les bords du Nil n'était pas de nature à calmer Londres au sujet des Indes. Aussi, sans perdre de temps, Palmerston, qui était revenu au pouvoir, prit à sa charge de faire échouer le projet du canal.

Décrire toute la série de discussions, de conflits, entre Londres, Paris, Constantinople et le Caire, sort du cadre de notre étude. Ce qu'il importe de souligner dans cette tempête, c'est que Saïd échoua dans la réalisation d'un beau rêve, *celui de transmettre le Pouvoir à ses enfants*, et non pas au Prince le plus âgé de la Famille de Mohamed Ali.

103. — Nous avons vu plus haut comment les événements politiques empêchèrent Abbas d'atteindre ce but, au profit de sa descendance. Saïd, à son tour, ne fut pas plus heureux. Et ce sont les événements politiques qui en furent encore la cause.

Il avait posé la question. Mais, au milieu de ce tumulte, elle fut négligée et passa inaperçue. En 1862, lors de son voyage en Europe, il engagea des pourparlers à ce sujet avec Napoléon III. Mais l'intervention de la France en sa faveur ne put produire aucun effet sur la Porte, tant celle-ci était dominée par l'Angleterre. Exaspérée par l'affaire du Canal, cette dernière n'avait aucune raison pour se montrer favorable à Saïd. *Une fois encore, le Séniorat triomphait.*

Saïd mourut le 18 janvier 1863. Son neveu, Ismaïl, second fils d'Ibrahim, devenu l'aîné de la Famille de Mohamed Ali, lui succéda.

CHAPITRE II

Règne d'Ismâïl.

Etablissement de l'hérédité du Trône dans la descendance directe par ordre de Primogéniture (1863-1879).

104. — Avènement d'Ismâïl (janvier 1863). Idées générales sur son règne.
105. — Ismâïl et le Sultan veulent abolir le Séniorat, chacun dans sa famille.
106. — L'oncle d'Ismâïl s'oppose à ce projet.
107. — Ismâïl aux prises avec les intrigues de son frère, lui aussi adversaire de ce projet.
108. — Le Sultan accorde à Ismâïl le firman modifiant le régime de l'hérédité du Trône: établissement de l'hérédité du Trône dans la descendance directe, par ordre de Primogéniture (27 mai 1866).
109. — Conséquences néfastes du Séniorat et bienfaits du nouveau système.
110. — La Régence et son organisation (15 juin 1866).
111. — Ismâïl obtient le titre de Khédive (1867).
112. — L'œuvre rénovatrice d'Ismâïl et les difficultés financières.
113. — Les Puissances s'entendent pour demander au Khédive d'abdiquer (juin 1879).
114. — Ismâïl refuse d'abdiquer; causes de sa résistance.
115. — La Porte, menacée par les Puissances, dépose Ismâïl (25 juin 1879).

104. — Avec Ismâïl, l'Egypte inaugura un âge d'or et de malheurs.

Le règne d'Ismâïl fut, de l'avis de tous les historiens, avec celui de son grand-père, le plus riche en réformes. Mais la médaille avait son revers. Cette œuvre de rénovation nécessita des dépenses énormes et engloutit des fortunes considérables. Les politiciens anglais et français, tous en lutte pour se ménager une situation prépondérante en Egypte, se jetèrent sur cette proie. Leurs hommes de paille, des banquiers sans scrupules, exploitèrent les besoins d'argent d'Ismâïl et lui créèrent, par la suite, d'interminables difficultés. L'existence de la Dette Publique est à l'origine des malheurs qui s'abattirent sur l'Egypte, et dont elle souffre encore aujourd'hui.

Mais avant que cette question des dettes ne prît une tournure tragique, Ismaïl avait réussi là où ses deux prédécesseurs avaient échoué : *l'abolition du séniorat*.

105. — Dès son accession au Trône, Ismaïl s'était intéressé à cette question. Lors du voyage qu'il fit à Constantinople pour y recevoir son investiture, il se fit comprendre du Sultan, son cousin. Par un curieux hasard, il se trouva que ce dernier cherchait le même but : laisser le Trône à sa propre descendance, c'est-à-dire abolir le Séniorat, en vigueur dans la famille ottomane, comme nous avons eu l'occasion de le dire plus haut. Mais les coutumes ottomanes étaient fortement enracinées et difficiles, pour ne pas dire impossibles, à transgresser. Le Sultan voulait un antécédent et Ismaïl s'était déclaré prêt à le lui fournir. Le tout se ramena, en fin de compte, à préparer le terrain pour un pareil changement, et à choisir le moment favorable à son exécution.

106. — Si les difficultés paraissaient surmontables du côté des ministres ottomans, facilement corruptibles, elles ne l'étaient pas du tout du côté de la Famille de Mohamed Ali. Les deux Princes les plus intéressés, Moustapha Bahgat Fadel, frère d'Ismâïl, et son oncle Mohamed Abdel Halim, tous deux héritiers présomptifs successifs du Trône, tenaient à leurs droits.

Ce dernier Prince avait d'ailleurs déclaré, qu'avec son neveu, il allait résister efficacement à toutes les démarches d'Ismail pour abolir le Séniorat. Par cette déclaration, le Prince Abdel Halim engageait la lutte. Elle fut sourde et ne donna lieu qu'à des intrigues. Malgré cela, Ismail se montra souvent correct à l'égard de son oncle. Ce dernier, grand dépensier, menait grande vie au Caire. Ses dépenses dépassaient de beaucoup ses ressources. Il s'ensuivait des dettes, des situations confuses, dangereuses, bref préjudiciables pour lui. Ismail était toujours présent pour tirer son oncle de ses embarras financiers. A la longue, ces embarras devinrent encore plus fréquents. Mais toujours le Vice-Roi payait les dettes de son oncle. Toujours aussi, Abdel Halim était oublieux des services que lui rendait son neveu, et toujours il était attaché à son droit. Ismail, à bout de patience, attendait le moment opportun pour provoquer la rupture avec son oncle. Celui-ci n'était pas d'humeur batailleuse. Pourtant, sans se résigner définitivement à son sort, il intervint auprès des consuls étrangers en Egypte. Il espérait que les Puissances n'admettraient pas de porter atteinte au régime de l'hérédité établi et accepté par son père.

107. — Cette attitude de Abdel Halim ne préoccupait pas beaucoup Ismail. En revanche, c'étaient les agissements de son frère Moustapha qui l'inquiétaient davantage. Ce Prince occupait à Constantinople le poste de Ministre des Finances. Mais pourquoi s'était-il retiré de l'Egypte?

Revenons quelques années en arrière. En 1858, le Prince Ahmed Rifaat, qui devait succéder à Saïd, trouva la mort dans un accident de chemin de fer. Du coup, Ismail devint l'héritier présomptif. Bien qu'il eût été prouvé officiellement, après une enquête faite sur les lieux, que l'accident était fortuit, il ne manqua pas de se trouver de mauvaises langues pour accuser Ismail d'être l'instigateur de cette mort afin de se débarrasser de ce frère gênant.

On est en droit de se demander : si Ismaïl cherchait ardemment à atteindre le Pouvoir, pourquoi n'avait-il pas attenté encore à la vie de Saïd, d'autant plus que celui-ci, en cherchant à modifier le régime de l'hérédité, allait l'évincer du Pouvoir ?

En réalité, l'accusation portée contre Ismaïl est sans fondement. Elle est, d'autre part, démentie par son désintéressement. N'avait-il pas déclaré au Consul d'Autriche, lorsqu'il apprit les intentions de Saïd sur l'hérédité, qu'il était prêt à renoncer volontiers à ses droits, si le fils de Saïd était un homme dont les qualités promettaient beaucoup pour l'Égypte ?

Cette calomnie a été poussée à un tel degré que, de nos jours encore, elle trouve un certain écho favorable. Peut-être, dans son temps, fut-elle une des causes qui amenèrent le Prince égyptien à se réfugier à Constantinople. Jaloux de conserver son droit au Trône, il voulut se mettre à l'abri, éviter un pareil accident favorable aux vues d'Ismaïl, qui avait peut-être déjà commencé à songer à laisser le Pouvoir à sa descendance. Quoi qu'il en soit, tout n'allait pas pour le mieux entre les deux frères. Les événements sont là pour nous le prouver.

Immédiatement après l'accession d'Ismaïl au Trône, des troubles entre Égyptiens et étrangers éclatèrent à Alexandrie. Le feu menaça de se propager. Le Vice-Roi réussit pourtant à calmer les esprits. Il crut, cependant, voir derrière ces troubles la main de son frère. Cette croyance du Vice-Roi ne doit pas nous surprendre. Moustapha était homme à tout faire. N'avait-on pas arrêté, quelques mois plus tard, son intendant en Égypte, qui se trouvait détenteur d'une correspondance compromettante échangée avec lui ? A la suite de cet incident, et malgré les arrestations opérées, Ismaïl s'inquiéta au sujet de sa propre sécurité.

Pourtant, il ne rompit pas complètement avec son frère. Peut-être espérait-il l'assagir par des moyens d'ordre financier. Réussira-t-il, là où il a échoué avec son oncle ?

Comme ce dernier, le Prince Moustapha était un grand dépensier. Comme lui aussi, il avait tous ses biens en Egypte, et comme lui enfin, il était servi à sa guise par Ismaïl. Malheureusement, il dépensait toute sa fortune dans des agissements préjudiciables à son frère. C'est ainsi qu'en 1864, à l'époque où Ismaïl, en conflit avec la Société du Canal de Suez, attendait la sentence arbitrale de Napoléon III, il se rendit en France. Ce voyage n'était sûrement pas désintéressé. Il s'agissait d'exploiter le conflit, de brouiller ainsi Ismaïl avec la France, pour empêcher ce pays d'appuyer les projets dynastiques du Vice-Roi. Le Gouvernement Français, tout en recevant le Prince avec tous les égards dus à son rang, ne lui laissa pourtant aucun espoir. Ismaïl en fut quitte pour respirer librement, et crut que cet échec découragerait son frère.

C'est avec cette conviction qu'il se rendit l'année suivante à Constantinople, avec l'espoir d'exposer son projet et de se voir accorder satisfaction. Il fut vite déçu, car il tombait mal à propos. Les milieux de la Porte étaient, à cette époque, en proie à des intrigues multiples et variées, où tout le monde avait sa part : Sultane-Mère, ministres ottomans... En somme, personne n'était prêt à écouter Ismaïl. Il essaya de plaider sa cause quand même. On lui fit des objections, entre autres qu'avec le Séniorat, la possibilité d'une Régence était supprimée. Les ministres de la Porte, bien au courant des intrigues ottomanes et surtout celles du *Harem du Sultan*, redoutaient l'apparition d'une Régence, qui ne pouvait avoir pour résultat que d'activer ces intrigues et exposer ainsi le pays aux pires dangers.

Pareille objection était facilement réfutable. La Régence pouvait être réglée d'avance dans un firman, de manière à éliminer les intrigues des harems et des ennuques. Mais Ismaïl ne prit pas la peine de discuter avec les ministres ottomans. Il se rendit compte qu'il ne serait pas écouté. Les ministres ottomans avaient alors autre chose à faire. Complètement absorbés par leurs querelles

intestines, préoccupés de nouer des intrigues, ils ne soupiraient qu'après leurs propres intérêts. Le projet d'Ismâïl leur importait peu. En réalité, ce projet n'intéressait qu'un seul d'entre eux, Moustapha. Les objections faites par la Porte étaient, pour une large part, de son inspiration.

Ismâïl, après cet échec, rentra en Egypte, et son frère continua à intriguer, car il avait, lui aussi, des prétentions. Il cherchait notamment à être nommé Grand Vizir afin de pouvoir contrecarrer plus aisément le projet du Vice-Roi. Malheureusement, il ne put parvenir à ses fins. En revanche, les intrigues de ses collègues triomphèrent et finirent par avoir raison de son hostilité. On l'éloigna de sa charge avec l'espoir de le voir rester tranquille. Il trompa cette espérance et fut, en fin de compte, obligé de quitter le pays en avril 1866.

108. — Un mois plus tard, Ismâïl débarquait à Constantinople. On comprend sa hâte à liquider cette question de l'hérédité avant que d'autres obstacles ne surgissent dans ce domaine.

Aussitôt arrivé, il trouva chez le Sultan une compréhension justifiable par le désir de ce dernier d'opérer dans le régime ottoman de succession au Trône la même modification. Réunis en conseil, les ministres ottomans écoutèrent le Sultan leur exposer la demande du Vice-Roi : c'était la troisième fois qu'elle était faite, soulignait-il ; la refuser n'était plus convenable. Les ministres ne se firent pas répéter ce discours. Ils comprirent tout de suite que le Sultan était décidé à donner satisfaction à Ismâïl et *leur avis fut favorable à la demande égyptienne*. D'accord sur le principe, les deux parties s'entendirent rapidement sur les modalités. Le temps des intrigues de Moustapha était révolu.

Le 27 mai 1866, la Porte publiait le nouveau firman ⁽¹⁾ ainsi conçu :

(1) Le texte de ce firman. est reproduit dans G. F. DE MARTENS, Nouveau Recueil Général des Traités. T. XVIII, pp. 240-241.

« Ayant pris connaissance de la demande que tu m'as soumise, et dans laquelle tu me fais connaître que la *modification de l'ordre de succession* établi par le firman revêtu du hati impérial qui a été adressé à ton grand-père Méhémet-Ali Pacha... lui conférant le gouvernement héréditaire de la province d'Égypte et la transmission de père en fils, en ligne directe et par ordre de primogéniture, *serait favorable à la bonne administration de l'Égypte, et au développement du bien-être des habitants de cette province;*

« Apprécient, d'autre part, dans toute leur étendue, les efforts que tu as faits dans ce but depuis ta nomination au gouvernement général de l'Égypte... ainsi que la fidélité et le dévouement dont tu n'as pas cessé de me donner des preuves, et voulant te donner un témoignage éclatant de la bienveillance et de la confiance pleine et entière que je t'accorde;

« J'ai décidé que dorénavant, *le gouvernement de l'Égypte, avec les territoires qui en dépendent, et avec les Caïmakamies de Souakin et de Massaouah, sera transmis à l'aîné de tes enfants mâles, et de la même manière aux fils aînés de tes successeurs;*

« Que si, à sa mort, le gouverneur général de l'Égypte ne laisse aucun enfant mâle, la succession sera transmise à l'aîné de ses frères et, à défaut de frères, à l'aîné des enfants mâles du plus âgé parmi les frères défunts.

« Telle sera désormais la loi de succession en Égypte...

« La règle qui interdit la succession aux filles des gouverneurs est maintenue comme par le passé. »

Telles étaient les dispositions qui allaient désormais régir la succession au Trône. Elles sont claires et ne méritent pas de commentaires. Tout en tenant à l'écart la descendance féminine, elles établissaient la succession du Trône dans la descendance directe et par ordre de Primogéniture, pour le plus grand bien de l'Égypte.

109. — En effet, l'Egypte ne pouvait que bénéficier de cette évolution.

Les conséquences malfaisantes de l'ancienne règle étaient manifestes. Chaque Souverain, sûr de ne pas voir ses enfants lui succéder, ne songeait qu'à leur futur bien-être. Il leur amassait, au détriment de la vie économique du pays, des fortunes colossales. L'exemple d'Abbas est vraiment typique. Il laissa à son fils des richesses considérables que ce dernier dilapida en un clin d'œil.

Une autre conséquence sérieuse mérite, elle aussi, d'être signalée. La formation, au sein même de la Famille régnante, de clans constitués par les descendants de chaque Souverain, était de nature à menacer l'œuvre de rénovation, par la réinstauration d'un régime de rivalités, proche de celui des Mamelouks, de sinistre mémoire.

Aussi, Ismaïl avait-il raison, quand il annonçait cette heureuse nouvelle à son pays, d'écrire que cette hérédité par ordre de Primogéniture, qui avait contribué à la grandeur et à la prospérité d'autres Etats, ne pouvait que produire les mêmes résultats en Egypte.

Cependant, afin de pouvoir jouir à son tour de ces bienfaits, l'Egypte fut obligée de les acheter. La Porte ne lui donna pas gratuitement son firman. Les ministres ottomans, pour faciliter le travail, reçurent des cadeaux, la Porte de même. Seulement son cadeau, à elle, fut l'élévation du montant du tribut annuel payé par l'Egypte. De 80.000 bourses, il passa à 150.000, soit environ 17 millions 250.000 francs.

Devant ce chiffre énorme, certains auteurs se sont récriés. De parti pris contre le règne d'Ismaïl, ils sous-estiment la valeur de ce changement dans le régime de succession ⁽¹⁾. Mais en compensation de ce tribut, l'Egypte

(1) Plus particulièrement, Ar Râfi (Abdel Rahman) dans son ouvrage en langue égyptienne: *l'Epoque d'Ismaïl*. Le Caire 1932, t. I p. 79, t. 2 p. 35. Cet auteur considère la modification dans le régime de l'hérédité comme une question personnelle n'intéressant qu'Ismaïl et déclare que l'augmentation du tribut ainsi que les sommes offertes par

n'a-t-elle pas éliminé la possibilité de l'existence de clans dangereux pour sa prospérité? Qui nous garantit, d'autre part, que, sans cette réforme, les Souverains n'auraient pas ruiné le pays uniquement pour laisser à leurs enfants des fortunes bien plus énormes que ce tribut?

En réalité, *l'Égypte n'avait rien perdu*. A côté de ce gain, elle voyait, confirmés dans le nouveau firman, tous les privilèges accordés antérieurement par la Porte. Bien mieux, le Soudan, dont le gouvernement avait été jusqu'alors confié au Vice-Roi à titre viager, venait d'être annexé à l'Égypte. Désormais, le Gouvernement de l'Égypte et du Soudan ensemble était héréditaire dans la Famille de Mohamed Ali.

La Porte, de son côté, n'avait rien perdu. En stipulant l'augmentation du Tribut, elle avait stipulé encore, dans le même firman, que les conditions imposées par le firman du 1^{er} juin 1841, « sont et demeurent à tout jamais en vigueur comme par le passé. Chacune de ces conditions sera constamment observée, et le maintien du privilège qui découle de ces conditions dépendra de l'observation intégrale de chacune des obligations qu'elles renferment » ⁽¹⁾.

En somme, le privilège de l'hérédité par ordre de Primogéniture était soumis aux conditions contenues dans le firman du 1^{er} juin 1841. Le changement ne porta que sur le mode de transmission du Trône. Tout le reste demeura intact. La situation politique internationale de l'Égypte et la garantie des Puissances restèrent inchangées. La conduite de la Porte ne pouvait les affecter en aucune façon. Elle avait bien le droit d'imposer à l'hérédité la forme qu'elle voulait. En février 1841, elle l'avait accordée en se réservant le droit de choisir librement le Souverain dans la Famille de Mohamed Ali. En juin de

Ismail aux ministres ottomans, furent préjudiciables à l'Égypte, puisqu'elles obligèrent le gouvernement égyptien à recourir à des emprunts.

(1) Cf. DE MARTENS, op. cit. p. 241.

la même année, elle avait établi le Séniorat. Dans cette évolution, les Puissances n'avaient fait que lui donner des conseils. Sûre de son droit, elle venait de l'exercer encore une fois.

D'ailleurs, les Puissances ne le lui contestèrent pas. Mises au courant du désir d'Ismail, elles ne suscitèrent aucune difficulté. L'Angleterre, plus particulièrement, montra un désintéressement complet à ce sujet. Cette question ne l'intéressait guère, puisqu'elle la considérait comme d'ordre purement familial. Quant à la France, elle s'était empressée d'assurer Ismaïl de sa sympathie, invoquant les liens, devenus traditionnels, qui la liaient à l'Egypte et à la Famille du Vice-Roi. Désireuse d'accroître son influence en Egypte et de mener à bon terme, au milieu des tempêtes, le creusement du Canal de Suez, elle n'avait aucun intérêt à se montrer hostile à ce vœu d'Ismail. Cependant, l'absence d'une clause importante la frappa: *il n'était pas question de la Régence.*

110. — Le firman du 27 mai 1866 la passait, en effet, sous silence. Cependant, dans une note adressée aux Puissances, après la signature du firman, la Porte leur faisait savoir qu'elle s'était entendue avec Ismaïl sur cette question. Le Vice-Roi pouvait, de son vivant, proposer au Sultan la nomination, par firman, d'un Conseil de Régence. Si le Vice-Roi omettait cette proposition, la Porte conservait toute sa liberté dans la composition de ce Conseil.

Que penser de ces dispositions? Constatons d'abord que le fait, de ne pas avoir prévu la Régence dans le firman, n'était pas rassurant. Il nous incite à croire que la Porte n'était pas sincère dans sa décision. Cette croyance trouve encore sa source dans le droit que s'est réservé la Porte d'approuver par un firman le choix du Vice-Roi, ainsi que de nommer les membres du Conseil de la Régence si le Vice-Roi, pour une raison quelconque, ne l'a pas fait. Cette dernière disposition ménageait à la Porte

la possibilité d'intervenir dans les affaires de l'Égypte; elle lui permettait de placer comme régents des personnes gagnées à sa politique, celle de ne pas laisser l'Égypte s'échapper du sein de l'Empire Ottoman.

Ismail, dans ses conversations diplomatiques, se rendit vite compte de ces conséquences funestes. Avant même de quitter la capitale ottomane, il reprit les négociations avec la Porte. Les ministres ottomans ne firent aucune difficulté pour adopter ses propositions. Le 15 juin 1866, le Sultan signait un firman réglant la question.

Les dispositions de ce firman, ainsi que celles de son précédent, du 27 mai 1866, furent reproduites, à la demande d'Ismail, dans un troisième en date du 8 juin 1873, et qui reproduisit, en outre, tout le contenu des autres firmans octroyés à l'Égypte.

En ce qui concernait la Régence, ce firman ⁽¹⁾ disait textuellement:

« A la mort du Khédive, si son fils aîné est mineur, c'est-à-dire s'il est âgé de moins de dix-huit ans, comme il sera de fait, quoique mineur, Khédive par son droit à la succession, son firman lui sera immédiatement octroyé. Si le Khédive défunt a préalablement institué, en vue de pourvoir à l'administration du Khédivat jusqu'à ce que son fils ait atteint l'âge de dix-huit ans, une Régence dans un document qui doit être contresigné par deux hauts fonctionnaires, portés comme témoins dans l'acte, le Régent et les membres de la Régence qui auraient été ainsi désignés prendront immédiatement en main l'administration des affaires et en informeront Ma Sublime Porte, et Mon Gouvernement Impérial approuvera et confirmera, par firman impérial, le Régent et les membres de la Régence dans leurs fonctions.

« En cas de vacance du Khédivat, sans qu'il ait été pourvu à l'institution de la Régence, celle-ci sera formée

(1) Le texte de ce firman est reproduit dans DE MARTENS, op. cit. pp. 629-633.

des personnes qui se trouvent à la tête des administrations de l'Intérieur, de la Guerre, des Finances, des Affaires Etrangères, du Conseil de Justice, du commandement des troupes égyptiennes et de l'inspection générale des provinces.

« La Régence ainsi formée procédera immédiatement de la manière suivante à l'élection du Régent. Ces différents chefs d'administration, après en avoir délibéré, éliront parmi eux celui qui sera Régent; cette élection se fera soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix.

« Au cas où les voix se porteraient en nombre égal sur deux personnes, celle qui occupe la fonction la plus importante, à commencer par l'administration de l'Intérieur, sera élue Régent, et les autres membres formeront le conseil de Régence.

« Ils prendront en main, conjointement avec le Régent, l'administration des affaires et en donneront avis par Mazbata à ma Sublime Porte qui les confirmera dans leurs fonctions par un firman impérial.

« Soit que le Régent et les membres du conseil de Régence aient été institués par le Khédive de son vivant, soit que la Régence se soit constituée par élection, dans l'un comme dans l'autre cas, le Régent aussi bien qu'aucun des membres ne pourra être changé jusqu'à l'expiration du terme de son mandat.

« Si un des membres de la Régence vient à mourir, les membres survivants choisiront et nommeront un autre fonctionnaire Egyptien pour le remplacer.

« Si c'est le Régent qui vient à mourir, les membres du conseil choisiront son remplaçant parmi eux, et nommeront, à la place laissée vacante par le nouveau Régent dans le conseil, un autre fonctionnaire Egyptien.

« Lorsque le Khédive mineur sera arrivé à l'âge de dix-huit ans, il sera considéré comme majeur et administrera par lui-même, comme son prédécesseur, les affaires du Gouvernement. »

De ce texte, dégageons les principes suivants:

1° La majorité du Souverain était fixée à dix-huit ans, comptés naturellement suivant le mode islamique, c'est-à-dire en années lunaires;

2° Si à la mort de son prédécesseur le nouveau Souverain était mineur, le Sultan lui octroyait quand même son firman d'investiture, car, du fait de cette mort, il devenait Souverain d'Egypte;

3° Durant la minorité du Souverain, le Pouvoir était exercé par un Régent assisté d'un Conseil de Régence;

4° Le Souverain défunt pouvait, de son vivant, choisir le Régent et les membres du Conseil de Régence. Il devait alors fixer sa volonté dans un écrit qui devait être contresigné par deux hauts fonctionnaires, portés comme témoins dans l'écrit même;

5° Dans le cas contraire, c'est-à-dire si le défunt n'avait pas fait de choix, le Conseil de Régence se formait des fonctionnaires placés à la tête des différents ministères, à savoir l'Intérieur, la Guerre, les Finances, les Affaires Etrangères, ainsi que du Président du Conseil de Justice, du Commandant en chef des forces égyptiennes et de l'Inspecteur général des provinces. Ce Conseil ainsi formé, se réunissait immédiatement et, après délibération, élisait son chef, le Régent. L'élection était faite soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix. Cependant, au cas où deux personnes obtenaient chacune le même nombre de voix, celle qui avait la fonction la plus importante, à commencer par le Ministre de l'Intérieur et dans l'ordre cité plus haut, était élue Régent.

6° Dans les deux cas, choisis par le défunt ou désignés par la Loi, le Régent et ses assistants étaient confirmés dans leurs fonctions par un firman du Sultan;

7° Le Régent et les membres de la Régence exerçaient conjointement tout le Pouvoir. Ils avaient en main l'administration de toutes les affaires du pays;

8° Ils exerçaient leurs fonctions jusqu'à l'expiration du terme de leur mandat, c'est-à-dire jusqu'à la majorité

du Souverain. Entre temps, aucun d'entre eux ne pouvait être destitué de sa charge. Si la mort enlevait un des membres du Conseil de Régence, les autres survivants choisissaient à sa place un fonctionnaire égyptien. La mort du Régent était aussi prévue. Dans ce cas, les membres de la Régence éalisaient parmi eux, selon le mode cité plus haut, son remplaçant, et à la place de celui-ci, choisissaient un autre fonctionnaire;

9° Remarquons enfin la préférence accordée aux fonctionnaires dans la formation de la Régence, surtout dans le cas où le Vice-Roi défunt n'a pas désigné les Régents.

111. — Entre temps, Ismaïl avait réussi à obtenir de la Porte, en 1867, pour lui et ses successeurs, le titre de *Khédive*. Ce mot est d'origine persane. On peut le traduire par seigneur. Il existait déjà dans le vocabulaire ottoman et était parfois appliqué au Sultan. Mais à partir de 1867, il fut uniquement employé pour désigner le Souverain d'Egypte.

112. — Tous ces firmans donnaient entière satisfaction à Ismaïl. Désormais tranquilisé, il allait pouvoir se consacrer entièrement à la continuation de l'œuvre rénovatrice, idéal de la Famille de Mohamed Ali. Cette œuvre fut grandiose. La relater en détails nous mènerait trop loin. Contentons-nous de citer ces quelques lignes écrites par Ismaïl lui-même et qui en disent long:

« Je viens de traverser seize années bien remplies: sous mon administration, l'Egypte avait été couverte d'un réseau de chemin de fer; elle avait considérablement étendu la canalisation qui féconde la richesse du sol; elle avait créé deux grands ports, à Suez et à Alexandrie; elle avait détruit dans l'Afrique centrale la source de l'esclavage, et fait flotter le drapeau de l'Empire dans les contrées où il était encore inconnu; elle avait vu s'achever et livrer au monde le canal des Deux-Mers; et, enfin, après de

longues résistances, elle avait inauguré, chez elle, sa réforme judiciaire qui, en mettant un terme aux lenteurs résultant de la multiplicité des juridictions étrangères et imposant à la distribution de la justice la promptitude qui la rend profitable, a préparé pour l'avenir les moyens d'établir l'harmonie d'une bonne justice dans le contact des civilisations de l'Orient avec les civilisations étrangères... » ⁽¹⁾

Ces quelques lignes sont extraites d'une lettre écrite par Ismaïl peu après sa déposition et adressée au Sultan. Elles sont suffisamment éloquentes en elles-mêmes. Mais, beaucoup d'institutions et de réformes ne se sont pas faites facilement. Elles ont nécessité du travail et de l'effort. Elles ont, en outre, nécessité surtout, et c'est là le point capital, *trop d'argent*.

Toute l'économie égyptienne fut mise à l'épreuve. Elle se révéla insuffisante à satisfaire à toutes les dépenses, progressivement croissantes. Tout naturellement, on recourut aux emprunts. Dans la suite, ceux-ci se succédèrent à un rythme accéléré. Plus Ismaïl recevait, plus il dépensait, sans tenir compte de ses possibilités de remboursement. Nous avons dit plus haut l'attitude des Puissances et de leurs financiers à ce sujet. Ces derniers, saisis de crainte sur leurs capitaux, appelèrent leurs Gouvernements à leur secours.

Les Puissances ne se firent pas prier. Leur intervention se manifesta de différentes façons. Ce fut d'abord la Mission Cave, envoyée en Egypte en 1876 avec pour objet l'étude de la situation financière du pays. Une des conséquences indirectes de cette Mission fut la création de la Caisse de la Dette Publique, gérée par des Commissaires étrangers représentant les Puissances (Angleterre, France, Italie et Autriche). A côté de ces représentants officiels, les créanciers déléguèrent en Egypte MM. Go-

(1) Cf. Madame Juliette ADAM: L'Angleterre, en Egypte, Paris 1922, pp. 43-44.

schen et Joubert pour défendre leurs intérêts. Ces deux mandataires finirent par proposer et faire admettre la nomination de deux Contrôleurs Généraux étrangers aux Finances Égyptiennes (un Anglais et un Français). C'est de cette époque que date l'ingérence effective des Puissances dans l'Administration Égyptienne. C'est à cette date que le *Condominium Anglo-Français* vit le jour. Ce Condominium, qui fit participer la France et l'Angleterre à l'administration du pays, prit un autre aspect, en 1878, à la suite des conclusions de la Commission Internationale d'Enquête de Rivers Wilson. Cette Commission, ayant critiqué l'autorité absolue du Khédive, celui-ci se résigna à établir le principe de la responsabilité ministérielle. Le nouveau Cabinet formé compta parmi ses membres les deux Contrôleurs Généraux étrangers, élevés chacun au rang de ministre, l'Anglais pour le portefeuille des Finances et le Français pour celui des Travaux Publics.

Mais tout cela fut loin d'alléger la situation financière qui empirait de plus en plus. L'intervention européenne, qu'on avait cru d'abord bienfaisante, se révéla bientôt non seulement incapable, mais aussi de nature à aggraver la situation. Elle était viciée par les mobiles politiques des Puissances. Fort de cette constatation faite par tout le peuple égyptien, Ismaïl forma un nouveau ministère duquel tout élément étranger était éliminé (avril 1879).

La réponse des Puissances ne se fit pas attendre. Leurs agents évincés du pouvoir, elles suscitèrent au nouveau ministère, animé pourtant de sincères désirs d'assainir la situation, toutes sortes de difficultés. Mais Ismaïl resta sur sa décision, celle d'éloigner les étrangers du Gouvernement.

113. — L'exaspération des Puissances était à son comble. La France surtout. Aux craintes de ses financiers, elle ajoutait le reproche de la cession à l'Angleterre des actions de la Compagnie du Canal de Suez, appartenant à l'Égypte. Elle ne pouvait pardonner à Ismaïl cette opé-

ration qui introduisait un concurrent gênant dans la Compagnie. Aussi, reprit-elle sa politique d'intimidation inaugurée en 1876. En septembre de cette année, son nouveau Consul en Egypte, le Baron des Michels, avait déclaré à Ismaïl que s'il ne se soumettait pas aux demandes françaises, la France irait « s'il le faut jusqu'à demander votre *déposition* à la Porte et à appuyer de ses forces les dispositions qui seront prises contre vous » ⁽¹⁾.

Cependant, l'Angleterre hésitait à se rallier à cette politique. Elle ne voulait, en aucune façon, s'associer à la France dans une action commune contre l'Egypte. Sa liberté d'agir à sa guise lui était précieuse. Si elle accepta, toutefois, le Condominium, ce ne fut que pour le faire échouer lamentablement et avec lui la politique française d'intervention.

Malheureusement, cette hésitation fut de courte durée. Elle cessa le jour où Bismarck s'intéressa plus activement aux réclamations des financiers allemands et autrichiens. Sous couleur de les défendre, le Chancelier allemand voulait, en réalité, tailler une place convenable à son nouvel Empire dans les affaires d'Orient. En optant pour la déposition suggérée par la France et repoussée par l'Angleterre, il espérait pouvoir élargir la brèche entre ces deux Etats. L'Angleterre alors, pour ne pas être devancée par la France, sûre de l'appui de Bismarck, s'engagea, elle aussi, dans la même voie.

Vers la mi-juin 1879, les deux consuls, français et anglais, présentèrent, officieusement, à Ismaïl, le conseil d'*abdiquer le Pouvoir* en faveur de son fils. Le Khédive, qui depuis quelques années sentait poindre les menaces, repoussa ce conseil. Après cet échec, les deux consuls lui demandèrent, officiellement, le 19 juin, d'abdiquer.

114. — Ismaïl ne répondit pas immédiatement à cette injonction. Il demanda du temps pour réfléchir et

(1) DES MICHELIS: Souvenirs de carrière, Paris 1901, pp. 124-125.

avisa immédiatement la Porte. La réponse de cette dernière ne se fit pas attendre. Elle faisait savoir à Ismaïl que, pour cette question, les Puissances devaient s'adresser directement à elle.

Réponse peu rassurante. Le Khédive le sentit. Les consuls de même. Aussi, redoublèrent-ils leurs démarches auprès d'Ismaïl ⁽¹⁾. Ils lui déclarèrent que s'il obtempérait à leur demande, les deux Puissances lui garantissaient, même par un écrit, une liste civile ainsi que des propriétés privées. Devant sa persistance, ils eurent recours aux menaces. En cas de destitution, il n'aurait rien, ni liste civile, ni propriété aucune. Bien mieux, le firman consacrant l'hérédité dans sa descendance directe par ordre de Primogéniture ne serait pas appliqué, et on lui citait à tout propos le nom de son oncle Abdel Halim comme futur Khédive d'Egypte. Cette dernière menace même n'ébranla pas la résistance d'Ismaïl. Cela doit nous étonner quand on songe à tous les efforts déployés pour laisser le Pouvoir à sa propre descendance. Peut-être était-il monté contre son fils aîné, Tewfick?

Ce Prince, en effet, intriguait contre son père. Quelques-uns des membres du parti politique de la Réforme, tombé sous le coup de la franc-maçonnerie anglaise, trouvèrent en lui leur idole. Il faut croire qu'ils ne firent pas cette découverte d'eux-mêmes, mais bien à la lueur d'un flambeau britannique, le caractère du Prince répondant amplement à ce qu'exigeait l'Angleterre du futur Monarque de l'Egypte.

Pressenti du rôle qu'il avait à jouer, Tewfick ne chôma point. Dans une visite qu'il fit au Consul d'Angleterre, Vivian, le 11 juin 1879, au lieu de défendre la politique de son père, il la critiqua âprement. « Il avait,

(1) Les consuls de France et d'Allemagne allèrent même jusqu'à demander au Khédive une audience à 3 heures du matin, pour s'entretenir avec lui de l'abdication, alors qu'aucune condition impérieuse ne nécessitait cette conduite. Ils voulaient, tout simplement, atteindre leur but en surexcitant le Khédive.

note le Consul dans son rapport rédigé à la suite de cette visite, une vision très pessimiste de la situation *et me laissait clairement entendre* qu'il n'avait aucune part dans tout ce qui se passait et pour lequel, du reste, il était loin de professer la moindre sympathie; au contraire, il le déplorait sincèrement » ⁽¹⁾.

Sans aucun doute, Ismaïl était au courant des intrigues de ce fils ingrat. Peu lui importait donc la personne de son successeur.

Une autre raison de la résistance du Khédive peut être tirée des rapports envoyés de Constantinople par ses agents et partisans, qui le tenaient constamment au courant de l'état d'esprit de la Porte. Celle-ci jugea d'abord sévèrement la demande d'abdication adressée à Ismaïl. Elle la considéra comme un empiétement sur les droits du Sultan, et avait pris, de ce fait, la résolution de défendre le Khédive.

Mais, bien vite, les ambassadeurs de France et d'Angleterre apaisèrent la susceptibilité de la Porte. Ils n'oublièrent pas, en outre, de la menacer des pires conséquences, si elle prenait le parti de défendre Ismaïl.

115. — Le Sultan d'alors était le sanguinaire Abdel Hamid, de sinistre mémoire. Les menaces des Puissances eurent raison de sa résistance, d'autant plus qu'il jugea le moment opportun pour réaffirmer sa suzeraineté sur l'Égypte, en destituant Ismaïl. Nous avons vu plus haut qu'il avait le droit d'agir ainsi, librement, par simple firman.

Mais la Porte, loin de se contenter de la destitution pure et simple, voulut encore aller plus loin. Elle voulut restreindre les privilèges accordés à Ismaïl, notamment en ce qui concerne l'hérédité. Elle opta donc pour la nomi-

(1) Archives Anglaises, Foreign Office, Vol. 3002, Le Caire, le 11 juin 1879, cf. SABRY, op. cit. p. 369.

nation d'Abdel Halim à la place d'Ismaïl, faisant fi de ses propres firmans. Mais l'Angleterre s'y opposa fermement. Elle plaida pour Tewfik — on sait pourquoi — et obtint gain de cause.

Le 25 juin 1879, Ismaïl recevait de Constantinople la dépêche suivante:

« A Ismaïl, du Grand Vizir.

« Les complications qui sont survenues dernièrement dans les affaires intérieures et extérieures de l'Egypte ont empiré. Il peut en résulter, si cela continue, un danger pour l'Egypte et la Turquie, et il est du devoir de Sa Majesté impériale de trouver les moyens pour faire régner la tranquillité, la sécurité et le bien-être parmi la population. Les firmans, du reste, n'avaient que ce but. Comme il est avéré que votre présence au poste de khédive ne peut qu'accroître les difficultés actuelles et augmenter le danger, Sa Majesté le Sultan, à la suite de la délibération de Son Conseil des Ministres, décide de nommer Mohamed Tewfik Pacha au poste de khédive, et il en a donné son iradé. Par conséquent, je vous invite à vous désister des affaires du Gouvernement, selon les ordres de Sa Majesté » ⁽¹⁾.

Ismaïl ne résista point. Il se conforma à la décision de la Porte, et le 30 juin 1879 il quitta l'Egypte.

(1) Cf. CHAFIK PACHA (Ahmed): *L'Egypte Moderne et les Influences Etrangères* (Le Caire 1931), pp. 71-72.

CHAPITRE III

L'Occupation Britannique et son ingérence dans le régime de l'Hérédité du Trône (1879-1917).

- 116. — Avènement de Tewfick (août 1879) et la faiblesse de son caractère.
- 117. — L'Occupation britannique (juillet-septembre 1882) et la politique d'assujettissement à l'égard des Egyptiens.
- 118. — Avènement d'Abbas II (janvier 1892). Son anglophobie attise le Nationalisme Egyptien.
- 119. — Attitude des Puissances Européennes vis-à-vis de l'Occupation britannique. L'Entente Cordiale (1904).
- 120. — Efforts de l'Angleterre pour dénouer, à son profit, les liens de suzeraineté de la Porte sur l'Egypte.
- 121. — La Grande Guerre de 1914-1918. La Porte et le Khédive contre l'Angleterre.
- 122. — Proclamation du Protectorat britannique sur l'Egypte (18 décembre 1914) et sa valeur juridique.
- 123. — L'Egypte a-t-elle accepté le Protectorat?
- 124. — Déposition du Khédive (19 décembre 1914) et sa valeur juridique.
- 125. — Attitude des Egyptiens à l'égard de l'Angleterre sous le Protectorat et durant la Guerre.
- 126. — Attitude du Gouvernement Egyptien et du Sultan à l'égard de l'Angleterre.
- 127. — A la recherche d'un successeur au Sultan Hussein Kamel (octobre 1917).
- 128. — Avènement du Roi Fouad.

116. — Tewfick succéda à son père Ismaïl. Il ne reçut son firman d'investiture qu'en août 1879. Ce retard

s'explique par l'opposition des Puissances à certaines dispositions que la Porte voulait imposer au nouveau Khédive. Elles ne pouvaient accepter le retrait des privilèges accordés à l'Egypte et dont elles étaient les garantes. L'Angleterre surtout, s'était posée en championne de la libération de l'Egypte, non pas dans l'intérêt de celle-ci, mais bien dans son propre intérêt. Libérée de tous liens avec la Porte, l'Egypte devenait pour elle une proie facile à abattre.

Les circonstances malheureuses qui placèrent Tewfick à la tête de l'Egypte allaient d'ailleurs lui être d'un grand secours. Le nouveau Khédive « moins brillant, moins intelligent, moins actif, moins volontaire... est aussi moins ambitieux et moins entreprenant » que son père. En outre, « il est faible de nature, sans don d'initiative, de décision, de volonté, ni d'autorité. Ses capacités d'énergie ne sont pas à la mesure de difficultés graves. Il n'est pas homme à dominer des complications intérieures et, à cet égard, risque d'être inférieur au rôle qui l'attend. » ⁽¹⁾

Tel était le nouveau Souverain de l'Egypte. L'Angleterre était plus que satisfaite. Tewfick, qui tenait d'elle, en quelque sorte, son Pouvoir, lui était reconnaissant. Elle profita de cette reconnaissance pour réaliser ses desseins.

117. — En 1892, elle exploita à merveille les différends d'ordre militaire qui éclatèrent entre Tewfick et les chefs de l'armée égyptienne. Et, pendant que cette crise battait son plein, une Conférence Internationale s'était réunie à Thérapie, en Turquie, pour conférer, malgré les protestations de la Porte, « sur la manière d'assurer en Egypte le maintien des droits du suzerain, de ceux du Khédive, des engagements internationaux, ainsi que sur les conditions dans lesquelles s'exercerait l'emploi des moyens coercitifs, s'ils devenaient indispensables. » ⁽²⁾

(1) Cf. HANOTAUX (G.), op. cit. T. VI, p. 360.

(2) Idem, p. 389.

Cette Conférence aboutit à un échec lamentable. Néanmoins son mérite est de nous souligner, une fois de plus, la duplicité de la politique britannique. Dès le début de ses travaux, un Protocole de désintéressement fut signé le 25 juin 1882 ⁽¹⁾. Deux jours plus tard, le représentant de l'Italie proposait à ses collègues de s'engager à s'abstenir de toute action isolée en Egypte, et ce, pendant la durée de la Conférence. A cet engagement, Lord Dufferin ajouta une réserve : celle d'agir militairement contre l'Egypte en « cas de force majeure, tels que la nécessité de protéger la vie des nationaux... » ⁽²⁾

Ce faisant, l'Angleterre préparait la voie de son agression. Elle était alors sûre de s'y engager seule, car Freycinet, redoutant l'échec d'un débarquement effectif en Egypte, pour y rétablir la paix, avait déclaré que, contrairement à la politique de Gambetta, son prédécesseur, *la France n'interviendrait pas militairement en Egypte*. Quinze jours après la signature du Protocole, l'Angleterre fomentait des troubles entre Egyptiens et étrangers à Alexandrie. Se fondant sur ce prétexte, elle bombardait la ville, le 11 juillet 1882, et y débarqua ses troupes. L'armée égyptienne, commandée lamentablement par un incapable, et trahie par certains de ses officiers, fut vaincue à Tell-El-Kébir. *Le 14 septembre 1882, les Anglais entraient au Caire.*

Le premier pas était franchi : l'Angleterre venait de prendre pied en Egypte. Sa tâche, depuis lors, va consister à s'enraciner profondément dans le sol fertile de

(1) Ce protocole était ainsi conçu : « Les Gouvernements représentés par les soussignés s'engagent, dans tout arrangement qui pourrait se faire par suite de leur acte concerté pour le règlement des affaires de l'Egypte, à ne chercher aucun avantage territorial, ni la concession d'aucun privilège exclusif, ni aucun avantage commercial pour leurs sujets que ceux que toute autre nation ne puisse également obtenir ». Cf. KAMEL (Sayed). *La Conférence de Constantinople et la Question Egyptienne en 1882*, thèse, Paris 1913, p. 174.

(2) Idem, p. 177.

l'Égypte et à chercher à justifier l'Occupation en attendant de lui trouver un appui juridique.

Restaurer l'autorité du Khédive ébranlée par les événements militaires, et rétablir l'ordre afin de tranquilliser les créanciers étrangers, telles furent les deux causes invoquées par l'Angleterre pour justifier l'Occupation. Mais, a-t-elle vraiment cherché à restaurer cette autorité et à rétablir l'ordre ?

Point du tout. L'autorité du Khédive, c'est elle qui se l'arrogea. Tewfick ne put que s'incliner. Son Trône, il le devait deux fois à l'Angleterre. Quant à l'ordre, il ne fut rétabli que dans la mesure où sa restauration servait les desseins de Londres.

Ces desseins se résumaient en une politique d'assujettissement tendant à intégrer l'Égypte dans le cadre de l'Empire Britannique, ce à quoi les Égyptiens résistèrent héroïquement. Le Nationalisme Égyptien, qui se réveilla sous Ismaïl, se développa et prit conscience de lui-même sous l'Occupation. Son action devint un sujet d'inquiétude pour la politique anglaise, surtout qu'au fidèle ami Tewfick, mort en janvier 1892, avait succédé un jeune Prince d'esprit vraiment national.

118. — Abbas Helmi II était le fils aîné de Tewfick, à qui il succéda en vertu des firmans de 1866 et 1873. Deux semaines avant la mort de son père, il avait atteint sa dix-huitième année, selon le calendrier islamique. Il n'y eut donc pas de Régence.

Le jeune Khédive, qui faisait ses études à Vienne quand il fut appelé à régner sur l'Égypte, était loin d'avoir le caractère de son père. « D'esprit vif, intelligent, actif, (il) a toute l'ardeur de l'adolescence. Chez lui, le sentiment du droit héréditaire, de l'autorité vice-royale, et le goût du pouvoir ne sont encore tempérés ni par les épreuves de l'adversité, ni par l'expérience du partage avec les tuteurs de

sa couronne. Entre ceux-ci et lui, les heurts ont donc plus de chances de se produire. » ⁽¹⁾

Doué de ces qualités, Abbas II ne tarda pas à entrer en conflits avec les Anglais. A Lord Cromer, proconsul anglais, il créa constamment des difficultés et de ce fait, devint très populaire en Egypte, d'autant plus que par ailleurs il encourageait tout mouvement national.

Le Nationalisme Egyptien, malgré toutes les entraves mises sur son chemin par les Anglais et leurs fidèles valets les Egyptiens anglophiles, n'en continuait pas moins son ascension. Sa lutte contre l'oppression, menée par la parole et par la presse, tant en Egypte qu'à l'étranger, était dirigée par Moustapha Kamel Pacha. Ce grand patriote, le plus grand et le plus noble de tous les hommes politiques de l'Egypte du XX^e siècle, était l'incarnation même de ce patriotisme. Il puisait sa force dans plusieurs sources et notamment dans le fait que l'Occupation, jusqu'alors, n'avait aucun appui juridique. L'Angleterre le savait très bien et elle essayait de fortifier sa position.

119. — Au lendemain de l'Occupation, les Puissances signataires de la Convention de Londres, du 15 juillet 1840, toutes garantes de la Situation Politique Internationale de l'Egypte, s'alarmèrent. Pour les tranquilliser, Londres ne changea en rien, juridiquement, le statut de l'Egypte, laissant subsister les firmans de 1841, et tous les autres firmans ultérieurs. Elle continua à se faire représenter en Egypte par un consul, ou plus exactement par un proconsul. Bien mieux, pour leur donner le change, ses ministres et hommes d'Etat firent entendre, par une série de déclarations officielles et de promesses, *que l'Occupation n'était que provisoire* et n'avait qu'un but : restaurer l'autorité du Khédive et rétablir l'ordre.

(1) HANOTAUX (G.), op. cit. T. VII, L'Egypte de l'Occupation Anglaise à l'Indépendance Egyptienne, par F. CHARLES-ROUX, Paris 1940, p. 154.

Quelle fut l'attitude des Puissances devant ces promesses et ces déclarations ? Tout simplement elles y ajoutèrent foi, ou plutôt firent semblant, car il s'était trouvé d'autres Anglais, plus francs, pour déclarer ouvertement l'intention de leur pays de ne plus s'en aller des bords du Nil. Contrairement aux premières déclarations, ces dernières étaient fondées. Nous en trouvons une application notamment en ce qui concerne le Soudan.

Depuis sa conquête par Mohamed Ali, le Soudan appartenait à l'Egypte, d'abord à titre viager, ensuite à partir de 1866, comme partie intégrante de l'Egypte héréditaire. Désireuse de le posséder seule ou tout au moins d'y avoir une part prépondérante, l'Angleterre, grâce à ses agents, y fomenta des troubles et obligea l'Egypte à l'évacuer en 1885 ⁽¹⁾. Dix ans plus tard, elle obligea de nouveau l'Egypte à le reconquérir, mais cette fois avec des forces britanniques bien minimes : 25.000 soldats égyptiens et avec eux 5.000 britanniques seulement, prirent part à cette campagne dont l'Egypte supporta à elle seule les deux tiers des frais. Malgré ces vérités incontestables, l'Angleterre s'arrangea pour frustrer l'Egypte des fruits de cette conquête. Elle invoqua cette dérisoire participation et imposa à l'Egypte la Convention du 19 janvier 1899, établissant un Condominium anglo-égyptien sur le Soudan. En réalité, l'Angleterre eut la part du lion dans cette Convention ⁽²⁾. Et dans la suite, elle chercha par tous les moyens à évincer

(1) Cet incident provoqua la démission du Cabinet Chérif Pacha. Dans sa lettre de démission, celui-ci disait : « Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, exige que nous abandonnions le Soudan. Nous n'avons pas le droit de consentir à cet abandon, parce que ce pays qui appartient à la Porte ainsi qu'à la Nation Egyptienne, a été confié à notre garde. Le Gouvernement de la Reine nous dit que l'Egypte doit suivre ses conseils sans les discuter. C'est là une violation du rescrit du 23 août 1878, suivant lequel le Khédive gouverne avec et par ses ministres... » Cf. M^{me} JULIETTE ADAM, op. cit. p. 129.

(2) Témoins ces quelques articles tirés de cette convention : « ART. 3. — Le commandement suprême, militaire et civil, sera remis à un fonctionnaire dénommé « Gouverneur Général du Soudan ». Il sera nommé par décret Khédivial sur la recommandation du Gouvernement

l'Égypte, car maîtresse du Soudan, c'est-à-dire des sources du Nil, elle pouvait dominer plus facilement l'Égypte.

Cette politique britannique d'assujettissement alla tant bien que mal du vivant de Tewfick. Mais avec l'avènement de son fils et les difficultés toujours croissantes du Nationalisme, l'Angleterre sentit le besoin urgent d'avoir les mains plus libres, afin d'étouffer plus facilement toute action anglophobe. A cet effet, il lui fallait désintéresser les autres Puissances de tout ce qui concernait l'Égypte.

Dans ce but, elle réussit à éliminer progressivement la France de l'échiquier oriental. *L'Entente Cordiale* vint, en 1904 sceller le désintéressement de la France de la Question d'Égypte. Par cet Accord du 8 avril 1904, chacune de ces deux Puissances se désintéressait, la première des questions marocaines et la seconde des questions égyptiennes.

Guidée par ses propres intérêts, la France venait de trahir sa politique à l'égard de l'Égypte. Ce n'était pas d'ailleurs la première fois qu'elle agissait ainsi : tout au long du XIX^e siècle, elle le fit trop souvent, comme nous l'avons déjà souligné.

120. — C'est avec la Porte que l'Angleterre trouva la tâche la plus difficile. Elle essaya, par tous les moyens, d'obtenir du Sultan un appui juridique pour son Occupation. C'est ainsi qu'en 1883, par exemple, Lord Dufferin, son Ambassadeur à Constantinople, essaya d'acheter de la Porte, pour le compte de son pays, le tribut annuel imposé à l'Égypte. De la sorte, Londres aurait pu invoquer le paiement de ce tribut pour justifier l'Occupation. Les démarches

de Sa Majesté Britannique et ne pourra être relevé de ses fonctions que par décret khédivial, et avec le consentement de Sa Majesté Britannique » ART. 5: « Aucune loi, aucun décret, arrêté ministériel, ou aucun acte pouvant être décidé et promulgué par le Gouvernement égyptien, ne pourra être appliqué au Soudan, ni à aucune de ses parties à moins que le même acte ne fasse l'objet d'une proclamation du Gouvernement général... » ART. 10: « Aucun consul, vice-consul ou agent consulaire, ne pourra être accrédité, ni autorisé à résider au Soudan, sans le consentement préalable du Gouvernement de S. M. Britannique » Cf. Recueil de Documents Officiels Egyptiens de 1899.

de l'Ambassadeur échouèrent comme devaient échouer, par la suite, toutes les autres démarches entreprises dans le même sens. La Porte tenait toujours trop étroitement à ne pas perdre l'Egypte.

Cependant, la suzeraineté de la Porte et la mi-souveraineté de l'Egypte, telles qu'elles étaient définies par les firmans, ne demeurèrent pas intactes. La présence de l'Angleterre en Egypte, et sa politique, tant à l'égard du Khédive que de la Porte, leur portèrent largement atteinte. Les liens de suzeraineté se relâchèrent graduellement pour aboutir en fin de compte à des anomalies curieuses. C'est ainsi par exemple qu'en 1911, lors de la Guerre italo-ottomane, l'Egypte, qui logiquement devait secourir la Tripolitaine, fut obligée par l'Angleterre, désireuse de ne pas s'aliéner l'Italie, de déclarer sa neutralité. Quant à la souveraineté de l'Egypte, l'intervention continue de l'Angleterre dans toutes les questions égyptiennes la rapprocha du néant.

On était à la veille de la Grande Guerre 1914-1918, qui allait permettre à l'Angleterre de rompre définitivement les liens qui unissaient l'Egypte à la Porte, pour la prendre sous son Protectorat et se débarrasser du Khédive.

121. — Lorsque la Grande Guerre éclata, le Khédive Abbas Helmi II, l'adversaire de la politique anglaise, ne se trouvait pas en Egypte : il était à Constantinople. A sa place, le Pouvoir était exercé par le Premier Ministre Rouchdi Pacha. Dès le début, ce personnage s'était montré docile et soumis aux exigences anglaises : il rompit les relations consulaires avec l'Allemagne et ses alliés ; permit officiellement aux forces anglaises d'utiliser, à des fins de guerre, le territoire et les ports égyptiens, ainsi que d'y exercer les droits reconnus à l'Etat belligérant ; établit la censure sur la presse et la correspondance ; laissa l'autorité anglaise décréter la loi martiale, etc...

Pendant ce temps, le Khédive, qui avait été atteint dans un attentat perpétré contre sa personne, probablement à l'instigation d'agents anglais, assistait, à Constantinople,

immobilisé sur son lit de blessé, au déroulement des événements et à la soumission de son remplaçant en Egypte. Son plus vif désir était de rentrer dans son pays, mais les Anglais s'y opposèrent dans la crainte de voir ce rival leur créer des difficultés. Ne pouvant pourtant se résigner à rester inactif en ces heures décisives, il résolut d'agir, de faire quelque chose. La Porte lui en offrit l'occasion. Dans une circulaire datée du 1^{er} novembre 1914, et adressée aux Puissances Européennes, le Gouvernement Ottoman avait déclaré que la présence des forces anglaises en Egypte la mettait dans l'impossibilité d'exercer ses droits de suzeraineté sur ce pays. La Porte s'était enfin réveillée, mais trop tard hélas ! Le lendemain de cette circulaire, le Khédive faisait parvenir au Gouvernement Britannique un Ultimatum, le sommant d'évacuer l'Egypte.

Faisant suite à cet Ultimatum, il publia la proclamation suivante : « Il y a aujourd'hui trente-deux ans, une nation étrangère occupa notre pays bien-aimé. L'heure décisive de notre libération yient de sonner. Egyptiens, Soudanais, mes chers enfants, l'occasion est favorable, profitons-en ; que notre devise soit : libération de l'Egypte et respect des étrangers et de leurs biens. *Notre ennemie c'est l'armée britannique d'occupation et tous ceux qui coopèrent avec elle.* Puisse le Très-Elevé nous aider à réaliser nos aspirations basées sur le Droit, la Justice et la Liberté » ⁽¹⁾.

La réponse de l'Angleterre à ces provocations ne se fit pas longtemps attendre : le même jour, elle déclarait l'état de siège en Egypte, afin d'empêcher tout désordre.

Trois jours plus tard, le 5 novembre 1914, la guerre éclatait entre l'Angleterre et l'Empire Ottoman. Qu'allait être la position de l'Egypte devant cette nouvelle et délicate situation ?

122. — L'Angleterre, encore une fois, ne s'attarde pas à résoudre de pareilles difficultés. Le 18 décembre 1914,

(1) Cf. CHAFIK (Hassan), op. cit. p. 56.

elle fait publier dans le Journal Officiel de l'Egypte la proclamation suivante :

« Le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères annonce que, vu l'état de guerre résultant de l'action de la Turquie, l'Egypte a été placée sous la protection de Sa Majesté Britannique et constituera dorénavant un Protectorat Britannique.

« La suzeraineté de la Turquie sur l'Egypte cesse ainsi d'exister, et le Gouvernement de Sa Majesté prendra toutes les mesures nécessaires pour la défense de l'Egypte et pour la protection de ses habitants et de ses intérêts.

Le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères annonce que la direction de toutes les affaires internationales de l'Etat protégé passe à l'Etat protecteur, tout en gardant sa personnalité et sans être considérée comme partie intégrante de la Grande-Bretagne. » ⁽¹⁾

Que penser de cette déclaration ? L'Angleterre avait-elle le droit de supprimer la suzeraineté de la Porte sur l'Egypte et de proclamer son Protectorat sur cette dernière ?

Ce bouleversement du *statu quo* était illégal pour diverses raisons.

D'abord parce qu'il était contraire aux *déclarations faites et aux assurances données* par l'Angleterre aux représentants des Puissances et de la Porte depuis l'Occupation et même avant. Parmi ces nombreuses déclarations (dont le nombre atteint aujourd'hui la centaine) citons quelques-unes au hasard :

Le 4 octobre 1881, Lord Granville déclarait à Musuros Pacha : « ...Ce que nous désirons, c'est le maintien du *statu quo* et celui des droits du Sultan... » ⁽²⁾

Le 19 octobre de la même année, Lord Granville

(1) *Journal Officiel de l'Egypte*, n° 170 (extraordinaire) du 18 décembre 1914.

(2) Cf. Blue Book 1881.

déclarait encore à l'Ambassadeur de Russie à Londres : « Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune visée personnelle. Son intention est le maintien du *statu quo*. » ⁽¹⁾

Le 9 novembre 1891, Lord Salisbury parlant à Londres au banquet du Lord Maire, disait : « Notre but principal est-il de couper le lien qui unit l'Égypte à l'Empire Ottoman ? loin de là ; nous désirons maintenir l'Égypte dans sa position légale actuelle, dans sa position vis-à-vis de l'Empire Ottoman définie par les traités et les firmans... » ⁽²⁾

Ces déclarations, faites officiellement par les hommes d'Etat anglais, liaient incontestablement leur pays. Cependant, pour leur enlever toute valeur, on pourrait leur opposer les déclarations défavorables à l'Égypte faites par d'autres politiciens anglais ⁽³⁾. Mais il n'en est pas moins vrai que les Puissances intéressées ne tinrent compte que des premières.

En second lieu, cette atteinte au *statu quo* était encore contraire à l'un des principes essentiels de l'*Entente Cordiale* conclue en 1904 entre la France et l'Angleterre. Par cet Accord, chacune de ces deux Puissances se désintéressait, la première des questions égyptiennes et la seconde des questions marocaines. L'article premier de ce même Accord, stipulait que : « Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Égypte. » ⁽⁴⁾. Que fit la France devant cette transgression ? Rien, puisqu'elle-même avait passé outre à la disposition de l'article 2 qui lui imposait la même condition en ce

(1) Idem.

(2) Cf. *Le Times*.

(3) Tel par exemple Sir Samuel Baker qui déclarait dans le *Daily Graphic* du 17 octobre 1891 : « Evacuer l'Égypte équivaldrait aux yeux de l'Europe et de l'Orient à un suicide national ». Tel encore Scott qui, quoique Conseiller Judiciaire du Gouvernement Égyptien, n'a pas craint de dire : « L'Angleterre doit établir immédiatement son protectorat sur l'Égypte ». Rapporté dans *Forthnightly Review* de mars 1895.

(4) Cf. DE MARTENS : Nouveau Recueil Général de Traités. 2^e série, vol. XXXII, p. 15.

qui concernait le Maroc, d'autant plus que l'Angleterre avait approuvé le Traité de Protectorat sur ce dernier, conclu en 1912.

Enfin et surtout, ce bouleversement était illégal parce qu'il enfreignait les *actes de Londres de 1840-1841*. Nous avons vu que le Statut politique de l'Égypte, accordé par les firmans de 1841, tirait son origine de ces actes. Pour le modifier, il fallait par conséquent l'assentiment des Puissances garantes. En 1882, l'Angleterre n'ayant pas porté atteinte, juridiquement, à ce statut, la question ne se posait pas. Mais il n'en fut pas de même en 1914. L'Angleterre porta cette fois atteinte, juridiquement, au statut de l'Égypte. Quelle fut la réaction des Puissances devant cette nouvelle situation ?

Naturellement, la Porte refusa d'accepter ce changement, cette atteinte à ses droits. Les Puissances alliées acceptèrent le fait accompli. Quant aux Puissances ennemies, bien entendu, il leur était impossible d'approuver la conduite de leurs adversaires.

Voyons maintenant quelle fut l'attitude de l'Égypte à ce propos.

123. — Le 12 décembre 1914, l'Angleterre avait adressé au Prince Hussein Kamel, futur Sultan (le Khédive Abbas Helmi II allait être déposé par elle, le 19 décembre 1914) un message pour mettre au point les principes qui devaient régir les relations nouvelles entre les deux pays.

Dans sa réponse au Gouvernement Britannique, le Sultan d'Égypte avait malheureusement écrit : « ...Résolu à me consacrer, *en collaboration étroite avec le Protectorat* au bien-être et au développement de mon peuple, je suis heureux de pouvoir compter dans cette tâche sur la protection de Votre Majesté et sur le concours de Votre Gouvernement. » ⁽¹⁾

(1) Cf. CHAFIK (Hassan), *op. cit.* p. 60.

Ce message de l'Angleterre et la réponse du Sultan peuvent être considérés comme tenant lieu d'un accord confirmant le nouvel ordre de choses, et plus particulièrement le Protectorat. Cependant, on est en droit de se demander si le Sultan était qualifié pour lier de la sorte son pays.

La rupture des liens de suzeraineté avait entraîné la dévolution des droits de la Porte à l'Angleterre. Seulement, cette rupture et cette dévolution étaient illégales. La conséquence en était que le Sultan, placé à la tête de l'Égypte en vertu de cette dévolution, n'était pas qualifié pour la lier de cette manière. Il ne l'eût pas été davantage si cette dévolution avait été légale, ayant été désigné, comme nous allons le voir, en violation des principes de l'hérédité établie par les firmans de 1866-1873, et que Londres devait respecter en tant qu'héritière des droits de la Porte.

124. — La déclaration que nous venons d'étudier brièvement ⁽¹⁾ préluait à une seconde non moins importante. Elle paraissait le lendemain, soit le 19 décembre 1914, et était ainsi conçue :

« Le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères annonce que, vu l'action de Son Altesse Abbas Helmi Pacha, ex-Khédive d'Égypte, qui a fait cause commune avec les ennemis de Sa Majesté, le Gouvernement de Sa Majesté a décidé de le déposer du Khédivat, et cette haute dignité, avec le titre

(1) Cette question du Protectorat a fait l'objet de plusieurs études. Voir notamment : CHAFIK (Hassan), *op. cit.*

HIMAYA (Latif) : *La Condition Internationale de l'Égypte depuis 1914*. Thèse, Paris 1922.

NAGUIB (Mohamed Ali) : *Nature juridique du conflit Anglo-Egyptien, relatif à l'indépendance de l'Égypte, déclarée le 28 février 1922*. Thèse, Lausanne 1933.

AWAD (Fauzi Tadros) : *La Souveraineté égyptienne et la déclaration du 28 février 1922*. Thèse, Paris 1935.

AMAD (Emile Selim) : *La Question d'Égypte (1841-1938)*. Thèse, Paris 1938.

BOURGEOIS (Albert) : *La Formation de l'Égypte Moderne*. Thèse, Paris 1939.

de Sultan d'Égypte, a été offerte à Son Altesse Hussein Kamel Pacha, l'aîné des princes de la Famille de Mohamed Ali, et a été acceptée par lui. » ⁽¹⁾

Huit ans auparavant, Lord Cromer avait souhaité ardemment cette déposition. Dans une confidence faite en décembre 1906, par Moustapha Kamel Pacha à M^{me} Juliette Adam ⁽²⁾, le grand chef nationaliste déclara : « Il y a quelques jours, j'ai reçu de mon collaborateur à Londres, une lettre par laquelle il m'affirme que Lord Cromer a demandé à son gouvernement avec insistance que le roi Edouard VII fasse l'impossible pour aller à Constantinople faire visite au Sultan et lui demander *de détrôner le Khédive*, sous prétexte que j'ai été inspiré et poussé par lui en plaidant l'affaire de Denshawäi... ⁽³⁾. Son Altesse, ajoutait Lord Cromer, a fourni l'argent nécessaire à la fondation des journaux franco-anglais, de manière à soutenir la lutte secrète contre les occupants... Le Khédive, de son côté, a reçu la même nouvelle de Londres. Il n'a pu trouver que moi, comme appui, pour le sauver de cette attaque Cromérienne. Il m'a appelé, je l'ai vu et après une longue conversation nous sommes tombés d'accord... Je partirai dans quatre jours pour Londres. » Et Mme Adam de continuer : « En rentrant à Paris, Moustapha me raconta « qu'il avait vu Sir Campbell Bannerman, et qu'il avait pu le convaincre que le détrônement du Khédive provoquerait une révolution en Egypte et créerait de grandes difficultés à l'Angleterre... »

Mais, depuis 1906, les temps avaient changé. Après

(1) *Journal Officiel de l'Égypte* (extraordinaire) du 19 décembre 1914. N° 171.

(2) Cf. M^{me} JULIETTE, ADAM, op. cit. p. 181.

(3) Les circonstances de cet incident, le procès qui s'ensuivit ainsi que ses conséquences, ont été exposés dans un article publié par Moustapha Kamel Pacha dans le *Figaro* à la date du 11 juillet 1906.

Cette affaire de Denshawäi eut un profond retentissement, surtout en Angleterre. L'écho qu'elle y produisit doit être considéré comme le glas de la carrière politique de Lord Cromer qui fut, en effet, immédiatement et définitivement rappelé d'Égypte.

la mort de Moustapha Kamel, survenue en février 1908, les Anglais réussirent à diviser le pays et à susciter des adversaires au Khédive. L'Angleterre ne redoutant plus les grandes difficultés que Moustapha Kamel, fidèle au Khédive, pouvait seul lui créer, détrôna Abbas Helmi II.

Après avoir par la première déclaration supprimé la suzeraineté de la Porte sur l'Égypte, l'Angleterre venait par cette seconde, de se débarrasser du Khédive, le trop gênant anglophobe.

Juridiquement, cette déclaration nous offre matière à discussion. L'Angleterre, en tant qu'héritière des droits de la Porte, avait le pouvoir de destituer le Khédive, puisque ce droit appartenait au Sultan, comme nous l'avons dit bien plus haut. Elle avait d'autre part, dans ce même domaine, un antécédent, celui de la destitution du Khédive Ismaïl. Mais puisque nous avons contesté la légalité de cette dévolution des droits de la Porte à l'Angleterre, la conséquence toute naturelle est d'étendre cette contestation à la validité de la déposition du Khédive Abbas II. Cette illégalité ne perdit sa valeur que du jour où les Puissances et la Turquie approuvèrent le coup d'Etat britannique en Égypte ⁽¹⁾.

Ce coup d'Etat avait eu encore un autre aspect. Alors que la Porte, en 1879, après avoir déposé Ismaïl, avait nommé son fils Tewfick à la tête de l'Égypte, conformément au principe de l'hérédité dans la descendance directe, par ordre de Primogéniture, l'Angleterre en 1914 enfreignait ces principes. Légalement, le fils du Khédive Abbas II, le Prince Abdel Moneim devait accéder au Trône. Mal-

(1) Les Traités de paix imposés aux Puissances vaincues, obligèrent ces dernières à reconnaître comme légale le Protectorat Britannique sur l'Égypte:

Traité de Versailles, art. 147-148.

Traité de Sèvres, art. 101.

Traité de Lausanne, art. 17.

Traité de Saint-Germain, art. 102-103.

Traité de Trianon, art. 86-87.

Traité de Neuilly, art. 63.

Quant aux États-Unis, ils reconnurent le Protectorat Britannique, le 22 avril 1919.

heureusement, il était encore mineur à cette époque. Organiser une régence, suivant toutes les formalités prescrites par les firmans de 1866-1873, était une question qui ne cadrait point du tout avec les nécessités politiques du moment, nécessités caractérisées par la célérité en toutes choses. L'Angleterre passa outre. Elle s'était engagée dans la voie des entorses à la légalité, et une de plus importait peu.

Le Prince Mohamed Ali, frère du Khédive déposé, pressenti par les Anglais de monter sur le Trône d'Egypte, repoussa ces avances. Il lui était dur, dans son amour fraternel, d'approuver le traitement indigne infligé à son frère. Les autres Princes hésitèrent à leur tour.

Il fallait pourtant trouver quelqu'un pour occuper le Trône vacant. L'Angleterre elle, n'hésita pas. Elle menaça de placer sur le Trône d'Egypte une personnalité étrangère et elle désigna à cet effet, le trop fameux Agha Khan, récemment débarqué en Egypte. Devant cette menace, le Prince Hussein Kamel accepta de succéder à son neveu pour conserver la Royauté à la Famille de Mohamed Ali dont il était l'aîné. On revenait donc au Seniorat.

Tout avait été bouleversé, même le titre du Souverain. De Khédive, il devenait *Sultan*. C'était plus prestigieux, plus imposant, et c'était peut-être un pas de plus vers l'affranchissement complet du pays, le nouveau titre étant supérieur à celui de Khédive.

Reprocher au nouveau Monarque, comme l'on fait certains auteurs, son accession au Trône pour sauvegarder la Royauté égyptienne, est une grosse injustice. En revanche, ce qui est plus juste, c'est de désapprouver sa réponse au message britannique, fait que nous avons signalé plus haut.

125. — Ce message, suivi par les deux déclarations déjà connues, inaugurerait une ère nouvelle pour l'Egypte. Le tout mettait fin à la suzeraineté de la Porte et faisait disparaître une des anomalies de la Question d'Egypte : soumise nominalement à la Porte, l'Egypte, l'était en réalité à

l'Angleterre. Dorénavant, c'était l'Angleterre qui allait avoir, en droit comme en fait, le dernier mot dans toutes les affaires égyptiennes.

Ce bouleversement n'effraya pas les Egyptiens, ou du moins s'ils le furent, ils ne purent manifester leur opinion ⁽¹⁾, le pays étant gouverné militairement. Quoi qu'il en soit, les expressions des textes officiels étaient de nature à les calmer et à les tranquilliser.

L'Angleterre prenait officiellement à sa charge exclusive, la défense du pays. Elle affirmait que le Protectorat, édicté par les nécessités militaires de la guerre, *n'était qu'un régime provisoire*. Citons enfin ce passage du message britannique déjà mentionné : « *Le Gouvernement de Sa Majesté s'estime le dépositaire pour le compte des habitants de l'Egypte aussi bien des droits ainsi échus à Sa Majesté que de ceux exercés en Egypte pendant ces trente dernières années de réformes.* » ⁽²⁾.

Malheureusement, toutes ces affirmations et tant d'autres restèrent lettre morte. L'Egypte fut obligée de fournir à l'armée britannique des contingents de soi-disant volontaires qui, encadrés dans les services auxiliaires de cette armée, travaillèrent à l'aménagement des fortifications et des routes sous les balles et les obus de l'ennemi. La vie économique du pays périclita rapidement, et la situation devint catastrophique du fait des réquisitions militaires et de l'impossibilité de toute importation. Mieux encore, l'Egypte, saignée à blanc, fut tenue d'aider financièrement le grand et riche Empire britannique.

Les Egyptiens supportaient stoïquement toutes ces souffrances, aggravées par les vexations de la soldatesque

(1) L'Assemblée Législative, qui représentait l'opinion publique et qui était issue de la Loi Organique de 1913, n'avait tenu qu'une seule session avant la Guerre. Elle devait se réunir le 17 novembre 1914, mais elle fut successivement ajournée et le 27 octobre 1915, elle le fut *sine die*.

(2) Cf. *Journal Officiel de l'Egypte*, (extraordinaire) du 19 décembre 1914, n° 172.

britannique. Ils n'osaient élever la voix, toute protestation étant taxée d'anglophobie et partant de l'internement ou de l'exil.

126. — L'attitude du Chef du Gouvernement Rouchdi Pacha, en ces heures douloureuses, a été justement critiquée par tout le monde. Placé à la tête du pays en l'absence du Souverain, il accepta et facilita la réalisation du coup d'Etat britannique, et continua, comme par le passé, d'assurer les fonctions de Président du Conseil sous le nouveau régime et le nouveau Monarque, sans toutefois se rendre utile au pays. Il n'essaya jamais de clarifier les relations anglo-égyptiennes sous le régime du Protectorat, ni même de préciser quand ce dernier prendrait fin. La question était d'importance, d'autant plus que l'Angleterre avait laissé entrevoir la possibilité de cette fin, en se déclarant, dans sa lettre au Sultan, dépositaire pour le compte des Égyptiens des droits qu'avait la Porte.

Jamais la signature de ce ministre ne fut apposée au bas d'un document politique de caractère décisif. En outre, pour se dégager de toute responsabilité, il laissa les autorités militaires britanniques prendre les décisions qu'elles jugeaient nécessaires, quitte à les lui faire exécuter. Il gouverna ainsi, tant bien que mal, durant toute la guerre, appuyé par les Anglais qui lui donnaient leurs directives. Aucune protestation n'émana de sa personne contre les malheurs de toutes sortes qui s'abattaient sur l'Égypte.

L'attitude du Sultan, en revanche, fut plus noble. Il se montra plus sensible à ces malheurs et essaya d'y porter remède, ce qui l'amena tout naturellement à entrer en conflits avec les Britanniques. Il se rapprocha alors de plus en plus du peuple, se pencha paternellement sur ses douleurs, essayant de cicatriser ses blessures, jusqu'au jour où, fatigué et malade, il s'éteignit doucement (9 octobre 1917).

127. — Qui allait lui succéder ?

Aucune loi n'était venue depuis 1914 régler la question de la succession au Trône. Tout au plus, le Sultan, de

son vivant, s'était entendu verbalement avec les Anglais pour appliquer les dispositions en vigueur avant le Protectorat. Peu de jours avant sa mort, il avait de nouveau posé la question et la réponse anglaise se montrait favorable à son fils, le Prince Kemal-Ed-Dine Hussein.

Ce Prince, de caractère irréprochable, très cultivé, jouissant de l'amitié de tous ceux qui le connaissaient, *était trop docile*. Ce fut ce caractère qui milita en faveur de sa désignation. L'Angleterre espérait ainsi l'avoir toujours sous sa main. Mais, édifié par les continuelles tracasseries des Anglais, patiemment endurées par son père, il préféra choisir une vie paisible et tranquille. Il s'excusa auprès de son père de ne pouvoir lui succéder et renonça à tous ses droits au Trône ⁽¹⁾.

Le Sultan, qui n'avait voulu l'application des dispositions précitées que parce qu'elles étaient en faveur de son fils, les transgressa et proposa alors comme successeur, le Prince Youssouf Kemal. Celui-ci, inconnu du grand public, était mal désigné pour occuper le Trône, d'autant plus qu'il n'était pas l'aîné de la Famille régnante, et n'avait, d'autre part, aucune attache directe avec le Sultan, n'étant ni de sa descendance directe, ni un de ses frères, ni de la descendance de ceux-ci. Aussi, l'Angleterre ne tint pas compte de ce choix. La question était ainsi loin d'être résolue.

Il fallait pourtant en finir. Le Sultan n'avait qu'un fils, sans descendance directe. Conformément aux principes de l'hérédité, déjà établis, le Trône devait échoir successivement à ses frères cadets. Il en avait trois. Les deux premiers, inconnus eux aussi du grand public, vivaient retirés et

(1) Le 8 octobre 1917, dans une lettre à son père, le Prince écrivait : « ...tout en étant entièrement fidèle à l'autorité de Votre Hautesse, je suis intimement convaincu que je pourrai mieux servir mon pays en gardant la situation où je me suis trouvé jusqu'ici. Je sollicite par conséquent la bienveillante permission de Votre Hautesse de renoncer et par la présente je renonce à tout droit, titre ou prétention à la succession au Sultanat dont j'aurais pu me prévaloir en ma qualité de fils unique de Votre Hautesse ». Cf. M^{me} JULIETTE ADAM, op. cit. p. 232.

n'aspiraient qu'au repos. Le troisième était le Prince Ahmed Fouad. Le choix se fixa définitivement sur lui.

128. — Certes, le Prince Fouad n'était pas l'aîné de la Famille, et selon l'hérédité par ordre de Primogéniture, il y avait deux prétendants avant lui. Mais diverses raisons plaidèrent en sa faveur.

Ayant passé sa jeunesse dans les Instituts Militaires d'Italie, à la Cour de la Maison de Savoie à Rome, des Ottomans à Constantinople, et des Habsbourg à Vienne, le Prince Fouad avait acquis une large connaissance des hommes et des choses. Rentré en Egypte, au début du règne du Khédive Abbas II, le Prince Fouad, observateur intelligent, organisateur de talent, sacrifiant tout à l'intérêt de sa patrie, se consacra aux questions intellectuelles, sociales et philanthropiques, après avoir été pendant quelque temps aide de camp de son neveu, le Khédive.

De toute sa vie privée, laborieuse et fertile, le Prince Fouad élimina la politique, convaincu que celle-ci, avec toutes les vicissitudes qu'elle entraîne presque toujours avec elle, était de nature à entraver son action bienfaisante et à retarder, pour ne pas dire empêcher, les beaux résultats escomptés de toutes les belles entreprises qu'il avait créées ou patronnées.

Cependant, rien jusqu'ici ne laissait prévoir la possibilité de son accession au Trône d'Egypte. Mais l'arrivée du Sultan Hussein Kamel au Pouvoir Suprême posa la question, son fils unique n'ayant pas de descendance mâle. Les chances du Prince Fouad commencèrent à s'affirmer à cette époque. En 1917, pour le plus grand bien de l'Egypte, le Prince Fouad monta sur le Trône.

TROISIEME PARTIE

REGNE DU ROI FOUAD I^{er} (1917-1936).

CHAPITRE PREMIER

L'ordre de succession au Trône, actuellement en vigueur.

129. — L'Angleterre et l'établissement en Egypte de l'hérédité du Trône dans la descendance directe, par ordre de Primogéniture.
130. — Les événements politiques de l'Egypte de l'Armistice à 1922.
131. — Etablissement officiel du régime de l'hérédité du Trône actuellement en vigueur. Les textes officiels (1922).
132. — Membres de la Famille de Mohamed Ali qui peuvent accéder au Trône.
133. — Dévolution du droit à la succession au Trône dans la descendance directe.
134. — A défaut d'une descendance directe, le droit de succession passe aux collatéraux.
135. — Conditions exigées pour accéder au Trône.
136. — Majorité du Roi.
137. — La Régence.
138. — En cas d'absence ou de maladie du Roi, il n'y a pas de Régence.
139. — Cas de l'extinction de la Dynastie de Mohamed Ali. Choix d'une nouvelle dynastie.
140. — En l'absence d'un Roi, le Conseil des Ministres exerce les pouvoirs royaux.
141. — Immuabilité des règles de la succession au Trône.
142. — Déchéance des droits de l'Ex-Khédive, Abbas Helmi II.
143. — Vie parlementaire en Egypte (1925-1936).
144. — L'Ex-Khédive, Abbas Helmi II, renonce à tous ses droits au Trône d'Egypte (1931).
145. — Conséquences de cette renonciation. Le Roi Fouad et l'Entente Anglo-Egyptienne.
146. — Causes qui militèrent en faveur de cette entente.

147. — Formation du Front National Egyptien et mort du Roi Fouad (28 avril 1936).

129. — Le Sultan Fouad, fils d'Ismail, allait continuer l'œuvre gigantesque et grandiose de rénovation inaugurée par ses pères et à laquelle il avait déjà apporté une large contribution. *L'œuvre du Sultan allait succéder à celle du Prince.*

Dès les premiers jours de son avènement, le Sultan Fouad s'était farouchement décidé à faire œuvre utile et durable. Activement, il se mit au travail et bientôt ses réformes s'étendirent à tous les domaines de la vie égyptienne.

Le désordre qui régnait dans le régime de l'hérédité du Trône attira d'abord son attention. Laisser ce régime tel quel, c'est-à-dire sans règlement aucun, n'était pas une garantie sûre pour l'avenir de la Dynastie et du pays. Aussi fit-il savoir à son Premier Ministre son intention d'établir, d'accord avec l'Angleterre, un nouvel ordre de succession au Trône consacrant définitivement l'hérédité dans la descendance directe, par ordre de Primogéniture.

Ce nouveau régime ne devait voir le jour que quelques années plus tard. Plusieurs raisons causèrent ce retard. L'Égypte, en pleine révolution et luttant contre l'Angleterre pour se débarrasser du Protectorat, voyait les ministères se succéder au pouvoir, tous aussi incapables de résoudre la crise. La question de l'hérédité ne pouvait que passer au second plan à côté de celle de l'indépendance du pays. Elle était de peu d'importance. Elle l'était encore, d'autant moins que le Sultan n'avait pas descendance mâle.

Ce ne fut qu'à partir du 11 février 1920, date de la naissance du Prince Farouk, que la question se posa d'une manière plus pressante. Personne ne doutait du désir du Sultan d'avoir ce fils pour successeur. Mais on pouvait craindre l'ingérence de l'Angleterre, depuis l'exemple de 1914 et de 1917. Une entente catégorique avec elle était indispensable, et les pourparlers aboutirent pleinement.

Le 15 avril 1920, le Haut Commissaire britannique remit au Sultan le message suivant :

« Hautesse,

« L'heureux événement de la naissance d'un fils à Votre Hautesse a amené le Gouvernement de Sa Majesté à considérer l'ordre de succession au Sultanat d'Egypte.

« J'ai, en conséquence, reçu de Sa Majesté l'ordre d'informer Votre Hautesse de la *reconnaissance du fils de Votre Hautesse*, le Prince Farouk et de ses descendants mâles dans la ligne masculine par ordre de Primogéniture ou à défaut, de tous autres fils qui naîtraient à Votre Hautesse et de leurs descendants mâles dans la ligne masculine par ordre de Primogéniture, comme héritiers de Votre Hautesse, qui détiendront légitimement la dignité du Sultanat d'Egypte. » ⁽¹⁾

En somme, *l'Angleterre approuvait l'établissement en Egypte de l'hérédité par ordre de Primogéniture, dans la descendance directe et mâle*. Ce faisant, elle se liait les mains, elle se condamnait à ne plus intervenir dans ce domaine.

Les principes fondamentaux posés, il fallait mettre au point tous les détails. On estima cependant plus prudent d'attendre pour cela l'éclaircissement de la situation politique. Celle-ci, depuis 1918, créait des difficultés à l'Angleterre.

130. — Au lendemain des Armistices de 1918, les Egyptiens, dans leur croyance que le Protectorat, régime provisoire nécessité par la Guerre, devait prendre fin avec la cessation des hostilités, demandèrent à l'Angleterre la réalisation de leur indépendance. Malheureusement, ils furent déçus. L'Angleterre démasqua son jeu et étala au grand jour son intention de vouloir conserver l'Egypte sous sa domination.

Réuni autour du Wafd, parti politique fondé par Saad

(1) Idem, op. cit. p. 237.

Zaghloul Pacha, un des grands chefs nationalistes, le Peuple Egyptien déclencha alors la Révolution de 1918. Rapidement celle-ci gagna du terrain, et devint menaçante pour les intérêts britanniques. Pour l'étouffer, l'Angleterre ne ménagea pas les moyens. Elle recourut d'abord à la violence; les chefs nationalistes furent arrêtés et déportés; la loi martiale appliquée avec rigueur; des attentats furent commis sur les biens et la personne de bon nombre d'Egyptiens... Mais tous ces malheurs ne réussirent pas à avoir raison de la résistance du Peuple Egyptien.

L'échec essuyé par l'Angleterre ne la découragea point. Elle envoya en Egypte un Comité présidé par Lord Milner, et chargé d'enquêter sur les causes du soulèvement et de proposer la « Constitution qui, *sous le Protectorat*, aura le plus de chances de maintenir la paix et la prospérité dans le pays, de développer les institutions autonomes et de garantir les intérêts étrangers. » ⁽¹⁾ Bien entendu, les Egyptiens repoussant le Protectorat, refusèrent d'entrer en contact avec ce Comité qui aboutit à un échec lamentable (décembre 1918-mars 1919).

Dans la suite, par deux fois, en 1920 et en 1921, l'Angleterre engagea des pourparlers diplomatiques à Londres avec les chefs nationalistes égyptiens ⁽²⁾. Toutes ces négociations échouèrent, tant était manifeste la mauvaise foi de l'Angleterre. Elle voulait, non seulement imposer aux Egyptiens des conditions incompatibles avec l'indépendance, mais encore masquer cette situation sous des apparences libérales.

La rupture de ces dernières négociations, de 1921, fut suivie par la publication de notes officielles. La note bri-

(1) Cf. SABRY: La Révolution Egyptienne. Seconde partie, Paris 1921, p. 85.

(2) En 1920, Négociations de Saad Zaghoul Pacha avec Lord Milner; en 1921, négociations de Adly Yeghen Pacha, avec Lord Curzon.

tannique, plus particulièrement, jeta de l'huile sur le feu. Publiée dans le but de justifier l'attitude britannique, certaines de ces expressions, trop claires, soulignaient la duplicité anglaise ⁽¹⁾. Aussi, sa publication souleva partout d'énergiques protestations, et les rencontres sanglantes avec les troupes anglaises reprirent de plus belle, surtout après une nouvelle déportation des chefs nationalistes.

C'est alors que Saroit Pacha, un des plus grands hommes d'Etat de l'Égypte contemporaine, engagea avec l'Angleterre des négociations officieuses pour résoudre la crise qui n'avait que trop duré. Elles aboutirent à la Déclaration unilatérale britannique du 28 février 1922, par laquelle *l'Angleterre annonçait la fin de son Protectorat, et reconnaissait l'Égypte comme un Etat souverain et indépendant*, réservant, toutefois, à sa discrétion certaines matières, jus-

(1) De cette note datée du 3 décembre 1921, citons les passages suivants: « L'Égypte se trouve sur la ligne principale de communications entre la Grande-Bretagne et les Dominions du Roi en Orient. Le territoire entier de l'Égypte est en effet essentiel à ces communications, car les destinées de l'Égypte sont inséparables de la sécurité de la zone du Canal. Il est donc d'importance primordiale pour les Indes, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et pour toutes les colonies et dépendances de Sa Majesté en Orient que l'Égypte soit à l'abri de l'influence dominante de toute autre grande Puissance... Maintenant comme par le passé, l'Empire Britannique doit endosser, en dernière analyse, la responsabilité de la défense des territoires de Votre Hautesse contre les menaces étrangères, comme aussi de telle assistance que le Gouvernement de Votre Hautesse pourrait à un moment requérir pour le maintien de son autorité à l'intérieur... *De ces mesures la présence des troupes britanniques en Égypte est la première et la principale*, le Gouvernement de Sa Majesté ne peut ni l'abandonner, ni l'affaiblir... Il doit revendiquer en outre le droit exclusif de donner au Gouvernement de Votre Hautesse les conseils dont ce Gouvernement pourrait avoir besoin dans l'administration du pays, la conduite de ses finances, le développement de son système judiciaire et la poursuite de ses relations avec les gouvernements étrangers. Cependant ces revendications ne sont pas formulées avec le moindre désir de faire obstacle à ce que l'Égypte jouisse des droits complets d'un « self government » national. Elles sont mises en avant uniquement contre les autres puissances étrangères et elles sont basées sur le fait que l'indépendance, la tranquillité et la prospérité de l'Égypte, sont un élément essentiel de la sécurité de l'Empire britannique... » Cf. CHAFIK (Hassan) op. cit. pp. 137 et ss.

qu'à la conclusion d'un accord définitif entre les deux pays ⁽¹⁾.

Quinze jours après cette Déclaration ⁽²⁾, le Sultan Fouad proclamait l'indépendance de l'Égypte et prenait le titre de Roi (15 mars 1922) ⁽³⁾.

131. — Estimant le moment opportun, le Roi signa le 13 avril 1922, deux rescrits : le premier, portant le numéro 25 de 1922, établissait l'ordre de succession au Trône d'Égypte ⁽⁴⁾; le second, le numéro 26 de 1922, portait

(1) La Déclaration du 28 février 1922 est ainsi conçue:

« Considérant que le Gouvernement de Sa Majesté, conformément à ses intentions déclarées, désire immédiatement reconnaître l'Égypte comme Etat souverain et indépendant,

et,

Considérant que les relations entre le Gouvernement de Sa Majesté et l'Égypte constituent un intérêt essentiel pour l'Empire Britannique: sont déclarés par les présentes les principes suivants:

1° Le protectorat britannique de l'Égypte est terminé et l'Égypte est déclarée être un Etat souverain et indépendant,

2°

3° En attendant le moment où il sera possible, par la libre discussion et des accommodements amicaux des deux côtés, de conclure entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement égyptien, des accords en ce qui regarde les matières suivantes, ces matières sont absolument réservées à la discrétion du Gouvernement de Sa Majesté:

a) La sécurité des communications de l'Empire Britannique en Égypte,

b) la défense de l'Égypte contre toute agression étrangère ou contre toute ingérence étrangère, directe ou indirecte.

c) La protection des intérêts étrangers en Égypte et la protection des minorités;

d) le Soudan,

En attendant la conclusion de tels accords, le statu quo en toutes ces matières restera intact ».

Journal Officiel de l'Égypte du 28 février 1922, n° 20. (Extraordinaire.)

(2) La Déclaration en question a été suffisamment étudiée par plusieurs auteurs. Voir notamment la liste citée p. 223

(3) Cette proclamation a été publiée dans le *Journal officiel de l'Égypte* du 15 mars 1922, n° 26. (Extraordinaire) et dans De Martens Nouveau Recueil Général de Traités, 3° série, t. XIII, p. 490.

(4) Ce rescrit a été publié *Journal officiel de l'Égypte* du 15 avril 1922, n° 38, (extraordinaire) et dans de Martens, op. cit. pp. 490-492.

communication du rescrit précédent au Président du Conseil des Ministres ⁽¹⁾.

C'est donc le Rescrit Royal numéro 25 de 1922 qui réglemente la succession au Trône. L'article 32 de la Constitution (promulguée le 19 avril 1923) ⁽²⁾ est explicite à ce sujet.

A côté de ce rescrit, il convient de citer certaines dispositions complémentaires contenues dans différents articles ⁽³⁾ :

a) de la Constitution (articles 32, 52, 53, 54, 55, 156, 168) ;

b) de la loi n° 25 du 10 juin 1922, portant règlement du Statut de la Famille Royale (articles 2, 3, 4, 6, 13, 14) ⁽⁴⁾.

c) du rescrit royal du 21 juin 1922 (n° 55 de 1922), déterminant la catégorie des membres de la Famille Royale ayant droit au rang de Nabil ou de Nabila (art. 1, 2, 3, 4) ⁽⁵⁾.

132. — L'article 1^{er} du rescrit n° 25 de 1922 stipule que les pouvoirs et prérogatives royaux sont héréditaires dans la Dynastie de Mohamed Ali. L'article 32 (al. 1^{er}) de la Constitution reproduit une disposition analogue.

(1) Ce rescrit était ainsi conçu :

« Mon cher Abdel Khalek Saroit Pacha,

« Vu la nécessité qu'il y a, dans l'intérêt commun de la Dynastie « régnante et du Pays, de réglementer l'ordre de succession au Trône « d'Égypte. Nous avons promulgué Notre Rescrit contenant les dispositions conformément auxquelles la dévolution de la royauté aura « lieu désormais, afin qu'elles soient la règle et la tradition à suivre en « cette matière... » Cf. *Journal officiel de l'Égypte* du 15 avril 1922, n° 38. (Extraordinaire.)

(2) Le texte de cette Ville est publié dans le *Journal officiel de l'Égypte*, n° 42 de 1923.

(3) Toute la législation concernant l'ordre de la succession au Trône, est reproduite à la fin du présent ouvrage.

(4) Cette loi est publiée, dans le *Journal officiel de l'Égypte*. Supplément au n° 55 du 12 juin 1922.

(5) Cf. *Journal officiel de l'Égypte*, n° 59, du 26 juin 1922.

Des membres de cette Dynastie, l'article 5 du rescrit n° 25 *éloigne les femmes*, de la succession au Trône, quel que soit leur degré de parenté. L'empêchement est encore étendu à leur descendance. D'une manière générale, ce sont toujours les parents utérins qui sont exclus et cela au profit des parents consanguins. Ces derniers sont de deux sortes : Princes ou Nabils.

L'article 2 de la loi n° 25 de 1922 énumère les membres de la Famille de Mohamed Ali qui ont droit au titre de Prince, à savoir : 1. Les enfants du Roi et ses petits-enfants dans la ligne masculine ; 2. Les frères consanguins du Roi ; 3. Les enfants et les petits-enfants dans la ligne masculine des Vice-Rois, Khédives ou Sultan d'Egypte ; 4. Les autres descendants dans la ligne masculine de Mohamed Ali et cités dans une liste annexée à la loi ; 5. Tout autre descendant de Mohamed Ali jouissant de ce titre par ordre du Roi.

L'article 3 (al. 1 et 2), de la même loi, fixe en détails le mode de transmission du titre de Prince. Le rang et le titre de Prince passent héréditairement à la descendance mâle et directe du titulaire, par ordre de Primogéniture. Ils ne doivent jamais se transmettre à une ligne puinée ou à une branche cadette tant qu'un descendant mâle se trouve dans la ligne ou dans la branche aînée. Si le titulaire n'a pas de descendance directe, ils passent au plus âgé de ses frères, et après ce dernier à sa descendance mâle et directe suivant l'ordre précité.

Les autres descendants de la ligne masculine de Mohamed Ali sont les Nabils (article 1^{er} du rescrit royal n° 55 de 1922).

133. — Chaque Prince ou Nabil a le droit d'accéder au Trône si les règles de la succession au Trône jouent en sa faveur. Ces règles sont contenues dans le rescrit n° 25 et sont les suivantes :

Le rescrit (article 2, al. 1^{er}) prend d'abord en considération la descendance directe du Roi défunt. Dans celle-

ci, le Trône se transmet de mâle en mâle, par ordre de Primogéniture, compte tenu qu'il ne doit jamais passer à une ligne puinée ou à une branche cadette tant qu'un héritier se trouve dans la ligne ou dans la branche aînée.

Appliquant cette disposition, le rescrit précité déclarait le Prince Farouk, Héritier Présomptif du Trône (article 2, al. 2).

134. — Telle est la règle générale. Elle est simple. Toutefois, des complications sont à signaler si le Roi défunt ne laisse pas de descendance directe. Dans ce cas, le Trône passe à ses collatéraux (article 3 du rescrit n° 25) suivant le mode ci-après :

Ont d'abord la préférence, ses frères consanguins, d'après la priorité d'âge. S'il n'a pas de frères vivants, la Couronne est transmise à leur descendance masculine et directe. Cette dévolution est alors réglée comme suit : la préférence est donnée au degré le plus proche du défunt. S'il y a égalité de degrés, la préférence est accordée à la ligne ou branche aînée. Enfin, dans la même ligne ou branche, c'est toujours la personne la plus âgée qui l'emporte.

Il peut arriver encore que le défunt n'ait ni frères, ni descendants de ceux-ci. Dans ce cas, ce sont ses oncles et leurs descendants qui sont appelés à régner. A défaut d'oncles et de leurs descendants, on fait appel aux grands-oncles et à leurs descendants et ainsi de suite.

A remarquer que les règles que nous venons de citer pour la descendance des frères sont applicables encore en ce qui concerne la descendance des oncles, des grands-oncles, etc...

La personne qui accède au Trône, en application de ces règles, le laisse, à sa mort, à sa descendance directe de mâle en mâle, par ordre de Primogéniture (article 4 du rescrit n° 25). On revient ainsi à l'application de la règle générale (article 2, al. 1^{er} du rescrit n° 25). A défaut de

cette descendance, le Trône passe à ses collatéraux dans l'ordre cité plus haut.

135. — Toute personne de la Famille régnante n'a pas le droit de monter sur le Trône, même si les règles précitées se prononcent en sa faveur. Des conditions sont exigées, et le candidat au Trône doit les remplir.

I) Il faut d'abord que ce Prince ou Nabil appartienne à une *descendance légitime*. Les textes du rescrit insistent sur ce caractère (article 2, al. 1^{er} et articles 3 et 4 du rescrit n° 25, article 4, al. 1 de la loi n° 25 et article 2 du rescrit n° 55). La descendance légitime est celle, bien entendu, qui est issue d'un mariage légitime. Le fils, né en dehors du mariage par exemple, n'a aucun droit, ni lui, ni sa descendance, même si cette dernière est légitime par rapport à lui. Il est inutile d'insister sur le bien-fondé de cette condition.

II) La Constitution Egyptienne énonce, dans son article 149, que l'Islam est la religion de l'Etat. De là, la seconde condition du rescrit: le candidat doit être *musulman*. Le contraire est inadmissible, étant donné le texte de la Constitution. En outre, le rescrit n° 25 de 1922 stipule qu'il doit être fils de parents musulmans (article 6).

Du côté paternel, il est impossible de concevoir le père non musulman, à moins qu'il n'ait changé de religion. Si pareille chose se produit, sans aucun doute il est déclaré déchu de tous ses titres et droits, la question de religion étant d'une importance capitale dans un pays comme l'Egypte. D'ailleurs, l'article 4 (al. 1^{er}) de la loi n° 25 stipule que nul ne peut avoir le titre de Prince ou de Princesse s'il n'est musulman. Il en est de même pour les Nabils (article 2 du rescrit n° 55). Dans ce cas, la déchéance ne touche pas sa descendance issue avant la conversion (article 7, al. 2, rescrit n° 25).

Du côté maternel, en revanche, la mère peut parfaitement être non musulmane, sans conversion. Cet état n'a

aucune influence, n'empêche pas son fils de devenir Prince, l'article 4 (al. 1^{er}) de la loi n° 25 gardant le silence sur la religion des parents dans ce domaine. L'article 2 du rescrit n° 55 contient une disposition analogue pour les Nabils.

Mais, d'un autre côté, cette religion non musulmane de la mère prive son fils, quoique Prince ou Nabil, du droit d'accéder au Trône (article 6 du rescrit n° 25). Sa conversion à l'Islamisme peut supprimer cette difficulté, car le rescrit n° 25 ne spécifie pas si la religion musulmane des parents doit être acquise par la naissance ou bien par la conversion (article 6).

Si la mère est une Princesse ou une Nabila musulmane, et qu'elle change de religion, elle perd tous ses droits et titres (article 4, al. 1^{er} de la loi n° 25 et article 2 du rescrit n° 55). Mais cette conversion, peut-elle avoir une influence sur les droits à la succession au Trône de son fils? Nous croyons que l'influence n'a lieu que sur les droits de l'enfant né après la conversion, car celui qui est né avant a déjà acquis son droit à la succession au Trône.

Tout ce que nous venons de dire sur les Princesses et les Nabilas suppose, bien entendu, que le père est un Prince ou un Nabil, la descendance féminine n'ayant aucun droit, par elle-même, à la succession au Trône.

III) Le candidat doit être *sain d'esprit*. C'est une condition qui va de soi et ne nécessite aucun commentaire (article 6 du rescrit n° 25).

IV) Une quatrième condition a trait à la *déchéance des droits à la succession au Trône* (article 7 du rescrit n° 25). Deux cas sont prévus:

Le premier est celui du mariage conclu sans le consentement du Roi, ou de ceux qui, à son défaut, exercent ses pouvoirs. La déchéance des droits à la succession au Trône frappe ici l'intéressé et sa descendance (article 7, al. 1^{er} du rescrit n° 25). Ils continuent, en revanche, à jouir de leur titre et de leurs autres droits, à moins qu'il

n'en soit décidé autrement (article 6, al. 3 et 4 de la loi n° 25 de 1922).

La déchéance des mêmes droits atteint, dans un second cas, le Prince ou le Nabil déclaré indigne d'appartenir à la Famille Royale (article 7, al. 2 du rescrit n° 25 et article 3 du rescrit n° 55). Remarquons ici que la déchéance est complète, en ce sens qu'elle le prive de tous ses droits, de ses titres et rang (article 13, al. 1^{er}, de la loi n° 25). Mais, contrairement au premier cas, sa descendance ne souffre pas de cette déchéance, sauf décision contraire (article 3, al. 3, de la loi n° 25).

La déchéance, dans les deux cas, n'est pas définitive. Le Roi peut relever le Prince ou le Nabil de sa déchéance. Il a le même pouvoir à l'égard de la descendance déchue. Le relèvement entraîne la restitution des droits futurs et éventuels à la succession au Trône (article 7, al. 4, du rescrit n° 25; article 14 de la loi n° 25; article 4 du rescrit n° 55).

La déchéance des droits à la succession au Trône et le relèvement sont toujours prononcés par le Roi, ou par ceux qui, à son défaut, exercent ses pouvoirs. Dans les deux cas, l'assentiment du Parlement est nécessaire (article 7, al. 3 et 4 du rescrit n° 25).

136. — Le Prince ou le Nabil ainsi désigné par les règles de la succession au Trône, et remplissant les conditions précitées, est proclamé Roi. Naturellement, il ne peut exercer ses pouvoirs constitutionnels que s'il est *majeur*.

La majorité est fixée par le rescrit n° 25 à l'âge de dix-huit ans, comptés en années lunaires (article 8).

Remarquons, à ce propos, que selon le Droit Islamique on est majeur à quinze ans lunaires. Quant au Droit Civil Egyptien, il fixe la majorité successivement à dix-huit et vingt-et-un ans, années solaires. L'âge fixé par le rescrit ne relève donc d'aucune de ces deux législations.

Si le Souverain n'a pas encore cet âge, ses pouvoirs seront exercés, durant toute sa minorité, par un Conseil de Régence (article 9 du rescrit n° 25).

137. — Selon l'article 10 du rescrit n° 25, le Conseil de Régence doit être composé de trois membres, tous Égyptiens, Musulmans, et choisis dans des catégories déterminées, à savoir: les Princes de la Famille Royale et leurs proches alliés; les Président et anciens Présidents du Conseil des Ministres; les Président et anciens Présidents de la Chambre des Députés; les Ministres et les anciens Ministres, les Président et anciens Présidents et membres du Sénat.

La désignation des membres du Conseil de Régence se fait selon deux modes:

Tout Roi peut, en prévision de la minorité éventuelle de son successeur, choisir les membres de la Régence parmi les catégories précitées. Son choix est alors constaté par un écrit en double original, dont l'un est conservé au Cabinet du Roi et l'autre à la Présidence du Conseil des Ministres. Tous deux doivent être sous pli scellé. Ce pli n'est ouvert qu'après la mort du Roi et devant les Chambres (article 10 du rescrit n° 25).

Celles-ci doivent se réunir, sans convocation, dix jours après la déclaration du décès du Roi. Une difficulté peut se présenter si la Chambre des Députés a été dissoute. Dans le cas où la nouvelle Chambre a été convoquée dans l'acte de dissolution pour une date postérieure à ce dixième jour, l'ancienne Chambre reprend ses fonctions jusqu'à la réunion de la nouvelle (article 52 de la Constitution).

Les Chambres réunies, après avoir pris connaissance de l'écrit royal, confirment, modifient ou rejettent la composition du Conseil de Régence telle que l'a voulue le Roi défunt (article 10, al. 4 du rescrit n° 25).

Dans le cas du rejet total ou partiel du choix fait par le Roi, ou dans le cas de la non-désignation par le

Roi, les Chambres procèdent à l'élection des membres de la Régence en les choisissant dans les catégories précitées (article 11 du rescrit n° 25).

La mort d'un des membres de la Régence ne soulève aucune difficulté: les Chambres élisent son successeur parmi les catégories fixées par le rescrit.

138. — L'existence de la Régence n'est prévue que pour la minorité du Roi. Elle ne l'est pas en cas de maladie du Roi ou de son absence.

Toutefois, une affection a retenu l'attention du législateur, c'est l'infirmité mentale, dont la gravité se mesure aisément. Si le Conseil des Ministres constate l'impossibilité pour le Roi de régner, il doit convoquer immédiatement le Parlement. Celui-ci, avant de se prononcer, examine la question minutieusement. Si l'infirmité est prouvée d'une façon péremptoire, il déclare alors la déchéance des droits du Roi et l'ouverture de la succession au Trône suivant les règles établies par le rescrit et la Constitution (article 12 du rescrit n° 25).

139. — Jusqu'ici, nous avons parlé de la succession au Trône dans la Famille de Mohamed Ali. Qu'arrive-t-il si cette Famille vient à s'éteindre?

Le rescrit n'a pas prévu cette extinction. Le Comité chargé d'élaborer la Constitution de 1923 discuta la question. Certes, toute modification des principes contenus dans le rescrit lui était interdite, mais comme ce dernier avait passé sous silence ce cas, le Comité jugea, de son droit, de lui donner une solution. A cet effet, elle a désigné deux moyens pour choisir le nouveau Roi de la nouvelle dynastie.

Le dernier Roi de la Dynastie, celui qui n'a pas après lui un ayant droit au Trône, peut choisir librement son successeur, à condition toutefois que ce choix soit confirmé par les Chambres réunies en Congrès. La présence des trois quarts des membres de chaque assemblée

est nécessaire pour la validité des délibérations. Quant à la confirmation du choix fait par le Roi, la majorité des deux tiers des suffrages est demandée (article 53 de la Constitution).

Si le Roi meurt, sans avoir fait ce choix, ou s'il l'a fait, mais sans se conformer aux règles précitées, les Chambres doivent se réunir en Congrès, immédiatement et de plein droit, pour élire le nouveau Roi. Au cas où la Chambre des Députés a été dissoute, c'est l'ancienne qui reprend ses fonctions jusqu'à la réunion de la nouvelle. L'élection du Roi doit avoir lieu dans les huit jours de la réunion du Parlement. La validité des délibérations et de l'élection exige les mêmes majorités citées plus haut.

Ces majorités imposées dans ces deux cas, et non pas en ce qui concerne la Régence, s'expliquent par la gravité d'un changement de dynastie. Cependant, on passe outre à ces dernières si l'élection n'a pas eu lieu dans les huit jours fixés par la Constitution (article 54 de la Constitution).

140. — Remarquons enfin que le Conseil des Ministres exerce, sous sa responsabilité, et au nom du Peuple Egyptien, les pouvoirs constitutionnels du Roi, pendant la période qui va de la mort du Roi jusqu'à la prestation du serment constitutionnel de son successeur ou des membres du Conseil de Régence (article 55 de la Constitution).

141. — Telles sont toutes les règles qui régissent actuellement la succession au Trône d'Egypte. Leur importance est capitale. *Mais, plus capitale encore est leur fixité.* Les différents changements dans le mode de succession ont eu, dans le passé, des conséquences fâcheuses et ont produit des heurts indésirables. Aussi, pour assurer à ces dernières règles une vie stable, les mettre à l'abri de toute modification, la Constitution, dans son article 156, a interdit formellement de présenter des propositions tendant à modifier les dispositions relatives à la succession au Trône.

En outre, l'article 168 de la Constitution étend cette interdiction aux dispositions de la loi n° 28 de 1922, qui règle la liquidation des biens de l'ex-Khédive Abbas Helmi II et restreint ses droits.

142. — Aux termes de cette loi ⁽¹⁾, promulguée dans le but de maintenir l'ordre établi pour la succession au Trône, il est interdit à l'ex-Khédive de rentrer en Egypte, d'exercer personnellement, ou par personne interposée, tout droit politique... (article 2). Cette loi est le complément naturel de l'article 3 (dernier alinéa) du rescrit n° 25, et qui *exclut la personne de l'ex-Khédive de tout droit à la succession au Trône.*

Remarquons que cette disposition ne s'applique qu'à la personne même de l'ex-Khédive, et non plus encore à sa descendance masculine, directe et légitime comme l'avaient décidé les Anglais sous le Protectorat.

143. — L'abolition du Protectorat en 1922 inaugurait pour l'Egypte une ère nouvelle. Cependant, ce dénouement de la crise, qui durait depuis 1918, fut loin de contenter les Egyptiens. Certes, ils y gagnaient. Un premier pas vers la libération complète de l'emprise britannique était franchi. Mais la route était encore trop longue, et il leur fallait beaucoup de persévérance.

Malheureusement, l'introduction en Egypte de la vie parlementaire (Constitution de 1923), sous la pression des Anglais, détourna leurs efforts de cette tâche sacrée. Désormais, les rivalités des partis politiques ⁽²⁾ allaient entraver l'union de toute la Nation contre l'opresseur.

(1) Cf. *Journal officiel de l'Egypte* du 29 juillet 1922, n° 66. (Extraordinaire.)

(2) Au début de 1936, soit à la veille de la mort du Roi Fouad, l'Egypte avait six partis politiques. En réalité, un seul, le Wafd, fondé par Saad Zaghloul Pacha, et dirigé après sa mort (en 1927) par Nahas Pacha, était le plus puissant et groupait, à lui seul, la presque totalité du Peuple Egyptien.

Le Roi Fouad, qui avait prévu l'évolution de la situation, avait essayé de la prévenir. Il ne voulait pas d'un régime parlementaire. Il souhaitait que les ministres fussent responsables devant lui et non devant les Chambres ⁽¹⁾. Il prenait parti contre l'existence des partis politiques. Mais l'Angleterre qui, traditionnellement, voulait diviser pour régner, menaça de retirer sa Déclaration du 28 février 1922 si la démocratie ne triomphait pas en Egypte.

Remarquons d'ailleurs que la vie constitutionnelle n'était pas étrangère à l'Egypte. Déjà sous Mohamed Ali, il y avait le Conseil Consultatif, chargé d'émettre son avis sur les questions que lui soumettait le Vice-Roi. Ismaïl créa, en 1866, la Chambre des Notables, avec voix consultative, qui devint délibérative en 1879. En outre, à cette même date, le Khédive établit le principe de la responsabilité ministérielle devant la Chambre. Sous l'Occupation, la vie parlementaire connut une régression. En mai 1883, le Khédive Tewfick créa le Conseil Législatif et l'Assemblée Générale, tous deux avec voix consultative. Toutefois, l'Assemblée Générale avait une voix délibérative sur toutes les questions concernant les impôts nouveaux. En 1913, ces deux Chambres fusionnèrent en une seule, l'Assemblée Législative, avec des attributions un peu plus élargies telles que: l'initiative des lois en certaines matières, le contrôle de l'exécutif par la question; elle conservait, en outre, l'attribution de l'Assemblée Générale de 1883 en matière d'impôts. Maintenant que l'Egypte échappait au contrôle direct de l'Angleterre, il fallait la diviser pour mieux la contenir.

La vie parlementaire, inaugurée en 1924, ne fonctionna jamais sans heurts. Bien au contraire, elle connut de

(1) Cf. Al Akkad (Abbas) Saad Zaghloul. (Ouvrage en langue arabe.) Le Caire 1936. P. 420.

constantes vicissitudes ⁽¹⁾ qui, toutes sans exception, étaient des entorses à la Constitution et avaient tous les caractères de véritables coups d'Etat: dissolution des Chambres (1924, 1925, 1930 et 1934), prorogation de leurs réunions (1928), promulgation d'une nouvelle Constitution (1930), puis son abrogation (1934) pour revenir à celle de 1923 (1935).

Cette nouvelle Constitution, qui vit le jour en 1930, fut élaborée contrairement aux règles de la revision stipulée par la Constitution de 1923. En ce qui nous intéresse, elle n'a rien innové. Aucune disposition concernant le régime de la succession au Trône ne fut modifiée.

144. — Cependant, sous la durée de cette Constitution, un événement d'une importance capitale se produisit en 1931: *la renonciation de l'ex-Khédive Abbas Helmi II, à tous ses droits au Trône d'Egypte.*

L'ex-Khédive n'avait jamais reconnu la légalité de sa déposition en 1914. Réfugié en Suisse, il avait mis tous ses espoirs dans une victoire allemande. Fortement déçu en 1918, il ne se découragea point, même après que les Traités de paix eussent imposé aux Puissances vaincues la reconnaissance du coup d'Etat britannique de 1914 en Egypte. Il considérait tous ces événements, dictés par la force brutale, comme illégaux.

Cependant, depuis 1914, sa popularité s'effaçait doucement à mesure que le pays récoltait les bienfaits du nouveau règne. Tout espoir dans un éventuel retour sur le Trône d'Egypte s'évanouissait lentement. L'ex-Khédive se

(1) Sur les crises de la vie parlementaire en Egypte, consulter notamment:

RAAFAT (Waheed): La crise du régime parlementaire en Egypte. Revue de Droit Public. 1934. Pp. 5 et ss.

RIAZ (Mamduh): La Crise Egyptienne. Revue des Vivants, décembre 1930 et janvier 1931.

rendit compte de cette situation. Aussi, le 12 mai 1931, il signa à Lausanne l'acte suivant :

« Conscient d'avoir servi avec fidélité et dévouement mon Pays auquel, malgré des situations délicates, j'ai consacré pendant vingt-trois ans toutes mes forces et la meilleure partie de ma vie ;

« Ayant toujours à cœur le bonheur et la prospérité de l'Égypte ;

« Suivant de près les progrès que le Pays ne cesse de réaliser dans tous les domaines ;

« Réjoui de constater sa marche assurée dans la voie du raffermissement de son indépendance et de l'adaptation de son organisation politique à ses besoins et ses aspirations ;

« Désirant préciser mon attitude vis-à-vis du régime politique de l'Égypte et affirmer mon loyalisme envers la personne de Son Auguste Souverain ;

«

« Je déclare notamment respecter le Rescrit n° 25 du 13 avril 1922 établissant l'ordre de succession au Trône du Royaume d'Égypte et la loi n° 28 du 17 juillet 1922 réglant la liquidation de mes biens qui font partie intégrante du régime constitutionnel d'Égypte ainsi que la loi n° 25 du 5 juillet 1923 portant bill d'indemnité et m'y conformer ;

« *Reconnaissant, d'autre part, que Sa Majesté le Roi Fouad I^{er}, Fils d'Ismâïl, est le Souverain légitime de l'Égypte :*

« *Je déclare, par les présentes, renoncer pour toujours à toutes prétentions au Trône d'Égypte, ainsi qu'à toutes réclamations, tant pour le passé que pour l'avenir, à un titre quelconque du chef du Khédivat d'Égypte ;*

« Assurant Sa Majesté le Roi Fouad I^{er} de mon constant et absolu loyalisme, je Lui présente l'expression de mon sincère attachement ;

« Je forme les vœux les plus ardents pour Sa Ma-

jesté et pour le Prince Farouk, Prince Héritier du Royaume, ainsi que pour un avenir toujours plus heureux de l'Egypte » ⁽¹⁾.

145. — Par cette renonciation, la position du Roi Fouad et de sa descendance se trouvait fortement renforcée. Toutes les personnes attachées au souvenir de l'ex-Khédive, et qui continuaient à considérer le Roi Fouad comme un Souverain illégal, se trouvèrent désarmées. La Monarchie se trouvait désormais fortifiée, assise sur des bases plus solides et plus durables. Elle pouvait, sans crainte aucune, accomplir tout ce que lui prescrivait le bien-être du pays.

Le Roi Fouad, soutenu par le peuple et fort de ses droits, allait faire entendre sa voix pour la conclusion entre la Grande-Bretagne et l'Egypte, de l'accord envisagé par la Déclaration du 28 février 1922.

Cet accord, tous les Egyptiens le souhaitaient ardemment. Presque tous les ministères qui se succédèrent au pouvoir depuis 1922, entamèrent à son sujet des négociations avec Londres ⁽²⁾. Malheureusement, toutes échouèrent, les négociateurs égyptiens se montrant toujours fermement attachés aux droits de leur pays. De son côté, le Foreign Office mettait peu d'empressement à conclure une entente définitive avec le Gouvernement Egyptien. Il savait le pays divisé. Les Egyptiens, dans leurs rivalités politiques, fournissaient, inconsciemment, à sa mauvaise foi, la faculté d'agir dans l'ombre, sans attirer les regards des attentifs.

(1) Cf. *Journal officiel de l'Egypte*, (extraordinaire) du 12 mai 1931, n° 48.

(2) Ces négociations sont les suivantes :

Saad Zaghloul: Mac Donald (1924),

Sarait Pacha: Austen Chamberlain (1927),

Mohamed Mahmoud Pacha: Henderson (1929),

Nahas Pacha: Henderson (1930).

146. — Cet état de choses dura jusque vers la fin de l'année 1935 et plus exactement jusqu'en octobre 1935, date du début de la Guerre Italo-Ethiopienne.

La pénétration et l'installation italiennes dans les terres éthiopiennes, soulignèrent un danger pressant pour l'Angleterre et pour l'Égypte.

Galvanisés par le régime faciste et grisés par leurs victoires, les Italiens songeaient déjà, et sérieusement, à ériger un empire riverain de la Méditerranée, à faire renaître l'Empire Romain, disparu dans la nuit des temps. Mais cette mer, le *Mare Nostrum* des Romains d'autrefois, ne pouvait plus le redevenir, l'Angleterre ne pouvant tolérer aucune menace sur la route des Indes. La perspective d'un conflit armé anglo-italien n'était donc pas à écarter ⁽¹⁾. Si une pareille éventualité venait à se produire, quelle serait alors l'attitude des Égyptiens ? Les Anglais ne pouvaient ignorer leurs sentiments. Aussi, jugèrent-ils plus sage de s'entendre avec eux et de se tranquilliser de ce côté.

L'Égypte, d'autre part, sentit très bien le danger italien. Les visées coloniales de Rome inquiétèrent les milieux égyptiens : ils n'avaient pas encore fini avec celles de l'Angleterre, que l'Italie faisait prévoir la continuation de leurs efforts tenaces en cas d'une invasion italienne possible.

Un autre danger, non moins important, suscita les craintes de l'Angleterre et de l'Égypte. Par sa présence en Éthiopie, l'Italie devenait maîtresse des sources du Nil Bleu et de quelques autres affluents du Nil. Or l'Égypte c'est le Nil. Sans le fleuve nourricier, elle est un désert.

147. — Ainsi, des deux côtés, grâce à l'Italie, on sentit le besoin d'une entente anglo-égyptienne.

(1) Pareil conflit menaçait, non seulement la route des Indes, mais aussi les possessions britanniques en Afrique Centrale et surtout le Soudan où l'Angleterre régnait en maître après avoir évincé les Égyptiens, en 1924, à la suite de l'assassinat du Sirdar.

Tous les chefs des partis politiques égyptiens se coalisèrent, en décembre 1935, dans un *Front National*. Quelques jours plus tard, ce dernier demanda et obtint du Roi le rétablissement de la Constitution de 1923. A ce propos, rien en ce qui concerne le régime de la succession au Trône ne fut changé. Cela nous prouve clairement la *pérennité* des règles ainsi établies de ce régime.

Mais le but essentiel de ce Front National était une entente avec l'Angleterre au sujet de l'accord tant souhaité. En janvier 1936, le Foreign Office acceptait d'engager, une fois encore, de nouvelles négociations avec une délégation égyptienne représentant tous les partis politiques.

C'est alors que le Roi Fouad fit tout son possible pour former un ministère de coalition nationale susceptible de mener cette tâche à bien. Malade depuis de longs mois, et sentant peut-être sa fin prochaine, il avait à cœur de voir, avant sa mort, la réalisation d'un de ses plus doux rêves. Le 22 janvier 1936, il convoqua tous les chefs des partis politiques et leur tint le langage suivant : « Il n'y a pas de grands ni de petits parmi nous. Nous sommes tous des Egyptiens, dont le devoir est le dévouement et l'attachement pour notre pays. Nous sommes les membres d'une même famille, éprouvant tous les mêmes sentiments. Je vous ai convoqués, Messieurs, pour vous remercier tout d'abord pour les efforts méritoires que vous avez tous déployés pour le service du pays. Je vous remercie également pour la formation du Front Uni qui a réalisé et réalisera un très grand bien pour le pays. Mais ce bien ne peut continuer à être assuré que par la sincérité et la solidarité. » ⁽¹⁾

Et le Roi proposa à Nahas Pacha, chef du parti Wafd, le plus grand de tous les partis politiques égypt-

(1) Cf. Journal d'Egypte du jeudi 23 janvier 1936.

tiens, de constituer ce cabinet de coalition. Mais, pour différentes raisons, ce leader se refusa.

Quoi qu'il en soit, si la formation d'un pareil cabinet n'eut pas lieu, les négociations furent quand même engagées avec une délégation égyptienne nommée sur la base du Front National. Malheureusement, avant leur aboutissement, le Roi Fouad s'éteignit le 28 avril 1936.

CHAPITRE II

Avènement du Roi Farouk Application des principes réglant l'ordre de Succession au Trône arrêtés en 1922 (1936)

- 148. — Le Prince Farouk proclamé Roi d'Egypte (28 avril 1936).
- 149. — Bruits fantaisistes répandus par le Premier Ministre et la réalité des faits.
- 150. — Minorité du Roi.
- 151. — Le nouveau Prince Héritier.
- 152. — Majorité du Roi en ce qui concerne l'exercice de ses droits privés et patrimoniaux.
- 153. — Réunion du Parlement dans le délai prévu par la Constitution.
- 154. — Le Parlement et les écrits contenant la volonté du Roi Fouad.
- 155. — Régents choisis par le Roi Fouad. Raisons qui le déterminèrent à vouloir modifier son choix.
- 156. — Le Parlement et le choix des Régents.
- 157. — Que penser des Régents choisis par le Parlement?
- 158. — Les Régents se choisissent un chef.
- 159. — Fin de la Régence et majorité du Roi.

148. — Conformément au rescrit royal N° 25 de 1922, le Prince Farouk fut proclamé Roi le jour même de la mort de son père.

A ce sujet, le Conseil des Ministres publia la proclamation suivante :

« Au Peuple Egyptien,

« Un affreux malheur vient de frapper l'Egypte. Le Roi S. M. Fouad I^{er} est décédé aujourd'hui... En ces heures douloureuses, l'affection émue et respectueuse du Peuple tout entier entourera le Fils et la Famille, si durement éprouvés, de son Souverain Bien-Aimé. »

Et après avoir fait l'éloge du Souverain disparu, le Conseil continuait en ces termes :

« Mais l'hommage le plus direct que nous puissions Lui rendre, c'est de nous tourner vers son Fils Bien-Aimé et de reporter sur Lui la confiance et l'affection que nous inspirait Son Illustre Père. Aussi bien, en même temps que retentit dans les cœurs l'annonce douloureuse : « Le Roi est mort ! » tous les Egyptiens se ralliant autour du Trône avec un indéfectible loyalisme, doivent saluer Sa Majesté Farouk I^{er} proclamé Roi d'Egypte. Le peuple Egyptien, qui lui a voué dès son enfance une affection inaltérable, est confiant que, poursuivant dès sa majorité l'œuvre de Son Illustre Père, Il marchera sur Ses traces et suivra Son exemple. Vive le Roi. » ⁽¹⁾

149. — Le changement de règne venait ainsi de se produire à quelques heures d'intervalle. Cependant, ces mêmes heures virent naître les bruits les plus fantaisistes, qui circulèrent rapidement dans tout le pays. On répétait que l'Angleterre s'était opposée à l'intronisation du nouveau Souverain. En outre, prenant prétexte de la présence, à cette époque, du Roi à Londres, on insinuait qu'elle allait l'empêcher de rentrer en Egypte.

A regarder les choses de près, on se rend compte combien ces nouvelles étaient stupides. L'Angleterre n'avait aucun intérêt à cette soi-disant opposition. Le jeune Roi n'avait, en aucune occasion, manifesté sa haine à

(1) Cf. *Journal Officiel de l'Egypte* du 28 avril 1936, N° 45. (Extraordinaire.)

l'égard des Anglais. Bien mieux, il s'était toujours tenu à l'écart des questions politiques. D'autre part, aimé et respecté dans toutes les classes, le Roi était pour ses sujets le gage d'un avenir confiant et prospère.

Les Anglais, à coup sûr, n'ignoraient nullement la place occupée par le nouveau Roi dans tous les cœurs égyptiens. Recommencer l'expérience de 1914 n'était pas chose aisée. Les temps avaient changé. Les esprits, imbus de nationalisme, n'auraient pas accepté en la personne du Roi pareille atteinte à l'incarnation même de leur patrie. Des troubles insurmontables pouvaient éclater. L'Angleterre n'en avait pas besoin. Bien au contraire, elle cherchait à s'entendre définitivement avec les Égyptiens.

En réalité, il faut chercher la *source de tous ces bruits* dans la personne du Président du Conseil des Ministres de cette époque, Aly Maher. Personnage impopulaire et détesté — il avait participé à tous les coups d'Etat contre la Constitution — il voulait, en propageant ces bruits, donner à croire qu'il s'était posé en défenseur de la Royauté, qu'il avait réussi à vaincre la volonté du Foreign Office. Il escomptait acquérir un droit de reconnaissance sur le peuple et sur le nouveau Roi.

La fable de l'opposition britannique est, en outre, trahie par le fait même que le Prince Farouk fut proclamé Roi le jour même de la mort de son père. Vaincre la volonté du Foreign Office en un laps de temps si court, quelle réussite !

150. — Neuf jours plus tard, soit le 6 mai 1936, le Roi Farouk débarquait à Alexandrie.

Quoique proclamé Roi, il ne pouvait exercer immédiatement ses pouvoirs constitutionnels, étant encore mineur. Mais avant d'aborder la question de la minorité et de la Régence, voyons qui a pris la place du Prince Farouk en tant qu'Héritier du Trône.

151. — Le Prince Héritier, devant succéder au Roi

régnant, sa désignation est faite par les dispositions du rescrit N° 25 de 1922, déjà étudié.

Aux termes de ces dispositions, la faveur est d'abord accordée aux fils, puis aux frères du Roi régnant, ensuite à ses oncles et leurs descendants, à ses grands oncles et leurs descendants et ainsi de suite. Dans notre cas, le Roi n'avait pas d'enfants. Passons aux collatéraux. Le Roi n'avait pas de frères. Quant à ses oncles, ils étaient tous morts. Mais la plupart d'entre eux avaient laissé une descendance. Selon les dispositions du rescrit, la préférence est accordée au degré le plus proche du Roi, à savoir, ses cousins consanguins, ses cousins directs, c'est-à-dire les neveux de son père. Parmi ces derniers, la préférence est accordée à ceux descendant de l'oncle le plus âgé, à ceux de la branche aînée, qui se trouve être celle du Khédive Tewfick. Dans cette branche, la préférence est enfin accordée au plus âgé, en l'occurrence l'ex-Khédive Abbas Helmi II. Mais comme celui-ci a été privé de tout droit au Trône d'Egypte, c'est donc son frère le Prince Mohamed Ali qui devient l'Héritier Présomptif.

A ce sujet, un communiqué du Conseil des Ministres, en date du 5 mai 1936, était ainsi conçu : « Sa Majesté Farouk I^{er} ayant été proclamé Roi d'Egypte, le titre et les prérogatives d'Héritier Présomptif du Trône reviennent, en vertu du Rescrit Royal n° 25 du 13 avril 1922 à Son Altesse Royale le Prince Mohamed Ali, fils de feu le Khédive Tewfick Pacha. » ⁽¹⁾

Le Prince Mohamed Ali, cousin du Roi, avait vécu jusqu'alors à l'écart. Désormais il occupera dans la Royauté Egyptienne une place prépondérante, car, non seulement il était devenu le Prince Héritier, mais encore il allait être choisi comme membre du Conseil de Régence.

(1) Cf. *Journal Officiel de l'Egypte* du 7 mai 1936, N° 54.

152. — La question de la minorité et de la formation du Conseil de Régence ne posa pas de difficultés sérieuses.

Une première difficulté avait trait à la majorité du Roi en ce qui concernait l'exercice de ses droits privés et patrimoniaux.

Le rescrit N° 25 de 1922, avait fixé, dans son article 8, la majorité du Roi à dix-huit ans, lunaires accomplis. Mais les dispositions de ce rescrit sont uniquement des règles de Droit Public. Le rescrit lui-même, selon l'article 32 de la Constitution, qui s'y réfère, est considéré comme partie intégrante de cette dernière. L'âge de dix-huit ans ainsi fixé, ne peut donc que concerner la majorité politique du Roi. Quant à sa majorité civile, aucun texte n'en faisait mention. Devait-on lui appliquer les dispositions du Droit Civil ?

Aux termes de celles-ci, la majorité est fixée successivement à dix-huit et vingt-et-un ans. Appliquer ce principe au Souverain eut été illogique. Illogique, en effet, de le considérer majeur à dix-huit ans, pour les questions politiques, bien plus importantes et périlleuses que les questions privées et patrimoniales, pour l'exercice desquelles il devait attendre dix-huit et vingt et un ans.

Pour sortir de cette impasse, on eut recours aux principes du Droit Islamique. Celui-ci stipule, en effet, que toute personne âgée de quinze ans, et dans la plénitude de sa raison, possède l'entière capacité d'exercer ses droits civils. Le Roi avait bien dépassé les quinze ans. Aussi, se fondant sur ce principe, le Conseil des Ministres, par le décret-loi N° 41, en date du 4 mai 1936 ⁽¹⁾, déclara le Roi Farouk majeur en ce qui concernait l'exercice de tous les actes civils.

(1) Cf. *Journal Officiel de l'Egypte*, du 4 mai 1936, N° 51. (Extraordinaire.)

153. — Une seconde difficulté fut encore heureusement aplanie.

Aux termes de l'article 52 de la Constitution, les Chambres doivent se réunir, sans convocation, dans les dix jours qui suivent la mort du Roi. Or, l'abolition de la Constitution de 1930 avait entraîné la dissolution des deux Chambres. Les élections consécutives au rétablissement de la Constitution de 1923 n'avaient pas encore eu lieu. Réunir les Chambres dissoutes était impossible. Le Wafd ne l'aurait jamais accepté, car ces assemblées ne représentaient en aucune façon le pays, étant issues d'élections notoirement irrégulières.

Il fallut donc se dépêcher. Les nouvelles élections eurent lieu le 2 mai pour les députés. Quant aux élections sénatoriales, d'abord fixées au 16 mai, elles furent avancées au 7 mai. Le Parlement put ainsi se réunir le 8 mai, soit dix jours après la mort du Roi Fouad, délai exigé par l'article 52 de la Constitution.

154. — Après avoir écouté l'éloge funèbre du Souverain disparu, les Chambres, réunies en Congrès, abordèrent la question épineuse de la formation du Conseil de Régence.

Le Roi Fouad, conformément aux dispositions du rescrit N° 25 de 1922, avait choisi les membres de ce Conseil. Sa décision était contenue dans un acte en double original, dont le premier était conservé au Palais Royal, et le second à la Présidence du Conseil des Ministres. Suivant l'énoncé de l'article 10 du rescrit précité, ces deux écrits, chacun sous pli scellé, devaient être ouverts devant le Parlement.

Le pli conservé à la Présidence du Conseil des Ministres, fut trouvé intact. Quant à celui du Cabinet Royal, le Parlement prit connaissance, à son sujet, de la lettre suivante adressée par le Secrétaire privé du Roi défunt au Président du Conseil des Ministres : « 1° Vers la fin du mois de juillet 1930, Mon Regretté Seigneur et

Maître, alors en Son Palais de Montazah, M'a donné l'ordre de Lui remettre ce pli conservé dans un coffre-fort au Palais d'Abdine. Me conformant à l'ordre reçu, j'eus l'honneur de remettre à Sa Majesté le pli en question, 2° Vers la fin du mois d'octobre ou au début du mois de novembre 1934, au Palais de Montazah, quand Sa Majesté se fut remise de l'indisposition dont elle souffrait alors, le Regretté Souverain décacheta ce pli et me donna l'ordre de Lui soumettre dans un bref délai *une liste portant des noms de personnages en vie choisis dans la classe où peuvent être désignés les membres du Conseil de la Régence*. Je dressai donc la liste et la remis en son temps à Sa Majesté. Depuis lors, Sa Majesté ne m'entretint plus de cette question. » ⁽¹⁾

155. — Après des débats sur cet incident, on vérifia les sceaux apposés sur les deux plis. Ensuite, lecture fut donnée du contenu du pli trouvé ouvert et qui était ainsi conçu :

« Au nom de Dieu Tout-Puissant et Miséricordieux,

« Agissant en vertu de l'article 10 de Notre Rescrit du 15 Chaaban 1340 (13 avril 1922), établissant l'ordre de succession au Trône du Royaume d'Egypte, ordonnons que le Conseil de Régence pour Notre Fils Bien-Aimé le Prince Farouk, sera composé comme suit : S. E. Mohamed Tewfick Nassim Pacha, S. E. Adly Yeghen Pacha, S. E. Mahmoud Fakhry Pacha.

« Le 21 juin 1922.

« FOUAD. »

Le texte contenu dans le second pli, ouvert devant le Parlement, fut trouvé identique au premier. Mais, le fait que ce dernier était décacheté est un témoignage cer-

(1) Cf. Annales du Sénat Egyptien, compte rendu analytique du Congrès du 8 mai 1936.

(2) Idem.

tain de l'intention qu'avait le Roi défunt de modifier son choix.

Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de percer les raisons qui provoquèrent cette attitude. En juillet 1930, Yeghen Pacha était président du Sénat, après avoir été trois fois Président du Conseil des Ministres. Apparenté à la Famille Royale, cet homme d'Etat d'envergure, était respecté de tous les partis politiques. Mais sa sympathie pour le parti Wafd, qui n'était pas alors en bonne intelligence avec le Roi, avait peut-être décidé ce dernier à l'éloigner du Conseil de Régence, A notre avis, il ne pouvait alors s'agir que de lui, car le second régent, Nassim Pacha, après avoir été lui aussi Président du Conseil des Ministres à deux reprises, était, en 1930, Président du Cabinet Royal et jouissait de la confiance du Roi. Quant à Fakhry Pacha, d'abord Ministre dans le Gouvernement Egyptien, il était Ministre d'Egypte à Paris depuis plusieurs années. Gendre du Roi, il ne pouvait être question de l'éliminer de ce Conseil.

En 1934, la situation n'était plus la même. Yeghen Pacha était mort et il fallait le remplacer. Nassim Pacha, atteint par la limite d'âge quelques années auparavant, avait quitté son poste au Palais Royal. En novembre 1934, il était devenu Président du Conseil des Ministres à la suite d'intrigues savamment ourdies et qui lui valurent le mépris du Souverain. Lui aussi devait être remplacé.

Telles furent, à notre avis, les raisons qui déterminèrent le Roi à vouloir cette modification. Mais celle-ci nécessitait de mûres réflexions. Elle ne pouvait se faire à la légère, du jour au lendemain. Malheureusement, le Roi, malade, et par ailleurs complètement absorbé par les affaires de l'Etat, à la veille de grandes décisions et des négociations politiques avec l'Angleterre, le Roi n'avait plus le temps ni le loisir de s'évader dans ses réflexions intimes. Les mois passèrent rapidement, et avant même qu'une décision ne fût prise à ce sujet, le Roi mourut.

156. — Le Parlement se trouva ainsi devant une situation favorable qui allait lui permettre d'intervenir activement dans la composition du Conseil de Régence. Certes, il avait le droit de modifier ou de ne pas approuver le choix fait par le Souverain disparu; mais, de toute façon, la question de la Régence étant intimement liée à celle de la Royauté, *il était gênant de modifier la décision du Roi*, qui était censé avoir fixé son choix sur des personnalités des plus capables, élevées au-dessus des partis politiques. En l'espèce, les Chambres étaient déliées de toute considération et avaient les mains entièrement libres.

La décision devait émaner du parti Wafd, détenteur de la majorité dans les deux Chambres nouvellement élues. Des trois régents choisis par le Roi Fouad, Fakhry et Nassim étaient encore en vie. Le premier, malgré sa neutralité politique, fut mis de côté. Quant au second, il avait la sympathie du parti Wafd, mais, en revanche, il avait un bon nombre d'adversaires irréductibles dans les autres partis politiques. Or, l'union de tous les partis était plus que jamais indispensable pour mener à bien les négociations politiques avec l'Angleterre. Cette considération décida le Wafd à le sacrifier.

Après les délibérations d'usage, entre les leaders des différents partis politiques. Nahas Pacha, chef du Wafd, déclara devant les Chambres: « L'important dans la nomination du Conseil de Régence est qu'elle soit décidée à l'unanimité, pour être une manifestation de l'agrément de la nation entière. Aussi, avant de revenir ici, tous les représentants des partis et des groupes se sont-ils réunis pour discuter de la question et l'examiner sous tous ses aspects. J'espère donc que vous approuverez à l'unanimité l'accord auquel nous sommes parvenus, que vous donnerez ainsi la preuve que vos représentants sont les fidèles interprètes de votre pensée, qu'ils se sont conformés à votre volonté, et qu'enfin ils n'ont pas trompé votre confiance en réalisant une unanimité aussi éclatante. Quant à l'accord unanime

qui s'est fait *sans qu'il y eût discussion au sujet des personnes*, il consiste en ceci : le Conseil de Régence sera composé de S. A. R. le Prince Mohamed Aly Tewfick ; S. E. Abdel Aziz Izzet Pacha ; S. E. Mohamed Chérif Sabry Pacha. Votre approbation unanime dira que nous avons mérité votre confiance. » ⁽¹⁾

157. — Que penser de ce choix ? Qu'était au juste la personnalité de chacun de ces Régents ?

Le Prince Mohamed Aly Tewfick avait la réputation d'être un homme pieux et charitable. Grand voyageur, il jouissait de l'amitié d'un grand nombre de personnalités égyptiennes et étrangères. Il vivait loin de la vie politique, depuis la déposition de son frère par les Anglais en 1914. Cette déposition aurait dû conditionner sa position vis-à-vis de ces derniers ; elle aurait dû le placer dans les rangs des adversaires acharnés de l'Angleterre. Mais, bien au contraire, le Prince avait un faible marqué pour les Anglais. Ce sentiment n'était pas très ancien. Son apparition remontait à quelques années seulement. Dans un différend d'ordre familial, Londres avait pris la défense du Prince dans le but de l'opposer au Roi Fouad récalcitrant à la politique britannique. Depuis, le Prince éprouvait de la sympathie à l'égard de l'Angleterre.

La mésentente qui existait entre le Prince et le Roi Fouad, ainsi que les bruits qui circulèrent à la suite de la mort de ce dernier, étaient de nature à alarmer la Reine Mère sur les droits du jeune Roi. Pour la tranquilliser, Sabry Pacha fut choisi comme un des Régents. Oncle maternel du Roi, il était Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, et avait derrière lui un passé de fonctionnaire fidèle à son devoir et indépendant de toute influence politique.

Quant à la personnalité du second Régent, elle était assez curieuse. Nous venons de voir pourquoi le Prince

(1) Idem.

et Sabry Pacha faisaient partie du Conseil de Régence : le premier était l'Héritier Présomptif, et de plus, ami de l'Angleterre, tandis que la présence à ce Conseil de l'oncle maternel du Roi devait tranquilliser la Reine-Mère. Par contre, il est *impossible* de discerner les raisons qui motivèrent le choix de Izzet Pacha.

Ayant occupé le poste de Ministre d'Egypte à Londres pendant plusieurs années, passées presque toutes en France et en Suisse, les questions politiques lui étaient étrangères et l'étoffe d'un diplomate lui faisait absolument défaut. Prenant la parole, une fois, en 1924, il prononça un discours préjudiciable aux intérêts de l'Egypte. Ces remarques sont de Zaghloul Pacha. Le grand leader le surprit même en flagrant délit d'espionnage. Le soi-disant diplomate se montra seulement capable de surveiller les agissements de Zaghloul Pacha pour les communiquer à ses adversaires ⁽¹⁾.

Le choix de Izzet Pacha n'était pas heureux. Il offrait matière à discussions. Mais les leaders des partis politiques se sont abstenus de tout débat sur la question. « Quant à l'accord unanime qui s'est fait *sans qu'il y eut discussion au sujet des personnes...* », avait déclaré Nahas Pacha aux Chambres. Il nous semble que ce fut la crainte de s'engager dans des discussions interminables qui dicta cette conduite, celle de s'arrêter au premier choix. Peut être même le désir de terminer cette affaire au plus vite y est encore pour une large part. Cette célérité est constatée dans le fait que le soir même de la réunion des deux Chambres, les Régents qui appartenaient aux catégories mentionnées par l'article 10 du rescrit royal N° 25 de 1922, prêtaient le serment exigé par l'article 51 de la Constitution et entraient en fonctions.

158. — Un de leurs premiers actes fut de désigner, parmi eux, *un chef*. Aucun texte n'avait prévu ce cas.

(1) Sur ce point, consulter un article paru dans la Revue égyptienne El-Balagh-El-Ossbouï du 16 décembre 1927.

Toute innovation étant interdite dans ce domaine par l'article 156 de la Constitution, les Régents se contentèrent d'une simple décision ainsi conçue :

« Le jour de... le Conseil de Régence composé de... réuni au Palais d'Abdin, décide :

1° La Présidence du Conseil de Régence est confiée à S. A. R. le Prince Mohamed Ali.

« 2° Cette décision sera communiquée à la Présidence du Conseil des Ministres. » ⁽¹⁾

Cette décision n'a aucune importance. Elle est d'ordre purement protocolaire. Les droits des Régents restent les mêmes : les textes n'ayant mentionné ni supérieur ni subordonnés.

159. — Les Régents restèrent en fonctions jusqu'en août 1937, date à laquelle le Roi Farouk ayant atteint ses dix-huit ans lunaires, commença à exercer en personne ses pouvoirs constitutionnels.

(1) Cf. *Journal Officiel de l'Egypte*, du 12 mai 1936, N° 61. (Extraordinaire.)

CONCLUSION

- 160. — Les Puissances et l'évolution du régime de la Succession au Trône d'Egypte.
- 161. — Les différentes étapes de cette évolution. Leurs avantages et leurs inconvénients.
- 162. — Les principes essentiels de l'Hérédité du Trône actuellement en vigueur.
- 163. — L'œuvre accomplie par la Dynastie de Mohamed Ali et la reconnaissance de la Nation.
- 164. — Pérennité de l'Institution Monarchique en Egypte.

160. — Plus d'un siècle vient de s'écouler depuis le jour où Mohamed Ali, après avoir dépensé le meilleur de son activité, de son énergie, de sa force militaire et économique, voyait ses desseins se réaliser et obtenait pour son pays la demi-indépendance et l'hérédité du Trône. Depuis, neuf Souverains de sa famille ont successivement régné sur l'Egypte, conformément aux dispositions d'un régime qui a sensiblement évolué depuis son apparition. Cette évolution fut, pour une large part, tributaire de l'étranger et plus spécialement de l'Angleterre. Dans quelle mesure cette ingérence des Puissances s'est-elle exercée ?

Avant 1841, l'Angleterre cherchait à abattre Mohamed Ali et avec lui sa puissance grandissante, préjudiciable à ses intérêts. Elle ne voulait, à aucun prix, le laisser fonder une Dynastie en Egypte. Dans la première partie de notre étude, nous avons vu qu'elle lui suscita toute sorte de difficultés militaires et diplomatiques. Les buts de l'Angleterre étaient identiques à ceux que la Porte cherchait à atteindre. Et l'entente anglo-ottomane était facile à concevoir. Mais les deux larrons rencontrèrent la France sur leur chemin. La politique de celle-ci, quoique critiquable

à certains moments, finit pourtant par rendre un grand service à l'Égypte en s'opposant aux projets anglo-ottomans. C'est l'attitude de la France qui obligea l'Angleterre à conseiller la modération au Gouvernement de Constantinople. A la date du 30 décembre 1840, l'Internonce écrivait que Ponsonby « a fait dire à Rechid Pacha qu'il voyait que Lord Palmerston éprouvait un profond regret d'être forcé à accorder l'hérédité à Mohamed Ali; que du reste cette concession pourrait être beaucoup atténuée par les conditions qu'il dépend entièrement du Sultan d'y mettre; qu'il devait conseiller à la Porte de fixer toute son attention sur ces conditions... » ⁽¹⁾.

Nous connaissons les résultats de ces conseils qui se concrétisèrent dans le firman de février 1841, rejeté par le Vice-Roi. Ses protestations influencèrent les Puissances. Mais Ponsonby, en dépit des instructions de Londres, poussait la Porte à résister. Il fallut l'intervention énergique de l'Internonce pour la décider à reconnaître l'hérédité sous forme de Seniorat dans la Famille de Mohamed Ali.

Sur cette question, l'échec de l'Angleterre en 1841 était manifeste. Elle accepta, pourtant, le fait accompli : l'installation du régime héréditaire dans la Famille de Mohamed Ali.

Mais, en revanche, *elle changea de méthode dans sa politique, dont le but resta le même : affaiblir l'Égypte.* Au lieu de s'opposer comme auparavant à l'établissement du régime héréditaire, elle laissa les descendants de Mohamed Ali régner tranquillement sur l'Égypte, dans la mesure où ils ne se montraient pas entreprenants, actifs et rénovateurs, ou bien alors, c'était la déposition. Ce fut le sort du Khédive Ismaïl et de son petit-fils le Khédive Abbas Helmi II.

Cela nous explique pourquoi l'Angleterre s'intéressa

(1) Cf. SABRY: L'Empire Égyptien sous Mohamed Ali, Paris 1930, p. 531.

très peu à l'évolution proprement dite de ce régime. Ses interventions auprès de la Porte en faveur de Abbas I^{er}, l'anglophile, et plus tard contre les demandes de Saïd, l'anglophobe, étaient sans chaleur. Sous Ismaïl, elle ne s'intéressa guère aux changements capitaux qui intervinrent dans le régime de l'hérédité : abolition du Seniorat et établissement de la succession par ordre de Primogéniture dans la descendance directe. Et pourtant, la Porte, à n'en pas douter, eût souhaité une intervention britannique sérieuse et efficace. Elle l'eût souhaitée pour la soutenir contre l'Égypte, car le privilège de l'hérédité sous ses différentes formes a été extorqué à la Porte. Mais l'Angleterre se souciait peu des intérêts de la Porte qu'elle voulait évincer d'Égypte. Aussi, en 1882, occupa-t-elle ce pays, sans toutefois porter juridiquement atteinte à son statut politique pour ne pas effrayer les Puissances garantes et prévenir toute intervention. Le 15 février 1883, la Reine Victoria disait dans son Discours du Trône : « Toutes les obligations internationales seront respectées en Égypte. » ⁽¹⁾ En conséquence, le régime qui nous intéresse, issu de ces obligations, fut laissé intact.

Mais en 1914, tout fut bouleversé. Après la proclamation du Protectorat sur l'Égypte, tous les droits de la Porte passèrent à l'Angleterre qui légalisa ainsi sa présence. La destitution du Khédive et son remplacement par son oncle sur le Trône d'Égypte, abrogea explicitement les principes de l'hérédité du Trône établis sous Ismaïl, car cette opération s'étant faite contrairement à ceux-ci, dénotait l'intention de l'Angleterre de ne plus respecter les principes en question.

Désormais, l'Angleterre avait les mains libres en Égypte. Elle les avait d'autant plus libres que la France s'était désintéressée depuis longtemps — officiellement depuis l'Entente Cordiale, en 1904 — des affaires de

(1) Cf. *Le Times*.

l'Égypte, alors que l'existence du Canal de Suez aurait dû y raffermir son influence.

De 1914 à 1922, aucune disposition spéciale ne vint organiser le régime de l'hérédité, l'Angleterre voulant se conserver la liberté d'agir à sa guise. Ce fut seulement après la déclaration du 28 février 1922 que l'Égypte put librement adopter les principes en vigueur aujourd'hui.

161. Au cours de son histoire, le Régime de la Succession au Trône a grandement évolué. De la liberté complète laissée à la Porte dans le choix du Souverain d'Égypte, à la Succession par ordre de Primogéniture, en passant par le Séniorat, la distance est grande. Chacune de ces formes de succession marque un progrès sur la précédente.

Le libre choix fait par la Porte — heureusement non appliqué — aurait eu pour conséquences de susciter des rivalités parmi les enfants du Vice-Roi et de les opposer dans des luttes fratricides. En outre, le Monarque choisi par la Porte n'aurait pu, dans sa reconnaissance envers celle-ci, qu'être son fidèle valet.

Ces inconvénients furent annihilés par le *Seniorat*, qui eut, d'autre part, l'avantage de diminuer, à défaut de supprimer, le nombre de Princes capricieux, car chaque Prince, pouvant un jour être appelé à régner, ses parents ne pouvaient dès lors négliger son éducation et son instruction. Mais le Seniorat n'avait pas que des avantages. Il menaçait de ruiner le pays par les fortunes que chaque Souverain amassait — au détriment des intérêts du pays — pour assurer l'avenir et le bien-être de sa descendance éloignée du Trône. A cela il faut ajouter le danger qui pouvait naître de la formation de clans rivaux au sein de la Famille Royale, dans la descendance de chaque Souverain. Une sorte de féodalité, proche de celle des Mamelouks, pouvait naître. Les conséquences en sont faciles à déduire.

La succession par ordre de Primogéniture, établie

sous Ismaïl, mit fin à tous ces inconvénients. Elle inaugura une ère nouvelle dans l'évolution du régime de la Succession au Trône. Ce principe fondamental est à la base des dispositions élaborées en 1922. Les différences entre celles-ci et celles d'Ismaïl résident uniquement dans les détails par exemple en ce qui concerne la Régence.

162. Les dispositions du rescrit royal N° 25 de 1922, actuellement en vigueur, complétées par les autres textes cités dans la troisième partie de notre exposé, sont les plus complets en la matière. On n'y rencontre aucune lacune de nature à soulever des difficultés d'application sérieuses.

A. — *L'ordre de la dévolution du Trône* au sein de la famille de Mohamed Ali, le même que celui établi sous Ismaïl, est réglé minutieusement selon les dispositions que nous avons étudiées plus haut, et qui peuvent se résumer en quelques mots : le Trône revient d'abord à la descendance directe du Roi, selon le principe de l'hérédité par ordre de Primogéniture. A défaut de cette descendance, le Trône passe aux collatéraux d'après un ordre de préférence établi. Le nouveau Roi ainsi choisi, laisse le Trône après lui à sa descendance, selon les mêmes principes et ainsi de suite.

B. — Soulignons, en outre, le bien fondé des *conditions que doit réunir le candidat au Trône*. Il doit être de naissance légitime, musulman, fils de parents musulmans, sain d'esprit et n'être pas déclaré déchu de ses droits au Trône.

C. — D'autre part, *l'extinction des membres de la Famille de Mohamed Ali* est prévue dans la Constitution, qui apporte une solution telle que se reflétera la volonté nationale d'accepter le nouveau Souverain de la nouvelle dynastie. L'antécédent de 1805 — Mohamed Ali choisi par le peuple comme Vice-Roi — est pour une large part dans cette disposition. Ce n'est plus l'étranger, la Porte,

qui décide souverainement de cette question, mais le peuple représenté par le Parlement.

D. — *L'exclusion de la descendance féminine de tout droit au Trône* est encore à signaler. Nous savons que cette interdiction, inconnue chez les Anciens Egyptiens, fut enfreinte une seule fois chez les dynasties islamiques d'Egypte. Depuis Mohamed Ali, tous les firmans en firent mention. Le rescrit de 1922, n'a rien innové; il ne fait que confirmer le précepte islamique du Prophète déjà cité dans notre introduction.

En outre, contrairement à ce qui se produisit maintes fois chez les anciennes dynasties, les femmes sont exclues de la Régence, car un Régent est en quelque sorte un Roi, un Roi par intérim.

E. — La question de la Régence n'a pas été prévue dans les firmans accordés à Mohamed Ali, car sa descendance était nombreuse et âgée. Mais avec l'abolition du Seniorat, elle fit son apparition dans le firman de 1866 accordé à Ismaïl. Cependant, seul le rescrit de 1922, reçut une application pratique en 1936, à la suite de la mort du Roi Fouad. Les événements de cette époque et la formation de la Régence par le Parlement, nous sont déjà connus.

Remarquons toutefois que la liberté dont dispose le Parlement pour modifier ou rejeter le choix des Régents fait par le Roi défunt, peut devenir gênante, cette question étant intimement liée à celle de la Royauté. Il aurait fallu accorder au Roi la faculté d'établir une seconde liste de Régents, parmi lesquels le Parlement choisirait, en cas de modification ou de rejet de la liste initiale.

F. — Signalons, en passant, que la *maladie mentale* du Roi ne provoque pas l'établissement d'une Régence, mais ouvre la question de la succession au Trône.

G. — La Régence prend fin avec la *majorité du Roi*, fixée à dix-huit ans, comptés en années lunaires. Nous

avons vu que cet âge ne relève ni du Droit Islamique, ni du Droit Civil Egyptien. Le fait est à signaler, car il a donné naissance, lors de l'avènement du Roi Farouk, à une difficulté que nous connaissons déjà. La solution adoptée en l'occurrence, si elle a résolu cette difficulté, a laissé, en revanche, le problème tel quel, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'elle n'a pas éliminé la possibilité de difficultés similaires à l'avenir. Le mieux était de se prononcer soit pour le Droit Islamique, soit pour le Droit Civil Egyptien.

H. — Le régime actuel de la Succession au Trône est, dans son ensemble, très satisfaisant. C'est peut être cette qualité qui a incité le législateur constitutionnel à stipuler, dans la Constitution de 1923, que ce régime ne peut faire l'objet d'une proposition de revision.

163. — Avant de clore cette étude, il nous semble intéressant de dire quelques mots sur l'œuvre de rénovation accomplie par la Dynastie de Mohamed Ali.

Que serait-il arrivé si Mohamed Ali n'avait pas réussi à obtenir de la Porte les firmans de 1841 ?

Sans vouloir faire des prophéties, il est facile de répondre à cette question. Sans aucun doute, il eût été remplacé, à sa mort, et peut-être même avant, par un autre gouverneur ottoman. Sans aucun doute aussi, la Porte aurait choisi le nouveau gouverneur parmi ses hommes les plus incapables afin d'empêcher le renouvellement de l'exemple de Mohamed Ali.

Cette faiblesse, voire l'anarchie même qui se serait installée en Egypte, n'aurait fait que hâter la mainmise de l'Angleterre sur le pays. Les résultats de cette mainmise, nous les connaissons déjà depuis 1882. Tous les efforts déployés par l'Angleterre pour avoir raison du Nationalisme Egyptien, ont lamentablement échoué. Une lutte sourde et tenace, parfois ouverte, dresse continuellement Egyptiens contre Anglais, au grand préjudice des intérêts

de l'Égypte. « Méfiez-vous de nous, écrivait en 1910 l'Anglais Wilfrid Scawen, dans une lettre aux Nationalistes Égyptiens réunis en congrès à Bruxelles, nous ne vous voulons plus aucun bien... *Notre intention, dès à présent, tant que nous resterons en Égypte, est d'exploiter votre pays...* » ⁽¹⁾

Mais il était écrit que l'œuvre de rénovation de Mohamed Ali ne devait pas périr, qu'elle devait être continuée par ses descendants. Cette œuvre personne ne peut aujourd'hui nier son importance. Les résultats heureux acquis dans tous les domaines de la vie égyptienne sont innombrables. « L'Égypte est aujourd'hui le siège d'une remarquable et prodigieuse renaissance; aucun pays, la Turquie exceptée, ne peut se prévaloir, depuis plus d'un siècle, d'une pareille évolution matérielle et intellectuelle. L'Égypte, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, en plein effort de rénovation, est en réalité le fruit de la dynastie qui, depuis 1805, a présidé à ses destinées; en un siècle, elle a fait d'une province livrée à l'anarchie et aux convoitises d'intrigants, un pays en pleine renaissance. » ⁽²⁾

La renaissance de l'Égypte, entreprise sous l'égide des Souverains de la Dynastie de Mohamed Ali, a été grandiose et digne de toute admiration.

Après une décadence plusieurs fois séculaire, Mohamed Ali réussit à tirer l'Égypte du chaos et à en faire une grande Puissance avec laquelle l'Europe entière eut à compter. Son œuvre fut immense. Il laissa partout des traces impérissables de son génie, que beaucoup d'auteurs impartiaux se sont évertués à mettre en lumière.

Le nom de Saïd est lié au Canal de Suez, dont l'inauguration rehaussa le règne du Khédive Ismaïl. La figure de celui-ci est une des plus glorieuses parmi la lignée

(1) Cf. Madame Juliette ADAM, op. cit., p. 212.

(2) Cf. Georges MEYER: Article paru dans le numéro spécial du quotidien égyptien: *La Liberté*, 9 octobre 1931, p. 5; sous le titre: « L'Égypte, telle qu'elle apparaît aujourd'hui... »

de Mohamed Ali. En dépit de ses difficultés financières, il réussit à mener à bien une œuvre remarquable, malheureusement sous-estimée par certains, qui l'accusent de prodigalité.

L'Occupation britannique, en 1882, mit un terme à tous ces progrès. Elle freina l'ardeur rénovatrice des Egyptiens et canalisa toutes les manifestations de la vie égyptienne dans la voie des intérêts britanniques. L'Egypte réagit vigoureusement contre cette politique britannique. On connaît le résultat : déposition du Khédive anglophobe Abbas Helmi II après la déclaration du Protectorat.

Avec le règne du Roi Fouad I^{er}, une nouvelle page dans l'histoire d'Egypte s'est ouverte. Continuant l'œuvre de ses pères, le Roi Fouad a acheminé rapidement son pays, à pas sûrs, vers de nouveaux horizons, en dépit de toutes les vicissitudes de l'intransigeante politique britannique.

De tout ce qui précède, nous pouvons affirmer que l'Egypte Contemporaine est bien l'œuvre de la Dynastie de Mohamed Ali, qui, à ce titre, a droit à la reconnaissance de la Nation. Cette reconnaissance, loin de s'affaiblir comme le croyaient à tort certains auteurs occidentaux imbus de républicanisme, est encore plus profonde que jamais. C'est qu'elle tire son origine de ce passé trop récent encore pour être oublié. C'est que les Egyptiens n'ont pas oublié ce qu'ils étaient avant 1805, et ce qu'ils devinrent depuis. L'avènement du Roi Farouk en 1936, leur donna l'occasion de prouver leur reconnaissance et leur indéfectible attachement au Roi et à sa famille.

164. — L'Institution Monarchique, seule forme de Gouvernement que connut l'Egypte tout au long de son histoire, y est donc encore à l'honneur. Ses racines, enfouies et perdues dans la nuit des temps, soutiennent toujours avec vigueur l'édifice construit et embelli au cours des âges, et qui a su résister à toutes les attaques des temps et des hommes.

Après avoir unifié l'Égypte depuis les temps les plus reculés, la Royauté par sa sève vivifiante, a réussi, en dépit des continuelles vicissitudes du temps, à conserver intacte l'intégrité du pays, à la gouverner en toute indépendance, et enfin à provoquer et à veiller activement sur son évolution.

La Monarchie Égyptienne représente plus de cinquante siècles de grandeur et de puissance. Ce passé, toujours vivant, constitue une des bases les plus essentielles de sa solidité. A lui seul, il suffirait à justifier l'attachement des Égyptiens à la Royauté, leur régime de prédilection. A ce titre, il constitue pour l'avenir, riche d'espairs, un gage de stabilité et, partant, de prospérité et de grandeur.

Paris, le 1^{er} Décembre 1943,

LAMPUÉ.

VU: *L'Assesseur du Doyen,*

MOREL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Le Recteur de l'Académie de Paris,

GILBERT GIDEL.

APPENDICE

LÉGISLATION CONCERNANT L'ORDRE DE SUCCESSION AU TRÔNE ACTUELLEMENT EN VIGUEUR

**Rescrit Royal n° 25 de 1922
établissant l'Ordre de Succession
au Trône du Royaume d'Egypte ⁽¹⁾**

Nous, Roi d'Egypte,

Considérant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la Dynastie et du Pays, d'établir l'ordre de succession au Trône du Royaume d'Egypte ;

ORDONNONS :

ART. 1. — Les pouvoirs et prérogatives royaux sont héréditaires dans la dynastie de Notre Illustre Aïeul Mohamed-Ali.

ART. 2. — Après la mort du Roi, la succession au Trône revient à Sa descendance directe et légitime, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, la Couronne ne passant jamais à une ligne puînée ou à une branche cadette, tant qu'il se trouve un héritier dans la ligne ou dans la branche aînée.

Ainsi, l'héritier présomptif du Trône est actuellement Notre Fils bien-aimé le Prince Farouq.

ART. 3. — Si le Roi ne laisse à sa mort aucune descendance directe et légitime, la succession au Trône revient à Ses collatéraux dans l'ordre qui suit :

(1) Cf. *Journal Officiel de l'Egypte* du 15 avril 1922, n° 38. (Extraordinaire.)

Et DE MARTENS. Nouveau Recueil Général de Traités. 3^e série. T. XIII, pp. 490 et ss.

Sont appelés à la succession Ses frères consanguins d'après la priorité d'âge.

A défaut de frères vivants la Couronne passe à leur descendance masculine directe et légitime, suivant les règles ci-après : le degré le plus proche au Roi défunt est préféré au degré plus éloigné ; à degré égal, la ligne ou branche aînée est toujours préférée à la ligne puînée ou à la branche cadette ; dans la même ligne ou branche, la personne plus âgée est préférée à la plus jeune.

Seuls les parents consanguins du Roi sont appelés à la succession.

A défaut de frères et de leur descendance, la Couronne passe aux oncles du Roi défunt et à leur descendance ; à défaut d'oncles et de leur descendance, aux grands-oncles et à leur descendance, et ainsi de suite les droits à la succession dans chacune des dites lignes ou branches demeurant fixés d'après les règles ci-dessus établies.

La personne de l'ex-Khédive Abbas Hilmi Pacha est exclue de la succession au trône, sans préjudice des droits éventuels à la succession au Trône revenant à sa descendance masculine directe et légitime, conformément à l'alinéa 3 du présent article.

ART. 4. — Une fois que la succession au Trône a été dévolue à la personne désignée d'après les règles de l'article précédent, cette succession revient, après Lui, à sa descendance directe et légitime, de mâle en mâle, conformément aux règles de l'article 2. A défaut de descendance, la succession au Trône revient à Ses frères, aux descendants de ses frères et aux autres collatéraux d'après les règles de l'article précédent.

ART. 5. — Les femmes, quel que soit leur degré de parenté, ainsi que leur descendance et en général les parents non-*âceb* (utérins) sont toujours exclus de la succession au trône.

ART. 6. — Nul ne peut accéder au Trône, s'il n'est sain d'esprit, musulman et fils de parents musulmans.

ART. 7. — Sera déclaré déchu des droits à la succession au Trône, lui et sa descendance, le Prince qui se sera marié sans le consentement du Roi ou de ceux qui, à son défaut, exercent Ses pouvoirs. La succession au Trône reviendra ainsi à ceux qui y auraient droit si lui et sa descendance n'avaient pas existé.

Sera également déclaré déchu des droits à la succession au Trône, sans préjudice des droits éventuels de sa descendance, le Prince qui aura été déclaré indigne d'appartenir à la famille Royale, d'après les formes et conditions qui seront établies dans le Statut de ladite famille.

La déchéance prévue aux deux alinéas précédents sera déclarée

par le Roi ou ceux qui exercent Ses pouvoirs avec l'assentiment du Parlement.

En outre, le Roi ou ceux qui exercent Ses pouvoirs pourront, avec l'assentiment du Parlement, relever de cette déchéance et de tous ses effets, en lui restituant ses droits futurs et éventuels à la succession au Trône au décès du Souverain régnant, soit le Prince déchu, soit, dans le cas prévu au premier alinéa, toute sa descendance ou certains membres de sa descendance.

ART. 8. — Le Roi est majeur à l'âge de dix-huit ans lunaires accomplis.

ART. 9. — Si le Roi est mineur, il sera pourvu d'un Conseil de Régence qui exercera les pouvoirs de la Couronne jusqu'à sa majorité.

ART. 10. — Le Conseil de Régence sera composé de trois personnes désignées par le Souverain régnant, en prévision de l'accession au Trône d'un héritier mineur. Cette désignation sera constatée par un acte dressé en double original, dont l'un sera conservé au Cabinet du Roi et l'autre à la Présidence du Conseil des Ministres, sous pli scellé. Le pli ne sera ouvert et l'acte publié qu'à la mort du Roi et par devant le Parlement.

Les membres du Conseil de Régence doivent être Egyptiens musulmans. Ils seront choisis dans les catégories suivantes :

Les Princes de la Famille Royale et leurs proches alliés ;

Les Président et anciens Présidents du Conseil des Ministres ;

Les Président et anciens Présidents de la Chambre des Députés ;

Les Ministres et les anciens Ministres ;

Les Président, anciens Présidents et Membres du Sénat au cas où la Constitution prévoit l'institution de cet organe.

La désignation des membres du Conseil de Régence, faite par le Roi, devra être confirmée par le Parlement.

ART. 11. — A défaut de nomination d'après les règles de l'article précédent, le Parlement nommera le Conseil de Régence.

ART. 12. — Si le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner à raison de son état d'infirmité mentale, le Conseil des Ministres, après avoir fait constater cette impossibilité, convoquera immédiatement le Parlement.

Au cas où cette infirmité est établie d'une façon péremptoire, le Parlement prononcera la déchéance des droits du Souverain régnant et l'ouverture de la succession au trône conformément aux dispositions du présent Rescrit.

ART. 13. — Nos ministres sont chargés de l'exécution du pré-

sent Rescrit qui entrera en vigueur dès sa publication au *Journal Officiel*.

Fait au Palais d'Abdine, le 15 Chaaban 130 (13 avril 1922).

FOUAD.

(Traduction.)

Loi n° 25 de 1922

portant Règlement du Statut de la Famille Royale ⁽¹⁾

Nous, Roi d'Egypte,

Vu...

DECRETONS :

ART. 2. — Ont rang et titre de Prince ou de Princesse de la Famille Royale :

- 1°) Les enfants du Roi et Ses petits-enfants dans la ligne masculine ainsi que l'Héritier présomptif de la Couronne ;
- 2°) Les frères et les sœurs consanguins du Roi ;
- 3°) Les enfants et les petits-enfants dans la ligne masculine des Vice-Rois, Khédives ou Sultan d'Egypte ;
- 4°) Les autres descendants dans la ligne masculine de Mohamed-Ali dont les noms figurent sur la liste ci-annexée ;
- 5°) Tout autre descendant de Mohamed-Ali, auquel le Roi aura conféré le titre de Prince ou de Princesse ;
- 6°) Les femmes légitimes et les veuves non remariées des Princes ci-dessus indiqués.

Les enfants du Roi de l'un ou de l'autre sexe ainsi que l'Héritier présomptif de la Couronne porteront le titre d'Altesse Royale ; ceux du feu Sultan Hussein, celui d'Altesse Sultanienne. Tout autre Prince ou Princesse portera le titre d'Altesse.

ART. 3. — Le rang et titre de Prince se transmettra héréditairement à la descendance mâle directe du titulaire par ordre de primogéniture, ce rang et titre ne passant jamais à une lignée puînée ou à une branche cadette, tant qu'il se trouve un descendant mâle dans la ligne ou dans la branche aînée.

(1) *Journal Officiel de l'Egypte* du 12 juin 1922, n° 55 (supplément).

A défaut de descendance directe, le rang et titre de Prince passera au plus âgé des frères du titulaire et sera transmis à sa descendance mâle directe suivant l'ordre ci-dessus indiqué.

La déchéance du rang et titre de Prince ne fait pas obstacle à la transmission héréditaire du dit rang et titre, sauf déclaration contraire dans l'acte de déchéance.

ART. 4. — Nul ne peut avoir rang et titre de Prince ou de Princesse s'il n'est musulman, issu d'un mariage légitime.

Tout Prince doit être Egyptien.

ART. 6. — Tout Prince ou Princesse de la Famille Royale qui entend se marier et toute personne qui entend contracter mariage au nom d'un Prince ou d'une Princesse soumis à sa puissance paternelle doit obtenir l'autorisation du Roi. Cette autorisation sera constatée par le Chef du Cabinet du Roi sur un registre spécial et communiquée par écrit à celui qui l'a demandée.

Lorsqu'il s'agit du mariage d'une Princesse, l'autorisation pourra être subordonnée à la condition qu'il soit stipulé dans le contrat de mariage que le droit de répudiation est réservé à son profit pour être exercé soit par elle, soit par la personne désignée dans l'autorisation.

Le Prince ou la Princesse qui se sera ou aura été marié avec une personne n'ayant pas rang et titre de Princesse ou de Prince sans autorisation ou sans observer les conditions de l'autorisation pourra être déclaré par Rescrit du Roi déchu de son rang et titre.

Le Roi pourra étendre la déchéance à la descendance issue du mariage du Prince ou la restreindre à cette descendance.

Il pourra aussi se borner à priver l'épouse du Prince du rang et titre acquis par le mariage.

Il pourra enfin étendre la déchéance au Prince qui aura contracté le mariage au nom de la personne soumise à sa puissance paternelle.

ART. 13. — Lorsqu'un Prince ou une Princesse se rend coupable de manquements graves aux devoirs de son rang, il pourra être déclaré indigne d'appartenir à la Famille Royale et déchu du rang et titre de Prince ou de Princesse par Rescrit du Roi sur avis du Conseil ⁽¹⁾. Dans ce cas, l'avis du Conseil est consultatif.

La femme légitime du Prince déchu perd le rang et titre de Princesse lui provenant du mariage.

(1) Le Conseil du Balat (de la Cour).

ART. 14. — Le Roi peut toujours relever le membre de la Famille Royale de la déchéance prononcée à son encontre et lui restituer son rang et titre.

.....

Fait au Palais d'Abdine, le 14 Chawal 1340 (10 juin 1922).

(Traduction.)

FOUAD.

Rescrit Royal n° 55 de 1922
déterminant la catégorie des membres
de la Famille Royale ayant droit aux rang et titre
de Nabil ou de Nabila ⁽¹⁾

Nous, Roi d'Egypte,

Considérant...

ORDONNONS :

ART. 1. — Auront rang de Nabil et de Nabila :

1°) Les descendants de Mohamed Aly, de l'un ou de l'autre sexe, de la ligne masculine, autres que les Princes et Princesses ;

2°) Les femmes légitimes et les veuves non mariées des Nabils. Tout Nabil ou Nabila portera le titre de « Seigneurie ».

ART. 2. — Nul ne peut avoir rang et titre de Nabil ou de Nabila s'il n'est musulman issu d'un mariage légitime. Tout Nabil doit être Egyptien.

ART. 3. — Lorsqu'un Nabil ou une Nabila se rend coupable d'un manquement grave aux devoirs de son rang, il pourra être déclaré déchu de son titre par Rescrit Royal. La femme légitime du Nabil déchu perdra le titre de Nabila lui provenant du mariage.

ART. 4. — Le Nabil déchu pourra être toujours relevé de la déchéance déclarée à son encontre et son titre restitué par Rescrit Royal.

.....

(1) *Journal Officiel de l'Egypte* du 26 juin 1922 (n° 59).

Fait au Palais d'Abdine, le 25 Chawal 1340 (21 juin 1922).

(Traduction.)

FOUAD.

Rescrit Royal n° 42 de 1923
établissant le Régime Constitutionnel
de l'Etat Egyptien ⁽¹⁾

Nous, Roi d'Egypte,

Considérant...

ORDONNONS:

.....
ART. 32. — Le Trône du Royaume d'Égypte est héréditaire dans la Dynastie de Mohamed-Ali.

La succession au Trône aura lieu conformément à l'ordre établi par le Rescrit du 15 Chaaban 1340 (13 avril 1922).
.....

ART. 52. — A la mort du Roi, les Chambres se réunissent sans convocation, dans les dix jours qui suivent la déclaration du décès. Si la Chambre des députés a été dissoute et que la convocation ait été faite dans l'acte de dissolution pour une date postérieure au dixième jour, l'ancienne Chambre reprend ses fonctions jusqu'à la réunion de celle qui doit la remplacer.

ART. 53. — A défaut d'un ayant droit au Trône, le Roi pourra nommer son successeur avec l'assentiment des Chambres réunies en Congrès. Pour la validité des délibérations, la présence des trois quarts des membres composant chaque Chambre et la majorité des deux tiers des suffrages sont nécessaires.

ART. 54. — En cas de vacance du Trône, par défaut d'un ayant droit ou d'un successeur nommé conformément à l'article précédent, les deux Chambres se réunissent de plein droit immédiatement en Congrès pour l'élection d'un Roi. Cette élection doit avoir lieu dans les huit jours de leur réunion.

Pour la validité de cette élection, la présence des trois quarts

(1) *Journal Officiel de l'Égypte* n° 42 de 1923.

des membres qui composent chacune des deux Chambres et la majorité des deux tiers des suffrages sont nécessaires.

Dans le cas où l'élection n'aurait pu être faite dans le délai prescrit ci-dessus, les Chambres réunies procéderont à l'élection le neuvième jour, quel que soit le nombre des membres présents et à la majorité relative des suffrages.

Si la Chambre des députés se trouvait dissoute au moment de la vacance du Trône, elle reprendrait ses fonctions jusqu'à la réunion de celle qui doit la remplacer.

ART. 55. — A dater de la mort du Roi jusqu'à la prestation du serment de son successeur au Trône ou des Régents, les pouvoirs constitutionnels du Roi sont exercés, au nom du Peuple Egyptien, par le Conseil des Ministres et sous sa responsabilité.

ART. 156. — Le Roi ainsi que chacune des deux Chambres peuvent proposer la révision de la présente Constitution, soit par la modification ou la suppression d'une ou plusieurs de ses dispositions soit par l'addition de dispositions nouvelles.

Toutefois, les dispositions relatives à la forme représentative et parlementaire, à l'ordre de la succession au Trône et aux principes de liberté et d'égalité garantis par la présente Constitution ne peuvent faire l'objet d'une proposition de révision.

ART. 168. — Les dispositions de la Loi n° 28 de 1922 réglant la liquidation des biens de l'ex-Khédive Abbas Hilmi Pacha et portant restriction de ses droits sont considérés comme ayant un caractère constitutionnel; elles ne peuvent faire l'objet d'une proposition de révision.

Fait au Palais d'Abdine, le 3 Ramadan 1341 (19 avril 1923).

FOUAD.

(Traduction.)

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES EN LANGUE FRANÇAISE

- ACHKAR (Joseph). — *Le Khédivat d'Egypte*, thèse Montpellier, 1912.
- ADAM (M^{me} Juliette). — *L'Angleterre en Egypte*, Paris, 1922.
- AMAD (Emile Selim). — *La Question d'Egypte (1841-1938)*, thèse Paris, 1938.
- AWAD (Fauzi Tadros). — *La Souveraineté égyptienne et la déclaration du 28 février 1922*, thèse Paris, 1935.
- BIOVÈS (Achille). — *Français et Anglais en Egypte (1881-1882)*, Paris, 1910.
- BOURGEOIS (Albert). — *La Formation de l'Egypte Moderne*, thèse Paris, 1939.
- BOURGEOIS (Emile). — *Manuel historique de Politique étrangère*, 4 tomes, Paris.
- BOURGUET (Alfred). — *La France et l'Angleterre en Egypte*, Paris, 1897.
- BREHIER (Louis). — *L'Egypte de 1798 à 1900*.
- BUSTAMANTE Y SIRVEN. — *Droit International Public*, Trad. Paul Goulé, 5 tomes.
- CATTAUI (J.-E.). — *Histoire des rapports de l'Egypte avec la Sublime Porte (du XVIII^e siècle à 1841)*, thèse Paris, 1919.
- CHAFIK PACHA (Ahmed). — *L'Egypte Moderne et les influences étrangères* (Le Caire 1931).
- CHAFIK (Hassan). — *Statut juridique international de l'Egypte*, thèse. Ecole des Sciences Sociales et Politiques de l'Université de Lausanne, 1928.
- CHARLES-ROUX (François). — *L'Angleterre et l'Expédition Française en Egypte*, 2 tomes, Le Caire, 1925.
- CHEVALLIER (J.-J.). — *L'Evolution de l'Empire Britannique*, 2 tomes, Paris, 1930-1931.
- COCHERIS (J.). — *Situation internationale de l'Egypte et du Soudan*, thèse Paris, 1903.
- DE LA GORCE (Pierre). — *Louis-Philippe (1830-1848)*, Paris, 1931.

- DES MICHELS. — *Souvenirs de carrière*, Paris, 1901.
- DESPAGNET (Frantz). — *Cours de Droit international public*, Paris, 1894.
- *Essai sur les Protectorats*, Paris, 1896.
- DOUIN (Georges). — *La mission du Baron de Boislecomte*, Le Caire, 1927.
- *L'Egypte de 1802 à 1804*, Le Caire, 1925.
- *Mohamed Aly, pacha du Caire*, Le Caire, 1926.
- *Navarin*, Le Caire.
- DRIAULT (Edouard). — *Mohamed Aly et Napoléon (1807-1814)*, 1925.
- *La Question d'Orient des origines à nos jours*.
- *La Politique orientale de Napoléon de 1806 à 1808*, Paris, 1904.
- DRIAULT (Edouard) et LHÉRITIER (Michel). — *Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours*, t. I, Paris, 1925.
- EDHEM (M.-Z.-I.). — *La condition internationale de l'Egypte*, thèse Toulouse, 1904.
- EL DJABARTI (Cheik Abd El Rahman). — *Merveilles biographiques et historiques ou Chroniques du Cheik*. Ouvrage traduit de l'arabe, 3 vol., Le Caire.
- EL SANHOURY (Abdel Razzak). — *Le Califat*, thèse Lyon, 1926.
- FAUCHILLE. — *Traité de Droit International Public*.
- FREYCINET. — *La Question d'Egypte*.
- GAIGNEROT (Roland). — *La Question d'Egypte*, thèse Bordeaux, 1901.
- GARGOUR (Pierre-Albert). — *Etapes de l'indépendance égyptienne*, thèse Paris, 1943.
- GAULIS (M^{me} B. J.). — *Le Nationalisme égyptien*, Paris, 1928.
- GOUIN (Edouard). — *L'Egypte au XIX^e siècle*, Paris, 1847.
- GUILLAUMOT (H.). — *Le Khédive d'Egypte*, 1869.
- GUIZOT. — *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* :
 T. IV, Paris, 1869,
 T. V, Paris, 1868,
 T. VI, Paris, 1864.
- HANOTAUX (Gabriel). — *Histoire de la Nation Egyptienne* :
 T. II, *L'Egypte pharaonique*, par Alexandre Moret, Paris 1932.
 T. IV, *L'Egypte arabe*, par Gaston Wiet, Paris, 1937.
 T. VI, *L'Egypte de 1801 à 1882*, par F. Charles-Roux, Paris, 1936.
 T. VII, *L'Egypte de l'occupation anglaise à l'indépendance égyptienne*, par F. Charles-Roux, Paris, 1940.
- HIMAYA (Latif). — *La condition internationale de l'Egypte depuis 1914*, thèse Paris, 1922.

- KAMEL PACHA (Moustafa). — *Egyptiens et Anglais*, Paris, 1906.
- KAMEL (Sayed). — *La Conférence de Constantinople et la Question Egyptienne en 1882*, thèse Paris, 1913.
- LAMBA (H.). — *Droit public et administratif de l'Egypte*, Le Caire, 1909.
- LAMBELIN (Roger). — *L'Egypte et l'Angleterre*, Paris, 1922.
- LAWRENCE. — *Les Principes du Droit International*, traduits sur la 5^e éd., par Dumas et Lapradelle, Oxford, 1920.
- LÉGER (Eugène). — *La Question d'Egypte et l'Occupation anglaise*, thèse Paris, 1902.
- LISZT (Franz Von). — *Le Droit International. Exposé systématique*, trad. de G. Gidel et L. Alcindor, Paris, 1927.
- DE MARTENS (F.). — *Traité de Droit International*, Paris, 1883.
- DE MARTENS (G. F.). — *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, Paris, 1864.
- MASPERO. — *Histoire Ancienne des Peuples de l'Orient Classique*, 3 Tomes.
- MENGIN (Félix). — *Histoire de l'Egypte sous le Gouvernement de Mohamed Ali*, 2 vol, Paris, 1823.
- METTERNICH. — *Mémoires, Documents et Ecrits laissés par le Prince de Metternich*, Paris, Plon.
- MOURIEZ. — *Histoire de Méhémet Ali*, 5 vol., Paris, 1857.
- NAGUIB (Mohamed Ali). — *Nature juridique du conflit anglo-égyptien relatif à l'indépendance de l'Egypte, déclarée le 28 février 1922*, thèse Lausanne, 1933.
- PÉMÉANT (G.). — *L'Egypte et la politique française*, thèse Paris, 1909.
- PENSA (H.). — *L'Egypte et le Soudan Egyptien*, Paris, 1895.
- PRADIER-FODÉRÉ. — *Traité de Droit International Public Européen et Américain*, Paris, 1885.
- RONCHETTI (A.). — *Quelques mots sur l'hérédité à la vice-royauté d'Egypte*, Marseille, 1866.
- SABRY (M.). — *La Révolution Egyptienne* :
1^{re} partie, Paris, 1919.
2^e partie, Paris, 1921.
- *La Genèse de l'esprit national égyptien (1863-1882)*, Paris, 1924.
- *L'Empire Egyptien sous Mohamed Ali et la Question d'Orient*, Paris, 1930.
- *L'Empire Egyptien sous Ismaïl et l'ingérence anglo-française (1863-1879)*, Paris, 1933.
- SALEH (Diaeddine). — *Les Pouvoirs du Roi dans la Constitution Egyptienne*, thèse Paris, 1939.

- SALEH HUSSEIN (Ibrahim). — *Etude juridique du problème de l'Egypte*, thèse Paris, 1931.
 SCELLE (Georges). — *Précis de Droit des Gens (Principes et systématique)*, 2 Tomes, Paris, 1932-1934.
 — *Manuel élémentaire de Droit International Public*, Paris, 1943.
 VINGTRINIER (Aimé). — *Soliman Pacha*, Paris, 1886.

II. — OUVRAGES EN LANGUE ANGLAISE

- ABBAS-HELMI II. — *A few words of the Anglo-Egyptian Settlement*, London, 1929.
 BOURCHJER (Lady). — *Memoir of the Life of Amiral Sir Edward Codrington*, 2 vol., London, 1873.
 BULWER. — *Life of Viscount Palmerston*, 3 vol.
 CHIROL (Sir Valentine). — *The Egyptian Problem*, London, 1921.
 COLVIN (Sir Auckland). — *The Making of Modern Egypt*, London, 1906.
 CROMER (The Earl of). — *Modern Egypt*, 2 T., London, 1908.
 — *Abbas II*, London, 1915.
 DICEY (Edward). — *The Story of the Khedivate*, London, 1902.
 DODWELL (Henry). — *The founder of modern Egypt. A study of Muhammed Ali*, Cambridge, 1931.
 GHORBAL (Shafik). — *The beginnings of the Egyptian Question ant the Rise of Mehemet Ali*, London, 1928.
 IKBAL ALI SHAH (Sirdar). — *Fuad, King of Egypt*, London, 1936.
 LANE-POOLE (Stanley). — *The life of the Right Honourable Stradford Canning*, 2 vol., London, 1888.
 LLOYD (Lord). — *Egypt since Cromer*, 2 T., London, 1933-1934.
 MILNER (Alfred). — *England in Egypt (Third edition)*, London, 1893.
 OPPENHEIM (L.). — *International Law*.
 SCAWEN BLUNT (Wilfrid). — *Secret History of the English occupation of Egypt*, London, 1907.

III. — OUVRAGES EN LANGUE ÉGYPTIENNE (ARABE)

- AL AKKAD (Abbas). — *Saad Zaghloul*, Le Caire, 1936.
 AR-RAFI (Abdel Rahman). — *Histoire du mouvement national en Egypte*, 3 T., 1929-1930.
 — *L'époque d'Ismail*, 2 T., Le Caire, 1932.
 — *La révolte arabienne*, Le Caire, 1937.

- CHAFIK PACHA (A.). — *Mes Mémoires d'un demi-siècle*, 3 T. en 4 vol., Le Caire, 1934.
- CRABITES (Pierre). — *Ismâïl, le calomnié*, traduit de l'anglais par Sarouf, Le Caire, 1937.
- EL AYOUBI (Elias). — *Histoire d'Égypte pendant le règne du Khédive Ismaïl (1863-1879)*, Le Caire, 1923.
- ZIDAN (Gorgui). — *Histoire de l'Égypte contemporaine*, 2 vol., Le Caire, 1889.

IV. — ARTICLES

- BOUTROS-GHALI (Wacyf). — Le Statut International de l'Égypte, *Revue de Droit International*, 1931.
- CHEVALLIER (J.-J.). — Le Traité d'alliance anglo-égyptien, *Revue Générale de Droit International Public*, 1937.
- DUBOIS-RICHARD (P.). — Le gouvernement et l'administration de Mohamed Ali le Grand, *Revue Al Kanoun Wal Iqtisad* (Droit et Economie Politique), avril 1939, Le Caire.
- GILLES (Roger). — Mohamed Ali et l'économie dirigée. *Revue des Conférences Françaises en Orient*. Le Caire, mai 1939.
- HANOTAUX (G.). — Le Problème Egyptien, *Revue de Paris*, 1^{er} juillet 1931.
- IBRAHIM (White). — La Couronne. *Revue l'Égypte judiciaire*, 1934, pp. 237 et suivantes.
- JARAY (G.-L.). — La Situation Internationale de l'Égypte. *Revue de Droit International et de Législation Comparée*, 1904, pp. 409 et suivantes.
- KRAJEWSKI (L.). — L'Angleterre et l'Égypte, *Revue Politique et Parlementaire*, 10 mai 1931.
- LA BRUYÈRE (R.). — La situation de l'Égypte, *Revue Politique et Parlementaire*, 10 mars 1926.
- MARTENS (F. DE). — La Question Egyptienne et le Droit International, *Revue de Droit International et de Législation Comparée*, 1882, pp. 355 et suivantes.
- RAAFAT (Waheed). — La Crise du régime parlementaire en Égypte et le renforcement de l'exécutif (1923-1933), *Revue du Droit Public et de la Science politique*, 1934, pp. 5 et suivantes.
- RIAZ (Mamdouh). — La Crise égyptienne, *Revue des Vivants*, décembre 1930 et janvier 1931.
- RUZÈ (Robert). — La situation internationale de l'Égypte de 1914 à 1922, *Revue de Droit International et de Législation Comparée*, 1922.

RUSSEL (W. H.). — Why did we depose Ismaïl, *Contemporary Review*, XL VIII, 1885.

V. — RECUEILS DE TEXTES, DOCUMENTS OFFICIELS

ARISTARCHI (Bey). — *Législation ottomane*, T. 2, Constantinople, 1874.

DE CLERCQ. — *Recueil des Traités de la France*.

DE MARTENS. — *Nouveau Recueil Général de Traités*.

Archives Egyptiennes.

Archives Françaises, Affaires Etrangères, Marine.

Journal Officiel d'Egypte.

Et différents autres revues et journaux cités dans le texte.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

1. — L'Egypte, Royaume Héréditaire	1
2. — Les principes essentiels du régime de l'Hérédité du Trône de l'Egypte Pharaonique	1
3. — Les dynasties de la Période Islamique:	3
a) Les Toulounides.	
b) Les Ikchidites.	
c) Les Fatimites.	
d) Les Ayoubides.	
4. — e) Les Mamelouks	6
5. — Les principes essentiels du régime de l'Hérédité du Trône dans le Droit Public de l'Islam et chez les dynasties de l'Egypte Islamique	9
6. — L'Egypte sous la Domination Ottomane jusqu'au début du XIX ^e siècle	11
7. — Limites de notre étude et son intérêt	12
8. — Plan détaillé	14
9. — Remarques orthographiques	15

PREMIÈRE PARTIE

REGNE DE MOHAMED ALI

CHAPITRE PREMIER

Avénement de Mohamed Ali. Conquête et consolidation du Pouvoir (1799-1811)

SECTION I. — *Conquête du Pouvoir.*

10. — Mohamed Ali et l'état de l'Egypte à son arrivée	19
11. — Khosrew Pacha, Vice-Roi d'Egypte, protecteur puis ennemi de Mohamed Ali. Devenu chef des Albanais celui-ci s'entend avec les Mamelouks contre le Vice-Roi	21

12. — Les Anglais évacuent l'Égypte en exécution du Traité d'Amiens (1802). Après les intrigues avortées du Vice-Roi Gezaïerly Pacha, et des Anglais, Mohamed Ali se débarrasse des Mamelouks 22
13. — Le Vice-Roi Khourchid Pacha cherche à se débarrasser de Mohamed Ali et des Mamelouks. Son incapacité provoque sa destitution par le peuple (mai 1805) qui le remplace par Mohamed Ali. Sa résistance et l'intervention des Anglais et des Mamelouks auprès du Capitan-Pacha en sa faveur. 24
14. — Politique de la France à l'égard de l'Égypte à cette époque 28
15. — La Porte confirme le choix du Peuple Egyptien (juillet 1805). 29

SECTION II. — Consolidation du Pouvoir.

16. — L'indépendance de l'Égypte et la fondation d'une dynastie commencent à bercer l'esprit de Mohamed Ali 30
17. — Sa politique de violence et de négociations avec les Mamelouks. 30
18. — Drovetti, malgré les instructions de Paris (juin 1806), surveille les intrigues anglaises à Constantinople et conseille Mohamed Ali qui refuse la proposition du Capitan-Pacha de le transférer ailleurs, mettant ainsi fin aux intrigues anglaises. 31
19. — Mort des deux chefs Mamelouks El Bardissy et El Alfi (1806-1807) alors que le second négociait avec la Russie l'établissement d'un protectorat russe sur l'Égypte. Conséquences de cette double disparition. 33
20. — L'Angleterre se décide à occuper l'Égypte (mars 1807). Capitulation d'Alexandrie. Défaites des Anglais et impossibilité des Mamelouks à les secourir. Négociations et départ des Anglais. Conséquence de cet échec anglais. 34
21. — Mohamed Ali et les Mamelouks. Ils demandent le protectorat anglais (août 1809). Leur duplicité provoque leur massacre (mars 1811). 36

CHAPITRE II

Politique de soumission à la Porte et conflits avec l'Europe (1811-1827)

SECTION I. — Causes déterminantes de la politique de soumission à la Porte et premiers conflits avec l'Angleterre.

22. — Premières manifestations chez Mohamed Ali de l'idée d'indépendance 40

23. — Mohamed Ali, pour se fortifier, cherche vainement à s'allier, d'abord avec l'Angleterre, ensuite avec la France.	41
24. — Sa politique de soumission à la Porte	42
25. — Campagnes d'Arabie (1811-1818) et du Soudan (1820-1822) et conflits avec l'Angleterre.	43

SECTION II. — *Campagne de Morée. Coalition de l'Europe contre la Porte et l'Égypte.*

26. — Projet balkanique de Mohamed Ali.	44
27. — La politique anglaise contre l'influence française et russe en Grèce aboutit au protocole du 4 avril 1826	44
28. — Intrigues anglaises pour désintéresser Mohamed Ali de la Morée. Leur échec et ses conséquences	46
29. — Traité de Londres du 6 juillet 1827, entre l'Angleterre, la France et la Russie. Importance de ce Traité et position de l'Autriche à son égard	49
30. — La Porte refuse de se soumettre aux stipulations du Traité, ce qui amène les Puissances, avant de recourir à son exécution, à vouloir désintéresser de nouveau Mohamed Ali.	51
31. — A cet effet, l'Angleterre envoie en Égypte le Major Cradock (août 1827). Instructions qu'elle lui donne.	52
32. — Hésitations de Mohamed Ali devant les intrigues de l'Angleterre et de l'Autriche, et les exigences de La Porte	53
33. — Conversations diplomatiques de Mohamed Ali avec Cradock et leurs résultats	54
34. — Conversations d'Ibrahim avec les Amiraux des Puissances Européennes chargés d'exécuter le Traité ..	56
35. — Mohamed Ali conseille la prudence à son fils et à La Porte, à qui il propose, en outre, la médiation de l'Autriche	57
36. — Après avoir fait la sourde oreille, La Porte fléchit. Mais hélas, trop tard	58
37. — Navarin et la conduite des Amiraux (octobre 1827). ..	60
38. — Réaction des Puissances Européennes et conséquences de Navarin	62

CHAPITRE III

Premier conflit avec la Porte. Début de l'apogée du règne de Mohamed Ali (1827-1833)

39. — Causes de la méfiance réciproque entre Mohamed Ali et La Porte	65
--	----

40. — Obligé de déclencher les hostilités (fin 1831), Mohamed Ali ne cache pas ses intentions de vouloir se libérer du joug ottoman	66
41. — Attitude des Puissances devant ses intentions	67
42. — Les victoires égyptiennes décident La Porte à entamer des négociations avec Mohamed Ali. L'échec de celles-ci l'oblige à demander l'aide des Puissances. La Russie s'empresse d'offrir la sienne (fin 1832) ..	70
43. — Nouvelles négociations avec Mohamed Ali. L'acceptation de l'aide russe	72
44. — L'accord de l'Amiral Roussin avec La Porte pour éloigner les Russes et sa critique (21 février 1833) ..	73
45. — Les Russes n'exécutent pas l'accord de Roussin. Mohamed Ali fait de même et envoie un ultimatum à La Porte	76
46. — Les Puissances conseillent à La Porte de céder. Négociations avec Ibrahim Pacha. La Porte refuse de ratifier l'accord qui en résulte	79
47. — Missions diplomatiques européennes auprès de Mohamed Ali pour l'amener à s'entendre avec La Porte et à renoncer à Adana. Le Baron de Boislecomte en Egypte (mai 1833)	80
48. — Mohamed Ali cède aux demandes des Puissances à condition d'être garanti par elles. Sa note à ce sujet (14 mai 1833)	82
49. — Mais La Porte a cédé avant Mohamed Ali sur toutes les demandes égyptiennes	84
50. — Constatations : au cours du conflit, Mohamed Ali hésita à proclamer son indépendance malgré les exhortations de son fils. Causes de cette hésitation	85
51. — Résultats du conflit : Mohamed Ali est devenu vassal plus puissant que son suzerain, d'où la méfiance réciproque continue	88

CHAPITRE IV

La Trêve armée. Efforts diplomatiques de Mohamed Ali pour se libérer du joug ottoman (1833-1839)

52. — La politique d'hostilité des Puissances à l'égard de Mohamed Ali encourage La Porte à fomenter des troubles en Syrie. Ibrahim les réprime rapidement (mai 1834)	91
53. — Démarche de Mohamed Ali auprès des Puissances pour proclamer son indépendance (septembre 1834). Ibrahim juge le moment défavorable, à cette demande, qui, d'ailleurs, reste sans suite de la part des Puissances	92

54. — Origine du Traité d'Unkiar-Skelessi. (8 juillet 1833) et ses conséquences. Mohamed Ali propose, vainement, de délivrer La Porte et les Puissances des dangers inhérents à ce Traité 95
55. — Collisions entre les intérêts stratégiques et économiques du Vice-Roi et ceux des Anglais en Orient 97
56. — La Porte tire profit des rivalités suscitées entre les Puissances par le Traité d'Unkiar-Skelessi. Les pourparlers diplomatiques de la Mission Sarim avec Mohamed Ali, en janvier 1837, et leur échec — 99
57. — Nouvelles démarches de Mohamed Ali auprès des Puissances pour déclarer son indépendance (avril 1838). Malgré des avis favorables au Vice-Roi, les Puissances s'y opposent encore. 101
58. — Mohamed Ali modifie ses revendications. Il demande qu'on lui accorde le Gouvernement Héréditaire des territoires qu'il occupe. Sa note à ce sujet (septembre 1838) 103
59. — Rivalités anglo-russes en Orient et intrigues anglo-ottomanes contre Mohamed Ali 105
60. — Duplicité de La Porte ; tout en protestant de ses sentiments pacifiques, elle déclenche les hostilités contre Mohamed Ali qui demeure sur la défensive (avril 1839) 107
61. — Echec des propositions égyptiennes pour arrêter les hostilités et offensive égyptienne 108

CHAPITRE V

Second conflit avec la Porte. Les Puissances et le Traité de Londres du 15 juillet 1840 (1839-1840).

SECTION I. — Coalition des Puissances et de La Porte contre Mohamed Ali.

62. — Intervention du Maréchal Soult, pour arrêter les hostilités ; c'est ce que voulait l'Angleterre, mais apparemment, car Ponsonby poussait La Porte à la guerre 113
63. — Les victoires égyptiennes déterminent La Porte à entamer des négociations avec Mohamed Ali. Elles allaient aboutir lorsque les Puissances s'immiscèrent dans la Question (juillet 1839). 114
64. — Attitude des Puissances. La France et l'Angleterre s'entendent pour demander à La Porte d'accorder à Mohamed Ali le Gouvernement Héréditaire de l'Égypte avec une compensation pour l'Empire Ottoman 116
65. — Divergence de vues entre la France et l'Angleterre sur cette compensation 118

66. — Divergences de vues entre la France et l'Angleterre sur les mesures coercitives à employer contre les belligérants et au besoin contre la Russie 121
67. — Duplicité de l'Angleterre. Dans ses pourparlers avec Soult, elle ménageait la Russie — à l'insu de ce dernier — en vue de l'éventualité d'une aide russe. 123
68. — Accord des Puissances sur le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire Ottoman. Leur note à ce sujet à La Porte (27 juillet 1839). 125

SECTION II. — *Dissensions franco-britanniques*
et signature du *Traité de Londres du 15 juillet 1840.*

69. — Conséquence de la note du 27 juillet 1839 exploitée par Khosrew. Inimitié de Mohamed Ali à l'égard de ce dernier, et sa destitution 128
70. — L'Angleterre propose d'employer la force contre Mohamed Ali. Mais la France s'y oppose pour ne pas étendre le champ des hostilités 131
71. — La Russie se rapproche de l'Angleterre. La première mission diplomatique du Baron de Brünnow à Londres (septembre 1839) et son échec 132
72. — Continuation des pourparlers diplomatiques entre la France et l'Angleterre, sur l'étendue du territoire à accorder héréditairement à Mohamed Ali. Leur échec ramène de Brünnow à Londres (décembre 1839). .. 134
73. — L'Autriche et la Russie se prononcent pour des négociations directes entre La Porte et le Vice-Roi. L'Angleterre s'y oppose et sa conduite détermine ce dernier à se préparer militairement au grand désespoir de la France pacifiste 135
74. — Thiers au pouvoir (mars 1840), Guizot, à Londres, essaie de s'entendre avec Palmerston 137
75. — Metternich tente, vainement, de réaliser une entente entre la France et l'Angleterre 139
76. — La Porte veut en finir. Ses notes aux Puissances (7 avril et 31 mai 1840) et son projet de réconciliation avec Mohamed Ali, arrêté d'accord avec l'Autriche ... 141
77. — Causes qui pressèrent l'Angleterre à conclure le Traité de Londres, du 15 juillet 1840 143

CHAPITRE VI

Exécution du *Traité de Londres du 15 juillet 1840. L'Hérédité du Trône établie en Egypte.*

SECTION I. — *Les Puissances et l'exécution du Traité.*

78. — Mémoire de Palmerston (17 juillet 1840) et réponse de Thiers (24 juillet 1840) 145
79. — Les stipulations du Traité 146

80. — Cochelet et le Comte Walewski, envoyé de Thiers, conseillent Mohamed Ali et obtiennent de lui une demande de médiation adressée à La France (17 août 1840) 148
81. — Note des Consuls des Puissances signataires du Traité à Mohamed Ali (19 août 1840). La conduite conciliante du Vice-Roi et le pacifisme de Louis-Philippe 150
82. — Dominée par Ponsonby, La Porte, malgré l'intervention de Walewski, rejette la soumission de Mohamed Ali, le dépose de ses fonctions (14 septembre, 1840) et engage avec les forces alliées la lutte contre Ibrahim 154
83. — Thiers prend la défense de l'Egypte dans ses deux notes des 3 et 8 octobre 1840, adressées à l'Angleterre. 156
84. — Soult revient au pouvoir (octobre 1840). Sa politique hostile aux revendications égyptiennes oblige le Vice-Roi à engager des pourparlers avec l'Angleterre (novembre-décembre 1840) 161
85. — En dépit des interventions des Puissances, pour mettre fin à la crise égyptienne, La Porte, influencée, par Ponsonby, intrigue pour ne pas s'entendre avec Mohamed Ali. Elle ne cède qu'après avoir reçu un mémorandum des puissances (30 janvier 1841). 162

SECTION II. — *Le Régime de l'Hérédité du Trône
accordée par le Firman de 1841
à Mohamed Ali : le Seniorat.*

86. — Le firman du 13 février 1841 ; Mohamed Ali le critique et le rejette 166
87. — Les Puissances se prononcent en faveur de Mohamed Ali ; mais toujours Ponsonby intrigue. L'intervention de Metternich décide La Porte à céder (avril 1841). 169
88. — Le nouveau firman du 1^{er} juin 1841 et les modifications introduites 170
89. — Jugements sur la politique extérieure de Mohamed Ali. 172
90. — L'Hérédité du Trône d'Egypte accordée à Mohamed Ali sous forme de Seniorat. Ses avantages 172
91. — Le Seniorat et le Droit Public Islamique 173
92. — L'application du Seniorat en Egypte et ses conditions. 174
93. — Disparition de cette Hérédité du Trône sur l'ordre du Sultan, en cas de non-exécution d'une des conditions imposées par le firman 174
94. — La Régence. 175
95. — L'Hérédité du Trône était garantie par les Puissances. 176
96. — Statut politique de l'Egypte, défini par ces firmans .. 177

97. — La fin de Mohamed Ali. Malade, il se retire du pouvoir (juillet 1848). Règne d'Ibrahim et mort de Mohamed Ali (août 1849). 181

DEUXIÈME PARTIE

SUCCESEURS DE MOHAMED ALI

D'IBRAHIM A L'AVENEMENT DE FOUAD

CHAPITRE PREMIER

Les premiers successeurs de Mohamed Ali et leurs efforts pour modifier le régime de l'hérédité du Trône (1848-1863)

98. — Règne d'Ibrahim (1848). 185
 99. — Règne d'Abbas (1848-1854). 186
 100. — Efforts d'Abbas pour supprimer le Seniorat afin de laisser le Trône à sa descendance directe 187
 101. — Mort d'Abbas et avènement de Saïd (juillet 1854). .. 188
 102. — Règne de Saïd (1854-1863). 189
 103. — Efforts de Saïd pour abolir le Seniorat et laisser le Trône à sa descendance directe 190

CHAPITRE II

Règne d'Ismâïl

Etablissement de l'Hérédité du Trône dans la descendance directe par ordre de primogéniture (1863-1879)

104. — Avènement d'Ismâïl (janvier 1863). Idées générales sur son règne 191
 105. — Ismaïl et le Sultan veulent abolir le Seniorat, chacun dans sa famille 192
 106. — L'oncle d'Ismâïl s'oppose à ce projet 192
 107. — Ismaïl aux prises avec les intrigues de son frère, lui aussi adversaire de ce projet 193
 108. — Le Sultan accorde à Ismaïl le firman modifiant le régime de l'Hérédité du Trône : établissement de l'Hérédité du Trône dans la descendance directe, par ordre de primogéniture (27 mai 1866). 196
 109. — Conséquences néfastes du Seniorat et bienfaits du nouveau système 198
 110. — La Régence et son organisation (15 juin 1866). 200
 111. — Ismaïl obtient le titre de Khédive (1867). 204
 112. — L'œuvre rénovatrice d'Ismâïl et les difficultés financières 204
 113. — Les Puissances s'entendent pour demander au Khédive d'abdiquer (juin-1879). 206

114. — Ismaïl refuse d'abdiquer ; causes de sa résistance 207
 115. — La Porte, menacée par les Puissances, dépose Ismaïl
 25 juin 1879). 209

CHAPITRE III

L'Occupation Britannique et son ingérence dans le régime de l'Hérédité du Trône (1879-1917).

116. — Avènement de Tewfick (août 1879) et la faiblesse de son caractère 211
 117. — L'Occupation britannique (juillet-septembre 1882) et la politique, d'assujettissement à l'égard des Egyptiens. 212
 118. — Avènement d'Abbas II (janvier 1892). Son anglophobie attise le Nationalisme égyptien 214
 119. — Attitude des Puissances Européennes vis-à-vis de l'Occupation britannique. L'Entente Cordiale (1904). 215
 120. — Efforts de l'Angleterre pour dénouer, à son profit les liens de suzeraineté de La Porte sur l'Egypte .. 217
 121. — La Grande Guerre de 1914-1918. La Porte et le Khédivé contre l'Angleterre 218
 122. — Proclamation du Protectorat britannique sur l'Egypte (18 décembre 1914) et sa valeur juridique 219
 123. — L'Egypte a-t-elle accepté le Protectorat ? 222
 124. — Déposition du Khédivé (19 décembre, 1914) et sa valeur juridique 223
 125. — Attitude des Egyptiens à l'égard de l'Angleterre sous le Protectorat et durant la Guerre 226
 126. — Attitude du Gouvernement Egyptien et du Sultan à l'égard de l'Angleterre 228
 127. — A la recherche d'un successeur au Sultan Hussein Kamel 228
 128. — Avènement du Roi Fouad 230

TROISIÈME PARTIE

REGNE DU ROI FOUAD I^{er} (1917-1936)

CHAPITRE PREMIER

L'ordre de succession au Trône actuellement en vigueur.

129. — L'Angleterre et l'établissement en Egypte de l'Hérédité du Trône dans la descendance directe par ordre de primogéniture 234
 130. — Les événements politiques de l'Egypte, de l'Armistice à 1922 235
 131. — Etablissement officiel du régime de l'Hérédité du Trône actuellement en vigueur. Les textes officiels (1922). 238

132. — Membres de la Famille de Mohamed Ali qui peuvent accéder au Trône	239
133. — Dévolution du droit à la succession au Trône dans la descendance directe	240
134. — A défaut d'une descendance directe, le droit de succession passe aux collatéraux	241
135. — Conditions exigées pour accéder au Trône	242
136. — Majorité du Roi	244
137. — La Régence	245
138. — En cas d'absence ou de maladie du Roi, il n'y a pas de régence	246
139. — Cas de l'extinction de la Dynastie de Mohamed Ali. Choix d'une nouvelle dynastie	246
140. — En l'absence d'un Roi, le Conseil des Ministres exerce les pouvoirs royaux	247
141. — Immuabilité des règles de la succession au Trône ..	247
142. — Déchéance des droits de l'Ex-Khédive, Abbas Helmi II	248
143. — Vie parlementaire en Egypte (1923-1936).	248
144. — L'Ex-Khédive Abbas Helmi II renonce à tous ses droits au Trône d'Egypte (1931)	250
145. — Conséquences de cette renonciation. Le Roi Fouad et l'Entente Anglo-Egyptienne	252
146. — Causes qui militèrent en faveur de cette entente	253
147. — Formation du Front National Egyptien, et mort du Roi Fouad (28 avril 1936)	253

CHAPITRE II

Avénement du Roi Farouk.

Application des principes réglant l'Ordre de Succession au Trône arrêtés en 1922 (1936).

148. — Le Prince Farouk proclamé Roi d'Egypte (28 avril 1936).	256
149. — Bruits fantaisistes répandus par le Premier Ministre et la réalité des faits	257
150. — Minorité du Roi	258
151. — Le nouveau Prince Héritier	258
152. — Majorité du Roi en ce qui concerne l'exercice de ses droits privés et patrimoniaux	260
153. — Réunion du Parlement dans le délai prévu par la Constitution	261
154. — Le Parlement et les écrits contenant la volonté du Roi Fouad.	261
155. — Régents choisis par le Roi Fouad. Raisons qui le déterminèrent à vouloir modifier son choix	262
156. — Le Parlement et le choix des Régents	264
157. — Que penser des Régents choisis par le Parlement	265

158. — Les Régents se choisissent un chef	266
159. — Fin de la Régence et majorité du Roi	267

C O N C L U S I O N

160. — Les Puissances et l'évolution du régime de la Succession au Trône d'Egypte	269
161. — Les différentes étapes de cette évolution. Leurs avantages et leurs inconvénients	272
162. — Les principes essentiels de l'Hérédité du Trône actuellement en vigueur	273
163. — L'œuvre accomplie par la Dynastie de Mohamed Ali et la reconnaissance de la Nation	275
164. — Perennité de l'Institution Monarchique en Egypte	277

APPENDICE : Législation concernant l'Ordre de Succession au Trône actuellement en vigueur.	279
---	-----

BIBLIOGRAPHIE	287
---------------------	-----

TABLE DES MATIERES	293
--------------------------	-----

ERRATA

- Page 7: Ligne 3: lire à sa au lieu de à se.
- Page 19: Ligne 7, lire Khosrew au lieu de Khorsew.
- Page 21: Ligne 5, lire: 1801¹ au lieu de 1801². — Ligne 22, lire: l'Egypte x² au lieu de l'Egypte »¹.
- Page 26: Ligne 17, lire excitait au lieu de excitaient. — Ligne 34: lire 1805 au lieu de 1815.
- Page 40: Ligne 4: lire Section I au lieu de Section II.
- Page 45: Ligne 24, lire 1827 au lieu de 1927.
- Page 53: Ligne 32: lire vue au lieu de vu.
- Page 56: Ligne 1: lire réussi au lieu de réussies.
- Page 61: Ligne 35: lire Douin au lieu de Doud.
- Page 62: Ligne 18: lire quoi qu'il au lieu de quoiqu'il.
- Page 64: Ligne 18: lire et sa au lieu de te sa.
- Page 66: Ligne 19: lire eue de au lieu de eu de.
- Page 78: Ligne 26: lire consacrer au lieu de conserver. — Ligne 30: lire il lui au lieu de li lui.
- Page 83: Ligne 20: Lire elles le au lieu de elle le.
- Page 95: Ligne 14: lire avait eue au lieu de avait eu.
- Page 98: Ligne 18: lire Seigneurie au lieu de Seigneur.
- Page 100: Ligne 6: lire amie au lieu de ami.
- Page 110: Ligne 22: lire à l'ordre au lieu de à l'ordre. — Avancer la dernière ligne de deux.
- Page 117: Ligne 36: lire Guizot au lieu de Giwzot.
- Page 128: Ligne 20: lire Porte veut en finir au lieu de Poorte veut en nir.
- Page 131: Ligne 16: ajouter, après héréditaire, seulement.
- Page 146: Ligne 32: lire 1840² au lieu de 1840¹. — La note de la page 147 est à reporter dans cette page sous le numéro 2.
- Page 151: Ligne 5: lire avaient au lieu de avait. — Ligne 6: lire n'étaient-ce au lieu de n'était-ce.
- Page 152: Ligne 23: lire renvoyât au lieu de renvoya.
- Page 158: Ligne 30: lire presque au lieu de presques.
- Page 159: Ligne 16: supprimer d'une.
- Page 160: Ligne 31: lire suggérer »² au lieu de suggérer »¹. — Ligne 37: lire (2) Voir... au lieu de (1) Voir...
- Page 178: Ligne 30: lire Situation internationale au lieu de Situation internai-
tonale.
- Page 198: Ligne 27: Supprimer millions.
- Page 200: Ligne 32: lire réservée au lieu de réservé.
- Page 212: Ligne 23: lire en 1882 au lieu de 1892.
- Page 215: Ligne 21: lire juillet au lieu de juil-.
- Page 225: Ligne 30: lire légal au lieu de légale.
- Page 226: Ligne 26: lire l'ont au lieu de l'on.
- Page 233: Ligne 28: lire 1923 au lieu de 1925.
- Page 236: Ligne 33: lire Zaghoul au lieu de Zaghoul.
- Page 237: Ligne 3: lire ses au lieu de ces.
- Page 239: Ligne 32: lire Constitution au lieu de Ville.
- Page 249: Ligne 25: lire tels que au lieu de telles que.
- Page 282: Ligne 3: lire 1340 au lieu de 130.
- Page 286: Ligne 24: lire considérées au lieu de considérés.

